

Supplément région parisienne

44 pages sur les vingt ans de l'Île-de-France

Spécial placements

Les SICAV face à la tourmente boursière

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION 3
BOURSE

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13320 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beauve-Méry

Directeur : André Fontaine

JEUDI 26 NOVEMBRE 1987

L'accord de Genève sur l'élimination des missiles à moyenne portée

L'URSS et les Etats-Unis acceptent pour la première fois des inspections mutuelles sur leurs territoires

La fin du secret

L'accord que MM. Shultz et Chevardnadze viennent de conclure à Genève sur les « derniers détails » du traité sur les euromissiles confirme que la dynamique créée il y a un peu plus d'un an par le « période » de Reykjavik est plus que jamais à l'œuvre. Elle n'a été rompue ni par les nombreuses difficultés de M. Reagan aux Etats-Unis, ni par les problèmes croissants de politique intérieure auxquels M. Gorbatchev s'est trouvé confronté à Moscou.

Dès l'instant que le dirigeant soviétique acceptait de fixer une date pour sa rencontre avec M. Reagan, les deux partenaires étaient condamnés à réussir. L'impression s'impose que, si difficile il y a eu pour amener les chefs de l'armée rouge à renoncer à leurs SS-20, ces difficultés ont été surmontées il y a déjà plusieurs mois.

Les « détails » réglés ces derniers jours à Genève n'en sont pas moins importants. Si l'on comprend bien, des centaines de contrôleurs vont pouvoir visiter jusqu'à vingt fois par an, et parfois même sans y avoir été invités, diverses installations militaires parmi les plus secrètes des deux superpuissances, et cela pendant trois ans. D'autres inspecteront la fabrication de missiles tels que le SS-25, dernier-né des engins stratégiques soviétiques, qui pourtant n'a fait l'objet d'aucun accord à ce stade.

Même pour les Américains, il s'agit là de novations que certains militaires auront du mal à supporter. Mais pour l'URSS, pays malade de la transparence, c'est une véritable révolution. Krouchtchev lui-même ne jurait-il pas ses grands dieux, dans les années 50, qu'il n'accepterait jamais le plan de « clefs ouvertes » que lui proposait Eisenhower, car cela équivalait à « visiter sa chambre à coucher » ?

Il est vrai que les satellites d'observation se sont chargés depuis lors de trancher la querelle. Accepter des intrus sur place et autoriser le « renseignement humain » n'en demeure pas moins une tout autre affaire : les diplomates étrangers à Moscou, toujours étroitement limités dans leurs déplacements, savent quelques choses ; et les refusés plus encore à qui l'on refuse le droit d'émigrer sous prétexte qu'ils ont connu des secrets plusieurs années auparavant.

La levée du secret qui s'annonce sur une partie au moins des arsenaux nucléaires va bousculer cette mentalité de « forteresse assiégée ». C'est une bonne chose, encore qu'elle puisse soulever de nouveaux problèmes. Les indéchiffrables querelles d'interprétation, la mise en place et le fonctionnement des dispositifs de contrôle sont susceptibles de créer des frictions dont le résultat serait de saper cette confiance, qui constitue, des deux côtés, l'objectif officiellement recherché. C'est toute une nouvelle pratique des relations entre grandes puissances qui devra être rodée dans les années à venir.

L'accord intervenu, le mardi 24 novembre, à Genève, entre M. Shultz, secrétaire d'Etat américain, et son homologue soviétique, M. Chevardnadze, à propos du démantèlement des missiles à portée intermédiaire (FNI), constitue une « première » : contrairement aux accords précédents, qui fixaient des seuils à ne pas dépasser, le traité FNI, que signeront MM. Gorbatchev et Reagan lors du

sommet du 7 décembre à Washington, prévoit en effet la destruction de toute une catégorie d'armes. Il prévoit de nombreuses inspections sur place, ce qui représente une notable limitation de souveraineté de la part des deux superpuissances. Reste maintenant à savoir quel accueil le Sénat américain réservera à ce traité. D'ores et déjà, la bataille parlementaire à Washington s'annonce rude.

Les réserves du Congrès

WASHINGTON
de notre correspondant

Le plus dur n'est pas fait et ce qui est un succès pour M. Shultz n'en est pas encore un pour le président Reagan. Certes, que le secrétaire d'Etat et M. Chevardnadze soient enfin parvenus, à leur quatrième tentative en onze semaines, à se mettre d'accord sur les « détails » du traité FNI ne peut être qu'une bonne nouvelle pour la Maison Blanche. Les dernières hypothèses sont levées, le

sommet de Washington aura lieu à la date prévue, le 7 décembre, et MM. Reagan et Gorbatchev, sans s'attarder sur les missiles à portée intermédiaire, pourront parler de sujets considérés ici comme plus importants : les armements stratégiques (START) et les problèmes régionaux.

M. Reagan a une autre raison d'être satisfait : six ans et six jours après qu'il ait proposé l'option zéro — pas de missiles intermédiaires en Europe —, cette idée présentée à l'époque sans guère

d'illusions se trouve enfin adoptée. Il a fallu pour cela bien des détours, bien des dépenses et la mort de trois secrétaires généraux du PC soviétique ; mais lui est toujours là, et peut faire valoir que sa ténacité a été payante.

Pourtant, loin de pouvoir savourer ce succès, l'actuelle administration se trouve une fois de plus sur la défensive et soumise à un tir croisé de critiques.

JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 5.)

Echange de bons procédés des deux côtés de l'Atlantique

Petits pas dans la tempête monétaire

Le dollar s'est replié le mercredi 25 novembre sur l'ensemble des places financières asiatiques et européennes, malgré les déclarations du ministre allemand des finances, M. Stoltenberg, annonçant de prochaines mesures budgétaires de relance, et la détente sur les taux d'intérêt qui se poursuit en Allemagne (taux des bons du Trésor ramené de 3,20 % à 3 %). Les premières réactions positives ont finalement cédé le pas devant les incertitudes qui pèsent sur les marchés financiers mondiaux. Dans la journée, le dollar s'échangeait à 1,6724 DM, 134,42 yens et 5,6615 FF.

S'achemine-t-on, à petits pas, vers l'indispensable nouvelle donne internationale qui permettra d'apaiser les marchés boursiers et des changes ? En annonçant, le 20 novembre, un accord sur la réduction du déficit budgétaire américain, M. Ronald Reagan

faisait un premier pas dans la direction souhaitée par les Européens et les Japonais. Le 24 novembre, en annonçant une baisse concertée des taux d'intérêt, les Européens, à leur tour, ont fait un pas. Dans les deux cas, il s'agit de tout petits gestes. Le lentur des progrès peut se comprendre. Chacun doit surmonter ses dogmes et faire accepter à son opinion publique des orientations de politique économique parfois douloureuses. Les marchés financiers auront-ils suffisamment de patience pour attendre, sans bouger, l'heureux dénouement ?

L'accord de principe entre le Congrès et la Maison Blanche pour réduire le déficit budgétaire de 76 milliards de dollars au cours des deux prochains exercices fiscaux (1987-1988 et 1988-1989) a rencontré un grand scepticisme dans les milieux financiers. « Cet accord intervient trop tard, il est

trop imprécis, et finalement insuffisant », a-t-on immédiatement entendu sur les marchés.

Il est vrai que cet accord doit maintenant être discuté par le Congrès. A un an de l'élection présidentielle outre-Atlantique, le pire est à craindre. Les commentateurs contradictoires des sénateurs républicains et des démocrates ne sont pas de bon augure. Un compromis bipartisan a pourtant été trouvé. M. Reagan a ainsi pu donner à la communauté financière internationale un premier geste de sa bonne volonté.

Les dirigeants européens et japonais se sont félicités de cet accord. Et ils ont voulu, à leur tour, — les Européens seulement pour l'instant, — apporter leur contribution à l'apaisement des marchés.

ERIC IZRAELIEWICZ.

(Lire la suite page 40.)



Le financement des partis

Mis en cause dans une affaire de fausses factures qui auraient profité au PS du Rhône, M. Yvon Deschamps a porté plainte, le mardi 24 novembre, pour atteinte à la liberté individuelle. Le financement des partis politiques sera l'objet de la réunion, jeudi, autour de M. Chirac, des dirigeants des cinq grandes formations représentées au Parlement. Lire pages 8 et 9 et l'article du professeur Jean-Jacques Izaïa page 2.

Chômage en baisse

1 % de moins au mois d'octobre.

PAGE 41

Grève générale en Italie

Pour saluer la reconduction du gouvernement Gorla...

PAGE 3

L'élection de Marseille

Le double défi de M. Le Pen.

PAGE 10

Service militaire

De moins en moins démocratique.

PAGE 29

ARTS ET SPECTACLES

- « Hope and Glory », le dernier film de John Boorman.
- Le retour de Yehudi Menuhin en Union soviétique.
- Les échanges culturels franco-yougoslaves.

Pages 21 à 23

CAMPUS

Les électroniciens s'installent à Marne-la-Vallée

La chambre de commerce de Paris entend faire pour la haute technologie ce qu'elle a réussi pour la formation des gestionnaires.

Pages 17 à 20

Le sommaire complet se trouve page 44

MAX GALLO

La route
Napoléon

Il avait 17 ans en 1789, il était noble ;
la Révolution, pour lui, c'est l'exil...

ROBERT LAFFONT

L'ENQUÊTE : les personnes âgées dans la société

Vieillir, mais chez soi...

Assise sur le bord de son lit, Jeanne Darti, soixante-dix-sept ans, esquisse un sourire, comme pour se faire pardonner de donner tant de travail. Cette ancienne blanchisseuse toulousaine est atteinte d'un cancer des os à évolution lente, et son cœur n'est plus très vaillant. Mais elle refuse de quitter le rez-de-chaussée, où elle a passé toute sa vie : côté rue, une chambrette garnie de photos de famille ; côté cour, une cuisine-salle-à-manger, ouvrant sur une petite terrasse, où l'on peut prendre le soleil.

Ce territoire de quelques mètres carrés, elle ne l'arpeute plus qu'appuyée sur un appareil appelé déambulateur. Qu'importe. Pour elle, le placement en hôpital ou en foyer

« médicalisé » serait un arrachement, une transplantation sans doute mortelle. Alors, chaque jour, une infirmière vient la soigner, une aide-ménagère passe à l'heure de la toilette, et un chauffeur lui livre un repas complet. Les voisins font le reste. « Tante Jeanne », comme ils l'appellent affectueusement, finira ses jours au milieu des siens.

Il y a déjà trente ans que le maintien à domicile des personnes âgées qui ont perdu une partie de leur autonomie est la tarte à la crème des discours et rapports officiels. La plupart des intéressés le réclament et les spécialistes du troisième âge en soulignent les vertus. Mais, jusqu'ici, dix raisons plutôt qu'une ont fait obstacle à sa généralisation.

A Toulouse, par exemple, on dénombre 55 000 retraités, dont un tiers subissent des handicaps, qui les placent en situation de dépendance. Quatre mille seulement reçoivent l'aide dont ils ont besoin. Les autres sont voués, tôt ou tard, à l'exil dans un établissement spécialisé : hôpital psychiatrique, hospice, service de longue durée, foyer médicalisé, etc. Certains y passeront cinq, dix, parfois quinze ans, déracinés, oubliés, et de plus en plus marginalisés.

Or le « papy boom » rend cette solution traditionnelle de plus en plus coûteuse.

MARC-AMBOISE RENDU.

(Lire la suite page 15.)

M 0147 - 1126 0 - 4,50 F



3790147004500 11260

A. L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 AS ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 166 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 50 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 E. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cr. ; Suisse, 1,50 fr. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

Ressources des partis: à qui se fier?

Le Conseil constitutionnel est la mieux placée de nos institutions pour assurer le contrôle du financement des campagnes électorales

par JEAN-JACQUES ISRAËL (*)

financement public, la reconnaissance de ce droit emporterait nécessairement l'existence d'un contrôle de l'emploi de ces fonds publics et sans doute des sanctions pénales. Ce qui pourrait heurter la liberté constitutionnelle des partis, outre que le contribuable pourrait trouver à y redire, surtout si la contribution était trop forte. Les partis sont légitimement jaloux de leur indépendance, et il peut être contestable de les assujettir à un contrôle public spécial, hors celui de l'opinion.

Egalité entre candidats

Point d'obstacle, au contraire, pour les campagnes électorales. Il suffirait d'étendre et de compléter les dispositions actuelles (remboursement de quelques frais d'impression de bulletins et d'affichage...) qui sont beaucoup trop modestes. Le principe d'une subvention étant admis, il faudra en fixer les modalités, le montant et les bénéficiaires: tous les candidats? Pour toutes les élections? L'égalité entre les candidats semblerait l'imposer, mais le Conseil constitutionnel a déjà eu l'occasion de dire que la loi pouvait «subordonner la restitution d'un cautionnement et le remboursement des frais de propagande à l'obtention d'un minimum de suffrages» (1). Tout dépendra donc du niveau choisi.

Il faut plafonner les dépenses électorales pour les législatives et la présidentielle, notamment. Car il est urgent d'arrêter l'hémorragie financière et la surenchère à laquelle les partis se livrent et où

ils risquent de se perdre. Quand on pense que certains en sont réduits à chercher les recettes de messageries roses!

Doit-on enfin imposer une transparence des comptes et, si oui, de qui: des candidats? des partis? des élus? Là encore l'axe nous semble devoir passer par l'élection, car c'est elle qui conditionne la vie démocratique. Ce que le citoyen doit voir, garanti, c'est la sincérité des opérations électorales et le maintien de l'égalité des chances entre les candidats. Cela passe par la transparence des opérations et des dépenses électorales. La publication des dons privés (et leur déductibilité fiscale?) peut choquer le Français, alors qu'elle paraît naturelle au citoyen des États-Unis. De même s'interroge-t-on sur l'opportunité de la publication du patrimoine des candidats et des élus. Certes, l'homme politique, tel l'acteur de cinéma, renonce à une partie de l'intimité de sa vie privée: la frontière entre la vie privée et la vie publique se déplace d'un cran. Faut-il aller plus loin? La question est posée.

Mais le vrai problème n'est pas d'instituer un financement public ou de plafonner les dépenses, ni même d'imposer des mesures de publicité des comptes. Toute la question réside dans le contrôle. L'efficacité des dispositions prises dépendra essentiellement de l'existence d'un véritable contrôle.

Écartons quelques objections: le contrôle serait impossible, mieux vaut donc ne pas alourdir le budget de l'État. L'objection est irrecevable, les deux propositions n'étant pas de même nature. Le contrôle pourrait être tourné, mieux vaut donc renoncer! Là encore, l'argument est non pertinent, sauf à ce que le législateur recule encore devant le mythe de la complexité. Contrairement à ce qu'on dit souvent, les lois ne sont pas faites pour être tournées. Elles sont pourtant régulièrement contournées: il faudra donc que la législation s'adapte pour coller à la réalité et parer aux insuffisances que son application pourra révéler. Et puis, même si l'on ne supprimerait pas les finances occultes, comme l'exemple allemand l'a montré, on pourra les réduire et mieux les réprimer.

Régulièrement indépendant

Ce qui compte, c'est qu'une institution réellement indépendante et non pas une autorité administrative, même qualifiée de telle (les exemples de l'audiovisuel en dissuaderaient), ni une autorité politique même pluraliste (on ne se contrôle pas soi-même) puisse assurer un véritable contrôle, en toute impartialité. En cette époque où les magistrats, et parfois les plus hauts, sont brocardés, et où les juges doutent les uns des autres, à qui se fier? Pourquoi pas au Conseil constitutionnel dont la sagesse et l'indépendance impressionnent.

Techniquement le Haut Conseil pourrait être assisté par des rapporteurs, issus de la Cour des comptes, du Conseil d'État ou de la Cour de cassation, comme dans le contentieux électoral, où la fonction juridictionnelle du Conseil est déjà reconnue. Des mesures d'investigation et de contrôle sur place et sur pièces pourraient être ordonnées, dans un cadre qui serait défini. On pourrait ainsi envisager que les comptes soient d'abord vérifiés par les chambres régionales des comptes, pour les élections locales, puis contrôlés par la Cour des comptes ou par le Conseil constitutionnel, pour les élections qui relèvent de sa compétence.

Faudrait-il une révision de la Constitution pour reconnaître une telle compétence? Nous ne le croyons pas. Le code électoral prévoit déjà que certaines décisions des tribunaux administratifs relèvent, par la voie de l'appel, du contrôle du Conseil constitutionnel, juge de l'élection. En tout cas, ce serait au Conseil lui-même qu'il appartiendrait de le dire, s'il était saisi du contrôle de la constitutionnalité de la loi réglementant cette moralisation de la vie publique. Et, surtout s'il fallait une révision de la Constitution, pourquoi pas un référendum sur cette question essentielle et devenue consensuelle. Car n'est-ce pas là, au premier chef, l'affaire urgente des citoyens?

François Lebrun - Le Monde

(1) Décision du 23 mai 1979.

Réponse à Georges Hourdin

Handicap et bonheur

par GILBERT BRUNET (*)

J'ai lu dans votre numéro du 18 novembre l'article de M. Georges Hourdin: «Je connais des handicapés heureux», et je regrette de ne pouvoir le laisser passer sans protestation.

Le témoignage de M. Hourdin, père d'une mongolienne, et qui a réussi à lui procurer une vie presque normale, est certes intéressant et émouvant. Mais l'amour qu'il a pour son enfant et pour ceux qui sont dans des cas similaires ne devrait pas l'empêcher de comprendre ceux qui cherchent à diminuer le nombre des handicapés graves.

«Les droits de tout enfant venant au monde...», dit M. Hourdin, raisonnent des handicapés en général comme du cas qu'il a réussi à résoudre. Faut-il reconnaître au microcéphale âgé de deux jours le droit de vivre sa destinée? Ce serait une sinistre plaie. C'est pourtant là ce qu'implique la phrase de M. Hourdin.

Il cite avec éloges le mot de M. Giscard d'Estaing: «Une civilisation est jugée sur la façon dont elle traite les malades et les handicapés». Ce n'est pas faux, car la société a des devoirs envers les faibles. Il faut tout faire pour les handicapés qu'on a. Mais il faut aussi tout faire pour en avoir le moins possible.

L'Association pour la prévention de l'enfance handicapée n'est pas contre ceux qui veulent améliorer le sort des handicapés, ni contre leurs associations. Elle demande seulement qu'on pense aussi à la prévention du fœtus.

Il y a des handicapés qui sont heureux: tout le monde s'en félicite. Mais cela peut-il faire oublier qu'il y en a qui sont loin de

se faire faire tous les examens prénataux nécessaires et demande un IVG si l'on voit que le fœtus donnera un enfant anormal. Mais les examens prénataux ne déboulent pas tous les dangers. Et, inversement, les désignés comme suspects des fœtus qui ont un certain nombre de chances de donner des enfants très normaux. Ce sont ces deux défauts opposés de la prévention prénatale qui conduisent à l'idée de légaliser l'euthanasie néonatale, même si l'on ne peut se dissimuler que c'est un infanticide. Cela bien sûr quand les parents la demandent, et quand les médecins la reconnaissent justifiée.

La solution, certes, ne réjouit personne. Mais, comme le dit M. Hourdin, c'est une pratique «jusqu'ici limitée et semi-clandestine». Ne faut-il pas préférer la clarté et un contrôle médical? Laquelle permettrait éventuellement un contrôle judiciaire.

Contrôle indépendant et demande des parents, puisqu'on ne peut demander l'avis de l'enfant lui-même: voilà ce qui distingue radicalement cette euthanasie néonatale des pratiques hitlériennes que M. Hourdin évoque par deux fois, au début et à la fin de son article. Il a posé, dit-il, «un cri de protestation en manifestant un peu de colère». Puis-je lui demander respectueusement, puisque l'est mon aîné — je n'ai que quatre-vingt-trois ans, et il en a cinq de plus — de comprendre que sa façon de penser et de vivre n'est nullement mensonge et que les partisans de la proposition qui l'indigne demandent seulement le droit d'agir selon leur propre morale? Car elle mérite le respect, tout comme la morale héritée du passé.

La demande des parents

Si les parents sont durement frappés, il est vrai que beaucoup de choses dépendent d'eux. «Toutes les familles n'acceptent pas cette épreuve», dit M. Hourdin. C'est vrai. Mais peut-on forcer à accepter un enfant handicapé des parents qui ne veulent pas l'accepter? D'autant que, parfois, ils ne le peuvent pas. Et, encore une fois, il y a des handicaps bien plus graves que le mongolisme.

Le mieux, bien sûr, est la prévention. C'est que la future mère

Au Courrier du Monde

RESPECT

A propos d'inculpations

Inculpés? Vous avez dit inculpés? Et qui? Trois rédacteurs du Monde. A quand le directeur? Inculpé: quel voisin moi! Quelle insulte pour ces messieurs, et pour tous les lecteurs du Monde!

Et si la Société des lecteurs du Monde se portait partie civile pour exiger de la Cour de cassation qu'elle déclassifie le juge d'instruction si impertinent, pour suspicion légitime?

C'est tout juste s'il n'a pas inculpé l'académicien du Monde. Mais c'est tout comme.

Intolérable. Il n'y a plus de respect.

D'NOËL RIST
(Professeur honoraire à l'Institut Pasteur, Paris).

PRÉSIDENTENCE

De Mac Mahon à Deschanel

En lisant votre article sur Georges Clemenceau, dans le Monde du 13 novembre, j'ai été choqué par la

phrase «battu à l'élection présidentielle de 1920 par un peuple qui lui a préféré Paul Deschanel». Conformément aux lois constitutionnelles de 1875 et plus précisément à l'article 2 de la loi du 25 février 1875 relative à l'organisation des pouvoirs publics, «le président de la République est élu à la majorité absolue des suffrages par le Sénat et par la Chambre des députés réunis en Assemblée nationale». Il ne s'agit pas de polémiquer à nouveau sur les vicissitudes de la III^e République mais, depuis la crise consécutive au 16 mai 1876 et la démission du maréchal de Mac-Mahon, en 1879, de la présidence de la République, les parlementaires se sont bien gardés d'être un président capable de rivaliser avec eux et de s'octroyer, sinon la légitimité nationale, du moins la reconnaissance de son rôle de chef de file de la nation.

CHRISTOPHE EVERAERE (Paris).

CLASSIQUES

L'appât du gain

En ces temps de panique boursière, il est à propos de relire les auteurs classiques:

«Le public, séduit par l'appât du gain, s'empresse d'acheter avec fureur les actions de cette Compagnie et de cette banque réunies. Les richesses (...) circuleront avec pro-

fusion. Les billets doubleront, quadrupleront ces richesses. La France fut très riche en effet par le crédit» (Voltaire).

«C'était à qui aurait du Mississippi. Il s'y faisait presque tout à coup, des fortunes immenses. (...) On ne parlait que par millions» (Saint-Simon).

«J'ai vu naître soudain, dans tous les cercles, une soif insatiable des richesses. J'ai vu se former, en un moment, une détestable conjuration de s'enrichir, non par un honnête travail et une généreuse industrie, mais par la ruine du prince, de l'État et des citoyens» (Montesquieu).

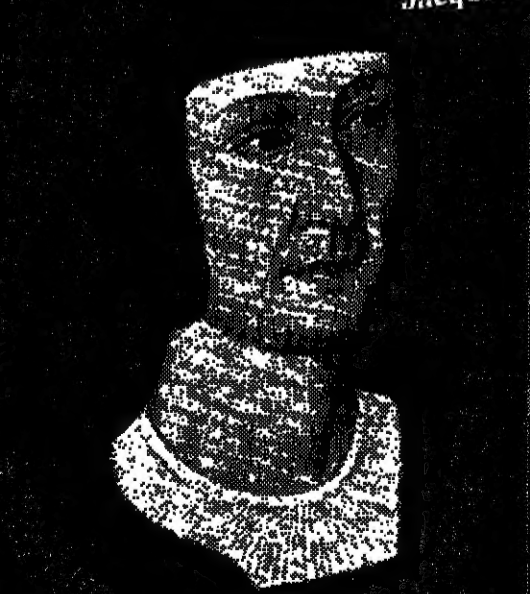
On m'objectera que ces textes datent de la préhistoire de l'économie moderne. C'est justement cette persistance des mêmes chimères qui rend si alarmante la situation actuelle du «voluptin à pyramides». Examinez le comportement de nos fiers pionniers de l'économie néolibérale postindustrielle etc., analysez ce jargon technique, qui devait rendre si savants et si provocateurs nos brillants financiers, vous retrouverez la bonne vieille *auri sacra fames*. Il est lamentable et effrayant de se dire que le sort de pays entiers reste suspendu aux instincts d'une caste d'apprentis sorciers.

ANDRÉ BOUVET,
rue des Vents-Prés,
(Rambilly, Haute-Savoie).

L'HISTOIRE chez Fayard

BAYARD

Jean Jacquart



Fayard 396 pages 110F

Bayard sans heaume ni armure. Les images d'Épinal du «Chevalier sans peur et sans reproche» passées au crible de la critique historique.

François Lebrun - Le Monde

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 08

Abonné par la SARL Le Monde
Gérant:
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs:
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société:
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social:
620 000 F

Principales sociétés de la société:
Société civile
«Les Rédacteurs du Monde»,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général:
Bernard Wauters

Rédacteur en chef:
Daniel Verdet

Correspondant en chef:
Claude Salas

Le Monde (USPS 795-910) is published daily, except Sundays, for \$480 per year by Le Monde c/o Speedprint, 45-45 38th Street, LIC, NY 11104. Second class postage paid at LIC and additional offices. NY postmaster: send address changes to Le Monde c/o Speedprint, 45-45 38th Street, LIC, NY 11104.

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 08

Abonné par la SARL Le Monde
Gérant:
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs:
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société:
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social:
620 000 F

Principales sociétés de la société:
Société civile
«Les Rédacteurs du Monde»,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général:
Bernard Wauters

Rédacteur en chef:
Daniel Verdet

Correspondant en chef:
Claude Salas

Le Monde (USPS 795-910) is published daily, except Sundays, for \$480 per year by Le Monde c/o Speedprint, 45-45 38th Street, LIC, NY 11104. Second class postage paid at LIC and additional offices. NY postmaster: send address changes to Le Monde c/o Speedprint, 45-45 38th Street, LIC, NY 11104.

Tél: (1) 42-47-97-27
Tél: MONDIPAR 650572 F
Télécopieur: (1) 45-23-06-81

Imprimé
du Monde
à Paris-IX

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN: 0395-2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 3615 - Taper LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél: (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71
Tél: MONDIPUB 206136 F

TURQUIE : le scrutin législatif du 29 novembre

La campagne électorale a confirmé une volonté de renouveau

Le Parti de la mère patrie (ANAP) du premier ministre turc, M. Turgut Ozal, paraissait bien placé, à quelques jours des élections législatives qui devaient avoir lieu dimanche 29 novembre en Turquie. La campagne, qui a été dominée par le débat sur la modernisation économique du pays, a confirmé le désir profond de changement de la société turque. Ces derniers jours ont été marqués par l'ascension à gauche du Parti populaire social démocrate de M. Erbil İnönü, un nouveau venu, qui pourrait rassembler ceux qui souhaitent une opposition forte et plus ancrée à gauche.

ANKARA
de notre correspondant

Dans un pays profondément marqué par la terreur de la fin des années 70, le premier ministre est passé maître dans l'art de capitaliser le refus de l'« ancien » et l'aspiration au « nouveau ». Pour son parti, l'ANAP, Parti de la mère-patrie (PMPP), vainqueur aux élections législatives de 1983 et seul survivant des trois nouveaux partis seuls autorisés alors à se présenter, l'« ancien », ce sont les partis d'opposition, héritiers des partis dissous après le coup d'État du 12 septembre 1980 et associés à la situation qui a conduit. Elle est résumée en deux mots : pénurie et insécurité, auxquelles est opposé le « nouveau », « abondance et stabilité ». Message, répond l'opposition pour qui le prétendu nouveau n'est qu'inflation et limitation de la démocratie. Des deux côtés, on prend à témoin le bilan de l'action économique et politique de l'ANAP.

Pour le parti au pouvoir, les chiffres témoignent du succès de sa politique de développement économique par la libéralisation et le développement des exportations. La valeur de celles-ci a été multipliée par quinze depuis le coup d'État. La part des produits industriels, désormais compétitifs, est passée de 35 % à 80 % du total. Vaincue par une publicité tapageuse, tous les produits de consommation occidentale, librement importés ou fabriqués en Turquie sous licence, sont désormais en vente libre dans les supermarchés.

Des chantiers permanents

Le crédit gagné sur les places financières par une réputation de bon payeur a permis le développement des investissements étrangers. Des travaux d'infrastructure nécessaires au décollage et au réajustement régional (électricité, téléphone, routes) ont permis, au cours des deux ou trois dernières années, de sortir de leur isolement les villages désertés de l'est du pays, à population en majorité kurde. Les grandes métropoles et les villes moyennes sont devenues des chantiers permanents où nouveaux réseaux de communications et grandes artères atteignent aujourd'hui les « gecekondus », ces quartiers d'habitat spontané, berceau de la violence urbaine dans les années 70, dont les habitants ont récemment obtenu la propriété légale des terrains occupés.

Pour l'opposition, unie dans ses critiques, l'important est ailleurs : dans le coût d'une facture payée par les couches les plus défavorisées, victimes d'une inflation supérieure à 50 %. M. Suleyman Demirel, président du Parti de la juste voie, et Erdal İnönü, président du parti populiste social démocrate (PPSD),

rivalisent dans les promesses d'annulation des dettes contractées par les paysans, qui représentent près de la moitié de la population. Les fonctionnaires, les ouvriers, les chômeurs (16 % de la population active) ressentent amèrement l'inégalité croissante de la distribution du revenu national dont ils ne touchent plus que 17 % (contre 24 % en 1983). La part des industriels et autres bénéficiaires de la politique des grands travaux du régime est passée de 54 % à 64 %.

Augmentation de la dette extérieure

Les privatisations prochaines de parts entières du secteur public sont dénoncées comme devant aggraver les injustices. Aux prétentions d'expertise du premier ministre, l'opposition renvoie l'augmentation colossale de la dette extérieure, qui atteint cette année 34 milliards de dollars. La moitié du revenu des exportations est affectée au paiement d'une partie des intérêts, l'autre est convertie par l'engagement de nouvelles dettes à court terme.

En tête de son bilan politique, l'ANAP inscrit l'atténuation des clivages politiques : la priorité donnée dans la campagne pour la première fois à des questions purement économiques en est l'une des manifestations. La « dépolitisation » voulue par les auteurs du coup d'État a été renforcée par le pragmatisme de l'ANAP. Même si la presse est entièrement libre d'adresser des critiques féroces au gouvernement, un climat de discussion plus serein a succédé aux affrontements politiques d'antan, permettant l'apparition de luttes d'un genre nouveau, comme celle des femmes battues ou des écologistes.

Les mesures prises par M. Ozal pour réduire dans l'avenir

l'influence des militaires dans la vie du pays ont été bien accueillies par l'opinion. En appelant les démocrates à refuser toute forme de gouvernement de coalition, il peut compter que l'aspiration à la stabilité politique amènera plus d'un électeur à donner acte au pouvoir des progrès accomplis plutôt que de risquer de les remettre en cause.

Au premier plan des manquements à la démocratie, l'opposition dénonce les restrictions des libertés syndicales, en particulier du droit de grève et celui des syndicats de participer à la vie politique. Les manquements aux droits de l'homme, en particulier les cas de torture, sont évoqués, mais moins que par le passé, reflet des progrès connus par tous dans ce domaine. L'organisation même des élections est en revanche dénoncée comme le symbole des pratiques antidémocratiques du gouvernement. Les anciens dirigeants, totalement privés d'antenne jusqu'à la levée des interdictions politiques par le référendum du 27 septembre, n'auront eu que huit jours pour exprimer leur point de vue à la télévision. La loi électorale qui élimine les petits partis par une série de barrières et multiplie les primes au parti majoritaire est dénoncée comme particulièrement inique.

Pourtant, personne ne conteste la valeur démocratique d'une consultation où chacun va pour la première fois mesurer ses forces. L'ANAP est donné comme vainqueur par tous les sondages. Le report d'un mois des élections et le début de la campagne semblent cependant lui avoir fait perdre une bonne partie de son avance. La majorité des deux tiers souhaitée par le premier ministre pour procéder à des changements constitutionnels est loin d'être acquise.

MICHEL FARRÈRE.

La CEE va négocier un accord de libre-échange avec les pays du Golfe

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La Communauté va progressivement resserrer ses liens avec les pays du Golfe. Les ministres des affaires étrangères des Douze, qui étaient réunis à Bruxelles, ont donné mandat à la Commission européenne pour négocier immédiatement avec le Conseil de coopération du Golfe (CCG) (1) un premier accord de coopération. Sur le plan commercial, celui-ci se contentera de photographier la situation actuelle et sera donc, mis à part sa signification politique, d'un intérêt limité pour les partenaires arabes concernés.

Cependant, la Communauté annoncera d'entrée de jeu qu'elle sera prête, si cet accord signé, à engager des négociations d'une portée plus ambitieuse. Il s'agira, même si on évite de prononcer l'expression qui écorche encore certaines oreilles, d'un accord de libre-échange assorti de dispositions permettant de protéger les intérêts de l'industrie du raffinage et de la pétrochimie européenne. Depuis la dernière réunion des Douze en octobre, les Saoudiens, qui, à l'origine, ne voulaient rien d'autre qu'un accord de libre-échange — c'est-à-dire un traitement identique à celui consenti par la CEE à Israël, — avaient fait savoir qu'ils étaient disposés désormais, ainsi que leurs partenaires du CCG, à accepter ce rapprochement en deux étapes.

Hostilité des pétroliers

Le mandat arrêté lundi est un compromis entre les positions des pays qui, comme la France et la RFA, auraient jugé préférable de négocier tout de suite un accord de libre-échange, et celles du Royaume-Uni, des Pays-Bas et de l'Italie hostiles à une telle perspective.

M. Claude Cheysson, le commissaire chargé de la coopération, a souligné le caractère politique de l'opération qui est maintenant entreprise. « Pas un de nos gouvernements ne discute le fait que les relations entre le Commonwealth et les pays du Golfe doivent être valorisées. Plus la situation est difficile dans le Golfe, plus l'Europe et ses États membres sont désireux de mettre en relief l'intimité de ces relations. Les pays du Golfe, de leur côté, nous disent qu'il est grand temps de marquer de manière solennelle cette volonté de coopération », a-t-il déclaré lundi. M. Cheysson a l'intention de mener tambour battant la mise en forme du premier accord : « On achèvera le plus tôt possible, peut-être en quelques semaines ; j'espère beaucoup que cela se terminera avant la fin de l'année ».

Parallèlement, la Commission examinera comment surmonter les difficultés qui sont à l'origine de l'opposition de certains États membres à l'instauration d'une zone de libre-échange. Il s'agit pour l'essen-

tiel de s'entendre sur des formules permettant de maîtriser la progression des exportations vers la CEE de produits pétroliers et pétrochimiques en provenance de la péninsule Arabique. M. Cheysson s'est dit déçu par l'attitude des pétroliers de la Communauté. « Les compagnies faisaient la grimace et proclamaient un peu partout qu'on les abandonnait. Je les ai rencontrés et je les ai invités à exprimer leurs conditions. On n'a jamais pu obtenir d'elles qu'elles nous disent ce qu'elles veulent. Lorsque j'ai insisté, on m'a transmis un refus formel », raconte M. Cheysson. Pourquoi une telle obstruction ? Pour M. Cheysson, les pétroliers supportent simplement très mal que des décisions puissent être prises par d'autres que par eux dans la zone.

Les conversations exploratoires concernant la seconde étape — l'accord de libre-échange — porteront également sur l'engagement de la Communauté à maintenir pour le pétrole brut du CCG des conditions d'accès non discriminatoires au marché des Douze. « On a beaucoup parlé de l'instauration d'une taxe sur les produits pétroliers aux États-Unis. On a dit que, si les États-Unis la décidaient, la Communauté devrait suivre. Les producteurs qui, tels la Nigéria, l'Algérie et le Gabon, ont conclu des accords préférentiels avec la CEE ne pourraient pas être assujettis à cette taxe. Les pays du Golfe qui ont une perspective très intéressante de voir leur pétrole entrer dans la zone », explique M. Cheysson.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Arabie saoudite, Koweït, Qatar, Bahreïn, Émirats arabes unis et Oman.

URSS : le témoignage d'un membre du comité central sur M. Eltsine

« Nous avons eu l'impression d'un chef qui abandonne ses troupes »

MOSCOU
de notre envoyée spéciale

« Nous avons eu l'impression d'un chef qui abandonne ses troupes sur le champ de bataille. » Un membre du comité central du PC soviétique, M. Zlatovratnik, contremaître du trust chargé du bâtiment à Moscou, résume ainsi ses impressions dans l'affaire Eltsine. Dans un long article publié mardi 24 novembre par le quotidien *Sovetskaja Rossiya* sous le titre « Une leçon difficile », M. Zlatovratnik, qui avait pris position contre M. Boris Eltsine lors du plénum du comité central du 21 octobre, offre sa perception de la personnalité de M. Eltsine et des circonstances qui ont abouti à son linéage du poste de premier secrétaire du parti à Moscou, le 11 novembre.

Pour lui, ce n'est pas tant le contenu des critiques formulées par M. Eltsine qui est grave que la manière brutale dont elles ont été présentées. « Boris Nikolavitch (Eltsine) lui-même n'avait pas pour habitude de bégayer quand il voulait critiquer quelqu'un », écrit-il. Il ajoutait ses propos de façon tranchante. Je me souviens du vigileur du comité du parti : son intervention s'était justement caractérisée par cela. Je me souviens aussi des sessions du comité central. (...) Au plénum du 21 octobre, Eltsine a accompagné ses propos par un claquement de porte significatif. Il a offert sa démission. Comment peut-on abandonner tout un mécanisme quand on a fait tant de promesses ? »

M. Zlatovratnik s'élève de ce geste subit, capricieux, ce comportement imprévu : dans les affaires importantes, les responsables s'agitent pas de la sorte. M. Zlatovratnik reconnaît que Eltsine s'était mis à dos une bonne

● Manifestants juifs condamnés. — Quatre juifs soviétiques, interpellés par la police, le mardi matin 24 novembre à Moscou, alors qu'ils manifestaient contre le refus d'un visa d'émigration opposé à la famille Kotchinski, ont été condamnés à des peines d'emprisonnement de dix à quinze jours.

Les autorités soviétiques font valoir que la famille Kotchinski ne pourra émigrer d'ici à 1995 pour « défection de sources d'État ».

La chaîne de télévision CBS a, par ailleurs, protesté, lors d'une conférence de presse du ministère des affaires étrangères mardi à Moscou, contre le fait que des policiers ont endommagé son matériel alors qu'une de ses équipes filmait la manifestation devant l'office des visas. — (AFP.)

partie des cadres du parti : « Au comité du parti de Moscou, l'ambiance était assez dure avec les cadres, écrit-il. Je n'ai pas souvenir d'une telle vague de cadres. On nommait quelques-uns, au bout de trois mois on le renvoyait à son poste et on le remplaçait par un autre trois mois plus tard. Les cadres du parti en avaient gros sur le cœur. »

Les responsables de l'appareil du parti de Moscou n'ont pas de raison de sortir de cette affaire la tête haute, estime cependant M. Zlatovratnik : « Ils ne se sont pas présentés sous leur meilleur jour. » « Ce sont précisément eux qui pratiquaient la dissimulation (...), qui manquaient d'audace et de conscience pour exprimer à temps leur désaccord avec le style de direction mis en œuvre. »

Rafin, selon l'auteur, ce n'était pas forcément une erreur de plaquer M. Boris Eltsine à un tel poste. « Il avait une grande expérience mais il manquait aux gens comme lui la force morale et la responsabilité politique. Il a surestimé ses possibilités et il se sentait qu'il n'avait pas pu tenir le coup. »

Mardi, le porte-parole du ministère des affaires étrangères a indiqué, en réponse à une question, que M. Eltsine conservait son poste de membre suppléant du bureau politique.

SYLVIE KAUFFMANN.

POLOGNE

Le comité central prépare le référendum

Varsovie. — Le comité central du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) s'est réuni mercredi 25 novembre en session plénière pour approuver le rapport du bureau politique consacré aux réformes que le pouvoir se propose de mettre en application en 1988 et qui seront soumises à référendum dimanche prochain 29 novembre (le *Monde* du 19 novembre). Le plénum poursuivra ses travaux au lendemain de la consultation pour une session plus particulièrement consacrée à l'idéologie et, croit-on savoir, à des remaniements à la direction du parti.

Mardi, cinquante-huit personnalités réunies à l'initiative de Lech Walesa, fondateur du syndicat *Solidarność*, ont publié un document dans lequel elles soulignent qu'« aucune réforme économique ne sera réalisable si nous ne nous libérons de l'introduction du pharisme syndical ». Évoquant le référendum de dimanche, les signataires estiment que de telles consultations « n'évaluent pas la confiance de la population mais qu'elles contraignent

elles accentuent la méfiance de la société à l'égard des gouvernants ».

Selon un sondage publié la semaine dernière par l'hebdomadaire *Polytika*, organe du comité central, une large majorité de Polonais jugent superflue le référendum du 29 novembre. 84,2 % des sondés (dont le nombre n'est pas précisé) estiment que le gouvernement devrait décider lui-même de l'introduction des réformes après avis des spécialistes et des experts. 42,4 % ont annoncé leur intention de participer à la consultation, alors que 11,8 % sont décidés à ne pas se rendre aux urnes.

Le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, n'a pas exclu mardi qu'une majorité de « non » l'emporte dimanche. Il a cependant ajouté qu'en toute hypothèse le pays s'abaisserait pas à une hausse des prix des produits de consommation en 1988, les augmentations devant seulement être plus étalées dans le temps. — (AFP.)

ITALIE

La reconduction du gouvernement Gorla est saluée par une grève générale

Après le Sénat le 29 novembre, la Chambre des députés devra, mercredi 25 novembre, voter la confiance au gouvernement du premier ministre démocrate-chrétien, M. Giovanni Gorla.

Cette reconduction du gouvernement Gorla a été « saluée » ce même jour par une grève générale de quatre heures à l'appel des trois confédérations italiennes. La CGIL, la CISL et la UIL (à dominante respectivement communiste, démocrate-chrétienne et socialiste) entendent protester contre le non-accomplissement de la promesse de dégrèvements fiscaux faite au début de cette année par M. Craxi, alors président du conseil, et contre ce qu'ils redoutent de « récession » dans le prochain budget. Pour les trois centrales, qui avaient accepté ces dernières années de mettre leurs revendications en sommeil, il s'agit cependant essentiellement de tenter de récupérer un mouvement général de mécontentement qui se traduit par une multiplication de grèves « sauvages » qui leur échappent.

ROME
de notre correspondant

Dans les annales de la République, les onze journées écoulées depuis la démission du gouvernement n'auront officiellement pas existé : il n'y a pas eu de crise. Le premier cabinet Gorla continue exactement tel qu'il était avec les mêmes ministres, le soutien des mêmes cinq partis et abordera bientôt son cinquième mois d'existence. Telles sont les subtilités du parlementarisme local.

La « fausse crise » aura cependant permis aux cinq alliés une remise à plat de certains éléments du programme de juillet, que les résultats des cinq référendums des 8 et 9 novembre sur la justice et la médecine rendent urgente, et aussi d'écouler des réponses à tel problème brûlant qui n'avait pas été prévu lors de la formation du gouvernement.

Sur la « responsabilité civile des magistrats », il a été admis que ce serait l'État qui serait appelé en première instance à dédommager les citoyens ayant subi un tort en raison d'une « faute grave » d'un juge : celui-ci pourrait ensuite être mis en cause par la puissance publique et appelé à payer de sa poche, dans des limites raisonnables. Pour ce qui est du nucléaire, seule une « veille limitée » est maintenue. Plus aucune mesure centrale sera programmée ; la construction de la nouvelle unité de Trino Vercellese en Piémont, qui en était à ses fondations, sera arrêtée ; pour celle de Montalto di Castro, au nord du Latium, qui est quasiment achevée, on « vérifiera les coûts d'une solution alternative » : la vieille et modeste centrale de Latina, au sud de Rome, sera mise hors service. Rien n'est dit sur Caserta, au bord du Pô, la seule unité moderne qui ait jamais fonctionné en Italie, arrêtée pour des raisons techniques depuis un an. Aucune n'a non plus évoqué la question de la participation de l'Office italien d'électricité (ENEL) au surgénératueur français Superphénix, mise en cause par un des référendums. Mais nul n'a plus de doute : le petit programme nucléaire national (3 % du total énergétique) est, à vue humaine, enterré.

Un autre grave problème a été abordé : l'éventuelle réglementation du droit de grève prévue par la Constitution de 1947 et jamais votée par le Parlement. La question se pose avec acuité en raison de la multiplication depuis la rentrée de conflits sociaux dans les transports publics, chemins de fer et surtout avions : les flottes d'Alitalia et de l'ATI (la compagnie intérieure) sont constamment perturbées ces derniers jours et ont même été quasiment paralysées la plus grande partie de la semaine écoulée. Après que le leader socialiste, M. Bettino Craxi, eut opposé son veto à l'hypothèse d'un projet de loi avancé par M. Gorla, le président du conseil a indiqué devant le Parlement qu'il ne « renoncera pas à assumer son rôle » — ce qui pourrait amener un décret réglementant un service minimum dans certains secteurs-clés.

JEAN-PIERRE CLERC.

PRIX FEMINA ÉTRANGER

Susan
MINOT



Mouflets

roman

GALLIMARD nrf

Diplomatie

L'accord de Genève

« Le sommet de Washington sera un succès »

GENÈVE

de notre correspondant

Tant du côté américain que du côté soviétique, la satisfaction était évidente après l'annonce, le mardi 24 novembre, en fin d'après-midi à Genève, de la mise au point du traité sur l'élimination des missiles de portée intermédiaire (FNI). Un accord présenté comme allant « bien au-delà de ce qui a été tenté jusqu'à présent », par M. George Shultz et qualifié « d'historique » par M. Edouard Chevardnadze.

Pour célébrer l'événement, le secrétaire d'Etat américain et le ministre soviétique des affaires étrangères ont sauté le champagne à la mission des Etats-Unis où se tenait leur dernière réunion. Auparavant, souriants et détendus, ils étaient sortis sur le perron pour communiquer peu après 17 heures la nouvelle à la presse. « M. Chevardnadze et moi-même nous serrons la main », a déclaré M. Shultz, parce que nous sommes parvenus à un accord sur toutes les questions en suspens concernant le FNI. Maintenant, tout ce qui reste à faire, c'est la libellé du traité, que d'autres pourront rédiger. Nous sommes très contents. »

De son côté, le chef de la diplomatie soviétique devait rencherir : « Je pense que ce que nous avons fait est dans l'intérêt de toutes les nations ».

déclare le chef de la diplomatie soviétique

du monde. Nous ne doutons pas que la prochaine rencontre au sommet à Washington sera un succès. L'étape suivante devrait être l'abolition de toutes les armes nucléaires ».

En permettant à M. Reagan et à M. Gorbatchev de signer le traité sur les FNI, les chefs des deux diplomates ont considérablement aplani le terrain en vue du sommet du 7 décembre à Washington. Les discussions de Genève auront également été l'occasion de préciser le programme du sommet de Washington et d'aborder d'autres sujets que le désarmement, comme les droits de l'homme, les relations bilatérales et les problèmes régionaux.

« Cela n'a pas été facile »

Selon le chef de la diplomatie soviétique, le traité est une première à maints égards. D'abord, c'est le premier accord de « désarmement réel » entre les Deux Grands. Ensuite, c'est la première fois que deux types d'armes nucléaires, parce que « trop dangereuses pour l'humanité », seront détruites. C'est aussi une première au niveau international, dans la mesure où le document concerne neuf pays (URSS, Etats-Unis, ainsi que d'autres membres de l'OTAN et du pacte de Var-

sovie). Autre élément mis en relief : l'URSS et les Etats-Unis ont accepté, pour la première fois, de renoncer à « une parcelle de souveraineté » pour autoriser les vérifications sur place garantissant le respect du traité. Prenant la parole à son tour, le maréchal Akhromov, chef de l'état-major soviétique, a admis « qu'il n'a pas été facile pour nous, ni pour eux » de renoncer à une part de souveraineté.

A propos de la destruction de quatre ogives soviétiques pour une américaine, M. Chevardnadze a estimé que le désarmement ne saurait être réduit à un match de football. « Nous supprimons une partie de nos forces, mais nous devons aussi tenir compte de l'ensemble de nos intérêts stratégiques. Ni les nôtres ni ceux des Etats-Unis n'ont été affectés et finalement, c'est dans l'intérêt de la paix. »

Le chef de la diplomatie soviétique a exprimé l'espoir de conclure l'an prochain un accord sur les fusées de portée intermédiaire (START), « même si beaucoup reste encore à faire ». Evoquant la

possibilité d'une quatrième rencontre Reagan-Gorbatchev, M. Chevardnadze l'envisage à Moscou durant le premier semestre de 1988, en raison de la campagne présidentielle aux Etats-Unis.

De son côté, M. Shultz a interprété l'accord comme « un triomphe pour le président Reagan », ainsi que pour l'alliance occidentale. Il a, lui aussi, mis l'accent sur l'importance des mesures de vérifications. « Bien sûr, s'il est admis, elles ne peuvent être à 100 % parfaites », mais elles offrent des assurances « sans précédent ». Selon lui, l'accord sur les FNI devrait créer des conditions favorables à la relance des discussions, beaucoup plus complexes, sur les armements stratégiques.

Au chapitre des conflits régionaux, l'Afghanistan, le Proche-Orient, la guerre Iran-Irak ont été trop rapidement abordés pour permettre de dégager des éléments nouveaux. Enfin, dans le différend qui les oppose sur l'IDS, Moscou et Washington campent sur leur position et ne semblent pas encore prêts à des concessions dans ce domaine.

JEAN-CLAUDE BUNIER.

Les armements concernés

	ETATS-UNIS		URSS	
	missiles	charges	missiles	charges
DE 1 000 A 5 000 KM :				
Pershing-2 (1 000 km)	108	108		
Missiles de croisière (2 500 km)	256	256	441	1 323
SS-20 (5 000 km)			112	112
SS-4 (2 000 km)			?	?
Recharges				
DE 500 A 1 000 KM :				
(Pershing 1-A appartenant à la RFA, mais avec ogives américaines, 700 km)	(72)	(72)	130 ?	130
SS-12/22 (900 km)			50 ?	50
SS-23 (500 km)				
TOTAL	436	436	733	1 625

Le décompte des armes qui seront liquidées aux termes de l'accord FNI ne peut être établi exactement en l'état actuel des informations. Les chiffres indiqués ci-dessus sont ceux des lanceurs officiellement déclarés, des missiles installés sur ces lanceurs, ainsi que de leurs ogives nucléaires (trois pour chaque missile SS-20). Mais il convient d'y ajouter, en ce qui concerne la partie soviétique, les missiles stockés « en réserve », que divers observateurs américains estimaient encore récemment à plusieurs centaines. En outre, le nombre des missiles soviétiques de portée plus courte se serait révélé plus important que celui de cent quatre-vingts environ estimé jusqu'à présent par les Occidentaux. Moscou aurait fourni récemment des précisions sur tous ces points aux Etats-Unis, mais celles-ci n'ont pas été révélées publiquement.

Les fusées Pershing 1-A appartenant à la République fédérale allemande ne sont pas officiellement incluses dans l'accord, mais on sait que le chancelier Kohl s'est engagé à ne pas remplacer ces engins à la fin de leur service actif, au début des années 90.

Des inspections sur place pendant treize ans

L'accord FNI comporte un programme très élaboré de vérifications et constitue une première en prévoyant des inspections sur place qui s'étaleront sur treize ans.

Le traité, dont le texte compte quelque deux cents pages, prévoit des inspections sur place pendant les trois années durant lesquelles les missiles intermédiaires seront détruits, mais aussi pendant les dix années suivantes. Cela nécessitera la participation de plusieurs centaines d'inspecteurs, selon un responsable américain. Des inspections, avec un court préavis, des sites de missiles auront lieu au rythme de vingt par an pendant les trois premières années — c'est-à-dire pendant la période de destruction des missiles — de quinze par an pendant les cinq années suivantes et de dix par an pendant les cinq dernières années, selon M. Shultz.

A l'entrée en vigueur du traité — c'est-à-dire après sa ratification, — des inspecteurs s'assureront que le nombre des missiles déployés correspond bien à celui qui a été déclaré par chacun des pays. Les inspections auront lieu notamment dans les bases situées en Europe, où sont déployés les missiles américains et soviétiques. Du côté américain, ces bases se trouvent en RFA, en Grande-Bretagne, en Italie et en Belgique (le déploiement prévu de missiles de croisière aux Pays-Bas n'avait pas commencé). Les pays d'Europe de l'Est abritant des missiles soviétiques sont la RDA et la Tchécoslovaquie. M. Shultz a indiqué que des échanges de notes auraient lieu avec ces pays pour les assurer que leurs lois et leur souveraineté seraient respectées.

Des inspections devront s'assurer que la production des missiles interdits par l'accord a cessé. A ce propos, un des derniers problèmes résolus a été la sélection d'unités de production américaines auxquelles des inspecteurs soviétiques auront accès, en échange de la surveillance permanente par les Etats-Unis de l'usine soviétique où sont assemblés les missiles SS-20 visés par l'accord et les fusées intercontinentales SS-25, qui ne le sont pas. Les Etats-Unis avaient demandé de pouvoir contrôler les missiles sortant de cette usine qui continuera à produire des SS-25, car ces fusées ont le même premier étage que les SS-20 et les Américains craignaient qu'elles ne soient reconverties en missiles interdits par l'accord. En contrepartie, les Soviétiques disposeront d'un droit de regard similaire aux Etats-Unis, a indiqué M. Shultz, sans préciser la nature des usines américaines concernées.

D'autre part, les deux pays se sont mis d'accord pour faciliter l'observation par satellite de certaines de leurs bases de missiles. Ainsi, lorsque la demande en sera faite, avec un court préavis, des mesures devront être prises pour exposer aux satellites le contenu de ces installations.

Le secrétaire d'Etat a, par ailleurs, indiqué que les négociateurs soviétiques ont fourni à leurs collègues américains l'essentiel des informations sur leurs missiles et que le reste leur sera fourni à la fin de la semaine. Il a ajouté qu'il y avait un nombre « substantiel » de missiles intermédiaires soviétiques non déployés. — (AFP.)

Les accords précédents

Six accords majeurs de limitation des armements ont été conclus depuis un quart de siècle :

- 5 AOUT 1963 : traité de Moscou sur l'interdiction partielle des essais nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, entre les Etats-Unis, l'Union soviétique et la Grande-Bretagne.
- 1^{er} JUILLET 1968 : signature à Londres, Washington et Moscou du traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP).
- 10 AVRIL 1972 : signature à Londres, Moscou et Washington, d'une convention sur les armes biologiques. (« Interdiction de la mise au point,

de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques. »)

- 26 MAI 1972 : accord SALT I (limitant jusqu'en 1977 les systèmes de missiles intercontinentaux).
- 3 JUILLET 1974 : traité américano-soviétique sur le seul d'interdiction des essais nucléaires souterrains.
- 18 JUNE 1979 : SALT II. Signature, à Vienne, des seconds accords américano-soviétiques concernant la limitation jusqu'à fin 1985 des engins nucléaires stratégiques (qui ne seront pas ratifiés par le Congrès américain, mais qui seront respectés dans leurs grandes lignes par les deux signataires).

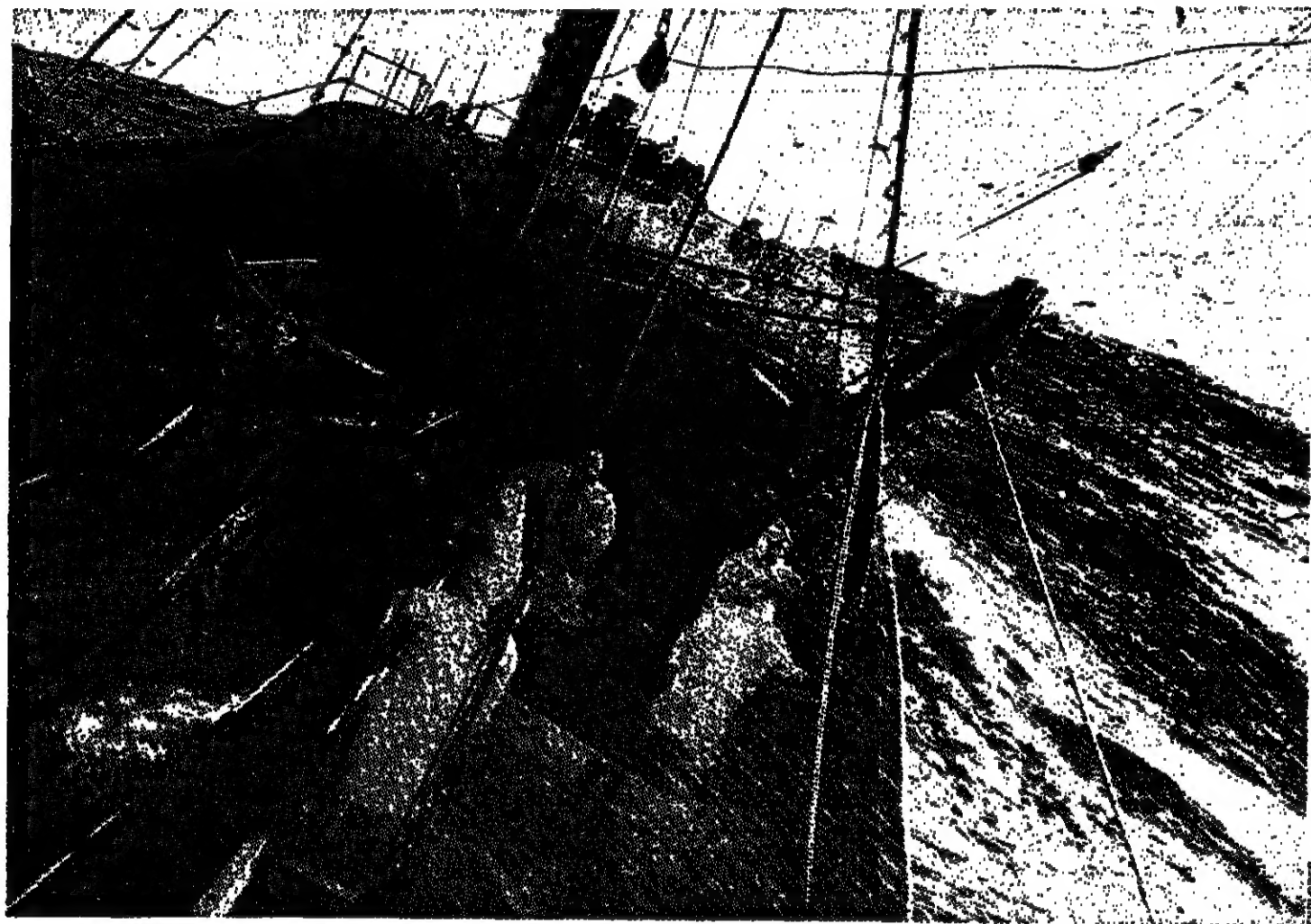
(Publicité)

PLUTOT OUVRE « ÉCOLE DE COMMERCE » EN FRANCE

DIPLOME de BUSINESS aux USA

Dès janvier, dans une grande université de Californie ou Florida. Durée 12 mois. Âge de 18 à 35 ans, niveau bac. Stage anglais préalable si nécessaire. Doc. contre 5 timbres. U.S.A.-French-School, 57, Rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly. 47.22.94.94.

En Mer du Nord, c'est aux matériaux de dompter la nature.



Depuis la découverte, en 1850, de la zone de pêche des « Silver Pits », en Mer du Nord, la pêche au chalut n'a cessé de progresser. Pourtant, on est toujours frappé du contraste entre la soudaineté des tempêtes qui lacerent les filets et la chaleur de l'accueil au retour des bateaux lorsque la prise est abondante.

Le filet est bien plus qu'un simple outil pour le pêcheur. C'est sa protection contre les caprices de la nature. Il faut donc qu'il lui fasse de l'usage, qu'il soit solide, résistant aux températures extrêmes ainsi qu'à la corrosion.

Voilà pourquoi Cosalt, un des leaders mondiaux en matériels pour la pêche professionnelle, utilise pour ses chaluts, le polyéthylène haute densité d'EniChem. Un choix essentiellement fondé sur les hauts standards de qualité, la facilité de mise en œuvre et la fiabilité de livraison des produits EniChem.

En fait, la pêche en haute mer reflète exactement notre philosophie : créer des matériaux à l'épreuve de l'homme comme de la nature. Donnez-nous l'occasion de vous le prouver. Quelle que soit votre application.

C'est le moindre défi que vous puissiez attendre d'EniChem, l'un des groupes chimiques européens les plus importants et les plus diversifiés.

EniChem

EniChem SpA, Piazza Boldrini 1, I-20097 San Donato Milanese
Tel.: (02) 5201. Telex: 310246 Eni, Fax: (02) 52023834
EniChem (France) SA, 11, rue de l'Abbaye, F-92411 Courbevoie Cédex
Tel.: (01) 49343050. Telex: 610406. Fax: (01) 49340203
Bureaux régionaux à Lyon et Oyonnax

مكتبة الشهدا

Diplomatie

sur les forces nucléaires intermédiaires

La « bataille des euromissiles »

Voici la chronologie de la « bataille des euromissiles » engagée par l'URSS avec le déploiement, dès 1977, de ses premiers SS-20 :

- 27 OCTOBRE 1977 : le chancelier Schmidt évoque le premier, devant l'Institut des études stratégiques de Londres, le problème posé par les SS-20.

- JANVIER 1979 : au sommet de la Guadeloupe, qui regroupe MM. Carter, Giscard d'Estaing, Callaghan et Schmidt, le président américain accepte, sous la pression des participants européens, de faire savoir à l'URSS qu'en cas de déploiement des SS-20 l'OTAN ne prendrait pas de contre-mesures.

- 12 DÉCEMBRE 1979 : « double décision de l'OTAN » : déploiement de 108 fusées Pershing-2 en RFA et 464 missiles de croisière dans cinq pays d'Europe occidentale. Parallèlement, proposition de négociations sur le désarmement avec l'URSS.

- OCTOBRE-NOVEMBRE 1980 : discussions américano-soviétiques à Genève qui n'aboutissent à aucun résultat.

- OCTOBRE-NOVEMBRE 1981 : point culminant de la campagne pacifiste menée en Europe occidentale contre l'implantation des missiles de l'OTAN.

L'option « double zéro »

- 18 NOVEMBRE 1981 : le président Reagan lance son « option zéro » (suppression de tous les missiles soviétiques intermédiaires, renonciation de l'OTAN à son plan de déploiement).

- 30 NOVEMBRE 1981 : ouverture à Genève des premières négociations sur les FNI.

- 3 FÉVRIER 1982 : le Kremlin propose de réduire des deux tiers le nombre des vecteurs nucléaires de part et d'autre. Les pourparlers vont échouer à plusieurs reprises sur l'évaluation respective des forces en présence.

- 20 JANVIER 1983 : discours de François Mitterrand devant le Bundestag en faveur de l'implantation des missiles de l'OTAN si l'URSS ne se décide pas à démanteler ses SS-20.

- 23 NOVEMBRE 1983 : arrivée des premiers missiles américains Pershing-2 en RFA. Le même jour, l'URSS annonce l'arrêt sine die de « la phase actuelle » des négociations de Genève.

- 12 MARS 1985 : au lendemain de l'arrivée au Kremlin

de M. Gorbatchev, ouverture à Genève de nouvelles séries de négociations élargies : sur les FNI, les armes stratégiques intercontinentales (START) et les armes spatiales.

- 18-21 NOVEMBRE 1985 : à Genève, premier sommet Reagan-Gorbatchev. Aucun accord de désarmement n'est conclu.

- 11-12 OCTOBRE 1986 : deuxième sommet, à Reykjavik. MM. Reagan et Gorbatchev discutent du principe d'une élimination totale des FNI en Europe.

- 16 JUIN 1987 : les États-Unis proposent officiellement à Genève l'option dite « double zéro » : élimination totale des missiles intermédiaires à courte portée (SRINF) et démantèlement de ceux à longue portée (LRINF). Washington admet que ces ogives pourraient être conservées par chacun des Deux Grands hors d'Europe.

- 22 JUILLET : M. Gorbatchev est d'accord pour une option « double zéro » comprenant l'élimination de tous les missiles de portée intermédiaire.

- 28 JUILLET : les États-Unis acceptent l'option « double zéro globale », mais maintiennent que les soixante-douze Pershing-1A (missiles ouest-allemands mais dont la tête nucléaire dépend des Américains) installés sur le territoire ouest-allemand ne sont pas concernés par un accord États-Unis-URSS.

- 26 AOÛT : Bonn accepte le démantèlement des soixante-douze Pershing-1A.

- 18 SEPTEMBRE : accord de principe sur les FNI et sur la tenue à l'automne d'un sommet annoncé dans un communiqué conjoint soviéto-américain après trois jours de discussion à Washington entre M. Shultz et M. Chevardnadze.

- 23 OCTOBRE : visite de M. Shultz à Moscou. Américains et Soviétiques ne réussissent pas à fixer la date d'un prochain sommet, ni à régler les derniers différends sur les FNI. Néanmoins, M. Shultz déclare que, en dépit des « obstacles de dernière minute » créés par les Soviétiques, les « conditions existant pour une période en matière de désarmement ».

- 30 OCTOBRE : le chef de la diplomatie soviétique, M. Chevardnadze, se rend à Washington pour une visite annoncée deux jours plus tôt par Moscou. M. Reagan annonce qu'il rencontrera M. Gorbatchev à Washington début décembre en vue de « signer un accord » éliminant les missiles intermédiaires.

(Suite de la première page.)

La ratification, dans un délai raisonnable, du traité FNI n'est pas certaine et la négociation en vue d'un accord START s'annonce des plus ardues car, dans un cas comme dans l'autre, la Maison Blanche n'est pas assurée de ses arrières.

Un certain nombre de républicains, et les plus brillants d'entre eux, considèrent le traité FNI avec des sentiments allant de l'extrême méfiance à la franche hostilité. Parmi les six candidats à l'investiture pour la présidentielle, un seul, le favori il est vrai, le vice-président Bush, soutient sans réserve l'accord. Quatre y sont tout à fait opposés et le cinquième, le sénateur Dole, « demande à voir ». Argument essentiel des sceptiques ou des réfractaires : comment faire confiance aux Soviétiques, à « cette bande de menteurs, de tricheurs et d'assassins », selon l'aimable description du sénateur Steven Symms.

Pour répondre à ces objections, le président Reagan a répété dans toutes ses interventions publiques ces derniers jours, qu'il n'était pas question de « confiance » mais de « vérifications » selon les procédures les plus rigoureuses qui aient jamais été prévues en la matière.

Vers une bataille d'amendements ?

Mais M. Shultz lui-même en est convenu à Genève lors de sa conférence de presse : il ne peut y avoir de certitude « à 100 % ». Certains n'ont nullement renoncé à reprocher à M. Reagan la « naïveté » qu'il dénotait jadis chez son prédécesseur, Jimmy Carter. En attendant, bon nombre d'élus républicains ont tenu à faire savoir que « Perestroïka » ou pas, M. Gorbatchev n'est après tout qu'un « dictateur communiste » comme un autre et qu'il ne devrait en aucun cas avoir l'honneur de prononcer un discours « sous les voûtes sacrées » du Congrès. Ce projet est à présent enterré et la Maison Blanche cherche un autre moyen de permettre à M. Gorbatchev de jouer les « lobbyist » et de vanter auprès des sénateurs les vertus du traité FNI.

Malgré tout, il semble peu probable, estiment les habitués du

Les réserves du Congrès

Congrès, que les opposants déterminés au traité soient assez nombreux pour faire purement et simplement rejeter la ratification (qui doit être approuvée par les deux tiers des sénateurs). Mais on pourrait en revanche assister à une bataille d'amendements (proposés par des démocrates comme par des républicains), susceptible de remettre en cause le résultat des harassantes négociations avec les Soviétiques. Il suffirait aussi

en la matière que son prédécesseur, M. Caspar Weinberger.

La sincérité de M. Reagan et de ses collaborateurs ne fait pas de doute. Mais leurs possibilités d'action sont désormais limitées. Ils ne peuvent ni « négocier » l'IDS sous peine d'être accusés de se renier, ni s'appuyer sur l'IDS pour négocier les armements stratégiques eux-mêmes. Reste une troisième issue : faire valoir que les Soviétiques sont eux-mêmes

chose de plus que des autorisations de sortir pour un certain nombre de juifs soviétiques. L'idée, timidement suggérée par M. Shultz, d'une mini-conférence sur le Proche-Orient, en marge du sommet, a fait long feu. Les Américains ne semblent pas non plus se faire beaucoup d'illusions sur leurs chances d'obtenir enfin la coopération de l'URSS pour l'application de sanctions à l'Iran.

Reste l'Afghanistan. Les Soviétiques ont émis des signaux contradictoires concernant leurs dispositions à retirer leurs troupes dans un délai assez bref et sans y mettre des conditions inacceptables pour Washington comme pour la résistance afghane. Faute d'espoirs solides, le doute est au moins permis. A Genève, M. Shultz n'a pas semblé très encouragé par ce que lui a dit ce sujet son interlocuteur soviétique, mais si, à Washington, M. Gorbatchev lui-même se décidait à franchir enfin le pas qui permettrait d'entrevoir la fin de cette guerre, la nature du sommet en serait changée, son intérêt doublé et, par contre-coup, les chances de ratification du traité FNI considérablement augmentées. Pour une fois, M. Reagan campe à sur des positions solides. Sa politique de ferme soutien à la résistance afghane est à peu près épargnée par les critiques. Et c'est cette politique qui a le plus de chance de survivre à l'actuel président si les Soviétiques sont toujours à Kaboul quand il ne sera plus à la Maison Blanche.

JAN KRAUZE.



quelques sénateurs influents manifestent un soupçon de mauvaise volonté pour que le texte ne soit soumis au vote que d'ici plusieurs mois - au printemps ou même l'été prochain. Ce qui aurait pour résultat de compromettre la négociation sur les START et, à plus forte raison, la perspective d'un voyage de M. Reagan à Moscou avant la fin de son mandat.

En dépit de cette incertitude, Américains et Soviétiques sont bien obligés d'avancer dans leur négociation sur les armements stratégiques puisque tel est leur objectif principal et puisque c'est cette perspective qui incite les Européens de l'Ouest à taire leurs réticences concernant l'accord FNI.

Mais M. Reagan avance là sur un terrain miné bien plus difficile que celui des FNI. Tandis que les conservateurs lui reprochent d'être prêt à des concessions pour obtenir un accord, les démocrates et la presse libérale le somment au contraire de sacrifier sa « guerre des étoiles » (IDS) pour ne pas compromettre ce même accord. Même s'ils sont théoriquement tout à fait distincts, le débat sur la ratification de l'accord FNI et le débat sur la poursuite de programme IDS sont en fait liés dans le temps et politiquement.

Mais on touche là à l'essentiel des convictions de M. Reagan, et le président semble toujours aussi décidé à se battre pour le sauvegarder en dépit des manœuvres de contournement des Soviétiques et des restrictions budgétaires imposées par le Congrès.

Ainsi, au moment même où M. Shultz sablait le champagne avec M. Chevardnadze à Genève, M. Reagan rendait visite, dans le Colorado, à une entreprise engagée dans les recherches liées à l'IDS. Il assurait les employés de la société (Martin Marietta) qu'ils ne travaillent pas pour rien. Nous ne reconnaissons pas à l'IDS et « nous n'en ferons pas un objet de marchandage », a répété M. Reagan tandis que le nouveau secrétaire à la défense, M. Frank Carlucci, entonnait à Washington le même refrain - cherchant par là à démentir la réputation qu'on lui fait : celle d'être moins ferme

très engagés dans leurs propres recherches sur les armes spatiales, un thème que les responsables américains développent de plus en plus souvent.

En tout état de cause, la partie est très difficile à jouer.

L'incommodité afghane

Dans l'immédiat, M. Reagan doit aussi s'efforcer d'échapper à un reproche d'un autre ordre. Le président, inquiet certain, tombe dans le piège qui fut fatal à M. Carter : être obnubilé par le contrôle des armements et pris dans le tourbillon de la négociation au point d'oublier tout le reste... Ce reproche n'est pas vraiment fondé, les responsables de l'administration soulignent systématiquement, avant et après chaque rencontre avec des Soviétiques, qu'ils mettent sur le tapis les droits de l'homme et les questions régionales au même titre que le désarmement. Les mêmes assurances seront sans aucun doute données à la veille de la venue de M. Gorbatchev à Washington. Mais il faudrait aussi quelque

Pour les USA les petits malins choisissent TWA.



Pour les USA les petits malins choisissent TWA.



Pour les USA les petits malins choisissent TWA.



LES OASIS FISCALES DE LA C.E.E.

SCIENCE • VIE DÉCEMBRE ECONOMIE

Offre gagnante de Jean de Bonnot



"Moi aussi je vous offre un livre gratuit, mais c'est un livre d'art relié plein cuir et décoré à l'or fin". Cette offre célèbre d'un "échantillon" du savoir-faire traditionnel de Jean de Bonnot suscita un tel flot de réponses que les retardataires ne purent être servis.

En compensation, voici une nouvelle offre gagnante particulièrement gratifiante.

Pour la recevoir gracieusement et sans engagement, envoyer cette annonce aux Editions d'art Jean de Bonnot, 7, Fbg Saint-Honoré, 75008 Paris.

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____

IA
← La librairie et la maison J. de B. (XIV^e siècle).

UN PRIX NOBEL DE LA QUALITE ? NOUS SOMMES POUR !

Et nous aurions toutes les chances d'en être lauréat. La qualité Aérospatiale, comme le Prix Nobel, est une institution. C'est la recherche de l'excellence à tous niveaux : relations commerciales, partenariales, ressources humaines, recherche et développement, méthodes de production... Pour nos 35 000 collaborateurs, c'est aussi une profession : satisfaire parfaitement les besoins de nos clients.



EniCher

Proche-Orient

La guerre du Golfe

L'Iran dépêche un émissaire à l'ONU et maintient sa pression militaire sur l'Irak

L'Iran a entrepris de jouer sur tous les registres dans son conflit avec l'Irak, annonçant enfin l'envoi prochain d'un émissaire à l'ONU pour des négociations de paix, tout en maintenant sa pression militaire.

Téhéran a informé les Nations unies, le mardi 24 novembre, de l'envoi au début de la semaine prochaine, à New-York, d'un émissaire de haut niveau auprès du secrétaire général de l'ONU pour discuter de la mise en œuvre d'un plan de paix. L'envoi d'un émissaire iranien, en l'occurrence un vice-ministre des affaires étrangères, M. Mostafaei Javadi Larjani, était attendu depuis plusieurs semaines par M. Perez de Cuellar qui avait, par ailleurs, obtenu que Bagdad lui dépêche un envoyé spécial, à savoir M. Tarek Aziz, ministre des affaires étrangères. Ces derniers jours, le secrétaire général s'inquiétait de plus en plus du temps que mettait l'Iran à réagir à son offre de trêve.

Sur le front, les combats engagés par les forces iraniennes dans les montagnes du Kurdistan se sont poursuivis mardi, chacune des deux parties affirmant avoir infligé de lourdes pertes à l'autre. En marge des bombardements, ainsi que des attaques et contre-attaques menées, selon Bagdad et

Téhéran, par les forces régulières des deux pays, la branche militaire du mouvement d'opposition iranien des Moudjahidines du peuple, l'Armée de libération nationale iranienne (ALNI) a fait état d'opérations dans la même région du nord du front qui se seraient soldées par le mort de plus de mille cinq cents soldats iraniens.

Alors que la marine américaine escortait le dix-neuvième convoi de navires koweïtiens réaménagés aux Etats-Unis, les Iraniens ont laissé repartir le cargo grec *Jimilla*, qu'ils avaient arraisonné, samedi, dans le Golfe et conduit dans l'un de leurs ports pour vérifier sa cargaison.

Par ailleurs, le président du Parlement iranien, M. Hachemi Rafsanjani, a annoncé, mardi, qu'il se rendrait prochainement en URSS. M. Rafsanjani avait indiqué, vendredi dernier, que son pays négocierait avec l'Union soviétique un nouvel accord de défense.

A Genève, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a indiqué que Moscou n'était toujours pas d'accord pour faire adopter par le Conseil de sécurité de l'ONU une résolution rendant obligatoire un embargo sur les ventes d'armes à l'Iran. — (AFP, Reuters.)

ISRAËL

Un non-violent embarrassant

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Palestinien ayant la nationalité américaine, M. Mubarak Awad est un militant hors du commun : il prône l'action non violente, le boycott des produits israéliens, la désobéissance civile dans les territoires occupés. Le ministre de l'Intérieur, en ayant pris ombrage, a décidé d'expulser M. Awad, résiliant sa carte de résident de Jérusalem et refusant de proroger son visa de touriste.

Malgré le consulat des Etats-Unis à Jérusalem a publiquement pris position en faveur de M. Awad, ainsi d'ailleurs que plusieurs organisations et personnalités de la gauche israélienne. M. Awad est devenu une « cause célèbre », et les autorités ont finalement battu en retraite. L'affaire en serait restée là si, au début de la semaine, un petit parti d'extrême droite, le *Tehiya*, n'avait annoncé qu'il saisirait la Cour suprême d'obliger les autorités à venir s'expliquer sur leur volte-face à la suite des pressions américaines.

La situation de M. Awad est complexe. Né à Jérusalem il y a une quarantaine d'années, il avait, adolescent — fait exceptionnel —, renoncé à son passeport jordanien

par hostilité envers le régime israélien. Comme la plupart des Palestiniens de la ville, il bénéficie depuis 1967 de cette fameuse carte de résident lui permettant de voyager librement. En 1969, il part aux Etats-Unis pour y suivre des études de psychologie. Il obtient la nationalité américaine et rentre à Jérusalem en 1985, où il fonde un centre de militantisme non violent.

Les autorités font valoir qu'il a passé trop de temps aux Etats-Unis pour avoir toujours droit à sa carte de résident. L'argument a peu d'impact : le nombre de commentateurs. En effet, des milliers d'Israéliens disposent d'une double nationalité. Il ne se sont jamais vu retirer leur citoyenneté pour avoir passé de longues années à New-York, Los Angeles, Londres ou Paris.

Une bonne partie des jeunes militants d'extrême droite du « Gush Emunim », installés dans les territoires occupés, viennent, eux aussi, des Etats-Unis et ont toujours leur nationalité américaine.

Comme l'écrivait, mardi 24 novembre, l'éditorialiste du *Jerusalem Post* : « *N'est-ce pas l'appel à l'action non violente de la part d'un Palestinien qui gênerait le plus les autorités ?* »

ALAIN FRACHON.

COURS DE LANGUES
PORTUGAIS -
BRÉSILIEN
ESPAGNOL
QUECHUA
ANGLAIS
Tél. 45 41 39 60
21 bis, rue des Plantes
75014 Paris

(Publicité)
Au centre Rachi
DINER-DÉBAT
Jeudi 26 novembre 1987
à 20 heures
« Le sang, l'espoir
et la vérité de l'histoire »
par
SAMUEL PISAR
P.A.F. 200 F
Réservation à l'avance :
30, bd de Port-Royal, 75005 Paris
Tél. 43-31-75-47

BOB WOODWARD
C.I.A.
Guerres secrètes
1981-1987
STOCK
612 pages, 51 photos
125 F

La guerre au Liban.
Le terrorisme dans le monde.
Kadhafi et le Tchad.
L'Amérique Centrale et l'Iranguate.
Les douze gouvernements étrangers financés par la C.I.A.
Les rapports entre la C.I.A. et les services secrets israéliens et européens.

600 pages de stupéfiantes révélations par le journaliste du *Washington Post* qui a déclenché l'affaire du Watergate. Bob Woodward, le tombeur de Nixon. Tout sur six ans d'opérations secrètes menées par la plus célèbre centrale de renseignement du monde.

Le conflit du Sahara occidental

Le Polisario annonce une trêve de vingt jours

ALGER
de notre correspondant

Le Grand Maghreb arabe a été au centre des travaux du bureau politique du comité central du FLN du mardi 24 novembre. Le communiqué diffusé par l'agence officielle Algérie Presse Service (APS) met en exergue « la foi de l'Algérie dans la construction unitaire du Grand Maghreb arabe et son engagement à continuer d'investir ses efforts dans cette œuvre historique ». Il souligne que le conflit du Sahara occidental « constitue le principal obstacle à l'accélération du processus d'édification du Grand Maghreb » et renouvelle le soutien de l'Algérie « à l'œuvre de bons offices conduite par le président en exercice de l'OUA et le secrétaire général des Nations unies ».

Ces positions — désormais traditionnelles — de l'Algérie ont été réaffirmées deux jours après la visite à Alger du ministre marocain des affaires étrangères, M. Abdelatif Filali (le *Monde* du 24 novembre). Elles ont été diffusées au moment où le Front Polisario faisait connaître sa décision d'observer unilatéralement une trêve militaire à compter du mercredi 25 novembre à 0 heure, dans le but, précise l'agence algérienne, de « garantir la sécurité de la mission technique conjointe OUA-OUA au cours de sa séjour et pour lui permettre de se rendre compte sur le terrain des données et réalités ».

Cette trêve — la première avec le Maroc — est la deuxième décrétée par le Polisario depuis le début du conflit en 1975. En 1979, après le coup d'Etat qui avait écarté le président Ould Daddah du pouvoir à Nouakchott, le Polisario avait annoncé un cessez-le-feu unilatéral sur le front mauritanien. Il devait durer quasiment une année et déboucher sur l'accord d'Alger instituant la paix entre la Mauritanie et le Front Polisario.

FREDERIC FRITSCHER.

« Un responsable sahraoui se réfugie au Maroc, selon Rabat. — Le directeur de l'approvisionnement au « ministère de l'intérieur » de la RASD (République arabe sahraoui démocratique, proclamée par le Polisario), M. Houchine Habib, s'est réfugié au Maroc, a indiqué, mardi 24 novembre, le correspondant de l'agence marocaine MAP à El Ayoune. M. Houchine Habib a déclaré, selon l'agence, avoir reçu une formation militaire en 1975 en Algérie, puis en 1978 à Benghazi (Libye) « sous la direction de conseillers soviétiques et cubains ». Plusieurs autres transfuges sahraouis arrivés ces derniers mois au Maroc, parmi lesquels l'ancien représentant de la RASD à Addis-Abeba et à Cuba, M. Ramdane Ahmed Ould Naeis, ont rencontré lundi à El Ayoune des journalistes marocains et étrangers en visite au Sahara à l'occasion de l'enquête de la mission de l'ONU, pour leur faire part du « calvaire » dans lequel vivent, selon eux, « les Sahraouis retenus dans les camps algériens de Tindouf ». — (AFP.)

Amériques

ÉTATS-UNIS

Les mutineries de détenus cubains continuent malgré les concessions du gouvernement

Washington. — Malgré l'offre du gouvernement américain de suspendre leur rapatriement, les deux mille cinq cents détenus cubains qui refusent d'être expulsés vers leur pays d'origine continuent toujours plus de se battre dans les prisons d'Atlanta, en Géorgie, et d'Oakdale, en Louisiane. L'attorney général (ministre de la justice), M. Edwin Meese, avait fait cette proposition le lundi 24 novembre. Le lendemain, les autorités cubaines ont, pour leur part, annoncé que les détenus « sont amicaux pour les activités illégales qu'ils auraient pu commettre avant de quitter Cuba ». Les rapatriés, précise la déclaration officielle lue par le vice-ministre des affaires étrangères cubaines, M. Ricardo Alarcon, « bénéficieraient du même traitement que ceux rapatriés en 1985 (environ deux cents), dont l'immense majorité est aujourd'hui en liberté ».

En Louisiane, la garde nationale et l'armée ont été mises en état d'alerte. Les mutins ont, semble-t-il, durci leurs positions, et un grand panneau proclamé dans la prison qu'ils veulent « la liberté ou la mort ». Tout comme ceux de Géorgie, où la révolte a fait un mort parmi les détenus, ils ont refusé la proposition de M. Meese de voir leur situation traitée cas par cas. Les « leaders » des prisonniers continuent néanmoins les négociations.

avec les autorités ; ils leur ont remis des photographies des otages, montrant que ceux-ci « étaient en bonne santé ».

Envoyés en prison dès leur arrivée de port cubain de Mariel, en 1980, par les services de l'immigration américaine, ces immigrants se trouvent en fait dans une situation juridique très particulière, pratiquement sans autre droit que celui de rester dans les prisons où les centres de détention une fois purgée la peine à laquelle ils avaient été condamnés, soit aux Etats-Unis, soit à Cuba.

Ils ne peuvent rester aux Etats-Unis puisque leur condamnation leur a fait perdre leur droit d'immigration sur parole. Ils ne peuvent même pas être libérés, puisque cette libération ferait d'un des résidents illégaux, et fautive d'un accord avec Cuba, ce qui ne pouvait être expédié. — (AFP, Reuters.)

SALVADOR

L'enquête sur l'assassinat de Mgr Romero est relancée

San-Salvador. — Les autorités judiciaires salvadoriennes vont demander l'extradition du capitaine Alvaro Saravia, qui vit actuellement aux Etats-Unis, et qui est accusé d'avoir participé à l'assassinat, en 1980, de l'archevêque de San-Salvador, Mgr Oscar Arnulfo Romero. Le ministre de la justice, M. Julio Samayoa, a précisé, le mardi 24 novembre, qu'un mandat d'arrêt pour « homicide aggravé » a été lancé contre le capitaine Saravia.

M. Reyes, ancien chauffeur du capitaine, a mis en cause le major d'Ambulacion, qui dirige le parti de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA, extrême droite), le qualifiant de « cerveau du crime ». La justice a demandé à une commission de l'Assemblée nationale d'envisager le vote de la levée de l'immunité parlementaire du major d'Ambulacion, soupçonné d'être lié aux « escadrons de la mort » anticommunistes.

C'est la première fois que des poursuites sérieuses sont envisagées contre les responsables présumés de l'assassinat de Mgr Romero. Lundi, le président Duarte lui-même a évoqué l'affaire lors d'une conférence de presse. Le major d'Ambulacion a ensuite défilé le chef de l'Etat d'ouvrir un débat public sur ce sujet.

Ces révélations interviennent au moment où deux dirigeants de l'opposition, Guillermo Ungo, président du Front démocratique révolutionnaire (FDR, allié politique du mouvement de guérilla FMLN), et Ruben Zamora, qui appartient aussi au FDR, sont rentrés après sept ans d'exil pour créer un « espace politique de gauche » et agir dans le cadre du plan de paix pour l'Amérique centrale. — (AFP, Reuters.)

Afrique

UGANDA

L'épopée sanglante de « Mama Alice »

La prêtresse Alice Lakwena a réussi une nouvelle fois à échapper aux forces gouvernementales qui étaient à ses trousses et à regagner le district de Tororo (est de l'Ouganda), quittant celui d'Iganga, où elle avait pénétré il y a six semaines à la tête de la Force mobile du Saint-Esprit, à six semaines du journal ougandais *New Vision*.

Alice Lakwena et les membres de la secte du Saint-Esprit combattent les forces gouvernementales depuis le début de l'année et ont traversé l'Ouganda en tous sens. La prêtresse a gagné le district de Tororo vendredi après un pillage de la forêt de Namihyange, où elle se trouvait par l'artillerie de la NRA, précise *New Vision*. Le journal ajoute qu'elle campe maintenant près du chef-lieu administratif du sous-comté de Pany « avec des forces appréciables » et qu'elle aurait fait sa jonction avec d'autres rebelles partisans de l'ancien président Milton Obote.

L'entrée de la Force mobile dans la région d'Iganga semble avoir été une grave erreur de jugement de la part des autorités, car la coopération avec l'Armée de résistance nationale (NRA) de l'Estuaire Sangha, qui peuple ce district, a causé de nombreuses pertes dans les rangs de ses partisans au cours des escarmouches qui s'y sont déroulées.

NAIROBI
de notre correspondant
en Afrique orientale

« L'Esprit saint en prime. » C'était, à en croire « Mama Alice », ce qui faisait toute la différence entre ses « moines-soldats », interdits de boissons, de cigarettes et de relations sexuelles, et les troupes gouvernementales, lancées à leur poursuite depuis le début de cette année. « Si vous combattez avec foi, vous êtes sûrs de gagner, et les balles de l'ennemi se retourneront contre lui. Même les pierres deviennent comme des bombes », soutenait cette jeune prophétesse. Du coup, après avoir avalé une potion magique, les membres de sa secte, confiants, s'en allaient en guerre, torse nu et huile, cailloux et bâtons en main, hymnes aux lèvres.

Fille d'un pasteur anglican, originaire du nord de l'Ouganda, « Mama Alice », vingt-sept ans, plus connue à l'extérieur sous le nom d'Alice Lakwena, « la Messagère » (de Dieu) en dialecte acholi, raconte récemment, lors d'une conférence de presse improvisée dans le bush qu'en 1985, au sortir d'une retraite de quarante jours et de quarante nuits, elle avait reçu du ciel la lumineuse mission de chasser du pouvoir M. Yoweri Museveni et de réunifier le pays. Le Mouvement du Saint-Esprit, dont elle était l'égérie, s'y employa activement à partir de janvier dernier.

Avant d'entamer avec ses disciples un « grand trek » d'environ 800 kilomètres qui devait les conduire dans le sud-est du pays et jusque sur les rives du lac Victoria, « Mama Alice » avait fait fuir d'un côté les troupes gouvernementales dans le nord de l'Ouganda, abandonnant, chaque fois sur le terrain, des centaines d'hommes, victimes de ses hallucinations : plus de sept mille au

total selon les estimations du ministère de la défense.

Qu'importe, la relève était assurée et elle-même s'échappait miraculeusement à ses pourchasseurs. A la mi-octobre, certains avaient donné pour morts de ses blessures. « Cette pauvre fille qui n'a plus sa tête, nous fait perdre notre temps », se plaignait, récemment, M. Museveni. « Mama Alice » n'était pas seulement entourée de paysans aux pieds nus. Des soldats perdus et des politiciens en disgrâce qui tentaient, à ses côtés, une incertaine reconquête du pouvoir et qui n'utilisaient pas, tous, des armes blanches, l'avaient rejointe.

En s'aventurant, loin de son fief, dans le sud du pays, région qui lui était peu familière et plutôt hostile, cette prophétesse avait signé sa perte. Le nombre de ses partisans s'était réduit comme peau de chagrin et ses principaux lieutenants avaient été capturés ou s'étaient rendus.

Le monde

de l'irrationalisme

Pourquoi donc des milliers d'Ougandais se sont-ils jetés à corps perdu dans cette sorte de guerre sainte dont l'issue était prévisible ? Les « nordistes » ont répondu à l'appel de l'une des leurs pour combattre une équipe au pouvoir à Kampala, jugée trop « soudiste », soit, à tort ou à raison, ils n'attendaient plus rien.

Plus généralement en Afrique — on le constate notamment dans la Tanzanie voisine — montées des déléguations politiques et économiques incitent les autochtones à replonger, tête première, dans l'irrationalisme, et dans le monde de la superstition. Ainsi, « Mama Alice » n'a-t-elle pas eu grand peine à séduire les élites du modernisme.

JACQUES DE BARRIN.

KENYA

La vengeance du faux pasteur

NAIROBI
de notre correspondant
en Afrique orientale

Tempête dans une tasse de thé kényan : l'ordre d'expulsion du Kenya de neuf missionnaires — huit Américains et un Canadien — a été annulé à la dernière minute, mardi 24 novembre. Sept autres missionnaires — tous américains — avaient été renvoyés dans leurs foyers la semaine précédente. Ces mesures avaient été prises alors que le « complot » qui les justifiait s'est révélé être une supercherie.

Les autorités kényanes croyaient tenir un beau scandale lorsque, Dieu sait comment, elles prirent connaissance, début novembre, d'une lettre, émanant d'un missionnaire, d'une Eglise locale américaine, basée en Caroline du Nord, la Foscoe Christian Church. « Nous avons immédiatement besoin de 20 millions de dollars pour renverser les gouvernements qui entourent l'Afrique du Sud », à commencer par celui du Kenya, indiquait cette missive adressée aux membres du Ku Klux Klan.

Suivait la liste de sept loups — déguisés en missionnaires — qui étaient déjà à l'œuvre dans la bergerie kényane au milieu d'autochtones armés et stupides.

Avant même que l'affaire ne s'ébruite, ces sept missionnaires étaient discrètement expulsés. Le chef de l'Etat, M. Daniel Arap Moi, monta alors au créneau pour dénoncer dans un long

communiqué « cette minorité d'étrangers dont les activités mettent en péril la sécurité de l'Etat ». M. Arthur Magugu, ministre des transports, précisait, quant à lui, que l'affaire fut portée devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

Renseignements pris, le département d'Etat américain qualifiait de « complètement absurdes » les allégations kényanes et indiquait que la lettre qui avait mis le feu aux poudres n'était qu'un faux, écrit par un certain David Kimwele. Ce prédateur kényan, qui vit aux Etats-Unis, avait réussi à lever des fonds outre-Atlantique en faveur de deux Eglises locales kényanes, dont il se disait être le pasteur. Lorsque des missionnaires, hôtes convaincus par son bagout, décidèrent d'aller sur place prêcher la bonne parole, ils découvrirent la « pot-au-rose » et le signalèrent en haut lieu. En guise de vengeance, cet escroc eut donc l'idée d'impliquer dans une histoire de complot ceux-là mêmes qui l'avaient démasqué.

Cette affaire d'Etat qui n'en est finalement pas une a pour conséquence d'asseoir les relations entre les Etats-Unis et le Kenya, où vivent quelque vingt mille Américains dont environ sept mille missionnaires. Washington a demandé des explications à Nairobi, qui a mis une sourdine à ses accusations et renoncé à expulser les neuf missionnaires, sauf à aller au-devant d'un sérieux incident diplomatique avec son principal allié.

J. de B.

مكتبة الأمل

Asie

BIBLIOGRAPHIE

« Les Frères ennemis », de Nayan Chanda

L'Indochine depuis 1975

Que s'est-il passé pour que la grande victoire communiste de 1975, en Indochine, dégénère en guerre entre vainqueurs ? Dans cette tragédie, véritable troisième guerre d'Indochine — après la française et l'américaine — les tensions existent déjà quand « le rideau tombe » sur la présence occidentale. Il y a belle lurette — plus exactement, depuis le voyage de Nixon en Chine en 1972, — que la Chine et le Vietnam ne sont plus que des alliés de façade. Et il y a un bon moment que, entre Khmers rouges et communistes vietnamiens, les tensions sont profondes. Mais tout cela est encore relégué au second plan quand tombent Phnom-Penh, puis Saigon. Et rien, alors, ne semble irréversible. Ce sont les Khmers rouges — animés par la haine raciale et le rêve à la fois fou et sanguinaire de refaire l'empire khmer — qui vont relancer les hostilités, à l'occasion de raids meurtriers sur la frontière vietnamienne. A l'époque, les Vietnamiens balaient, tentent de négocier un *modus vivendi* avec leurs voisins, puis avec les Chinois. Ils discutent également avec les Américains. Ils hésitent encore à répondre aux appels des Soviétiques, qui leur ouvrent grands les bras tout en exerçant des pressions qui, pour être discrètes, n'en sont pas moins solides. Le président Carter, sous l'influence de Zbigniew Brzezinski, choisit la Chine, contre le Vietnam. Les Vietnamiens, ayant mal joué, n'ont plus qu'à assurer leurs arrières auprès des Soviétiques — adhésion au Comecon, signature d'un pacte d'amitié — avant de riposter au Cambodge en l'envahissant. Et comme l'armée Pol Pot s'effondre, et que l'offensive réussit mieux que prévu, comme au Vietnam du

Sud en 1975, — ils occupent l'ensemble du pays et mettent en place leurs protégés. C'est, enfin, au tour des Chinois de « punir » leur ancien vassal vietnamien en envahissant le nord de son territoire. Une « punition » qui coûte cher à l'armée chinoise, on parle de vingt mille morts.

Un ouvrage de base

La suite est plus fraîche dans les mémoires. Les Soviétiques s'installent à Hanoi et à Cam-Ranh. La guerre des Khmers rouges — ravitaillée par la Chine via la Thaïlande — constitue une sérieuse épine dans le pied du corps expéditionnaire vietnamien au Cambodge. L'Indochine unie, dont a rêvé Ho Chi Minh, a toujours beaucoup de mal à se faire. « L'histoire de la dernière décennie », écrit Nayan Chanda, est exemplaire, en ce qu'elle prouve que ce sont les pesanteurs historiques et le nationalisme, et non l'idéologie, qui reculent les clés de l'avenir de la région. Et d'ajouter : « En dépit des apparences, les fantômes ne courent pas les rues en Indochine ».

Nayan Chanda est l'un des meilleurs observateurs de la scène indochinoise de la dernière décennie. Pour comprendre le complexe d'encerclement de la Chine et celui, tout aussi fort, des Vietnamiens, il a appris l'histoire de ces deux frères ennemis. Pour tenter de démêler l'écheveau de négociations parallèles, souvent clandestines, faites de doubles jeux et de trahisons, quelques années plus tard, quand les langues enfin pouvaient se délier, les principaux protagonistes. Et puis, avec minutie et patience, il a recons-

titué la trame d'une tragédie qui dure encore aujourd'hui.

Le résultat se lit comme un roman et fait de ce récit un ouvrage de base sur la période traitée. Une fois l'alliance conclue avec Moscou en 1978, c'est un dirigeant vietnamien qui juge : « Dans toute l'histoire, nous n'avons été à l'abri du danger chinois qu'en deux cas de figure : une Chine faible et divisée, ou une Chine menacée par des barbares venus du Nord : aujourd'hui, les Russes sont nos barbares ». On envoie Deng Xiaoping, alors vice-premier ministre, qui dit aux Thaïlandais, à la veille de l'intervention vietnamienne au Cambodge : « Il est possible que Phnom-Penh tombe, mais la guerre ne serait pas finie pour autant. Elle ne ferait que commencer ».

Tout le monde s'est trompé dans cette affaire. Brzezinski, qui, par antipathie, joue Pékin contre Hanoi et offre ainsi des bases à Moscou sur la mer de Chine. Deng, dont la « ligne » infligée aux Vietnamiens n'a été, au mieux, qu'un demi-succès. Les Soviétiques, en croyant qu'une Indochine alliée et unie, enfin, se ferait. Et toute la partie, en 1987, paraît être à rejouer. Nayan Chanda offre ainsi — et pour la première fois — la possibilité de comprendre ce qui s'est vraiment passé depuis 1975 et dans quel contexte s'ébauche maintenant, à l'initiative du prince Sihanouk — à lui seul, un rappel du poids de l'histoire, — une nouvelle négociation.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

★ Presses du CNRS. Traduit de l'anglais par Michèle Vacheras et Jean-Michel Aubert. Préface de Jean Lacouture, 369 pages, 120 F.

« Cruel avril », d'Olivier Todd

Quand Saigon tomba...

Un jour de 1973, en reportage au Sud-Vietnam, Olivier Todd passa, du côté de Ca Mau, dans une zone contrôlée par le Gouvernement révolutionnaire provisoire. Il y resta deux semaines, et le long article que reçut alors le *Nouvel Observateur*, son journal, ne laissait plus aucune raison de croire que le GRP fut réellement indépendant du Nord-Vietnam et qu'un effondrement du régime de Saigon ne conduirait pas directement à une réunification forcée sous l'égide de Hanoi.

Olivier Todd avait ainsi pris le risque de dire : « Je m'étais trompé » et de heurter par là, de ses lecteurs aux libéraux américains en passant par ses amis de la gauche française, tout un monde — le sien — radicalement hostile à l'engagement des Etats-Unis au Sud-Vietnam. Au moins autant que le talent, c'est ce courage de témoigner à contre-courant qui fait l'importance et l'intérêt de *Cruel avril*.

Car ce récit de chacun des heures, parfois, des quatre mois qui ont précédé la chute de Saigon le 30 avril 1975 est non seulement un formidable reportage mais aussi une œuvre d'historien. Fondé sur tous les documents et mémoires disponibles, huit années de souvenirs de guerre de l'auteur et de longs entretiens sur-tout avec des témoins de la taille d'Henry Kissinger, Graham Martin, dernier ambassadeur américain à Saigon, ou Hoang Duc Nha, conseiller, cousin et confident de Thieu, ce livre allie la passion du vécu à la sérénité du recul.

On est partout en même temps, de Hanoi à Washington en passant par Moscou, Paris, Saigon, les Hauts-Plateaux et les rizières. On vit la fièvre triomphante des dirigeants nord-vietnamiens ; le désir de leurs soldats d'en finir vite ; le lent naufrage de l'ambassade américaine ; l'incroyable désespoir de Thieu, les

stupéfiants arcanes d'un monde politique saignonnais jouant à la IV^e République sur musique de chars approchant et, bien sûr, l'horreur des hordes de réfugiés, pilonnées sur les routes avant de venir s'écraser sur les grilles fermées de cette chancellerie des Etats-Unis d'où s'exode — sans eux — le dernier bateau pour la liberté.

Quatre mois de tragédie

On traverse d'un trait quatre mois de tragédie mais constamment projeté là où il fallait être pour pouvoir comprendre ; on survole pourtant assez le champ de bataille pour en voir autre chose qu'une offensive éclair.

Ce Vietnam du Sud d'abord, dont les prisons politiques sont abjectes et fondées et où l'on arrête des journalistes, n'était certainement pas un modèle de démocratie mais pas non plus la dictature absolue à laquelle tout, même le Nord-Vietnam, était préférable. Pour emprisonner des journalistes encore faut-il qu'il y ait une presse lutant pour sa liberté et pour qu'un pouvoir refuse l'ouverture politique, encore faut-il qu'il y ait toujours des forces à même de la réclamer. « *Demi-démocratie* », dit Olivier Todd, et même si l'on peut préférer dire « *demi-dictature* », il y avait là quelque chose à développer et à préserver qui, au Nord, n'existait plus depuis longtemps.

Ce Vietnam du Nord, ensuite, dont les dirigeants pourraient rétrospectivement être crédités d'un génie minéral-politique sans pareil, a été en fait le premier surpris par la rapidité d'une victoire qu'il n'espérait pas avant 1976. Comme les hommes politiques de Washington, Saigon, Moscou ou Paris, ceux de Hanoi avaient sous-estimé tout à la fois la profonde démoralisation suscitée au

Sud par le retrait des troupes américaines après les accords de Paris de 1973 et la paralysie de la présidence américaine après la démission de Richard Nixon en août 1974 pour cause de « Watergate ».

Une première offensive sur la petite ville de Phuoc Binh le 1^{er} janvier est couronnée de succès ; Washington ne réagit pas ; croyant jusqu'à l'avant-dernier jour que les Etats-Unis ne pourraient pas éternellement rester bras croisés, Thieu décide de replier ses forces pour mieux tenir dans l'attente de quelques crédits au moins ; ce mouvement ouvre la voie à la chute de nouvelles villes qui accentuent l'impression de débâcle, et tout s'écroule comme un château de cartes, tandis que Hanoi ne se décide que le 14 avril à donner à son offensive le nom victorieux d'« Ho-Chi-Minh ».

Dernier point saillant de ce récit : l'incroyable naïveté avec laquelle tant de gens — même à Saigon — ont cru jusqu'au bout que Hanoi accepterait une solution négociée. *Cruel avril* décrit dans le menu comment cette illusion fut méthodiquement entretenu à coups de fausses confidences par le bureau politique nord-vietnamien, mais le problème était aussi qu'un préfère David à Goliath ; que ni les Américains ni personne n'avaient envie de mourir pour Saigon, et qu'on pouvait trop aisément ne pas voir le totalitarisme sous le masque de l'anticolonialisme.

« *Fat vouls* », dit Olivier Todd dans sa préface, « comprendre et aussi m'excuser sans m'absoudre » — s'excuser d'avoir un temps observé Hanoi avec « *angélisme* » et estimé que Saigon relevait de la « *démagogie* ».

BERNARD GUETTA.

★ *Cruel avril*, Editions Robert Laffont, 479 pages, 125 F.

CHINE : après la désignation de M. Li Peng comme premier ministre

L'équilibre reste fragile entre orthodoxes et réformateurs

PEKIN de notre correspondant

La boucle est bouclée. La nomination de M. Li Peng, mardi 24 novembre, au poste de premier ministre par l'Assemblée nationale (pour confirmation lors de la prochaine session plénière du Parlement en mars) met un point final à la série de bouleversements intervenus lors de la crise de l'hiver dernier et du départ de la gestion des affaires quotidiennes des vétérans de la révolution.

Les réformateurs les plus résolus ont pris le contrôle du sommet du parti et ont dû céder la direction du gouvernement à un homme sans doute plus enclin à la prudence, comme en témoigne l'ordre des préoccupations dont il a fait état en prenant ses fonctions : d'abord stabiliser le développement économique, ensuite, seulement, approfondir les réformes dans ce secteur. Quant à la réforme politique, elle doit être d'abord l'objet de « préparatifs ». En clair : rien n'est pressé. Du reste, aucun calendrier n'est envisagé, et le comité permanent de l'Assemblée nationale populaire s'est contenté d'approuver, cette fois, une loi à l'essai pour une démocratisation prudente de l'échelon le plus élémentaire de la société, l'administration villageoise.

L'ouverture sur le monde extérieur, point sur lequel M. Li a rendu hommage à son prédécesseur, M. Zhao Ziyang, sera, bien sûr, poursuivie. Mais le nouveau premier ministre a aussi réaffirmé la doctrine (« la voie socialiste » et les

principes idéologiques assortis) et la nécessité de garantir « la stabilité et l'unité » : bref, pas de contestation anticomuniste et pas d'agitation dans les rues.

Cependant, M. Li a reconnu la nécessité de mieux prendre le « pouls » de la population en « ouvrant de nouvelles voies de dialogue afin d'obtenir son soutien ».

Cette intronisation sans surprise entérine un nouveau partage des responsabilités mis au point au cours des tensions auxquelles avaient conduit l'échauffement de l'économie et l'agitation estudiantine qui a coûté son poste à M. Hu Yaobang en janvier dernier.

L'énorme machine...

Ce ne fut pas nécessairement une crise pour rien. Elle a contraint les réformateurs à prendre en compte les intérêts de groupes sociaux qui ne bénéficiaient guère des innovations permettant à des individus au tempérament aventureux de s'enrichir : ouvriers mal payés, intellectuels aux budgets épuisés... C'est maintenant seulement qu'on va pouvoir juger sur pièces les promesses de réformes et la capacité de la génération des technocrates à maîtriser l'énorme machine chinoise, toujours partagée entre l'inertie et l'emballement.

Mais la crise aura aussi souligné le caractère artificiel de cette transmission du pouvoir à la génération des successeurs. Les révélations

publiées depuis le treizième congrès du Parti le montrent bien. On apprend seulement maintenant, par exemple, que le rapport des audacieux du par M. Zhao était en gestation depuis octobre 1986, soit avant même la crise estudiantine.

On découvre encore qu'une fois à la tête du parti, après l'éviction de M. Hu, M. Zhao avait soumis — en mars — un premier brouillon à M. Deng Xiaoping, lequel, tout en multipliant alors les déclarations contre le « libéralisme bourgeois » à l'union des tenants de l'orthodoxie, avait fait savoir à son nouveau dauphin qu'il pouvait aller de l'avant. En d'autres termes, on découvre que M. Deng exerçait son pouvoir à la manière la plus patriarcale, et que le fragile édifice qui en est sorti reste, encore aujourd'hui, suspendu à sa longévité.

On le sentait bien, mardi, à la lecture des comptes rendus de la séance de clôture du comité permanent. D'un côté, M. Li était presque présenté en héritier politique de M. Peng Zhen, le vétéran qui préside le Parlement et qui s'est fait le champion des orthodoxes effrayés par les réformes. De l'autre, on sentait les efforts des réformateurs du parti pour briser la résistance de cette instance, en la contraignant à adopter de nouvelles procédures de fonctionnement, de sorte qu'elle cesse de se comporter en gardien du temple. Qui peut dire ce qu'il adviendra de cet équilibre si le patriarcat venait à disparaître prématurément ?

FRANCIS DERON.

A TRAVERS LE MONDE

Cambodge

Le prince Sihanouk et M. Hun Sen se rencontreront en France le 2 décembre

C'est le 2 décembre, à Fère-en-Tardenois, qu'aura lieu la première rencontre entre le prince Norodom Sihanouk et M. Hun Sen, chef du gouvernement pro-vietnamien de Phnom-Penh (le *Monde* du 24 novembre). La date en a été proposée par M. Hun Sen au prince, qui réside dans cette localité située à une centaine de kilomètres à l'est de Paris.

Ce premier contact depuis l'occupation du Cambodge par l'armée vietnamienne en janvier 1979 a pour but de préparer la voie à une solution du problème cambodgien. Deux gouvernements revendiquent, en effet, la légitimité, celui du Phnom-Penh et le « gouvernement de coalition du Kampuché démocratique » regroupant Khmers rouges, nationalistes de M. Son Sann et sihanoukistes. Le prince a pris depuis le début de l'année un « congé sabordé » pour avoir les mains plus libres dans sa tentative de parvenir à un compromis qui mettrait fin à la guerre et à l'occupation vietnamienne.

D'autre part, à Pékin, le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, interrogé sur l'attitude de son gouvernement à l'égard de la rencontre, a déclaré : « Nous avons toujours respecté le prince Sihanouk et nous ne faisons jamais de commentaire superflu sur ce qu'il a l'intention de faire ou sur le façon dont il s'y prend pour le faire ».

Liban

Mort de l'ingénieur français blessé le 11 novembre

M. Richard Gimpel, un ingénieur français de quarante-six ans gravement blessé, le 11 novembre au nord de Beyrouth, en secteur chrétien

(le *Monde* du 13 novembre), a succombé à ses blessures le mardi 24 novembre. Atteint de deux balles à la tête, il était dans le coma depuis son hospitalisation à Beyrouth-Est.

M. Gimpel, qui vivait au Liban depuis une dizaine d'années et travaillait dans une distillerie, se trouvait au volant de sa voiture lorsqu'il a été agressé par trois hommes armés. L'ambassadeur de France au Liban, M. Paul Blanc, a récemment estimé que rien ne permettait de dire que cette agression avait un « caractère politique antirapport ». Quinze jours à peine auparavant, deux gardes-mans français avaient été tués et un troisième blessé, également en zone chrétienne. — (AFP.)

Suriname

Premières élections générales après sept années de régime militaire

Près de deux cent mille électeurs surinamiens devaient participer, mercredi 25 novembre, aux premières élections générales, sept ans après le coup d'Etat militaire dirigé par Désiré Bouterse (le *Monde* du 12 novembre).

Six partis politiques présentent des candidats aux cinquante et un sièges de l'Assemblée nationale, ainsi qu'aux soixante-deux sièges de conseillers municipaux et régionaux. Suivant la Constitution, le scrutin se déroulera à la fin du mois d'octobre dernier, la nouvelle Assemblée nationale devra, dans un délai d'un mois, élire le nouveau président de la République, dont le mandat est fixé à cinq ans.

Des observateurs néerlandais, américains, vénézuéliens et de l'Organisation des Etats américains (OEA) sont présents pour cette consultation électorale, qui fait partie du processus de retour à la démocratie entamé en 1985. Selon toute probabilité, l'opposition au lieutenant-colonel Bouterse, constituée par un Front démocratique regroupant les partis ethniques traditionnels, devrait remporter une large majorité.

Tchad

Accrochage près de la frontière soudanaise

N'Djamena. — De violents combats ont opposé l'armée tchadienne à une « force coloniale » de la Légion islamique commandée par des officiers libyens, dans la nuit du samedi 21 au dimanche 22 novembre, près de la frontière soudanienne, faisant cinq morts dans les rangs libyens, a annoncé, mardi 24 novembre à N'Djamena, l'état-major tchadien.

Dans un communiqué lu à la radio, l'état-major a affirmé que la colonne a pénétré en territoire tchadien, dans la région de Koumbou (est du pays), venant du Soudan. Les forces armées nationales tchadiennes (FANT) ont « intercepté cette colonne, qui a abandonné, sur le terrain, cinq morts et emporté plusieurs blessés », avant de se replier au Soudan, affirme le communiqué, sans faire état d'éventuelles pertes tchadiennes.

Il s'agit du premier incident militaire entre le Tchad et le Libye, depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu le 11 septembre. Le communiqué souligne que, « depuis plusieurs mois », le Tchad avait attiré l'attention du gouvernement soudanais sur la « présence de troupes libyennes » dans la région soudanaise du Darfour, frontalière du Tchad.

« Malgré le démenti soudanais, nous avons maintenant une illustration de la présence militaire libyenne au Soudan, avec la complicité du gouvernement soudanais », a commenté Radio-Tchad, qui a ajouté que cet accrochage « compromet dangereusement » le cessez-le-feu et les efforts de paix de l'OUA. Dénonçant l'« implication directe » du Soudan dans le conflit, la radio a ajouté que l'armée tchadienne se réserve le droit de poursuivre si Khartoum ne met pas fin à la présence militaire libyenne sur son sol. — (AFP.)



Bon voyage les petits malins.

Le TWAIRPASS TWA : 1.440 F*

Vous êtes un petit malin : vous avez acheté votre billet TWA pour les USA au tarif basse saison. Profitez-en pour acheter aussi votre TWAIRPASS TWA. Le TWAIRPASS est un billet vous donnant droit à 3 escales TWA aux USA pour 1.440 F seulement. Quand on sait que TWA dessert 100 villes à l'intérieur des USA, vous avez du choix.

Une voiture de location Hertz : gratuite**

Nous vous ferons pas les yeux, vous avez bien lu : pour que les petits malins qui vous ont permis de visiter les USA de long en large, nous mettons à leur disposition, et gratuitement, une voiture Hertz pendant une semaine ou un week-end prolongé.

Il suffit pour profiter de cette offre, que vous partiez à 2 personnes et que vous achetiez votre billet TWA à l'Progrès.

Aéromatines, Wingate Travel, Geo Tours ou Jet Set.

Pour être encore plus malin, précipitez-vous chez votre agent de voyage ou appelez TWA au 4.720.62.11.

TWA ouvre la voie vers les USA.

* Achet. du billet : 7 jours à l'avance, valable jusqu'au 31/03/88. Sous réserve d'approbation gouvernementale. ** A partir du 01/01/87 et jusqu'au 31/03/88. Conditions particulières selon les pays. Assurance, carburant et taxes locales à la charge du client.

Politique

Le financement des partis discuté à l'hôtel Matignon

Les dépenses de campagne et la transparence du patrimoine des élus pourraient faire l'objet d'un consensus minimum

Les cinq dirigeants des partis politiques représentés par un groupe à l'Assemblée nationale devaient se retrouver, le jeudi 26 novembre à 15 heures, à l'hôtel Matignon, pour étudier le problème du financement de l'activité politique nationale.

Autour de M. Chirac, ils prendront place selon l'ordre dans lequel leurs groupes siègent dans l'hémicycle du Palais-Bourbon. Ce sont les communistes qui ont souhaité ce « plan de table » qui n'a pas soulevé d'objection. Ainsi M. Georges Marchais sera à la gauche du premier ministre et M. Jean-Marie Le Pen à sa droite. Entre eux, de gauche à droite, prendront place M. Lionel Jospin, Jean Lecanuet et M. Jacques Toubon. Les chefs de parti ne seront accompagnés d'aucun collaborateur ou expert. Seul M. Renaud Denoix de Saint-Marc, secrétaire général du gouvernement, fera office de greffier.

Cette première réunion — dont aucun photographe ne fixera l'image — pourrait durer au moins deux heures. Il est prévu qu'elle s'ouvrira sur une déclaration de M. Chirac, qui en rappellera l'objet et les thèmes de recherche, mais sans préjurer aucune solution.

Chacun des participants sera invité à exposer ses choix, puis la discussion s'engagera. Aucun « point de presse » n'est annoncé pour la fin des travaux, mais un communiqué pourrait être diffusé par l'hôtel Matignon. Il n'est pas exclu que d'autres réunions du même type aient lieu plus tard.

M. Chirac, dit-on dans son entourage, a essentiellement l'intention de mesurer de quelle façon les positions de chacun des participants peuvent converger afin d'obtenir un accord qu'il souhaite le plus large possible sur les trois sujets prévus et évoqués par le président de la République : la transparence du patrimoine des

hommes politiques, le plafonnement des dépenses de campagnes électorales et le financement du fonctionnement des partis politiques. Le premier ministre ne présentera pas lui-même de document ou de proposition. Il considère en effet que ces problèmes — qui seront tranchés par la voie parlementaire — concernent au premier chef les partis politiques.

Au cours de la journée de mardi, M. Chirac s'est d'ailleurs beaucoup plus informé qu'il n'a fait connaître son point de vue. Ainsi est-il resté silencieux pendant la réunion du bureau du groupe RPR de l'Assemblée nationale, dont les membres ont évoqué devant lui ces questions. Il en a été quasiment de même lors du déjeuner hebdomadaire de la majorité qui a suivi.

Les partis, en revanche, préparent leur propositions. Pour l'UDF, M. Lecanuet disposera d'un document de base qui est le projet de loi préparé par le gouvernement de M. Barre en 1979. Ce document prévoyait que le fonctionnement des partis ou groupements politiques serait assuré par « une dotation globale inscrite à la loi de finances » qui concernerait « les frais relatifs à leurs personnels, à leurs locaux et à leurs dépenses d'impression ».

L'usage de ces fonds devait être contrôlé par une commission spéciale de la Cour des comptes. Ce projet sera amendé et complété par M. Lecanuet puisque son objet apparaît aujourd'hui trop limité.

An RPR, M. Jacques Toubon a recueilli les avis des députés au cours d'une réunion du groupe mardi après-midi et il a réuni mercredi matin la commission exécutive du parti. Pour ses propositions, le RPR s'inspire de plusieurs documents.

La solution au problème de la transparence du patrimoine des élus sera ainsi fournie par la proposition de loi organique élaborée en 1983 par M. Charles Pasqua lorsqu'il

était sénateur. Reste à savoir si le contrôle d'un éventuel enrichissement sans cause qui concernerait le patrimoine du président de la République, des ministres et des parlementaires devra également s'appliquer aux présidents de conseils régionaux et généraux et aux maires des grandes villes.

Le plafonnement des dépenses de campagne électorale et le financement des partis se référeront d'ailleurs aux suggestions contenues dans les propositions de loi de 1986 de M. Jean-Pierre Delahaye, député RPR du Val-d'Oise.

Toutefois, il semble que pour le RPR si le remboursement des frais de campagne des candidats devra être majoré mais mieux contrôlé, les dépenses de fonctionnement des partis, en revanche, ne devraient pas être assurées par les fonds publics. Dans les deux cas, le contrôle des dépenses devrait être effectué par des magistrats de la Cour des comptes si celles-ci étaient assorties de déductions fiscales, d'ailleurs plafonnées.

M. Jospin : « Dans un esprit d'ouverture »

An Parti socialiste, un document de travail préparé par M. André Laignel, député de l'Indre et trésorier du parti, envisage de doter les partis politiques de la pleine capacité civile (comme le propose M. Pasqua). Il prévoit un accroissement des remboursements de l'État pour les frais de campagne mais il précise que chaque candidat aura « le choix entre un financement privé dont il aurait la totale maîtrise et un mécanisme dans lequel un pré-financement public lui sera accordé moyennant l'engagement de ne pas dépasser le double de la somme mise à sa disposition par l'État ».

Quant au financement du fonctionnement des partis, M. Laignel combine l'aide publique fixée cha-

que année par le budget de l'État et les ressources privées assorties de déductions fiscales et soumises à un contrôle. M. Lionel Jospin a indiqué au groupe socialiste qu'il se rendrait à la réunion de l'hôtel Matignon « dans un esprit d'ouverture et avec le souci de saisir toute possibilité de progresser sur la voie de la transparence ». Le bureau exécutif du PS devait ce mercredi encore examiner ces sujets.

Pour les communistes, s'ils sont favorables à la transparence du patrimoine des élus et à une aide financière publique aux candidats assortie d'un plafonnement de leurs dépenses, ils sont en revanche hostiles au financement du fonctionnement des partis par l'État, car, selon l'expression de M. Georges Marchais, « cela est contraire à leur indépendance et au respect de la liberté des citoyens ».

Le Front national, enfin, n'a présenté aucune proposition de loi sur ces problèmes. M. Le Pen, qui considère qu'il s'agit là d'un « rideau de fumée », a cependant accepté de se rendre à l'invitation du premier ministre.

Avant que ne se tienne la prochaine réunion de l'hôtel Matignon, la plupart des participants semblent ainsi animés de la même volonté d'aboutir, et certains ne désespèrent pas de faire procéder à une première lecture d'un texte par l'Assemblée nationale avant la fin de la session ordinaire prévue pour le 20 décembre. Quant à réviser, ensuite, une brève session extraordinaire pour parachever l'adoption d'une réforme.

Un consensus minimum était donc espéré sur deux points au moins : les dépenses de campagne et le patrimoine des élus, sans que l'on désespère pour autant de régler la question beaucoup plus complexe du financement des partis.

ANDRÉ PASSERON.

Vaches à lait et mécanismes discrets

Les déclarations des dirigeants politiques drapées dans leur dignité ne convainquant plus personne : les cotisations des militants, les dons des sympathisants, ne peuvent suffire à financer ni le fonctionnement quotidien des partis politiques ni, à plus forte raison, les campagnes électorales. Tous doivent utiliser des sources de financement supplémentaires et souvent occultes. Chacun a ses méthodes particulières, mais le même mal les frappe sans discrimination.

Maires, conseillers généraux et régionaux sont de merveilleuses vaches à lait, surtout depuis que la décentralisation a accru leur liberté et leurs ressources. Aucun parti ne se prive des services de ces « banques », quand ils y ont accès. Leurs patrons peuvent faire embaucher quelques amis en les laissant s'occuper plus de leurs activités personnelles que de leurs tâches administratives. Cette facilité a encore été accrue avec l'autorisation donnée aux maires et aux présidents de conseil de se doter d'un « cabinet ». Plus la collectivité est grande, bien entendu, plus sa dotation est juteuse.

La première ville de France n'a aucune raison d'échapper à la règle, alors que le budget de Paris est à lui seul l'équivalent de celui des vingt-deux régions françaises. L'hôtel de ville fut ainsi une merveilleuse base de repli du temps de l'opposition et de la préparation au retour aux affaires pour M. Jacques Chirac et ses amis. Dans son livre *Paris-Chirac*, Marc Ambroise-Rendu explique ainsi que, s'il y avait déjà 100 conseillers au cabinet du maire en 1980, il y en avait 300 à la veille de son retour à Matignon.

Les collectivités locales sont aussi — et surtout — des sources de financement indirect. Trop souvent les sociétés qui travaillent avec elles sont prises de ne pas oublier le parti de l'homme qui les dirige. Plusieurs possibilités existent. Elles peuvent être contraintes, le mot n'est pas trop fort, de conclure un contrat de

recherche plus ou moins « bidon » à une société d'études liée au parti en cause. Elles peuvent être priées de payer très cher un placard publicitaire dans une publication à diffusion restreinte.

Une entreprise « amie »

Elles peuvent accepter que leur soient facturées des dépenses effectuées en fait par un parti ou un candidat. Il faut alors utiliser le mécanisme des « fausses factures ». L'imprimeur, l'effleur, le prestataire de service, facturent à l'entreprise une prestation qu'en fait il ne lui a pas rendue. Deux débits sont alors connus : le détournement de biens sociaux, car les actionnaires minoritaires ne partagent pas nécessairement les idées politiques des dirigeants et la fraude fiscale, puisque le bénéfice de la société et donc son impôt sort, dans les faits, drainés.

Une entreprise « amie » ou un organisme officiel peuvent aussi offrir le luxe de payer très cher un produit ou un service dont elles ont effectivement besoin. Le bénéfice permettra au fournisseur de « tirer » son prix quand le parti ou le candidat proche de celui-ci ou de celui-ci s'adressera à lui. Les commandes de sondages et les contrats de relations publiques, où il est extrêmement difficile d'évaluer la valeur du bien fourni, sont particulièrement adaptés à ce genre d'échanges.

Tous ces mécanismes sont bien rodés et sont utilisés par bien tous les camps. Chacun le sait. Chacun le reconnaît discrètement. Nul ne peut l'avouer publiquement. Une réglementation des financements des campagnes électorales et des partis permettra-t-elle d'y mettre fin ? Les exemples étrangers obligent à répondre prudemment.

THIERRY BRÉHER.

« Le Canard enchaîné » démarché pour... « aider Jacques Chirac »

Dans son numéro du 25 novembre, le *Canard enchaîné* raconte avec ses verbes ordonnés comment les Editions Maréchal, société éditrice de l'hebdomadaire, se sont vues démarchées aussi discrètement que sérieusement par le RPR dont l'émission ignore assurément à qui elle s'adresse.

Ainsi, Louis-Marie Moreau, auteur de l'article, raconte-t-il comment un appel fut reçu le 16 novembre au standard du journal et transmis à la rédaction où un journaliste, loin de décrocher son interlocuteur M. Rodriguez, l'encouragea plutôt dans sa démarche. Il devait en résulter, le 20 novembre, un dialogue sans tard sur la façon dont il fallait procéder « pour aider Jacques Chirac ». Le *Canard* en donne la relation suivante :

M. Rodriguez. — « Nous proposons des participations publicitaires dans la revue Horizon 88 qui est éditée par le RPR. Bien entendu nous vous délivrerons une facture ».

Le Canard. — « Mais nous préférons que cela reste discret ».

M. R. — « Pas de problème. Cela peut être anonyme. Votre publicité ne passera pas. Et si vous souhaitez, je peux vous faire établir une facture par la société AMF qui n'appartient pas du tout ».

L. C. — Très bien. Mais comment être sûr que notre argent va bien à Jacques Chirac ?

M. R. — Nous vous enverrons un chèque de mission qui vous montrera une lettre d'accréditation.

Sur quoi, deux journalistes du *Canard*, qui ont préalablement constaté que le numéro de téléphone indiqué par M. Rodriguez figure à l'annuaire sous l'appellation Comité d'action sociale du dix-neuvième et « dépend de la mairie » à une adresse où se trouve aussi la permanence électorale de M. Jacques Féron, député apparenté RPR du dix-neuvième, acceptèrent ultérieurement au 125 rue de Crimée.

Il y rencontraient le « chargé de mission » annoncé, M. Meunier, mais usèrent d'un stratagème pour ne pas verser la participation de 10 000 F qu'ils avaient feint d'accepter. Le *Canard enchaîné* publie à l'appui de ce récit la reproduction de l'ordre d'insertion qui leur fut remis sur papier à en-tête de *Horizon 88*, Rassemblement pour la République.

Au RPR, on déclare que cette affaire « n'a rien à voir avec le mouvement » et relève d'une initiative prise par des militants du dix-neuvième arrondissement.

Le bicentenaire de la Révolution

Rien ne manquera !

Malheur aux imprudents qui prétendraient que la mission du bicentenaire de 1789 ne missionne pas. Ou que son président Edgar Faure, ne préside pas. Nul n'en ignore désormais : la mission missionne et le président fait mieux que présider : il fait vivre.

Un bon demi-millier d'invités, d'invités officiels de cordons tricolores, de faisceaux lumineux tricolores, de Marseillaises modifiées, services saucis disco-rock, et s'ils le voulaient, de cocktails bien, blanc ou rouge tout éprouvé de (presque) tous leurs sens, le mardi 24 novembre, au Pavillon Gabriel.

Les gardes républicains étaient là. M. Jean Tiberi, adjoint au maire de Paris, était là (M. Jacques Chirac sera aussi très présent pour le bicentenaire). M. André Damien, maire de Versailles, était là. M. Alain Carignon, ministre mais surtout représentant du Dauphiné, était là.

Toujours en avant, le Dauphiné, pour 1789 comme pour 1989. Tous jours en retard, en revanche, le pré-

sident Faure n'avait que deux mots à dire, mais en mille, admettant d'écouter et de bons mots, au fil de l'improvisation : ça marche.

Des projets innombrables, d'ailleurs très et sélectionnés, un logo (de Folon), de grandes ambitions monumentales et philosophiques (le *Monde* des 24 et 25 novembre), un consensus à faire pleurer Marianne : rien de manquera.

L'imagination ne fera pas pour plus défiant. Qu'on en juge : Edgar Faure songe à des bosquets républicains trimbités et tricolores, qui feraient meilleur effet que de banales arbres verts de la Liberté (prévus par ailleurs). Il faut des sapins bleus, de blancs bouilloux, des hêtres pourpres ? des sapins bleus ? Qu'il n'y ait pas de doute : « On ne dit que des arbres ne croissent pas tous de la même manière », a honnêtement prévenu Edgar Faure. Patience. Il reste plus de vingt mois pour y mettre bon ordre.

M. K.

Dans le Rhône : le jeu de mistigri

LYON
de notre correspondant régional.

Les révélations sur les fausses factures dont le Parti socialiste du Rhône aurait bénéficié pour financer sa campagne électorale de mars 1986 ont en tout cas déclenché une absence de réactions politiques tout à fait révélatrice. Pas un communiste, pas une déclaration publique, pas un début de polémique : le calme plat. Comme si une consigne informelle avait couru les états-majors politiques lyonnais : « Pas de hère sur les socialistes ! ».

Très significative à cet égard est la position d'un proche de M. Raymond Barre, qui est aussi député du Rhône : « Nous ne ferons aucun commentaire sur les affaires en cours et sur les questions connexes. Il y a un débat justifié sur le financement des partis, il ne faut pas qu'il puisse y avoir une exploitation politicienne... ».

« Complètement naïfs »

Il convient donc de faire un bref retour en arrière sur le financement avoué des campagnes électorales — législative et régionale — du printemps 1986. A cette époque, nous avions avancé — dans notre édition « Rhône-Alpes » du 13 mars — des chiffres : 500 000 francs pour le PCF, 900 000 pour le Front national, 2 millions pour les listes barrières, le double pour chacun des éléments du duo rival RPR/PS. Si les chiffres n'ont pas été démentis, l'opacité demeure sur la façon dont les caisses ont été remplies.

A l'évidence, des grandes entreprises, certaines institutions bancaires, y sont allées de leur obole. Mais en prenant la classique précaution d'obtenir en contrepartie une « vraie-fausse » facture, vrais pour l'orthodoxie comptable, de ladite société ou banque qui peut justifier ainsi ses sorties de fonds, fausses en raison de l'absence de prestations correspondantes. Bref, l'opacité ambiante aurait pu durer longtemps si un certain Pierre Alberti n'avait été suffisamment imprudent pour avoir, lui-même ou les sociétés gravitant autour de lui, laissé traîner quelques doubles de factures bien encombrantes.

A la limite, le seul véritable procès fait *mezzo voce* aux socialistes rhodaniens par les représentants de la droite locale est celui d'avoir été, dans cette affaire, « complètement naïfs ». En d'autres termes, le péché n'est pas grave, c'est sa découverte qui gêne.

Le silence de la majorité s'explique aussi par la crainte de voir surgir des fantômes très ressemblants. Il y a d'ailleurs fort à parier qu'un tel scénario se joue aujourd'hui crédible. Mais chacun sait que M. Pierre Alberti n'avait pas des amis de gauche. Il semble même que depuis mars 1986 il se soit découvert des affinités idéologiques avec la mouvance communiste. On peut d'ailleurs constater que son réseau de radios locales n'a pas souffert de l'alternance.

Le jeu de mistigri atteint des proportions tout à fait étonnantes. Au RPR, on ne serait pas fâché de voir dénoncer les turpitudes de tel ou tel proche de la mairie de Lyon, ou du conseil régional, deux instances barrières. Côté UDF, on essaie de diriger les regards vers le RPR ou — plus subtil encore — vers la mouvance « amie » CDS ou radicale.

Pour le moment, seul M. André Soulier, premier adjoint au maire de Lyon, chef de file local du Parti républicain, peut se permettre une coquetterie en avançant que sa formation est « pauvre » et qu'elle entend le rester. Une affirmation inadmissible mais à relativiser : M. Soulier n'a pas à trouver des fonds pour une campagne spécifique du Parti républicain.

Au RPR, on affiche la sérénité. Apparemment, le parti, pas réduit à la gâchette du côté de la place des Terreaux, le siège lyonnais de M. Michel Noir, conseiller municipal de Lyon, ministre du commerce extérieur. Il est vrai que les campagnes législative et régionale avaient été, ici, scindées en deux. M. Noir et ses amis ont géré le budget « législatif » et M. Alain Mézières s'est occupé de son côté pour le financement de la campagne de sa liste régionale. Le patron des laboratoires qui portent son nom a sans doute plus que d'autres candidats la possibilité de réunir des fonds et la facilité de se montrer « vertueux ».

CLAUDE RÉGENT.

PRÉCISION. — C'est par erreur que nous avons indiqué le *Monde* du 22-23 novembre que M. Yvon Deschamps avait siégé au titre de « personnalité qualifiée » à la commission préfectorale d'attribution des fréquences. En fait, le responsable socialiste n'a jamais appartenu à la commission régionale des fréquences qui ne réunit que des fonctionnaires. Cela n'empêche rien à ce que nous écrivions sur son intérêt soutenu pour les évolutions de la bande FM, mais interdit de penser à une intervention intéressée de sa part au niveau de l'attribution des fréquences.

Rencontres nationales des « renouvelés », le 10 janvier à Lyon. — Des « Rencontres nationales des renouvelés » se déroulent le 10 janvier 1988 à Lyon (Rhône), a annoncé, le lundi 23 novembre à Toulouse (Haute-Garonne), M. Claude Labrousse, coordinateur régional des renouvelés communistes dont les animateurs s'étaient réunis, le week-end précédent à Paris. Quelques quatre cents délégués pourraient participer à cette réunion (qui ressemble fort à un premier congrès) et M. Pierre Juquin, candidat « renouvelé » à l'élection présidentielle, assistera à la discussion générale qui clôturera les travaux de six « ateliers » thématiques.

CN : M. Briant en minorité. — Après plusieurs semaines de péripéties, le comité directeur du CN,

qui s'est réuni le mardi 24 novembre, a suspendu M. Yvon Briant de ses fonctions de secrétaire général de ce mouvement. Après une décision du tribunal de Paris selon laquelle seul le comité directeur était habilité à faire ou à défaire le secrétaire général, le comité, M. Philippe Malaud, a donc obtenu gain de cause. Par quarante-trois voix contre trente-neuf, le comité directeur a voté une motion demandant de « ratifier la décision prise par le président de suspendre le secrétaire général ». Il a fait, par ailleurs, décider d'avancer d'un mois l'élection du président et du bureau du mouvement. Un nouveau comité directeur se tiendra le 15 décembre, qui devrait donner lieu à un nouvel affrontement pour la présidence entre M. Malaud et M. Briant.

Journées promotionnelles
à la librairie de
LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

vendredi 27 samedi 28
Novembre 87 de 9h à 18h.

Discussions
Internationales

GÉOGRAPHIE
communication
HISTOIRE
Sciences
politiques
DROIT
économie

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire PARIS 7

مكتبة الوثائق

Politique

L'affaire des fausses factures de Lyon

M. Yvon Deschamps porte plainte pour atteinte à la liberté individuelle

LYON
de notre bureau régional

Après avoir enfin reçu, lundi soir, les procès-verbaux certifiés conformes et, mardi matin, les scellés remis au magistrat-instructeur par la brigade financière du SRPJ de Lyon, à l'issue des gardes à vue de MM. Deschamps et Boyer, M. Christian Gault, procureur de la République, a transmis, mardi midi 24 novembre, ses instructions au commissaire divisionnaire, M. Michel Richardot, « patron » du SRPJ. Il lui a demandé d'ouvrir une « enquête préliminaire » sur les éléments nouveaux — la saisie d'une dizaine de fausses factures, vraisemblablement utilisées pour financer une partie de la campagne législative du PS du Rhône (1) ; le procureur a définitivement choisi de scinder en deux les dossiers des pratiques financières illicites dont les finalités, selon la nature, lui paraissent tout à fait distinctes.

Les policiers, qui affirment n'avoir pas d'« état d'âme », vont donc tenter d'établir la réalité de ce délit financier « parallèle » à l'affaire Radio-Nostalgie, et non pas connexe, comme l'estimait M. Fenech. Si ces investigations entraînent l'ouverture d'une nouvelle instruction judiciaire, rien n'interdit à M. Roger Aubin, président du tribunal de grande instance de Lyon, de confier l'instruction à M. Fenech.

Confirmant ses commentaires à chaud du samedi 21 novembre : « Les policiers m'ont présenté, d'une part des factures régulières honorées par le Parti socialiste et, d'autre part, des factures qui ne me concernent pas », M. Yvon Deschamps s'est rendu, mardi vers 16 heures, au palais de justice, en compagnie de son avocat, M. Robert Guillaumond. La plainte qu'il a

« RECTIFICATIF. — Dans notre article sur le palais de justice de Lyon (le Monde du 25 novembre), à propos de l'affaire de Radio-Nostalgie, une erreur de transmission nous a fait écrire que le parquet avait accordé « en rachèvement » un réquisitoire supplétif au juge Georges Fenech le 18 novembre. Il fallait lire « sans rachèvement ». Le parquet n'a — à ce stade de l'information — fait, en effet, aucune difficulté pour désigner le juge d'instruction, ce qui lui permet d'écarter le ténor Pierre Alberti, son épouse et trois de leurs collaborateurs.

M. Yvon Deschamps, premier secrétaire de la fédération du Rhône du Parti socialiste, a déposé mardi 24 novembre, une plainte avec constitution de partie civile pour atteinte à la liberté individuelle (article 114 du code pénal), dans l'affaire de Radio-Nostalgie.

Assez exceptionnelle, dans la mesure où elle met en cause le fonctionnement de l'institution judiciaire, cette démarche pourrait relancer la polémique qui s'était développée au sein de la magistrature lyonnaise après le refus du parquet de délivrer à M. Georges Fenech, juge d'instruction chargé du dossier, le « réquisitoire supplétif », qui lui aurait permis d'entendre, voire d'inculper MM. Deschamps et Jacques Boyer, directeur de l'agence de publicité OPES.

déposée entre les mains de M. Jacques Hamy, doyen des juges d'instruction, s'appuie sur l'article 114 du code pénal. Cet article vise « un fonctionnaire public... » qui a « ordonné ou fait quelque acte arbitraire ou attentatoire, soit à la liberté individuelle, soit aux droits civiques d'un citoyen... » et prévoit une peine de « dégradation civique ». Dans son second alinéa, l'article précise : « Si néanmoins il justifie qu'il a agi par ordre de ses supérieurs, pour des objets du ressort de ceux-ci, sur lesquels il leur était dû l'obéissance hiérarchique, il sera exempté de la peine, laquelle sera, dans ce cas, appliquée seulement aux supérieurs. »

« Bonc
émissaire »

Pour l'avocat de M. Deschamps, il s'agit d'« avoir accès, non pas au fond du dossier, mais aux éléments de la procédure et de mettre en lumière la manière, faisant l'objet du code de procédure pénale, dans mon client a été traité ». « Entre la fin de sa garde à vue », nous a déclaré M. Guillaumond, intervenu vers 19 h 30, le vendredi, et sa sortie du palais vers midi, M. Deschamps s'est trouvé dans une situation de vide juridique plus qu'inhabituelle... L'avocat conteste aussi la forme des confrontations organisées à l'hôtel de police entre M. Deschamps et M. Boyer, mais également avec la secrétaire de celui-ci.

Si la plainte n'est pas déclarée immédiatement irrecevable, elle devrait remonter jusqu'à la chambre criminelle de la Cour de cassation chargée de désigner un magistrat instructeur.

M. Jacques Boyer, qui a vécu la même aventure — garde à vue, transfert au palais et élargissement sans être entendu par le juge — n'a pas choisi de riposter comme M. Deschamps par la voie judiciaire. Il est toutefois sorti, pour la

première fois, de sa réserve, mardi, pour exprimer sa colère : « On me prend comme bon émissaire, nous a-t-il dit, alors que je n'ai rien à me reprocher. Tandis qu'Hernu pose pour Play Boy, on met ma réputation en me traînant dans la boue, comme si le problème du financement des campagnes électorales était de ma responsabilité... D'ailleurs, je ne suis pas socialiste, je suis radical. »

Alors que M. Deschamps patientait dans un petit bureau proche des cabinets d'instruction, M. Boyer a connu, quatre heures durant, le régime le plus rude du petit dépôt : poches vidées, lacets et cravates confisqués, menottes aux poignets. Une épreuve que le publicitaire, qui eut en charge l'essentiel de la campagne de la liste Hernu au prin-

temps 1986, ne semble pas prêt d'oublier.

Ce « dossier » a quelque peu rejeté dans l'ombre l'affaire de Radio-Nostalgie, dont l'instruction continue pourtant à se développer. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon devrait examiner très prochainement les demandes de mise en liberté de M. Alberti, « patron » de la radio, de son épouse Catherine, et de M. Frédéric Coste, directeur d'antenne, introduites par leur défenseur, M. Alain Ribeyre, assisté de M. Anne Covillard. Leur placement sous mandat de dépôt ne correspondait pas aux réquisitions écrites du parquet.

Si les policiers du SRPJ estiment avoir procédé aux principales interpellations — sept personnes se trouvent à ce jour inculpées — l'étendue et la diversité des relations d'affaires du « patron » de Radio-Nostalgie, notamment avec des personnalités politiques de la majorité comme de l'opposition, permettent d'envisager de nouveaux rebondissements.

ROBERT BELLERET.

(1) L'une de ces factures, d'un montant de 85 000 F, est à en-tête de Radio-Nostalgie. Les autres sont établies au nom de différentes sociétés, parmi lesquelles deux banques et un groupement nationalisé. Leur montant total avoisine le million de francs.

KENYA

Interrompez l'hiver
et partez au soleil
de 8 130 F à 13 150 F
9 jours au départ de PARIS.
Safaris TEMBO, TWIGA, SIMBA, N'DEGUE.
Safaris + séjours.
Séjours à MOMBASA.

REPUBLIQUE TOURS

Agence de la République
1501 Paris
Tél. (1) 43 55 39 30
et dans votre agence de voyages.

ALTEA

H O T E L

Altea en France,
c'est plus de trente hôtels
au cœur des régions
et au centre des villes.

Réervation : Tel. (1) 42.68.22.88. Tel. Vert. : 05.28.88.00.



Altea, des hôtels en synergie avec la ville.

Albi, Beaune, Belfort, Besançon, Clermont-Ferrand, Colmar, Deauville, Dijon, Dunkerque, Grande Motte, Lyon, Mâcon, Marseille, Metz, Montpellier, Mulhouse, Nancy, Nantes, Nemours, Orange, Orly, Paris, Reims, Rennes, Roubaix, Rouen, Saint-Etienne, Saint-Valéry-en-Caux, Strasbourg, Toulon, Toulouse.
Une chaîne de Pullman International Hotels. Groupe Wagons-lits.

JEAN FAVIER

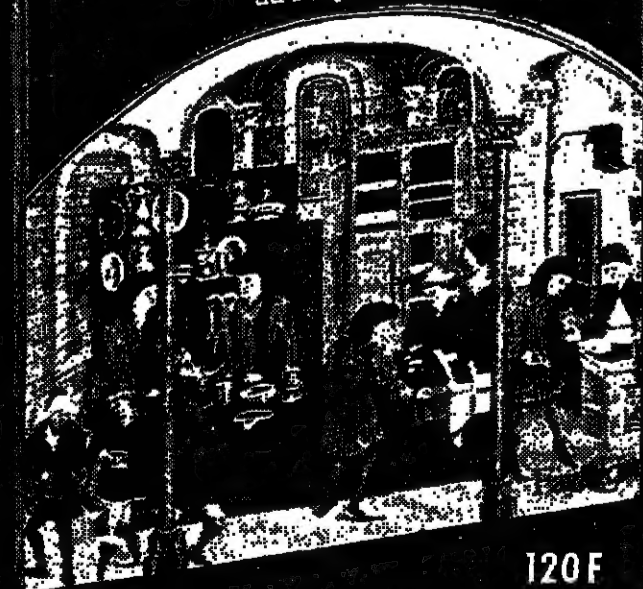


« Ce qui fait l'homme, c'est
l'horizon : celui des flots et
celui des crêtes, celui qu'on
voit et celui qu'on devine,
celui du terre à terre et celui
du rêve. L'horizon montre
à chacun l'échelle et la
limite de ses besoins et de
ses capacités... »

Jean Favier

De l'or et des épices

Naissance de l'homme d'affaires
au Moyen Âge



120 F
480 pages

FAYARD

Politique

Avant le second tour de l'élection cantonale partielle de Marseille

Le Front national appelle ses électeurs à « l'abstention positive »

M. Jean-Marie Le Pen a invité le mardi 24 novembre les électeurs du Front national à Marseille à « l'abstention positive » pour le deuxième tour de l'élection cantonale partielle qui se déroulera dimanche 29 novembre dans cette ville.

Se fondant sur les récentes déclarations de M. François Léotard, secrétaire général du PR, le président du Front national a déclaré : « Tant que durera cet ostracisme, le Front national regrette de ne pouvoir apporter son soutien à un candidat d'un parti qui veut exclure du rassemblement national plus que jamais nécessaire le Front national, ses élus et ses électeurs (...). En excluant toute conversation et tout accord avec le Front national, M. Léotard a délibérément pris le risque de la victoire de la gauche, qu'il souhaite sans doute. »

M. Jean-Claude Gaudin, responsable de la majorité à Marseille, a retourné l'argument en faisant valoir aussitôt que « s'abstenir, c'était favoriser la gauche ». Réagissant mardi soir à cette prise de position du Front national, M. Charles Pasqua a réaffirmé son hostilité à toute alliance avec M. Le Pen. « M. Le Pen fait ce qu'il veut, a

expliqué le ministre de l'intérieur, c'est son droit absolu. J'espère cependant que ses électeurs voteront pour nous. »

Présent mardi soir à Marseille pour soutenir le candidat socialiste, M. Lionel Jospin a condamné « la contradiction dans laquelle s'est enfoncée la droite dans sa politique à l'égard du Front national ». Comme l'avaient fait la veille certains de ses amis, le premier secrétaire du PS a aussi stigmatisé le comportement, à ses yeux, ambigu, de M. Léotard, « ce même Léotard qui avait soutenu Stürbois à Dreux » aux élections municipales de septembre 1983.

Le double défi

ABSTENTION... positive. M. Jean-Marie Le Pen a donc ressorti du dictionnaire politique une de ces formules qui, bien que galvaudées — comme le « soutien sans participation » ou « l'opposition constructive » — ont le mérite de signifier tout et son contraire, et surtout de pouvoir se prêter à toutes les interprétations des événements. « Positif » pour qui ?

Le seul ajout de ce mot laisse déjà à penser que M. Le Pen est aujourd'hui moins à l'aise qu'il ne veut bien le montrer. En prenant personnellement cette décision, sans même en référer au bureau politique de son mouvement, le président du Front national a lancé un double défi : à la majorité et à lui-même !

Le défi à la majorité va de soi. Comme cela avait été fait lors des récentes élections cantonales de Tourcoing, M. Le Pen aurait pu se contenter tout aussi bien de laisser ses électeurs marseillais libres d'aller voter ou non dimanche prochain. En prenant officiellement l'abstention, M. Le Pen franchit donc un nouvel échelon dans son opposition à la majorité, qui prend de plus en plus des allures d'opposition de force sur fond de chantage.

Un tel comportement ne peut que conforter sa tendance dure, celle de M. Jean-Pierre Stürbois, décidée jusqu'à l'élection présidentielle à faire payer à la majorité son obstination à refuser toute négociation avec le Front national.

En prenant prétexte des déclarations courageuses de M. François Léotard, secrétaire général du propre parti de M. Jean-Claude Gaudin, M. Le Pen est en passe de déclencher au sein du PR, après l'affaire Ornano, une nouvelle affaire Léotard-Gaudin. Ce dernier a reproché mardi à M. Léotard de faire état d'une position personnelle, non débattue par les instances du PR, au risque de plonger le parti dans une nouvelle crise dont il se serait bien volontiers dispensé.

Pour autant, M. Le Pen n'est pas sûr de jouer gagnant. Une participa-

tion plus grande des électeurs dimanche prochain peut contrarier ses plans. Si la majorité perd, certains électeurs du Front national risquent d'en être troublés. Si la majorité gagne, celle-ci aura retenu définitivement le leçon qu'elle peut très bien se passer de M. Le Pen. Dans l'un et l'autre cas, M. Le Pen pourrait être porté à constater qu'on ne fait pas progresser un parti en le transformant en parti d'abstentionnistes.

Dans l'un et l'autre cas aussi, c'est à nouveau sa position à l'extérieur de son propre mouvement qui risque d'être ébranlée.

A force de faire pousser la vapeur...

Une fois de plus, M. Le Pen conforte M. Stürbois et, du même coup, mécontente les modérés de son mouvement, partisans de ménager la majorité. Car, que l'on ne s'y trompe pas, cette élection cantonale de Marseille anticipe sur l'avenir. Marseille est l'une des rares villes où, au lendemain des élections, le Front national pourra espérer conserver quelques sièges de députés, déjà convoqués par M. Stürbois, où il pourra encore espérer entrer à la mairie, où M. Le Pen lui-même peut aussi espérer établir sa base de repli.

La décision prise mardi par M. Le Pen a encore accentué le trouble au sein du Front national marseillais. M. Pascal Arrighi, qui ne joue plus qu'une carte personnelle, perd son sang-froid. Les trois autres députés de Marseille, MM. Jean Roussel, Gabriel Domenech et Ronald Perdomo, habitués à travailler avec M. Gaudin au conseil régional, souhaitent un soutien implicite du candidat de la majorité par leur parti. Ils ont été mis au pied du mur, informés de la décision de M. Le Pen seulement après sa conférence de presse... A force de pousser ainsi la vapeur, M. Le Pen risque bien de faire exploser la chaudière de sa propre machine.

DANIEL CARTON.

M. Pascal Arrighi courroucé, M. Jean-Claude Gaudin dépité

L'heure n'est pas vraiment aux « mamours » entre le Front national et l'UDF. A quelques jours du second tour de l'élection cantonale partielle de Marseille, et alors que M. Jean-Marie Le Pen a annoncé son refus de soutenir le candidat de la majorité resté en lice, le torchon n'en finit pas de se consumer entre M. Jean-Claude Gaudin (UDF) et M. Pascal Arrighi (FN), tous deux challengers dans la course à la mairie de Marseille.

Les déclarations des deux hommes, le mardi 24 novembre, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, à propos du scrutin de dimanche prochain, laissent présager un combat au couteau pour les municipales de 1989.

Cachant mal sa fureur, le député du FN, M. Arrighi n'a pas fait dans le détail en choisissant ses arguments pour disqualifier M. Gaudin, qui aurait eu notamment le grand tort de le juger « trop vieux » pour la mairie de Marseille. Ce juriste et universitaire d'ordinaire courtois n'avait pas habitude ses interlocuteurs à des propos aussi outranciers : « A Marseille, quand je me promène dans la rue et que j'entends : tiens, voilà un pédi ! je ne me retourne pas, moi ! Et quand on dit que c'est

une ville qui marche avec trois « pédales », là-bas, tout le monde se comprend — lâche, rouge de colère. M. Arrighi, qui abandonnant le langage châtié du conseiller d'Etat pour les ragots de l'échotier à scandales cite trois noms de députés des Bouches-du-Rhône.

« Il faut un peu de virilité pour diriger cette ville ; si j'ai un débat avec M. Gaudin, je le lui dirai », poursuit-il, en se déclarant oclé de l'oustracisme dont le FN serait victime.

Le responsable du Front national à Marseille a d'autre part refusé à M. François Léotard le droit, « en tant que membre du gouvernement », de jeter l'opprobre sur toute alliance du Parti républicain avec les amis de M. Le Pen. « Il n'a pas le droit de nous mettre au ban de la nation. Nous en avons assez d'être insultés », a déclaré le député marseillais, en faisant remarquer que ce qui était clair aujourd'hui, c'était que « François Léotard souhaitait que Jean-Claude Gaudin soit battu dimanche dans sa circonscription de Marseille ».

Il a également affirmé que lui et ses amis de la fédération de Marseille n'avaient pas eu d'états d'âme

en décidant de ne pas apporter leur soutien, dimanche, au candidat de la majorité : « Tout le monde est d'accord, à part quelques éléments gaudinistes ». Balayant de la main les questions concernant les réticences qu'aurait pu avoir M. Ronald Perdomo, député FN des Bouches-du-Rhône, auquel le lie une solide inimitié, M. Arrighi a répliqué qu'il n'avait pas discuté avec lui et que, de toute façon, il était « le patron du Front national à Marseille ».

Il s'est enfin déclaré persuadé de l'abstention, dimanche prochain, des électeurs qui s'étaient portés au premier tour sur la candidature du Front national.

A peine avait-il disparu dans l'hémicycle, M. Jean-Claude Gaudin faisait son entrée en scène, salué des quatre colosses. Le président du groupe UDF forçait un sourire pour tenter de masquer une tension évidente. « On s'est tellement dit que j'étais lié au Front national et que Le Pen me faisait des cadeaux... Vous voyez bien aujourd'hui ce qu'il en est. » Répondant au président du Front national, qui avait expliqué, au lendemain du premier tour de la cantonale partielle, que c'était M. Léotard qui détenait « dans la poche de son jean la clé de

l'élection », M. Gaudin a répondu qu'il n'y avait que deux clés pour l'élection de Marseille : « celle que détiennent les 60 % d'abstentionnistes, s'ils se décident à aller voter ; celle du report des voix ».

S'agissant de la seconde clé, le président du groupe UDF s'est montré convaincu du bon report des voix des électeurs de droite, dans une ville où, « traditionnellement, le clivage droite-gauche est très marqué ». « S'abstenir, c'est faire le jeu de la gauche », a-t-il encore insisté. D'autre part, il n'a pas caché qu'il avait parlé, le jour même, à M. François Léotard de cette affaire et de ses déclarations dimanche sur la 5, condamnant toute alliance avec le Front national.

Le ministre de la culture aurait fait valoir qu'il avait déjà à plusieurs reprises, développé son point de vue et que, dans le cas présent, il ne s'agissait que d'une coïncidence et non de la volonté de montrer M. Gaudin du doigt. A voir la mine du député UDF, on pouvait douter du caractère persuasif des arguments de M. Léotard...

PIERRE SERVANT.

La chasse aux abstentionnistes est ouverte

MARSEILLE
de notre correspondant régional

La décision prise, le mardi 24 novembre, par M. Jean-Marie Le Pen d'appeler à l'abstention les électeurs du Front national (le Monde du 25 novembre) a accentué la valeur de test du second tour des élections cantonales partielles de Marseille (XX-A).

A cinq mois de l'élection présidentielle, M. Le Pen a donc délibérément opté pour une démonstration de force face à la majorité dans une élection où le FN occupe une place d'arbitre. Avec 36,35 % des suffrages exprimés, le candidat unique de la majorité, M. Robert Assaïte, conseiller municipal PR de Marseille, a réalisé au premier tour un score inférieur à celui de la gauche (40,34 %). Il a donc besoin d'une partie des voix du FN pour espérer l'emporter dans le duel qui l'opposera au candidat socialiste, M. André Manivet, en faveur duquel le candidat communiste, M. Robert Allione, devrait annoncer son désistement mercredi 25 novembre.

Dans la perspective des municipales, M. Le Pen joue localement sur un affaiblissement des positions de M. Gaudin. Candidat déclaré à la mairie de Marseille, le président du groupe UDF à l'Assemblée nationale est en effet doublement concerné par un scrutin qui se déroule au cœur de sa circonscription, et dans lequel est en lice l'un de ses proches collaborateurs.

Le mot d'ordre lancé par le président du Front national a jeté la consternation dans l'entourage de M. Gaudin. Le député des Bouches-du-Rhône ne peut en aucun cas envisager désormais des tractations avec l'extrême droite. Mais on lui prête l'intention de s'adresser « à tous les électeurs » (dont ceux du Front national) pour leur demander « de faire barrage au candidat socialo-communiste ».

Dans cet appel il pourrait également faire référence à la « politique du pire » choisie par les dirigeants du Front national qui porteraient en l'occurrence la responsabilité d'une défaite du candidat de la majorité. L'entourage de M. Gaudin se déclare par ailleurs convaincu que l'électorat du Front national « ne suivra que partiellement les consignes qui lui ont été données en fonction d'une analyse erronée de la situation politique à Marseille ».

Le Parti socialiste de son côté pense que l'avantage psychologique est dans le camp de la gauche. « Après avoir voulu la montée du Front national, est venu déclarer le mardi 24 novembre à Marseille M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, la droite a maintenant peur de perdre avec lui. »

A droite comme à gauche, une « chasse aux abstentionnistes » a été déclenchée, notamment par des lettres de relance et une intense campagne de porte à porte.

GUY PORTE.

● RECTIFICATIF. — Le total des voix recueillies par l'extrême droite et le CNI au premier tour de l'élection cantonale partielle de Marseille représentait 20,72 % des suffrages exprimés et non pas 0,72 % comme indiqué dans nos éditions du mardi 24 novembre, par suite d'une coquille.

CREATION
THEATRE DU
CHENE NOIR
DAVIGNON

MAIS N'Y
PROMENE
DONC PAS
TOUTE NUE !

de
Georges FEYDEAU
mise en scène
Gérard GELAS

au THEATRE
GERARD PHILIPPE
50, bd Jules Guesde
93200 SAINT-DENIS

du 12 NOVEMBRE
au 29 DECEMBRE
Locations
réservations
(01.1) 42 43 17 17

La
LIBRAIRIE
du
Monde
AVEC LA PROCURE

FAITES VOUS LIVRER TOUS LES LIVRES
CITÉS PAR LE MONDE
36.16 TAPEZ LM16

Le nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie

M. Bernard Pons conclut un compromis avec l'UDF

Le combat devait être sanglant, mais la bataille n'a pas eu lieu ! L'Assemblée nationale s'apprêtait à voter — dans une quasi-indifférence — le mercredi 25 novembre le nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie. Craignant le pire, le gouvernement avait prévu que sa discussion puisse durer jusqu'à la fin de la semaine ; pour une fois il a échappé à la pire. Le compromis a été signé : M. Gabriel Kasperk (RPR, Paris) et de M. Roger Holecindre (FN, Seine-Saint-Denis) ne parviennent pas à échauffer un débat que les principaux protagonistes veulent aussi calme que le sujet est dé-
finitif.

Les socialistes, une fois réaffirmée leur opposition à la politique calédonienne de M. Bernard Pons, se sont donc contentés de défendre quelques amendements de principe, particulièrement pour rétablir le pouvoir des régions tel que l'avaient prévu les textes de 1985. Le Front national s'est, lui aussi, contenté de quelques batailles symboliques contre l'autonomie du territoire, la reconnaissance de la coutume et tout ce qui restreint les prérogatives de l'Etat. La commission des lois a donc fait adopter, sans difficultés, tous ses amendements (à l'exception de celui réduisant les pouvoirs de la minorité au conseil exécutif). Parmi les modifications figure la durée du mandat des membres des différentes instances, qui passe de quatre à cinq ans.

Le système pour peu que les indépendants disposent au conseil de quatre sièges sur dix, avait obtenu que la commission des lois ne retint la nécessité d'une telle majorité qualifiée que dans une seule circonstance : l'établissement du projet de budget.

L'UDF ayant fait savoir par l'intermédiaire de son porte-parole pour l'outre-mer, M. Jean-Pierre

sements publics territoriaux ; l'enseignement ; les restrictions quantitatives à l'importation ; la fixation du programme annuel d'importation ; l'exécution ou l'exploitation des ouvrages et travaux publics territoriaux ; les attributions foncières. L'UDF avait particulièrement insisté sur ce dernier point, générateur de nombreux conflits dans le passé entre Calédois et Canaques.

« Un nouvel Hatti »

M. Pons a fait une deuxième concession à l'UDF en donnant à ses porte-parole hors hémicycle l'assurance que les élections régionales dont dépendra l'entrée en vigueur de cette nouvelle réforme ne seront pas organisées avant l'élection présidentielle, sauf bien entendu si le terrain d'entente pouvait être trouvé avec les indépendantistes pour convaincre ceux-ci de « jouer le jeu ».

Après avoir totalement épousé la thèse des « ultras » du courant conservateur, le ministre entend visiblement camper sur une position plus centrée avec le souci d'assurer surtout le maintien du calme sur le territoire pendant la prochaine campagne électorale, en ayant baissé le terrain au cas où le victoire de M. Chirac permettrait, en 1988, de concrétiser son nouveau schéma institutionnel.

Le recul pris ainsi par le ministre des DOM-TOM vis-à-vis du président du RPR a été facilité indirectement par le procès développé contre l'hégémonie territoriale de ce parti tout au long des débats par les orateurs du Front national, MM. Claude Martinez (Hérault) et Roger Holecindre (Seine-Saint-Denis). Ces deux députés n'ont eu de cesse, d'accord sur ce registre avec les socialistes et les communistes, de dénoncer l'« affarisme » répandu dans certains milieux calédoniens et de critiquer « l'occupation de l'économie locale par une demi-douzaine de personnes ».

M. Martinez, en particulier, a vivement encouragé le gouvernement à accroître davantage les pouvoirs du haut commissaire en poste à Nouméa sion « la Nouvelle-Calédonie pourrait devenir, à terme, à-t-il dit, un autre Hatti et nous ne voudrions pas que, comme Jean-Claude Duvalier, M. Lafleur se retrouve errant entre la Savoie et les Alpes-Maritimes ».

En vingt-quatre heures, les rôles de deux des principaux acteurs du drame calédonien apparaissent ainsi, mercredi matin, inversés : le ministre isolé avait retrouvé une majorité et le maître du jeu local avait soudain perdu de sa superbe.

ALAIN ROLLAT.

Un chercheur de l'ORSTOM rappelé en métropole

M. Jean-Marie Kohler, directeur de recherche à l'ORSTOM (Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération) en mission en Nouvelle-Calédonie depuis 1977 et en principe jusqu'en décembre 1988, vient d'être prié par le président de l'Office, M. François Doumenge, de prendre ses dispositions pour regagner la métropole avant la fin de l'année, à la suite de l'interruption de son programme de travail.

Cette décision soulève une vive émotion dans les milieux de la recherche scientifique, où les travaux de M. Kohler sur la société mélanésienne — présentés par l'auteur lui-même l'été dernier dans le Monde diplomatique — font autorité en France et à l'étranger.

L'intéressé estime en effet être victime d'une « expulsion arbitraire sur la base d'accusations diffamatoires totalement

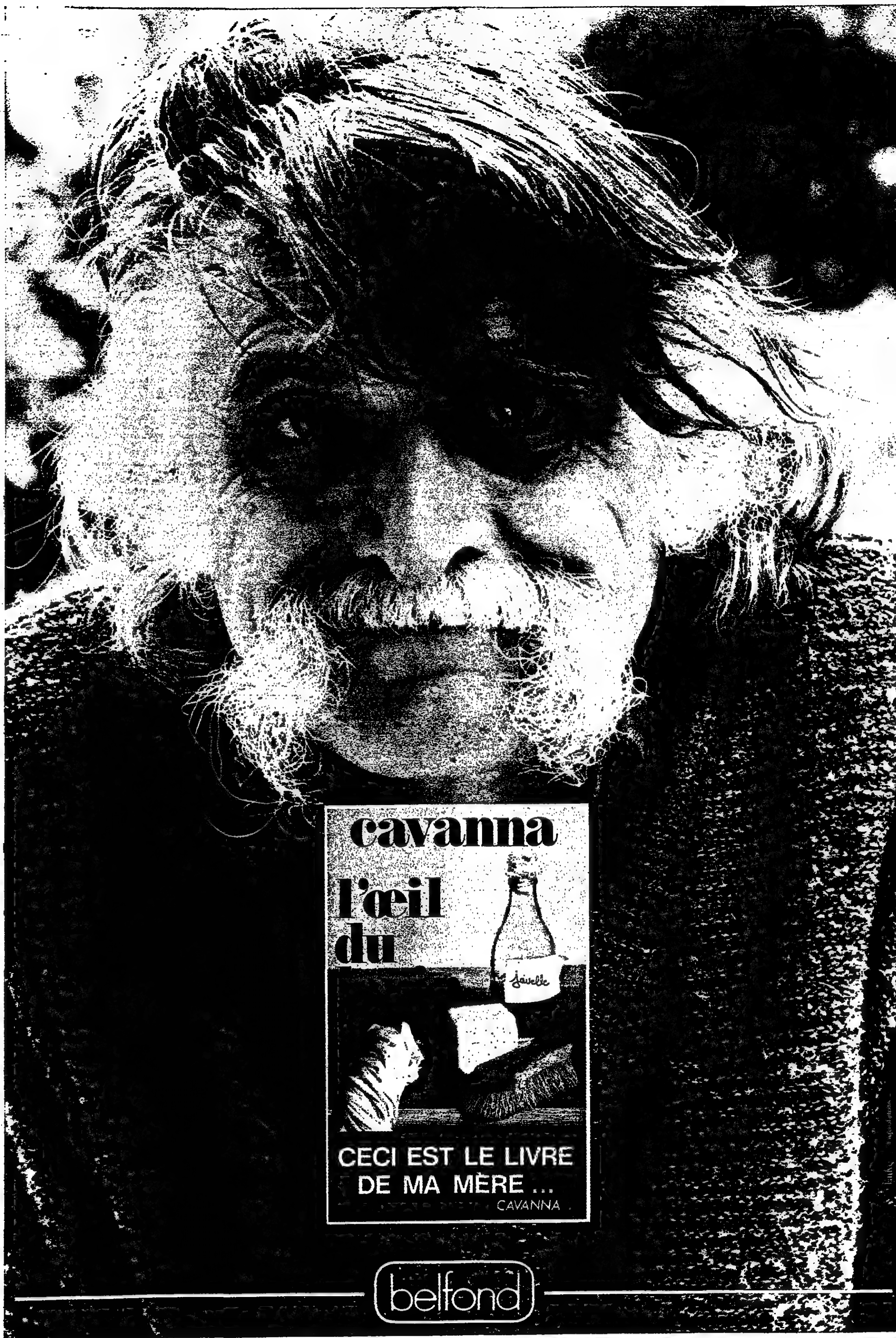
dénuées de fondement à l'encontre d'une activité dont l'objectivité gène certains milieux ».

Dans une lettre adressée le 18 novembre au directeur général de l'ORSTOM, M. Kohler écrit notamment, en demandant l'annulation de cette mesure : « Je suis profondément scandalisé par la sanction inattendue prise contre moi. Elle a été arrêtée à partir d'accusations fausses d'ordre politique et sous la forme d'un jugement porté sur ma production scientifique par des autorités administratives non compétentes en la matière. »


Auteur d'une abondante production scientifique sur l'évolution de la société canaque, M. Kohler avait été menacé à différentes reprises depuis son installation en Nouvelle-Calédonie. En mai 1985, son volier avait été détruit dans le port de Nouméa par un attentat à l'explosif.

A. R.

هكمان الأول



cavanna
l'œil
du



**CECI EST LE LIVRE
DE MA MÈRE ...**
CAVANNA

belfond

Société

JUSTICE

Après cinq ans d'instruction

Non-lieu pour les policiers impliqués dans la « bavure » de la rue Rossini

Cinq ans après les faits, M. Canivet-Beuzit, juge d'instruction au tribunal de Paris, a rendu, le 7 octobre, une ordonnance de non-lieu dans l'affaire de la fusillade de la rue Rossini, à Paris (2^e). La mesure bénéficie à trois policiers, MM. André Davy, Raymond Legrand et Alain Perrin, gardiens de la paix de l'Unité mobile de sécurité de nuit (UMSN), qui avaient été inculpés de « coups et blessures volontaires par agents de la force publique ayant entraîné la mort sans intention de la donner ». Un quatrième policier inculpé des mêmes chefs, Raymond Stamen, trente-six ans, s'était donné la mort avec son arme de service, le 15 novembre 1984.

L'affaire de la rue Rossini avait suscité une polémique entre plusieurs syndicats de policiers et le ministre de l'Intérieur de l'époque, Gaston Defferre, après que les gardiens de la paix en cause eurent ouvert le feu, dans la nuit du 8 au

9 septembre 1982, contre une voiture qui avait brûlé un feu rouge et qui devait s'avérer être une voiture à l'immatriculation maillonnée — avait tenté de les renverser en voulant échapper à leur contrôle. Avant même les premiers résultats de l'enquête, Gaston Defferre avait « couvert » les policiers, assurant qu'ils avaient agi en état de légitime défense.

Les policiers avaient expliqué que la voiture — qui avait brûlé un feu rouge et qui devait s'avérer être une voiture à l'immatriculation maillonnée — avait tenté de les renverser en voulant échapper à leur contrôle. Avant même les premiers résultats de l'enquête, Gaston Defferre avait « couvert » les policiers, assurant qu'ils avaient agi en état de légitime défense.

Dans son ordonnance de non-lieu, le juge d'instruction estime qu'il existe des éléments de nature à faire admettre la légitime défense. Aucune des parties civiles n'a fait appel.

E. M.

Les douanes portent plainte contre les frères Chaumet

Le parquet de Paris a demandé, le mardi 24 novembre, l'ouverture d'une information judiciaire pour « soustraction de marchandises sous douane équivalant à une importation sans déclaration », contre MM. Jacques et Pierre Chaumet. Ce dossier a été confié à M. François Chanut, juge d'instruction chargé de l'affaire Chaumet.

Cette information a été ouverte après une plainte de l'administration des douanes selon laquelle les joailliers auraient déposé dans deux banques, en garantie d'emprunts, des bijoux placés sous douane. Les douanes auraient découvert l'été dernier que des bijoux avaient ainsi été déposés dans des locaux de l'Européenne de banque (EB) et de la Banque française du commerce extérieur (BFCE), pour garantir des emprunts d'environ 74 millions de francs.

Ces bijoux, appartenant à des successions étrangères de la maison Chaumet, n'avaient pas été soumis aux droits de douane puisqu'ils étaient destinés à repartir s'ils n'étaient pas achetés par les clients auxquels ils devaient être présentés. La fraude sur ces bijoux représentait pour l'administration des douanes un préjudice de 18 millions de francs.

D'autre part, M. Pierre Barges, juge d'instruction à Paris, vient de déclarer irrecevables deux plaintes avec constitution de partie civile déposées par la société Reza-Gem, le joaillier de la place Vendôme, candidat malheureux à la reprise de Chaumet. La société Reza fondait sa plainte sur les articles réprimant l'exercice illégal de la profession de joaillier et la complicité de banqueroute.

Le juge d'instruction a déclaré ces demandes irrecevables en s'appuyant notamment sur l'article 211 de la loi du 25 janvier 1985, relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises. Cet article de la nouvelle loi sur les faillites ne permet pas aux créanciers, en ce qui concerne la complicité de banqueroute, de se porter individuellement partie civile devant la juridiction pénale. Il réserve cette possibilité au ministère public, à l'administrateur ou au liquidateur, etc.

La constitution de partie civile pour exercice illégal de la profession de joaillier est réservée aux organisations représentatives de la profession de joaillier ainsi qu'au ministère public, agissant d'un délit qui ne porte atteinte qu'à l'ordre public, a estimé le juge d'instruction.

9 908 tués en un an

Nouvelle diminution du nombre des morts sur la route

Du mois d'octobre 1986 au mois d'octobre 1987, le nombre de tués est descendu pour la première fois depuis vingt-cinq ans au-dessous de la barre symbolique des 10 000 victimes en un an, exactement 9 908 (— 11,7 %). Le nombre des accidents tués est de 8,9 % et celui des blessés de 10 %. Pour le seul mois d'octobre, l'amélioration est encore plus nette puisqu'on a relevé 21 % de tués en moins par rapport au mois correspondant de l'année précédente.

La peur du gendarme et du juge a donc payé. Le gouvernement touche les dividendes de la politique de renforcement de la répression décidée à l'initiative de M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports. La plus

grande fréquence des sanctions pour absence de port de la ceinture a fait remonter de 5 points, en octobre, le respect de cette obligation. Surtout, la conduite en état d'ivresse a été véritablement pourchassée avec l'assentiment de l'opinion publique : doublement des peines voté par le Parlement en juin, instructions de sévérité données en juillet par le garde des sceaux aux procureurs de la République, équipement d'un tiers des forces de police en éthylomètres et éthylotests. Même l'excès de vitesse connaît un recul.

M. Méhaignerie a précisé, à juste titre, que ces bons résultats devraient être répétés pendant trois ans pour que les routes françaises deviennent aussi sûres que les routes des autres pays industrialisés.

Pollution chimique

L'incident de Huningue reste inexplicable

Une enquête a été ouverte à l'usine chimique de Sandoz à Huningue (Haut-Rhin), où s'est produite, lundi 23 novembre, une fuite d'acide chlorhydrique (*le Monde* du 25 novembre), dont on ne connaît pas encore les causes exactes. Selon Sandoz, c'est une réaction chimique, destinée à la production d'un produit intermédiaire pour la fabrication de colorants, qui est à l'origine de l'accident. « La température normale de 80 degrés en paraitte co-conscience a subi, pour des raisons encore inconnues, une brusque élévation et a atteint 90 degrés ». Environ 100 kilogrammes d'acide chlorhydrique se sont brutalement vaporisés et « des vapeurs de cette substance se sont échappées d'un bâtiment de l'usine ».

Le Monde
PHILATELISTES
le numéro du mois de décembre est paru
LE MONDE DES PHILATELISTES
POUR VOUS FAIRE PASSION DES TIMBRES
En vente chez votre marchand de journaux

Après quatre jours de colloque à Barcelone

Une trentaine de villes européennes vont s'associer pour développer la prévention de la délinquance

Au terme de quatre jours de débats organisés à Barcelone sous l'égide du Conseil de l'Europe, plusieurs dizaines de villes européennes ont décidé, le 19 novembre, de se réunir en un Forum des collectivités territoriales pour la sécurité urbaine. Cette nouvelle association internationale, qui demandera prochainement le bénéfice

du statut d'organisation consultative auprès du Conseil de l'Europe et de l'ONU, se fixe pour objectif de faciliter entre ses membres — villes, provinces ou régions qui développent des programmes de prévention contre l'insécurité urbaine — les échanges permanents sur leurs activités en matière de lutte contre la délinquance.

Dans cette perspective, le Forum envisage notamment la mise en place d'une banque européenne de données sur la criminalité et sur les résultats des programmes de prévention. Enfin, il est prévu de créer un centre universitaire européen qui aura pour tâche de mener des recherches de recherche sur les politiques criminelles.

BARCELONE de notre envoyé spécial

Le nouvel organisme groupe pour le moment une trentaine de villes françaises, espagnoles — le maire de Barcelone, M. Pasquas Maragall, président de séance inaugurale, — italiennes et portugaises. La Belgique et les Pays-Bas étaient aussi représentés et des contacts ont été pris avec le Royaume-Uni et l'Allemagne. « L'action du Forum devra se situer dans le domaine du conseil », a précisé M. Bonnemaison, député socialiste de Seine-Saint-Denis et maire d'Epinay-sur-Seine, en estimant qu'en matière de lutte contre la délinquance, s'il n'y avait pas de remède miracle, il convenait de faire montre de travail créatif.

Face à la montée de la délinquance qui commencent toutes les grandes villes, la prévention, dans de nombreux pays, est encore une poli-

tique toute neuve et de portée limitée, la réaction première étant plutôt d'augmenter les effectifs de police et d'alourdir les peines de prison.

Durant quatre jours, à Barcelone, huit cents experts, travailleurs sociaux, chercheurs, policiers, juristes et responsables municipaux venus de quinze pays ont échangé expériences, réflexions, et polémiques. L'assiduité des participants est sans doute significative d'une évolution dans la manière de concevoir les réponses à apporter à la montée de la délinquance. La généralisation des politiques de prévention à l'échelle européenne semble, aujourd'hui, donner raison à ceux qui, il y a encore quelques années, isolés sinon déniés, proposaient, pour faire face au développement de l'insécurité urbaine, une politique plus souple que celle du « tout-répresseur ».

Pour autant, ont estimé plusieurs orateurs, les deux politiques doivent

se mesurer de front : « Pourquoi serions-nous sommés de choisir entre répression et prévention, comme si les deux démarches s'excluaient ? » a observé M. Bonnemaison, en appelant à « sortir du face-à-face du tout-répresseur et du tout-préventif ».

Les participants au colloque ont aussi insisté sur la nécessité, lorsqu'on parle de prévention, de définir les décisions et de les faire appliquer à un échelon local de manière à intégrer toutes les données d'une situation souvent complexe. La politique menée doit être suffisamment proche des « cités » pour que les efforts entrepris n'aboutissent pas au gaspillage, comme il a souvent été constaté. C'est dire que le champ d'application de la politique de prévention doit être de préférence le quartier, voire en certains cas l'immeuble, et non pas des groupes de population plus ou moins bien différenciés en catégories administratives (locataires, contribuables, parents d'élèves, personnes âgées, etc.).

Polices municipales et police nationale

Affronter les problèmes locaux amène souvent à compléter sur les territoires les compétences des organismes centraux de l'Etat. Si tous les participants au colloque se sont accordés pour souligner le développement d'une harmonieuse coopération entre l'échelon central et l'échelon local, plusieurs intervenants ont d'abord constaté des difficultés de coexistence et de coordination, voire des dynamiques de concurrence entre les différents acteurs.

C'est ainsi que la commission chargée d'examiner le rôle de la police a longuement débattu, sans apparemment épuiser le sujet, des

avantages d'une police de statut municipal sur ceux de la police nationale lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre une politique de prévention. Une police proche de la population, qui ne dépend pas d'une hiérarchie lointaine, serait, estiment les uns, théoriquement mieux placée pour lutter contre la petite délinquance. Inversement, assurent les autres, une police qui dispose des moyens financiers de l'Etat et du recul pour apprécier les résultats d'une politique globale menée à l'échelle nationale est plus performante pour lutter contre la délinquance. Pour M. Leclerc, directeur de l'inspection générale de la police nationale (IGPN), la loi actuellement en préparation en France sur les polices municipales devrait consacrer la complémentarité des deux polices. Mais plusieurs de ses collègues de Belgique, d'Espagne ou d'Allemagne, pays où voisinent des services de police municipaux et nationaux, se sont montrés plus réservés quant aux résultats espérés de cette coexistence.

Dans sa déclaration finale, la conférence de Barcelone estime que « la prévention de la délinquance doit être au premier plan des préoccupations politiques ». Elle manifeste toutefois un certain scepticisme puisque la déclaration adoptée reconnaît que, à l'inverse des bulletins de victoire que publient parfois les responsables politiques, « on n'enregistre aucun progrès significatif dans le sens d'une réduction des taux de délinquance ». L'Etat et les pouvoirs locaux se montrent, pour le moment, incapables de « traiter efficacement les causes complexes du phénomène ».

GEORGES MARION.

La sécurité des personnes âgées

Une semaine de « campagne » pour enseigner quelques précautions

La constatation du paradoxe est quotidienne : les personnes âgées ont tendance à exagérer l'ampleur des agressions qui les visent, mais négligent pourtant les quelques règles simples qui pourraient les mettre à l'abri des agressions. A partir de cette constatation, le ministère de l'Intérieur et le Conseil national de prévention de la délinquance (CNP) lancent une campagne nationale d'information d'une semaine en direction du « troisième âge ».

L'initiative est loin d'être superflue : les plus âgées paient le plus lourdement leur tribut à l'insécurité sous quelque forme qu'elle se manifeste. « Plus d'un tiers des papiers tués chaque jour sont des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans », a rappelé M. Robert Pandraud, lundi, à Saint-Quentin (Aisne) en donnant le départ de la campagne. Les statistiques relatives aux vols avec violence commis sur la voie publique, au vol de plus de soixante-cinq ans, a rappelé M. Robert Pandraud, lundi, à Saint-Quentin (Aisne) en donnant le départ de la campagne. Les statistiques relatives aux vols avec violence commis sur la voie publique, au vol de plus de soixante-cinq ans, a rappelé M. Robert Pandraud, lundi, à Saint-Quentin (Aisne) en donnant le départ de la campagne.

« La police ne peut pas tout faire toute seule », a encore affirmé le ministre chargé de la sécurité. Son action n'a de sens que si elle est relayée dans tous les secteurs de la vie quotidienne par d'autres organismes, qu'il s'agisse de la sécurité dans les moyens de transport, de l'accès privilégié des personnes âgées au réseau téléphonique ou à la télé-assistance, ou encore des précautions particulières à prendre à l'occasion de retraites d'argent. De nombreuses expériences d'assistance conjuguées menées entre différents organismes ont été conduites à travers tout le territoire. Elles seront recensées et largement portées à la connaissance de leurs destinataires.

G. M.

(Lire pages 4 et 5 notre article sur les personnes âgées.)

EN BREF

Suicide manqué

Un handicapé, M. Jean-François Sussillon, quarante et un ans, demeurant à Vit (Isère), a manqué son suicide, mardi 24 novembre. M. Sussillon n'avait pas payé son loyer depuis deux ans et avait reçu la veille la visite d'un huissier.

Après le départ de ses voisins, dans la matinée, il a donc ouvert le gaz, s'est allongé sur son lit en tenant une Vierge de Lourdes dans ses bras, puis a craqué une allumette.

Une violente explosion a alors ébranlé la maison et entièrement détruit cinq appartements. M. Sussillon s'en est sorti avec quelques égratignures. La déflagration n'a fait aucun autre blessé.

● Suicide aux Baumettes. — Un détenu à la maison d'arrêt des Baumettes à Marseille, Jacques Monnet, vingt-trois ans, s'est donné la mort, en début de semaine, dans sa cellule. Condamné pour vol, le jeune homme avait tenté récemment de s'évader et a profité de l'absence de son compagnon de détention pour mettre fin à ses jours.

● Gardé à vue pour Frédéric Orsiach. — Militant d'extrême-gauche pro-palestinien impliqué à plusieurs reprises dans des affaires de terrorisme, Frédéric Orsiach, trente-quatre ans, a été interpellé, lundi 23 novembre, à Chalun (Hte-et-Vienne), où il réside provisoirement, par des fonctionnaires du contre-espionnage (DST). La police l'entend, semble-t-il, à propos des contacts qu'il aurait eus avec des ressortissants iraniens.

● Interpellations en Corée. — Une quinzaine de personnes, considérées comme proches des milieux nationalistes, ont été interpellées, mardi 24 novembre dans la région d'Alcalá, par des policiers agissant sur commissions rogatoires de M. Michel Legrand, juge d'instruction à Paris, et de M^{me} Madeleine Tissot, juge d'instruction à Alcalá. Huit des quinze personnes interpellées, appartenant pour la plupart au syndicat des travailleurs coréens (STC), syndicat nationaliste, ont été placées en garde à vue. Ces interpellations se situeraient dans le cadre des enquêtes menées actuellement sur toute une série d'attentats et de délinquances commises, ces dernières semaines, dans la région d'Alcalá.

Selon la télévision britannique

Les essais nucléaires français seraient à l'origine de nombreux cancers en Polynésie

LONDRES de notre correspondant

La chaîne de télévision commerciale britannique ITV a diffusé, mardi 24 novembre, tard dans la soirée, un documentaire de soixante minutes qui se veut un réquisitoire médical sévère contre les essais nucléaires français dans le Pacifique. Selon ITV, de nombreux Polynésiens sont victimes de cancers provoqués par ces essais et les autorités françaises s'efforcent par tous les moyens d'empêcher la vérité d'éclater.

Il y aurait ainsi une quarantaine de Polynésiens actuellement traités dans la région parisienne, à l'hôpital Gustave-Roussy, de Villejuif, à

l'Hôtel-Dieu ou à Necker. Un pasteur protestant originaire de Tahiti, qui les visite régulièrement, parle tristement devant la caméra de la « souffrance infligée à [son] peuple ». D'autres maladies seraient hospitalisées à Marseille ou à Bordeaux. Certains, enfin, seraient soignés à Auckland, en Nouvelle-Zélande.

La thèse des réalisateurs est que les autorités françaises sont parfaitement conscientes de l'ampleur du phénomène (et tiennent même des statistiques précises), mais cherchent à la masquer. Les Polynésiens, interviewés, qui sont employés ou ont travaillé à Mururoa, refusent pour la plupart de laisser voir leur visage à découvert. Ils évoquent des accidents graves survenus sur le site en 1979-1980 et parlent d'enfants morts-nés ou de l'apparition de maladies inconnues jusque-là en Polynésie.

Une courte rétrospective historique donne l'occasion de rappeler la visite du général de Gaulle sur l'atoll en 1966. Selon ITV, les spécialistes jugeaient les vents défavorables à un essai (qui avait lieu dans l'atmosphère), mais le général, pressé, voulait voir un tir et obtint satisfaction.

Les arguments médicaux ne vont pas tous dans le même sens. On apprend ainsi qu'il y a moins de cas de cancers pour le nombre d'habitants à Tahiti qu'en Grande-Bretagne, mais beaucoup plus qu'il y a une vingtaine d'années (leur nombre était alors infime), avant les premiers essais.

Les réalisateurs auraient demandé la permission de filmer sur le site de Mururoa lui-même ; les responsables du centre de tir la leur auraient refusée.

DOMINIQUE DHOMBRES.

[A l'instinct de protection et de sûreté militaire (IPSN), dépendant du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), on dément formellement la présence dans des hôpitaux français, de Polynésiens victimes de cancers provoqués par les tests nucléaires de Mururoa. « Il n'y en a pas », affirme M. François Cogné, directeur de l'IPSN, qui voit là de la « désinformation », qui pourrait fort bien viser la France dans le Pacifique-Sud.]

مكتبة المجلد

Enquête

Les personnes âgées

Un nouveau marché pour les médias

UN magazine jusqu'ici diffusé uniquement par abonnements vient d'apparaître à l'étalage des marchands de journaux : le *Temps retrouvé*, le mensuel de la retraite. On ne le trouve pour l'instant qu'à Lyon, Toulouse, Clermont-Ferrand, Montpellier et Nantes. Mais si l'expérience est concluante, il sera bientôt vendu dans toute la France. Simultanément une autre publication spécialisée, *Notre Temps*, lance à 150 000 exemplaires un supplément pour les ruraux du troisième âge, *Amis Magasins*. Les 26 et 27 novembre se tiendront à Mâcon la première réunion de journalistes européens s'intéressant aux personnes âgées. Ils constateront que, sur le marché des lecteurs et auditeurs de plus de soixante ans, la France a pris plusieurs longueurs d'avance sur ses voisins.

Les publications ont commencé à germer chez nous, fort modestement, sur le terrain des associations, aux alentours de la dernière guerre. Ainsi le vénérable *Courrier des retraités* — 100 000 abonnés — est né en 1936 pour défendre les intérêts des pensionnés de la fonction publique,

L'une des plus originales est le *Courrier du corps*, rédigé à Grenoble par quelques bénévoles qui veulent en faire « le mensuel des retraités qui bougent ». Ce « courrier » — là a trouvé 10 000 abonnés. D'autres publications, comme celles destinées aux artisans retraités ou aux commerçants retirés des affaires, atteignent tranquillement le million d'exemplaires par mois.

« Notre Temps » ouvre la voie

L'importance de ces tirages ne pouvait manquer de donner des idées aux éditeurs les plus entreprenants. Le *Temps retrouvé*, qui s'aventure aujourd'hui sur le terrain périlleux de la vente au numéro, est l'arrière-petit-fils d'un bulletin de liaison publié il y a six ans par deux caisses de retraite. D'autres caisses ont par la suite rejoint les pionniers. La feuille s'est donc étoffée, a pris des couleurs, accepté la publicité commerciale, modernisé son look, et, forte de ses 230 000 abonnés et d'une rédaction de dix personnes, dont l'âge moyen tourne autour de trente-cinq ans, elle prétend

que, beaucoup sont morts au champ d'honneur. En France, l'équipe du *Potem*, qui avait tenté de séduire les cadres quinquagénaires avec un magazine intitulé *Atouts*, n'avait pu aller au-delà du deuxième numéro. Quant à *Senior International*, lancé en 1986 par un éditeur parisien de revues techniques, qui voulait être « le magazine de loisirs pour les jeunes retraités », il a fait naufrage après la huitième livraison.

Plus persévérante, l'équipe de *Notre Temps* a fini par gagner. Le concours de certaines caisses de retraite, l'abaissément de l'âge de la retraite à soixante ans, en 1982, des campagnes de mailing en 1983, mais aussi l'amélioration des rubriques et de la présentation, ont été autant de facteurs de réussite. Avec une diffusion approchant le million d'exemplaires, dont 70 % d'abonnés, le titre est devenu le troisième mensuel de la presse française. Sa rubrique à succès s'intitule « Avis de recherche ». Les nostalgiques tentent d'y retrouver leurs amis d'enfance, leurs camarades de régiment, ou leur compagnons de travail. Taux de réussite : 50 %. *Notre Temps* ne manque pas d'ambitions. Outre son supplé-

ment, tous les médias du troisième âge ont un problème éditorial. Ils se savent comment désigner leur cible. « Vieux » est péjoratif, « troisième âge » dépassé, « anciens » fleure trop 1914-1918, « retraités » semble restrictif, « personnes âgées » un peu vague, « séniors » trop... Agé. Même le terme « senior », très à la mode, paraît excessivement sportif. Bref, les linguistes sont appelés à la rescousse. Ils auront bien du mal, car les gens âgés appartiennent — pour la première fois dans l'histoire — à plusieurs générations. Au reste, on s'aperçoit que publications et radios atteignent des cibles beaucoup plus diverses que celle qui est visée. Radio-Bleue, par exemple, compte parmi ses auditeurs 44 % de gens qui sont encore en pleine activité.

Services annexes

Autre difficulté : la clientèle du troisième âge n'intéresse pas les publicitaires. Selon eux, le meilleur moyen de ne pas vendre un produit, c'est de dire qu'il est destiné aux anciens. Ceux-ci, hommes ou femmes, détestent qu'on leur

Grand-parent, métier d'avenir

DIX millions ! La France compte aujourd'hui dix millions de grands-parents. Ils ne sont pas tous, rassurons-nous, en charentaises, au coin du feu. Parmi eux, d'incorrigibles berrichons comme Bernard Tapie et d'acharnés adolescents comme Jane Birkin. Dans cette société où la violence a changé d'âge, une femme sur deux n'est-elle pas grand-mère à cinquante-deux ans ? Un homme sur deux n'est-il pas grand-père à cinquante-cinq ans ?

Ségolène Royal, chargée de mission pour les affaires sociales à l'Elysée, a eu la bonne idée de partir à la recherche de ces nouveaux « papys-mamys ». Elle leur consacre un livre plein de tendresse, réjouissant optimiste, qui va à l'encontre de toutes les idées reçues sur la famille en matière, la guerre des générations et la marginalisation des retraités. Aucun doute pour cette énarque de trente-trois ans : la grand-parentalité est une valeur en hausse, un métier d'avenir.

L'allongement spectaculaire de la durée moyenne de vie a bouleversé le paysage démographique français. Aujourd'hui, 75 % des familles comptent trois générations. Et le milieu des jeunes de vingt ans ont encore deux grands-parents en vie. Ces derniers sont beaucoup moins sur la touche qu'on pourrait le croire : les statistiques démontrent à quel point les contacts sont nombreux entre les trois générations.

Mais cette nouvelle proximité n'est plus synonyme de dépendance. A la fonction d'autorité et de modèle de jadis se substitue une mission plus discrète

mais plus décisive des grands-parents. N'ayant pas de responsabilité éducative directe, ils ont les coudées plus franches. Le grand-père, en particulier, incarne parfois la seule image d'autorité aux yeux des enfants. Dans une société mouvante, et surtout quand les couples se déchirent, les « papys » et les « mamys » sont un point de repère stable, sinon une bouée de sauvetage, et des amortisseurs de conflits familiaux. On les adore, on se les arrache.

Ne rêvons pas. Tout n'est pas rose au royaume des grands-parents. Ne serait-ce qu'à cause de cette nouvelle charge qui pèse désormais sur beaucoup d'entre eux : ils doivent s'occuper non seulement de leurs enfants et de leurs petits-enfants mais souvent de leurs propres parents im-

potents... Ségolène Royal ne se contente pas de célébrer « la nouvelle alliance des âges ». Elle fait une série de propositions. Par exemple, la création d'un statut de grand-parent associé à un service public (écoles, tribunaux etc.) et d'une allocation de grand-paternité. Ou encore, la mise en place, d'une association agréée de grands-parents d'adoption. Car il s'agit aujourd'hui de secourir une nouvelle catégorie d'orphelins : ceux à qui « il manque toujours quelque chose », selon la psychanalyste Françoise Dolto, parce qu'ils n'ont pas connu « la contre-éducation de leurs grands-parents ».

ROBERT SOLÉ

★ *Le Prisme des grands-parents*, Ed. Robert Laffont, 256 pages, 39 F.

A l'asile, faute de mieux

P ARMI les pensionnaires des hôpitaux psychiatriques français, on trouve près de 20 % de personnes âgées qui ne présentent pas de troubles justifiant leur présence, ne subissent d'ailleurs aucun traitement, et qui devraient donc se trouver ailleurs. Telle est la conclusion d'un rapport confidentiel établi en août 1985 par trois inspecteurs généraux des affaires sociales. Pendant un an, avec plusieurs équipes de collègues et à la demande du ministre des affaires sociales de l'époque, Mme Georgina Dufoix, ces enquêteurs avaient minutieusement étudié les dossiers de 8 791 « malades mentaux » répartis dans 11 établissements psychiatriques.

Hébergement converti à 100 %

La mission des inspecteurs généraux était claire. Il s'agissait de vérifier, sur un échantillon représentatif des hôpitaux psychiatriques publics ou privés, que les orientations du IX^e Plan, tablant sur une réduction du nombre de lits et des personnels, avaient été suivies d'effet.

Première surprise des enquêteurs : les asiles étaient toujours aussi pleins. Leur taux d'occupation dépassait même 82 %. Explication avancée : craignant pour sa corporation, le personnel hospitalier a freiné l'application du Plan « par réaction de défense ». Deuxième constatation : « Près de la moitié des malades étaient maintenant en hôpital alors que leur état pouvait relever d'autres types de prise en charge dans des structures plus adaptées ». Dernière observation : parmi ces pensionnaires qualifiés d'« inadéquats », 43 % étaient des gens âgés qui auraient dû se trouver soit chez eux, soit dans des hôpitaux ordinaires, soit encore dans des foyers, des hospices ou des maisons d'accueil.

Pourquoi ces retraités se trouvaient-ils mêlés à des malades mentaux ? Tout simplement parce que les établissements qui

devraient les recevoir sont pleins à craquer alors que les hôpitaux psychiatriques, vidés par les traitements ambulatoires, ont de la place à revendre. Avantage pour les familles : l'hébergement des personnes âgées en asile est couvert à 100 % par la Sécurité sociale, alors que la plupart des autres établissements demandent une participation financière. Or le prix de la journée en hôpital psychiatrique coûte à la collectivité 1 000 F par jour et par personne.

Comment sortir de cette situation, à la fois coûteuse et avérée ? Les inspecteurs ont avoué leur embarras. Les asiles ne veulent pas perdre leurs pensionnaires. Les familles, de leur côté, n'apprécient pas du tout qu'on transfère leurs parents dans des maisons qui présentent la facture. En effet, 80 % des pensionnaires « inadéquats » avaient, en 1985, un revenu inférieur à 2 500 francs par mois. Quant aux conseils généraux qui ont aujourd'hui la responsabilité des personnes âgées, ils sont effrayés par les aides à domicile et par les investissements à englober dans de nouveaux foyers.

Transformer les bâtiments

La solution de bon sens consisterait sans doute à transformer certains bâtiments psychiatriques devenus inutiles en maisons de retraite. Mais qui paiera les travaux ? Qui couvrira les frais de fonctionnement et que fera-t-on du personnel psychiatrique ainsi menacé de chômage ? Ces questions n'étant toujours pas réglées, la situation des hôpitaux psychiatriques n'a guère évolué depuis le rapport de 1985. Les mesures que compte leur appliquer Mme Michèle Barzach, ministre de la santé, ne la modifieront guère, en mettant les choses un peu mieux, avant quelques années. Il y a encore de « beaux jours » pour les 18 000 « anciens » qui végètent dans les asiles...

M. A.-R.



civils et militaires. Son frère puîné, l'*Echo de l'Union* — 35 000 lecteurs, — a débuté en 1945 comme bulletin de l'Union des vieux travailleurs, fondée à l'époque par une poignée de militants syndicaux de la CGT. Il en a gardé l'allure austère et le ton revendicatif. Ces vétérans ont fait école. Il n'est pas aujourd'hui de syndicat, d'association de gens âgés ou de caisse de retraite qui n'ait sa publication : circulent ainsi, en marge des circuits commerciaux et totalement inconnus des acheteurs, une cinquantaine de titres. Ils ont poussé particulièrement dans le secteur de la santé. On ne compte pas moins d'une douzaine de revues s'intéressant à tous les aspects du vieillissement.

désormais rejoindre le peloton des magazines nationaux.

L'exemple de *Notre Temps*, géant de ce secteur — en fait révélateur d'un. En 1968, Roger Lavielle, l'un des patrons du groupe catholique Bayard Presse, a l'idée, en discutant avec sa propre mère, de créer un petit mensuel de conseils pratiques pour les vieux. Pendant dix ans, le titre vivote. Constatant qu'il s'adresse à un public marginalisé et sans intérêt pour les publicitaires, la direction du groupe envisagera plusieurs fois d'y renoncer.

Il est vrai que les précédents n'étaient guère encourageants. Parmi les dizaines de magazines lancés aux Etats-Unis à cette épo-

ment pour les ruraux français, il en est un qui se risque sur le marché européen. En Belgique, l'an prochain puis, qui sait, en Espagne, en Italie, ou en Grande-Bretagne ensuite.

Les fêtes d'automne de Radio-Montmartre

Bien entendu, les autres médias ont été tentés à leur tour. Jusqu'ici, seules les radios se sont aventurées sur le marché des « seniors ». Depuis les pontes du Sacré-Cœur, à Paris, Radio-Montmartre lance sur l'Île-de-France — et, grâce à des relais, sur le Midi-méditerranéen — la voix de ses speakers modèle 1937 et les rengaines d'avant-guerre. Mais avec ses 230 000 auditeurs quotidiens et 500 000 autres personnes moins fidèles, le poste, « qui sent si bon la France », se place au troisième rang des radios parisiennes pour son audience, à la deuxième place des chaînes nationales pour la durée d'écoute (deux heures et demie par jour).

La chanson française est également l'argument de vente numéro un de Radio-Bleue, fondée en 1980 par Jacqueline Baudrier et animée aujourd'hui par une équipe de jeunes professionnels. Seul poste national de ce type en Europe, Radio-Bleue a type que doublé en trois ans le nombre de ses auditeurs (2,3 millions) et réussi à fidéliser 500 000 d'entre eux. Performance méritoire, puisque le poste n'émet qu'en matinée et sur une vingtaine de fréquences différentes.

Qu'ils appartiennent à la presse écrite ou à la presse parlée (la télévision est encore absente du

Un public « branché »

LES états-majors des agences de publicité et des chaînes ont mis un certain temps pour se rendre à l'évidence : les 7,4 millions de Français âgés de plus de soixante-cinq ans constituent une population de « branchés ».

Une récente enquête de l'Institut Médiamétrie permet de mieux cerner les habitudes de ces gros consommateurs d'images et de sons. Première surprise : malgré la faiblesse de leurs revenus, les personnes âgées ne lisent pas sur l'équipement audiovisuel ; 97,6 % d'entre elles possèdent un téléviseur alors que la moyenne nationale n'est que de 95,6 %.

Mais nombreuses sont celles qui disposent de plusieurs récepteurs (15,1 %), d'au moins trois postes de radio (31,4 %) et ont découvert les joies du magnétoscope (5,7 %) ou les services du minitel (5,1 %).

Contrairement équipés, les Français de plus de soixante-cinq ans sont aussi — et de loin — le public le plus assidu des émissions de petit écran. Tout au long de la journée, mais surtout entre 12 h et 14 h et entre 18 h et 20 h 30. Une consommation d'images qui atteint quatre heures et demie par jour alors que la moyenne nationale, pourtant en forte augmentation, ne dépasse pas trois heures et demie.

Enquête

dans la société

Vieillir, mais chez soi...

(Suite de la première page.)

« Si on veut continuer à placer dans une institution tous ceux qui, demain, auront perdu une part de leur autonomie, il faudrait construire chaque année plus de dix mille lits, disent les experts. Le maintien à domicile est une nécessité. »

Les quatre cents personnes qui viennent de participer à un colloque sur ce thème à Toulouse, en sont convaincues. La Ville rose, qui se targue de montrer la voie dans les technologies du futur, a même voulu

Le service municipal de télé-alarme, installé depuis un an chez cent cinquante vieux Toulousains, auxquels on demande 100 F par mois, n'est pas assailli de faux appels. Les anciens n'aiment pas déranger. Pourtant, il a sauvé à coup sûr deux personnes frappées par une crise cardiaque et, accessoirement, permis l'arrestation d'un cambrioleur. La télé-alarme balbutie. Les possibilités de l'intercommunication instantanée entre une personne isolée et un central pourraient être beau-

ment aménagées pour recevoir des retraités. M. Patrick Velles, l'architecte, et M. Jacques Raibaut, le promoteur, semblent avoir tout prévu. L'ascenseur et les portes sont aux dimensions d'un fauteuil roulant. Plus de saillie à franchir pour gagner le balcon, mais une rampe. Les prises électriques sont à 60 centimètres du sol, la douche est de plain-pied et les parties inférieures de placards sont carrément condamnées. Un appareil de télé-alarme trône sur la table de nuit et l'éclairage est à intensité variable. Ces aménagements ne coûtent pas un



innover, dans ce domaine comme dans les autres. Des aides-ménagères, des gérontes, des architectes et des responsables de caisses de retraite s'y sont groupés en associations. Ils ont créé, en marge du colloque, le premier « salon du maintien à domicile ». Une centaine de firmes y ont montré la panoplie de services et de matériels qui peuvent faciliter l'existence quotidienne de ceux qui, malgré leur invalidité, souhaitent passer leurs vieux jours à la maison. Plus de cinq mille visiteurs ont défilé devant les stands, ce qui, pour une « première », est encourageant.

A vrai dire, certains Toulousains étaient loin d'être novices en la matière. Il y a déjà trente ans que M. François Bradi-Noble a fondé un groupement d'aides-ménagères, avec cinq cents salariés, est le plus important de France. Ensuite, au fur et à mesure que l'on a mieux cerné les besoins des personnes âgées, les « services » se sont multipliés. Associations et municipalités ont mis en place des équipes de soins à domicile. En 1984, la ville a lancé une expérience de « portage » de repas.

Dans les cuisines d'une résidence troisième âge, on prépare quotidiennement cent cinquante repas, qui sont enfermés dans des barquettes cartonnées, refroidies et distribués par une camionnette frigorifique. Le chauffeur place lui-même sa livraison dans le frigo de son « client », bavarde un instant et repart. « Je n'ai guère le temps, dit-il, mais certains tiennent à m'offrir un café. Si ça ne va pas, je le vois tout de suite et le signale en rentrant de ma tournée. »

« Si je me sens plus bien... »

Vieillir chez soi malgré ses handicaps est aujourd'hui possible, grâce à de multiples appareils. Signe des temps : ces dispositifs, qui furent longtemps importés, sont de plus en plus conçus et fabriqués en France. Les firmes ont enfin compris que le troisième âge était un immense marché inexploité. Ainsi, les systèmes de télé-alarme prolifèrent. Les PTT, les municipalités, les associations, les constructeurs de logement, chacun propose le sien. Entrons, par exemple, chez M. Pauline Plot, un petit bout de femme de quatre-vingt-quatre ans, qui ne voit aucune raison de quitter sa maison du quartier de la gare, à Toulouse. « Il y a trois mots, raconte-t-elle, j'ai eu quelques syncope. A présent, ça va mieux, mais j'ai accepté que la ville m'installe cette boîte noire, là, sur le téléphone. Si je ne me sens pas bien, j'appuie sur la poire placée à mon chevet ou sur ce bidule en plastique que je porte autour du cou. Le central m'appelle aussitôt au téléphone. Si je ne réponds pas, il prévient ma voisine, qui a la clé de la maison. Je me sens encore solide et je ne me suis jamais servi de la boîte noire, mais sa présence me rassure. »

coup mieux exploitées. Le CNRS a commandé une étude sur la question à une équipe toulousaine. Les centrales de demain se chargeront sans doute de prendre aussi des commandes de repas, des demandes de rendez-vous avec le coiffeur, des listes d'achats pour livraison à domicile, etc. On sera passé de la télé-vigilance à une télé-assistance générale.

Astucieux techniques

L'imagination technique est au service de l'autonomie. On voit désormais des fauteuils roulants capables de monter les escaliers, une baignoire à porte latérale pour ceux qui ne peuvent plus enjamber, des élévateurs individuels, des chaises à ouverture totale pour ceux qui ont de la peine à se baisser, l'émi-pochette discret assurant le confort des incontinents, des enfiloboutons, des assiettes spéciales et des mains courantes pour ceux dont les doigts sont noués par l'arthrose. Ces adjuvants domestiques paraissent demain d'une grande banalité. Néanmoins, ils ne seront jamais suffisants.

Le maintien à domicile est un système de vie dont un des maillons indispensables est le centre d'hébergement temporaire. Voici celui du quartier Saint-Cyprien, à Toulouse, ouvert depuis une dizaine d'années dans un ancien couvent de religieuses. Vingt-cinq chambres individuelles accueillent ici des grands-mères qui, momentanément, ne peuvent rester à la maison. Celles-ci claquent sur ses causes anglaises pour aller se porter devant la télévision. « Je me suis cassé le col du fémur, explique-t-elle, et me voilà en convalescence. Habituellement, ce sont mes enfants qui s'occupent de moi. Or ils devaient partir en vacances à cette époque. Alors, ils m'ont déposée ici, et ils me reprennent à leur retour, dans trois semaines. Non, non, je ne m'ennuie pas du tout. Je me suis fait des amies. L'après-midi, il y a des distractions et mon docteur vient me visiter chaque semaine. »

Mais voici que les professionnels de la construction s'y mettent à leur tour. A Toulouse, dans une ruelle proche de l'église Saint-Etienne, au milieu de vieilles maisons de brique rose, se dresse un petit immeuble bâti par la société HLM Le Patrimoine. Sur vingt-deux appartements, une dizaine ont été spécialement

conçus de plus si on les prévoit dès la construction », affirme M. Raibaut.

Mieux : au rez-de-chaussée, une « maîtresse de maison » se tient à la disposition des locataires dans un appartement collectif offrant un salon de réunion, une cuisine commune et une salle de bains spéciale troisième âge. Deux chambres reçoivent des infirmières stagiaires, qui prennent chaque nuit leur tour de garde. Pour l'ensemble de ces services, le loyer mensuel est de 3 000 francs. La société d'HLM a reçu soixante-quinze demandes pour dix appartements. Le doyen des locataires a quatre-vingt-seize ans, et les retraités du quartier se pressent pour visiter cette demeure bâtie « pour mieux vieillir ». « Décoré, mais, 20 % de nos logements HLM seront sur ce modèle », indique M. Raibaut.

Avec Patrick Velles et une équipe de médecins, le PDG du Patrimoine a même aménagé, dans un vieux logement réhabilité du quartier Saint-Cyprien, un « appartement thérapeutique » pour dément sévère. Tout est conçu dans le moindre détail — jusqu'à la couleur du papier peint — pour assurer la sécurité des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer. Appui de fenêtre antidéchet, porte à ouverture contrôlée, mains courantes sur les murs, éclairages spéciaux, robinets indéchirables, etc. Investissement total supplémentaire : 40 000 francs. « C'est le coût de quarante jours d'hospitalisation », fait remarquer l'architecte.

L'imagination et les techniques de pointe rendent donc possible le maintien à domicile des « anciens » les plus lourdement handicapés. Pourtant, on rencontre, parmi les pensionnaires des résidences troisième âge de Toulouse, des retraités fort alertes. Charles Dupin, par exemple, un ancien employé de banque aujourd'hui octogénaire, n'aurait pu demeurer dans sa villa. Il a préféré la vendre pour s'installer dans une modeste chambre de la résidence Bonmefroy gérée par les services sociaux de la ville. « C'est l'isolement et l'ennui qui m'ont chassé de chez moi, avoue-t-il. J'ai troqué mon indépendance contre des camarades et des distractions. Et je ne regrette rien. » Malgré toutes les astuces techniques, la solitude restera sans doute le plus insupportable des handicaps du grand âge.

MARC AMBROISE-RENDU.

**GESTION :
LES ENTREPRISES
SAISIES PAR LA
SPÉCULATION.**

**SCIENCE VIE
ECONOMIE**

DECEMBRE

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

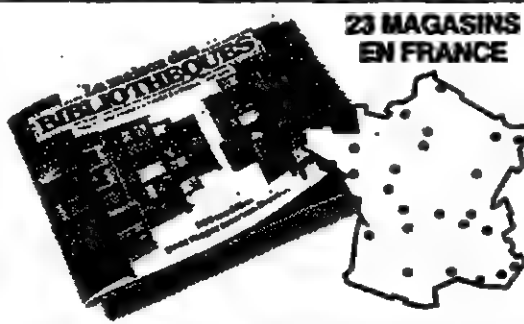
61 rue Froidevaux 75014 Paris



Bibliothèque "Ligne Standard" Acajou - Prés de 200 modèles - 12 hauteurs - 4 largeurs - 4 profondeurs - 12 autres versions de teintes et placages d'essences véritables

**Du meuble
traditionnel...
... au meuble
contemporain.**

**500 modèles
14 lignes et styles
53 coloris, teintes ou
essences de bois**



**CATALOGUE GRATUIT
dans nos magasins
A PARIS : 61, rue Froidevaux
75014**

Magasin ouvert le lundi de 14 h à 19 h du mardi au samedi de 9 h à 19 h sans interruption.
RER : Denfert Rochereau - Métro : Denfert Rochereau - Gaité - Edgard Quinet - Autobus : 28, 38, 58, 68 - SNCF : Gare Montparnasse.
Nouveau en région parisienne : Arpejon (centre) - 13, route nationale 20 - Tél. : 64 90 05 47.

OU DANS NOS MAGASINS RÉGIONAUX

BORDEAUX 10, rue Boulard, tél. 56.44.39.42
BRIVE (Point Expo), 30, rue Louis-Latrade, tél. 56.74.07.32
CLERMONT-FERRAND 22, rue G. Clémenceau, tél. 73.93.97.03
DIJON 100, rue Monge, tél. 80.45.02.45
DRAGUIGNAN (Point Expo), ZAC de St-Herménie, tél. 94.67.33.19
GRENOBLE 52, rue St-Laurent, tél. 78.42.55.75
LILLE 88, rue Esquermoise, tél. 20.55.69.30
LIMOGES 57, rue Jules-Norziac, tél. 55.79.15.42
LYON 9, rue de la République, (métro Hôtel-de-Ville - Louis Pradel), tél. 78.28.38.51
MARSEILLE 109, rue Paradis, (métro Esplanade), tél. 91.37.60.54
MONTPELLIER 8, rue Sérane, (près Gare), tél. 67.58.19.32

NANCY 8, rue Piétonne St-Michel, (face Saint-Epvre), tél. 83.32.84.84
NANTES 16, rue Gambetta, (près rue Coulmiers), tél. 40.74.59.35
NICE 6, rue de la Bouche-rie, (Vieille Ville), tél. 93.80.14.89
POITIERS 42, rue du Moulin-à-Vent, tél. 49.41.68.46
RENNES 18, quai E.-Zola, (près du Musée), tél. 99.79.55.33
ROUEN 43, rue des Chârettes, tél. 35.71.66.22
ST-ETIENNE 40, rue de la Montat, tél. 77.25.91.46
STRASBOURG 11, rue des Bouchers, tél. 88.36.73.78
TOULOUSE 1, rue des Trois-Frères, (près place St-Sernin), tél. 61.22.92.40
TOURS 5, rue H.-Barbasse, (près des Halles), tél. 47.38.63.66

Magasins ouverts du mardi au samedi inclus.

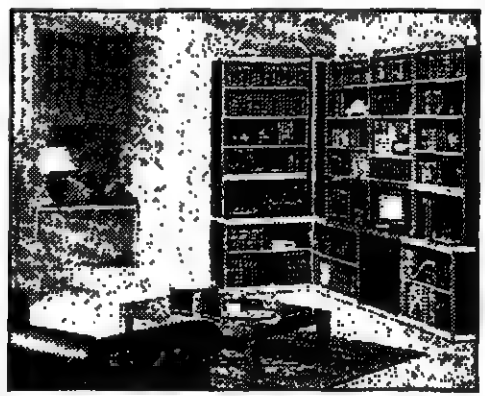
**par téléphone 24 h / 24
(1) 43 20 73 33
OU AVEC CE BON ►**



Bibliothèque "Ligne Standard" (version Frêne Naturel)



Bibliothèque "Louis XIII" - 28 modèles - 2 hauteurs - 4 largeurs - 5 profondeurs - 4 versions



Bibliothèque "Alu 50" - 30 modèles - 4 hauteurs - 2 largeurs - 3 profondeurs - 4 coloris

BON POUR UN CATALOGUE GRATUIT

A renvoyer à :
La Maison des Bibliothèques 75014 Paris Cedex 14
J'aimerais recevoir rapidement et gratuitement votre dernier catalogue complet sur tous vos modèles de bibliothèques, avec tarif et liste des magasins, ceci sans aucun engagement de ma part.

M. Mlle, Mlle
Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____
Ville _____
Tél. (facultatif) _____
Profession _____

ATP B.A. en copie de 200.000

Le Monde

EDUCATION

Le boulier japonais au secours du calcul

Une sonnerie stridente, un gros chronomètre mural qui démarre, et c'est la ruée. Les dizaines de concurrents réunis, en août dernier, dans un grand hôtel de Tokyo pour le championnat du monde de calcul se jettent sur leurs instruments de travail : calculatrices électroniques ou bouliers. Ce dernier est largement majoritaire et la salle tout entière cliquette bientôt fiévreusement. Top final. Les as du soroban — le boulier japonais — raffient tous les prix. Le champion dans la catégorie lycéens a réussi, en cinq minutes, cinquante multiplications de deux nombres à six chiffres ou quatre-vingt-six additions de nombres à onze chiffres ! Loin derrière, les fans de la calculatrice ne décrochent que les trentième et cinquantième prix.

Cette scène hallucinante, filmée par Serge Viallet, réalisateur à l'agence Sygma-Télévision, illustre l'extrême vitalité du boulier dans toute l'Asie, où il est un instrument familier pour des millions d'élèves. Dans la société de hautes technologies du Japon, cet objet rustique est fabriqué artisanalement et se vend à huit cent mille exemplaires par an. Il se rencontre partout : chez les commerçants, aux guichets des gares et dans les grandes banques, dont le personnel reçoit une formation spécifique au boulier. Il n'est donc nullement réservé à quelques maniaques des chiffres ou acrobates de la multiplication à six chiffres. Un élève japonais interrogé par Serge Viallet explique d'ailleurs avec conviction que la pratique du soroban a développé chez lui la capacité de se

concentrer et de mieux écouter les cours et pas seulement ceux de mathématiques.

A des milliers de kilomètres de là, M. Bernard Boudsoq, instituteur à l'école de l'Elan, à Grigny (Essonne), fait la même constatation : « Le boulier a des vertus apaisantes et favorise chez les élèves une certaine qualité d'écoute ». Ce maître, spécialiste des enfants en difficulté, n'a rien d'un professeur Tournesol de la pédagogie, ni d'un inconditionnel du Japon, où il n'est d'ailleurs jamais allé. Mais, persuadé de l'efficacité du boulier pour l'apprentissage de la numération, il est en passe de convertir plusieurs de ses collègues. Constatant l'insuccès des pédagogies traditionnelles du calcul pour les enfants en échec, M. Boudsoq a été frappé par la formidable diffusion du boulier à travers l'URSS et l'Asie (1).

Un instrument ancestral

Une première expérimentation avec des élèves d'une grande section de maternelle et de sections d'éducation spécialisée (SES), en 1984-1986, a achevé de le convaincre. « Le soroban, explique-t-il, n'est pas un objet magique qui résoudrait toutes les difficultés des apprentissages mathématiques, mais c'est un instrument simple, peu coûteux, fortement structuré et structurant, motivant les enfants ». Instruit par le calcul ancestral, le boulier serait la méthode la plus vivante et la plus simple pour acquérir les notions élémentaires sur les chiffres et les opérations.

Un instituteur de la banlieue parisienne s'efforce de convaincre l'Education nationale qu'il existe un moyen simple pour apprendre aux enfants à compter : le soroban.

Les méthodes classiques expliquent la numération aux élèves en introduisant des représentations non mathématiques : bâchettes de bois de longueurs différentes représentant unités, dizaines, centaines... jetons de couleurs ou de poids variés. Pas besoin de s'encombrer l'esprit avec un quelconque code des longueurs, des couleurs ou des poids, si l'on utilise le boulier : il figure les chiffres de façon brute. De plus, alors que l'on présente habituellement aux enfants les chiffres comme des entités séparées — « un », puis « deux », puis « cent »... au point qu'un instituteur de CE1 peut dire au mois de février : « J'en suis à cent quatre-vingt » — et que l'on consigne dans les opérations distinctes, le soroban permettrait d'appréhender d'emblée ces notions dans leur globalité. « Avec le boulier, un enfant est capable de raisonner sur un nombre qu'il ne sait pas désigner », observe M. Joseph Hsiao, instituteur en CP à Grigny et disciple de M. Bernard Boudsoq. Les difficultés de vocabulaire, qui surgissent notamment pour les nombres de « onze » à « seize » — bien moins explicites pour les enfants que « dix-sept » ou « dix-huit » — sont évacués au profit d'une représentation

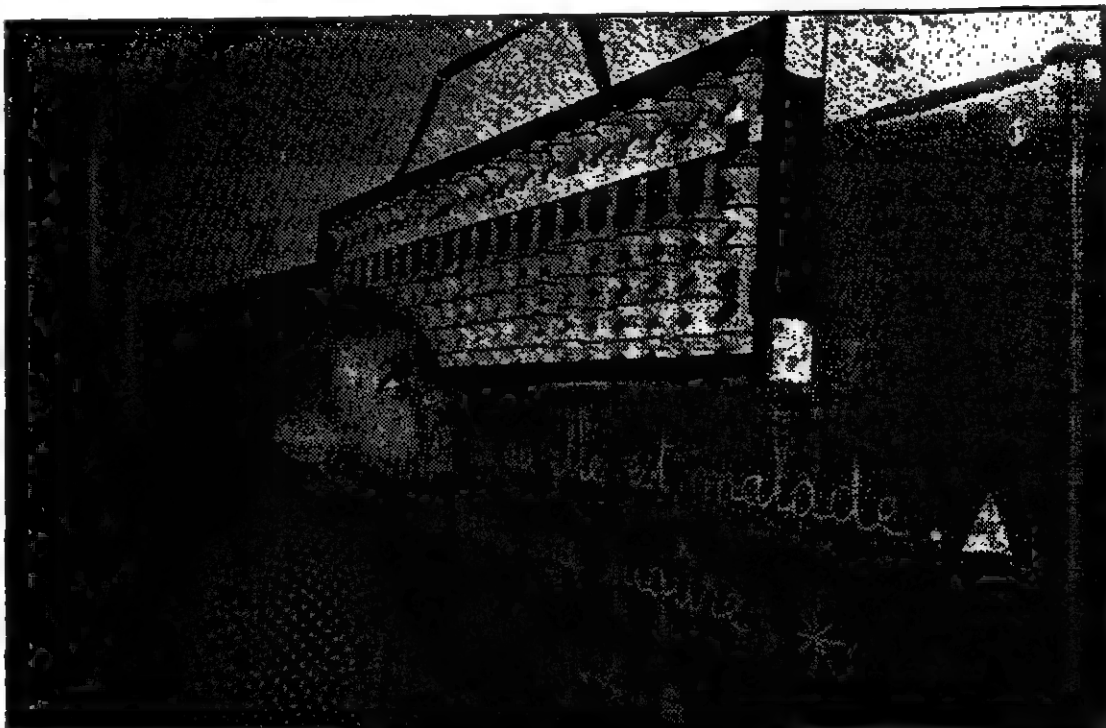
visuelle, aisément mémorisable. Seules les mathématiques subsistent et les nombres perdent ainsi leur caractère abstrait, et statique, pour devenir des objets visibles et mobiles : les boules. Développant une mémoire visuelle, le soroban serait ainsi un puissant outil de calcul mental.

A Grigny, des enfants de CM2, débutant en boulier, effectuent en fermant les yeux une suite d'additions et de soustractions simples dictées par leur maître, qui leur demande d'imaginer le déplacement des boules sur le soroban. C'est la méthode utilisée par certains champions de calcul japonais ou coréens, qui n'ont même plus besoin de manipuler les

classés se transforment en castagnettes ou en crécelles. Mais cette initiation musicale passée, les élèves découvrent la vraie fonction du boulier : machine à calculer mais aussi à « voir » les nombres et les opérations. Machine fragile aussi. Au moindre geste intempestif, au plus léger déplacement du pupitre, les boules glissent et le résultat « disparaît », d'où les vertus apaisantes prêtées par M. Boudsoq au soroban. Finalement, le boulier simplifierait l'apprentissage des terribles opérations « à retenues », et faciliterait la vérification des résultats obtenus. Sur le boulier, toute opération débute par les chiffres de gauche (centaines, milliers...) et non par les unités comme nous en avons l'habitude. Le résultat est donc connu immédiatement dans son ordre de grandeur et le risque d'erreur grossière (mille au lieu de cent), est réduit. Au Japon, le boulier sert d'ailleurs pour vérifier les résultats obtenus... par les calculatrices électroniques.

ment a pu acheter une série de bouliers et plusieurs instituteurs affichent déjà leur intérêt pour le nouvel outil. Mais l'éducation nationale se montre méfiante à l'égard d'un objet exotique et peu orthodoxe.

Pour tenter de débloquent la situation, M. Bernard Boudsoq, soutenu par le réalisateur Serge Viallet et Li Ching Tang, leur ami chinois, lui aussi fervent du boulier, viennent de fonder une association (2). Ils espèrent attirer l'attention sur les mille vertus du soroban et — pourquoi pas ? — organiser un championnat de France de calcul télévisé, inspiré par la compétition d'orthographe lancée avec succès par Bernard Pivot. Les Français ne seraient ainsi que renouer avec de très anciennes pratiques puisque, selon certains auteurs, les origines du soroban seraient grecoromaines. Le public semble en tout cas avide d'en savoir plus sur le boulier. L'article de Serge Vial-



Le boulier géant dans une classe de Grigny.

DANIEL BISSON

Le Monde

L'URSS DE LENINE A GORBATCHEV

L'ACTUALITÉ

Le nouveau maître du Kremlin bouscule la société soviétique. Avec quelles chances de succès ? Pour y répondre les envoyés spéciaux du « Monde » ont parcouru l'URSS profonde à la recherche des réalités politiques, économiques et sociales d'un pays en pleine mutation.

L'HISTOIRE

Le Monde a puisé dans ses archives pour retracer les grandes étapes de l'histoire soviétique :

- Lénine et le grand chambardement de 1917
- Staline, les années terribles
- Khrouchtchev ou le dégel incontrôlé
- Brejnev : l'ouverture à l'extérieur, la fermeture à l'intérieur
- Andropov et Tchernenko, la transition

UN NUMÉRO SPÉCIAL HORS SÉRIE - 36 pages - 25 F
En vente chez votre marchand de journaux

ÉGALEMENT DISPONIBLE PAR CORRESPONDANCE

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Localité _____

Nombre d'exemplaires _____ X 25 F (frais d'expédition inclus)
Pour l'étranger, nous consulter

M. 1334-8711-26 F-RD. Commande à faire parvenir avec votre règlement à :
Le Monde, service des ventes au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 02

boules pour effectuer des opérations, même complexes, mais se contentent de les imaginer, ce qui leur fait gagner de précieuses secondes. En plein effort de calcul mental, les enfants français lèvent et baissent la tête imperceptiblement, comme s'ils suivaient le mouvement des boules.

En cours préparatoire, où le boulier occupe deux séances d'un quart d'heure par semaine, les enfants sont très rapidement capables d'inscrire d'importe quel nombre — même cent quatre-vingt — sur le soroban.

La première apparition du boulier dans une classe déclenche inévitablement un petit chahut. Qu'un enfant expérimente le « tach tach » des boules et, aussitôt, les vingt-cinq sorobans de la

L'instrument se révèle pédagogiquement efficace, mais ses origines asiatiques et son image antique et ludique ne favorisent pas sa diffusion dans les écoles. L'impossibilité de généraliser l'usage du boulier dans toutes les classes et son absence dans la vie courante occidentale marquent les limites de l'expérience. L'initiation précoce au soroban permettrait au moins l'acquisition d'une stratégie personnelle de calcul mental.

La pédagogie du boulier ne s'est pas encore imposée dans toutes les classes de Grigny, en dépit de l'enthousiasme de son promoteur. Dans ce type d'école difficile, on a tendance à faire porter tous les efforts sur l'apprentissage de la lecture, et le calcul passe après. Pourtant, grâce à une subvention du centre départemental de documentation pédagogique, et aux fonds de la coopérative scolaire, l'établisse-

lat (3) paru en 1984 dans le Monde, qui présentait les performances du soroban, lui a valu près de deux cents lettres de provenance variée : universitaires, instituteurs, responsables économiques et parents d'élèves fâchés avec les mathématiques.

PHILIPPE BERNARD.

(1) Le boulier chinois, dont les origines remontent au troisième siècle, a été simplifié par les japonais, voilà une cinquantaine d'années (réduction du nombre de boules par colonne et remplacement des boules par un usage plus aisé). Le boulier russe, utilisé depuis deux siècles, se distingue avec ses tiges horizontales (et non verticales) et son plus grand nombre de boules.

(2) Association pour le boulier appliqué au calcul et l'utilisation du soroban (ABACUS), 216, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

(3) « La longue mémoire du boulier », dans le Monde daté 20-21 mai 1984.

ANGLAIS COVENT GARDEN LONDRES

Différents à l'école anglaise. Cours longs et courts. Deux ans de cours de l'anglais.

Sole College London

Appréhension de la langue anglaise

64-66 Long Acre, Londres WC2E 6LJ (Angleterre)

Tél. : (44) 1-240 2861, Tél. : 286812 (Worship School)

BAC 88

STAGES INTENSIFS TERMINALES B, C et D NOËL - PAQUES

PREPASUP

23 rue Combarbent 75116 Paris

enseignement privé républicain

☎ (1) 45 03 01 44

UNIVERSITÉ PARIS-XIII

UPR de lettres, des sciences de l'homme et des sociétés

avenue Jean-Baptiste-Claude, 93430 Villetaneuse

ouvre un stage de formation qualifiant

« FORMATION D'AGENTS DE LUTTE CONTRE L'ILLETTRISME »

400 heures entre janvier et septembre 1988

Recrutement : niveau du baccalauréat

Délivrance d'un diplôme universitaire

Agrément pour chômage, reconversion, contrat de qualification possible

Téléphone : 48-21-61-70 (poste 80,98)

حکومت اسلامی

Le Monde CAMPUS

Les électroniciens s'installent à Marne-la-Vallée

« **C**OMPTÉ tenu des moyens mis en œuvre, ce ne peut être qu'une réussite. Le contraire serait invraisemblable. » Formulée par un universitaire, bon connaisseur des écoles d'ingénieurs, la remarque résume bien l'ampleur et les enjeux du déménagement de l'Ecole supérieure d'ingénieurs en électrotechnique et électronique dans le centre Descartes de Marne-la-Vallée. Les moyens dont dispose la nouvelle ESIEE sont, en effet, impressionnants. Le bâtiment futuriste de l'école, que devait inaugurer M. Jacques Chirac mercredi 25 novembre, abrite un potentiel d'enseignement et de recherche et offre aux étudiants des conditions de travail et de vie à faire pâlir de jalousie les plus prestigieuses universités scientifiques françaises.

Les sept cents élèves qui essuient encore les dernières pluies de la rentrée vont disposer, pendant leurs cinq années de formation, de 30 000 m² de locaux bien conçus, de cent cinquante salles de cours, de 300 m² de « salles blanches », des sanitaires asseptisés où sont conçus et élaborés les puces et les circuits intégrés. Les équipements scientifiques sont du même calibre. Et malgré sa retenue naturelle, le directeur de l'école, M. Edmond Vivand, fait visiter ses installations avec le plaisir manifeste de celui qui dispose d'un formidable jouet. Pour cet universitaire, lyonnais d'origine, informaticien de formation et qui a fait l'essentiel de sa carrière comme professeur à HEC, puis directeur de l'école commerciale de la chambre de commerce de Paris, l'ESIEE possède là « un atout fantastique ».

Quatre gros ordinateurs en réseau, reliés à cent soixante terminaux dotés d'une vingtaine d'imprimantes à laser, une quinzaine de stations de travail pour la conception assistée par ordinateur, un laboratoire de fabrication de circuits intégrés, une salle de caractérisation et de tests, un atelier flexible de production doté de robots SCRM et Bosch, sans oublier microscope électronique, implanteur ionique et quelques autres babioles. Bref, des équipements à la pointe de la technique, dans les secteurs de l'électronique, de l'automatique, de la micro- ou de l'optoélectronique. A cette débauche de matériel s'ajoutent les installations du campus (restaurant et cité universitaire, bibliothèque, gymnase). Et une équipe d'une centaine d'enseignants-chercheurs à temps plein.

Un pari à long terme

Au total, un investissement de démarrage énorme — 300 millions de francs, dont 25 millions du conseil régional, et un budget de fonctionnement de l'ordre de 100 millions par an. En décidant il y a quatre ans de transférer à Marne-la-Vallée son unique école d'ingénieurs, installée depuis une vingtaine d'années dans les anciens locaux de l'école Breguet (rue Falguière), la chambre de commerce et d'industrie de Paris a manifestement choisi de mettre le paquet sur la formation d'ingénieurs dans des secteurs de pointe. Elle financera 75 % du coût de la formation des élèves, les droits de scolarité (10 000 à 12 000 francs par an) ne représentant que 10 % environ des recettes de l'école. Elle envisage, d'autre part, d'augmenter sensiblement le nombre des élèves, pour le porter à 1 100 en 1991 (contre 700 cette année) et pour « sortir » chaque année 150 à 160 diplômés. Soit un quadruplement entre 1980 et le début des années 90.

Pourquoi un tel pari ? Longtemps concentrée sur le haut enseignement commercial, pour le développement duquel elle a beaucoup œuvré (HEC, ISA, ESCP, EAP), la chambre est en train de prendre délibérément le virage de la haute technologie. Son président, M. Philippe Clément, compare volontiers le développement de l'ESIEE, aujourd'hui, à la création il y a vingt-cinq ans du campus HEC de Jouy-en-Josas. Et M. Villiez, responsable des enseignements, sou-

En transférant l'ESIEE, son école d'ingénieurs, dans le centre scientifique Descartes, la chambre de commerce de Paris entend faire pour la haute technologie ce qu'elle a réussi pour la formation des gestionnaires.

ligne le rôle pilote que la chambre entend jouer pour combler le déficit français dans le domaine de la formation d'ingénieurs électroniques capables de répondre rapidement aux besoins des entreprises les plus performantes.

Dotée de moyens à la mesure de cette ambition, l'ESIEE va pouvoir cultiver et développer ses spécificités. « Les entreprises, estime M. Vivand, nous demandent toujours de résoudre la quadrature du cercle : former des ingénieurs à la fois généralistes et spécialistes, concepteurs et producteurs. Tout cela dans une durée de cinq ans et en tenant compte de la dérive très rapide des technologies de pointe. »

La première réponse de l'école consiste à étaler la formation sur cinq années, contrairement à la plupart des écoles d'ingénieurs qui recrutent leurs élèves après deux années de classes préparatoires. Choisis parmi les meilleurs bacheliers C ou D en terme d'un concours très sélectif (160 places cette année pour 1 600 candidats), les élèves de l'ESIEE sont cueillis à froid, dès la première année, par l'apprentissage des techniques, mêlé en parallèle avec les enseignements abstraits des maths ou de la physique. Pour M. Vivand, « mieux vaut détecter tout de suite ceux qui rejettent les objets et les machines, et favoriser immédiatement la créativité des autres ». Bref, apporter aux étudiants des concepts fondamentaux, mais leur donner, en même temps, l'occasion et la capacité de les appliquer.

Dans cet esprit, l'école a fait une place très importante à l'enseignement par projet et par équipe. Après la tronc commun de trois ans, les élèves choisissent une option (automatique, informatique, microélectronique, traitement du signal ou optoélectronique). La quatrième année alterne

les séquences d'enseignement et deux périodes de six semaines à plein temps consacrées à des mini-projets industriels. Enfin la cinquième année est intégralement consacrée à la réalisation d'un projet grandeur nature, résultant de contrats de recherche passés entre l'école et des industriels. De petites équipes de deux ou trois élèves prennent en charge un projet, en établissent le cahier des charges et le calendrier et, sous le contrôle d'un enseignant de l'école et de thésards, le conduisent jusqu'à son terme. De la mise au point d'un automate programmable pour Merlin Gerin à celle d'un afficheur à cristaux liquides pour Matra, d'un téléphone sans fil pour Philips à un contrôleur de buses pour Bull, d'un filtre pour IBM à un capteur pour Metravib, cette dernière année constitue bien souvent la première année d'expérience professionnelle pour les élèves.

De l'Europe à Singapour

Cette collaboration école-industrie a été développée de façon systématique, depuis une vingtaine d'années. Outre les contrats industriels qui peuvent aller d'une application ponctuelle à de gros projets de recherche étalés sur plusieurs années, ce partenariat prend des formes multiples : financement par les entreprises d'équipements coûteux, participation de responsables d'entreprises du secteur aux réflexions du comité scientifique, participation de professionnels expérimentés à l'enseignement, etc. L'impératif est clair : « Etre à l'écoute permanente des entreprises du secteur pour être capables de réagir vite à des besoins nouveaux. Il faut cependant choisir des axes prioritaires, comme l'optoélectronique aujourd'hui, corrige M. Vivand. On ne peut pas tout faire. »

C'est pourquoi, si elle joue à fond la carte de la recherche appliquée, l'ESIEE a su établir des relations régulières avec quelques laboratoires fondamentaux, comme le LAAS de Toulouse, le CETI de Grenoble, les laboratoires du CNET ou des laboratoires étrangers. En association avec les universités de Paris XI (Orsay) ou de Paris VI, elle a été reconnue comme centre de formation commun à la microélectronique pour la région Ile-de-France.

Le troisième atout de l'ESIEE est son ouverture internationale. Depuis une dizaine d'années, l'école a ainsi mis en place un programme européen de formation d'ingénieurs électroniques. Financé par les Communautés européennes, ce système permet à quelques élèves d'effectuer successivement leurs deux dernières années en Grande-Bretagne (université d'Essex) et en Allemagne (université de Karlsruhe) et d'acquiescer ainsi une culture scientifique trilingue très recherchée. En outre, plusieurs universités américaines, comme l'Institut de technologie de Los Angeles, accueillent tous les ans sept ou huit élèves de dernière année, qui vont préparer un master of sciences outre-Atlantique. Enfin le groupe ESIEE dispose depuis quatre ans d'une tête de pont dans la zone du Pacifique : à la demande des gouvernements français et singapourien, il a en effet créé à Singapour un institut de formation de techniciens supérieurs qui devrait être complété dès l'an prochain par une école d'ingénieurs.

Le groupe ESIEE, qui comprend, outre l'école d'ingénieurs, une Ecole supérieure de technologie électrique (ESTE) formant en cinq semestres des techniciens supérieurs dans les mêmes domaines, et un programme de formation continue, dispose donc d'indéniables atouts. Avec ses équipements sophistiqués, ses locaux d'avant-garde et de puissants paravents, il symbolise la volonté de la chambre de commerce de Paris de développer à l'avenir les formations supérieures d'ingénieurs dans l'électronique, voire, d'ici quelques années, dans d'autres secteurs de pointe.

GÉRARD COURTOIS.

Le coup de maître d'un jeune architecte

L s'appelle Dominique Perrault, il a trente-cinq ans, et il vient d'achever une des plus spectaculaires réalisations de France. Spectaculaire au sens le plus léger du terme : le plus médiatique, le plus « télévisuel ». Mais spectaculaire aussi au sens le plus raffiné, c'est-à-dire maîtrisé comme une grande œuvre lyrique. Perrault est sorti d'un concours qui, pour se donner une allure de franche convivialité, a invité deux lauréats des Albums de la jeune architecture. Le jury ne compte lui-même que deux architectes. Ils parviendront cependant à convaincre les autres membres d'opter, en septembre 1984, pour le projet apparemment le plus déraisonnable, et l'on découvrira bientôt qu'il s'agit d'un de nos deux jeunes lauréats.

Perrault n'a alors rien construit : c'est 24 000 mètres carrés qui lui tombent sur les épaules, et qui tondront au final dans une enveloppe de 180 millions de francs HT, soit 4 000 F du mètre carré. L'école devra accueillir 1 100 élèves, et donner la possibilité à nos futurs ingénieurs de vivre quasiment sur place, seul le coucher n'étant officiellement pas inclus.

Les photos, les dessins, montrent trop exclusivement de l'ESIEE un immense plan incliné, découpé au tiers de sa longueur par une vaste échancrure en demi-cercle, et surmonté d'une batterie de « tuyères ». Cette allure futuriste frôle la caricature, elle évoque divers archétypes de la bande dessinée. Et les surnoms n'ont pas manqué, qui font de l'école un vaisseau spatial, une machine à écrire — bizarre descendant d'un monument romain récemment évoqué par le Ventre de l'architecte de Peter Granoway, — voire le clavier d'un ordinateur, ce qui sied beaucoup mieux, d'ailleurs, aux besoins pédagogiques de l'ESIEE.

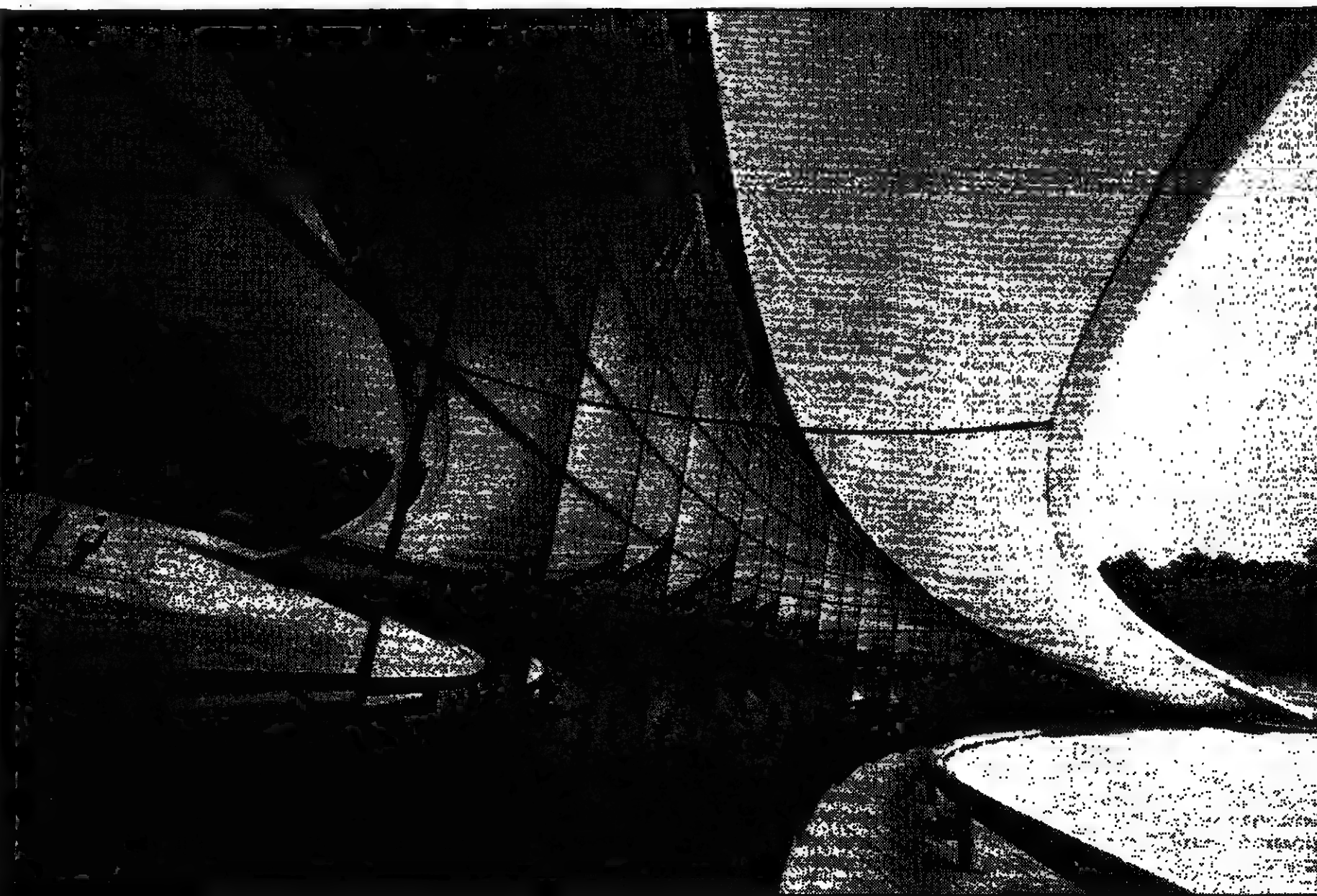
Sur place, exempté des assaillantes vues d'avion, le bâtiment inscrit calmement ses 300 mètres de longueur dans un paysage plat, largement boisé, et animé seulement par une autre pièce majeure de l'architecture actuelle, le centre de formation de la compagnie Bull, construit par Bertrand Bonville.

Le caractère monolithique de l'ESIEE s'oppose assez naturellement au caractère complexe, plus difficile à lire au premier coup d'œil de Bull. Mais, comme Bonville, et comme tous les architectes des villes nouvelles, Perrault a pu développer son projet sur une table rase, aux contraintes peu nombreuses, où le problème de l'unité et de la continuité urbaines ne se pose évidemment pas.

Les conditions justes du confort

Cette liberté de manœuvre, les architectes en connaissent le prix et les périls. Si proche qu'on soit du RER (cinq minutes à peine pour l'ESIEE), il faut trouver et rassembler toutes les ressources de la vie sociale et urbaine, dans des bâtiments dont la raison d'être est théoriquement plus restreinte : ici une école, là une usine, là « du » logement, etc. Cela conduit nos maîtres d'œuvre à hiérarchiser avec finesse les fonctions, et jusqu'aux nécessités les plus élémentaires, pour adoucir les contraintes, développer le sentiment de liberté, créer les conditions justes du confort, mais sans excès, puisque, au contraire des entreprises japonaises, il ne s'agit pas de substituer les joies du lieu de travail à l'exiguïté du logement familial.

FRÉDÉRIC EDELMANN.
(Lire la suite page 20.)



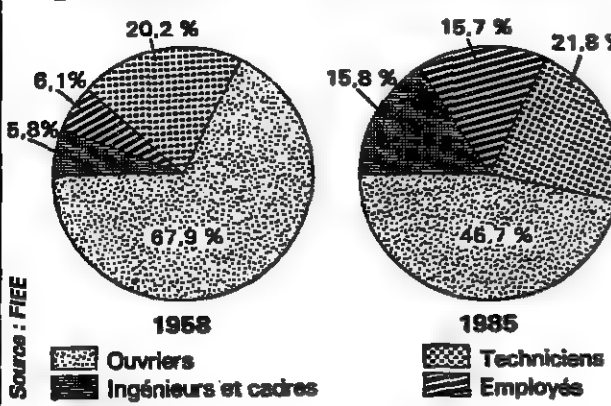
Une architecture du troisième type

Dix branches industrielles

EN 1986, l'ensemble des industries électriques et électroniques employaient, selon la FIEE (Fédération des industries électriques et électroniques), plus de 453 000 personnes, dont 71 480 ingénieurs et cadres, 169 890 employés et 211 780 ouvriers.

Dans cet ensemble, l'électronique proprement dite regroupe dix branches industrielles : condensateurs de puissance, appareils de radiologie et d'électronique médicale, appareils de contrôle, de régulation et de mesure, appareils radio-récepteurs et téléviseurs, matériels télégraphiques, téléphoniques et apparentés, matériel de traitement de l'information, composants électroniques passifs, matériel professionnel électronique et radio-électronique, tubes électroniques et semi-conducteurs, matériels électroniques de reproduction.

INDUSTRIES ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DE L'EMPLOI



Elle emploie 252 000 personnes, dont 53 080 ingénieurs et cadres, 106 750 employés et 92 170 ouvriers.

Les industries de l'électronique sont de moins en moins des industries de main-d'œuvre : 21 % d'ingénieurs et cadres, 17,7 % d'administratifs, 16,4 % de techniciens, et des recrutements orientés vers les diplômés.

Toutefois, comme le démontre une minutieuse enquête du CEREC (Centre d'études et de recherches sur les qualifications), derrière la façade « high tech », il existe également des poches de sous-qualification et des contrastes très sensibles entre les différentes branches (voir « Le Monde-Emploi », du 16 avril 1987).

FAUT-IL former davantage d'ingénieurs électroniques ? Avec quel profil ? Quelles spécialisations ? Quelles perspectives de carrière ? Toutes ces questions butent sur la difficulté qu'éprouvent les industriels à évaluer à long terme l'ampleur et la nature précise de leurs besoins.

Dans une étude récente réalisée pour le haut comité école-entreprise et non encore publiée, le BIPE (Bureau d'informations et de prévisions économiques) apporte sinon des réponses précises, du moins des pistes pour une réflexion prospective. Si elle englobe l'évolution prévisible de l'ensemble des ingénieurs, cette étude fournit des notations plus précises sur le secteur de l'électronique-informatique.

Entre 1982 et l'an 2000, le BIPE estime que la population des ingénieurs et cadres techniques va passer de 372 000 à 741 000, soit un doublement en moins de vingt ans. Il s'agit de la catégorie socio-professionnelle qui augmentera le plus vite, au même rythme que les cadres administratifs.

6 300 électroniciens par an

Second constat : le niveau de formation initiale de ces ingénieurs va sensiblement s'élever : 171 000 (soit 45 %) avaient, en 1982, un diplôme de niveau I ou II (diplôme d'ingénieur, 2^e ou 3^e cycle universitaire) ; ils devraient être 541 000, en l'an 2000, soit 73 % de total prévu à cette date.

Une telle évolution repose sur un flux d'ingénieurs voisin de 15 000 par an, au tournant du vingt et unième siècle. Ce qui, compte tenu des départs à la

retraite, suppose, chaque année, la formation d'environ 21 000 jeunes ingénieurs, contre 14 000 actuellement.

Quelle part les électroniciens occuperont-ils ? Ils rassembleraient, en 1985, environ 30 % des diplômés d'ingénieurs délivrés. Or du fait, notamment, d'un « effet de diffusion marqué » vers les autres branches industrielles, le BIPE estime que « l'équilibre entre les grandes filières technologiques va continuer à se modifier en faveur de l'électronique ». Il ajoute : « Le développement continu des produits et des usages de l'électronique laisse prévoir des besoins croissants d'ingénieurs et techniciens spécialisés dans ce domaine. La nécessité d'accroître le nombre d'électroniciens est d'autant plus forte

que toute pénurie se répercute en priorité sur les branches d'activités plus anciennes, hors des industries de l'électronique. »

Si l'on retient le flux annuel d'ingénieurs diplômés envisagé par le BIPE (21 000), le simple maintien de la part de l'électronique dans les grands secteurs de formation d'ingénieurs (30 %) supposerait la formation de 6 300 électroniciens par an, à la fin du siècle. L'hypothèse, plausible, d'un renforcement du rôle de l'électronique d'ici une quinzaine d'années impliquerait une augmentation encore plus importante des flux annuels d'ingénieurs diplômés en électronique.

Le BIPE évoque rapidement les conditions d'une telle croissance : augmentation du nombre des bacheliers scientifiques ; orientation beaucoup plus franche

qu'aujourd'hui des jeunes filles vers la profession d'ingénieur ; développement des classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques ; multiplication des passerelles d'accès aux écoles d'ingénieurs pour les diplômés des premiers cycles universitaires généralistes ou technologiques ; enfin, développement de filières permettant à des techniciens supérieurs, après quelques années de vie professionnelle, d'accéder à une formation d'ingénieur, se déroulant à temps plein ou en alternance.

Ce qui revient à faire sauter tous les verrous qui limitent actuellement la formation d'ingénieurs en France. Vaste programme...

G.C.

DES COMPÉTENCES ADAPTÉES A CHAQUE SECTEUR

SECTEUR/ACTIVITÉ	COMPÉTENCE INGÉNIEUR	FONCTIONS DOMINANTES	PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION	
			QUALITATIF	QUANTITATIF (évolution globale)
PRODUCTION ÉLECTRIQUE — Composants	Spécialistes (sans niveau électronique) (+ chimie, physique) Expert de recherche + technique Connaissance CAO et programmation de base	Recherche et développement Etudes Production industrielle	Spécialisation croissante	+++
— Systèmes (automatisme, signal)	Électronique Architecte de systèmes Informaticien de type plus généraliste	Bureau d'études R et D Maintenance de haut niveau Technicien-commercial	Rapprochement de plus en plus marqué avec l'informatique. Qualité commerciale accrue	+++
INCORPORATION DE SYSTÈMES — Automobile — Joints — Électronique	Électronique (selon le secteur, degré de spécialisation variable) Parcours à travailler avec spécialisation du secteur	Bureau d'études Production		++
SSI	Électronique Informatique	Maintenance technico-commercial	Double évolution : Spécialisation Bureau de haut niveau	++

Source : *Electronique Hebdo*, 16 novembre 1987.

IBM France

Bénéfice net après impôt en 1986 :
2,5 milliards de francs.

Un des premiers contribuables
français.

Venez participer à cette réussite
en devenant

INGENIEUR COMMERCIAL

Jeunes diplômé(e)s de grandes écoles
d'ingénieurs ou de commerce
(BAC + 4 minimum),

si vous êtes débutant ou possédez une première
expérience, adressez nous votre candidature.

Des postes sont à pourvoir
à PARIS et en PROVINCE.

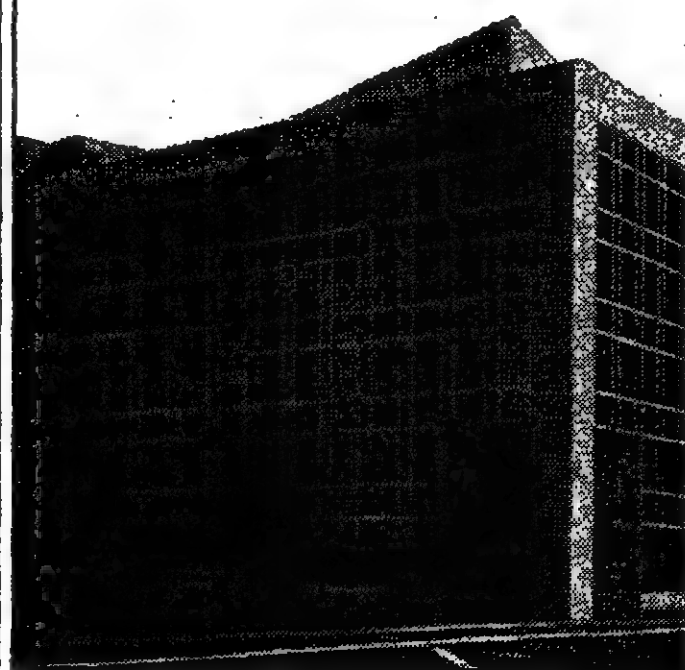
IBM France - Département Recrutement (réf. G 81)

2, rue de Marengo - 75001 PARIS.

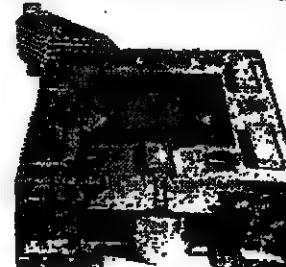
Nous vous rembourserons vos éventuels
frais de déplacement.

Depuis le 3 novembre 1987,
la SICOVAM est installée
à l'adresse suivante :
5, rue du Centre
93167 Noisy-le-Grand
Cedex France.
Tél. : (1) 45-92-09-09

Nous croyons à l'avenir de Marne-la-Vallée.



La Saris a déjà à son actif 2 prestigieuses réalisations à Marne-la-Vallée : Le Saris et Le Stratège.
Fidèle à la conception de son métier et obstinée dans son effort, la Saris poursuit son action.
Après le succès de la Défense, la Saris mise sur celui de Marne-la-Vallée.
La Saris mise sur l'avenir de Marne-la-Vallée.



SARIS
L'ESPRIT D'ENTREPRISE

4, place de la Défense
92090 Paris-La Défense Cedex 26 - Tél. 47644488

هكذا من الامم

Le rush sur l'électronique

Il y a cinq ans, on était semblait-il au bord de la catastrophe. Au rythme où allaient les choses, c'est tout le secteur des industries de l'électronique et de l'informatique qui risquait de voir son développement buter sur un obstacle insurmontable : la pénurie d'ingénieurs et de techniciens supérieurs. Handicap dramatique dans un secteur de plus en plus sophistiqué, dépendant, plus que tout autre, de ses investissements en matière grise et confronté à une concurrence internationale acharnée.

Les industriels ne s'étaient pourtant pas privés, depuis la fin des années 70, de tirer les sonnettes d'alarme. En 1980, à la demande du GIEI (Groupe des industries électroniques), le Bureau d'Informations et de Prévisions Économiques (BIPE) chiffrait brutalement le décalage entre le flux de sortie des écoles d'ingénieurs et les besoins des entreprises : l'économie française risquait de manquer, entre 1980 et 1985, d'environ 350 à 400 ingénieurs électroniques diplômés par an.

Deux ans plus tard, en 1982, le rapport de la mission filière électronique, présidée par M. Abel Farnoux, n'était pas moins pessimiste. Le développement de la filière électronique, estimait-il, suppose un vigoureux effort de formation. « Ce problème est peut-être le principal goulet d'étranglement au développement de la filière. Qu'il s'agisse d'emplois créés ou d'emplois supprimés, la filière bouleverse les métiers et les qualifications. Seul un système de formation à la fois structuré et souple permettra de faire face à ce défi. Le déficit cumulé de formation pourrait avoisiner 400 000 personnes à l'horizon 1986. Une restructuration très profonde du système éducatif est donc indispensable. »

Chiffres gonflés ? Sans doute. Mais il est indéniable que l'ensemble des industries électriques et électroniques est le plus gros consommateur d'ingénieurs jeunes et pointus. Les enquêtes de la FIEE (Fédération des industries électriques et électroniques)

montrent que 17 % des ingénieurs et cadres du secteur ont moins de trente ans. D'autre part, sur les 38 500 ingénieurs de recherche-développement (le fer de lance des industries de pointe) qui exercent leur activité dans l'ensemble des entreprises françaises, 14 000, soit 36 %, travaillent dans les entreprises de la filière électronique. « Par rapport à l'effectif total, le pourcentage des personnes affectées à une activité de recherche-développement atteint 11 % dans notre profession, estime la FIEE. Ce pourcentage est très largement dépassé dans certaines branches. A titre de comparaison, pour l'ensemble des entreprises françaises ayant une activité de recherche-développement, ce pourcentage n'est que de 5 %. »

Une ressource spectaculaire

Excessive ou pas, cette dramatisation de la pénurie d'ingénieurs a déclenché une vigoureuse réaction des pouvoirs publics et des responsables de l'enseignement supérieur. Le plan de formation de la filière électronique mis en œuvre à partir de 1982 par le ministère de l'Éducation nationale constitue, en effet, une opération de grande envergure. Plutôt que de créer de nouvelles écoles d'ingénieurs, comme le recommandait notamment M. Abel Farnoux, le gouvernement préfère encourager tous les établissements concernés à augmenter rapidement leurs promotions d'étudiants et à créer des filières ou des options « électronique » : STS (sections de techniciens supérieurs) et IUT (instituts universitaires de technologie) pour les techniciens supérieurs au niveau bac + 2 ; universités (au niveau 3^e cycle) et écoles pour les ingénieurs ou assimilés au niveau bac + 5.

Le résultat a été pratiquement immédiat. Dès la rentrée d'octobre 1982, le nombre d'élèves admis dans les grandes écoles d'ingénieurs augmentait sensiblement. À partir de 1983, quelques formations d'ingénieurs ont,

Un effort spectaculaire de formation a été fait depuis cinq ans pour combler la pénurie d'électroniciens. Mais faut-il continuer à former des spécialistes en grand nombre, ou plutôt apprendre l'électronique à tout le monde ?

d'autre part, été créées par transformation de cursus existants dans les universités (Paris-VI, Paris-XIII, Paris-XI, l'IREST à Nantes, Grenoble-I, Rennes-I). Au total, pour la cinquantaine de formations d'ingénieurs de l'ensemble de la filière électronique (électronique, électrotechnique et informatique industrielle), le flux annuel d'ingénieurs diplômés est passé de 3 100 en 1982 à 4 300 en 1986, soit une augmentation de près du tiers de la totalité des ingénieurs diplômés chaque année en France (14 000 en 1986).

Dans cette performance d'ensemble, le rôle du ministère de l'Éducation nationale a été déterminant. Dans la quarantaine d'écoles ou instituts qui dépendent de lui, la progression du nombre des diplômés a été encore plus rapide. 2 250 diplômés délivrés en 1982, 3 350 en 1986, soit une augmentation de près de 50 %. Il est vrai, comme le souligne M. Jean-Louis Malgrange, qui a piloté la réalisation de ce plan de développement avant de devenir PDG d'une importante filiale de Thomson, que cette poli-

tique ambitieuse a bénéficié à la fois de moyens importants et d'une continuité dans l'action « tout à fait inhabituelle ».

Entre 1983 et 1986, près de 250 emplois d'enseignants ont été créés dans le secteur de l'électronique, soit une part non négligeable de tous les emplois créés dans l'enseignement supérieur. De même, en pleine période de diminution sévère des emplois d'ATOS (administratifs et techniciens), les formations de la filière électronique ont bénéficié d'une soixantaine de créations de postes.

Il convient d'ajouter à cet effet global plusieurs initiatives qui intéressent également les formations d'ingénieurs. Le plan micro-électronique a permis de créer des ateliers de formation communs aux établissements d'une même région : l'Institut national polytechnique de Grenoble, l'INSA de Toulouse et l'ESIEE à Marne-la-Vallée sont responsables des trois centres lourds existants.

D'autre part, le plan productique a permis la constitution de pôles de recherche étroitement liés à des formations d'ingénieurs à Valenciennes, Besançon, Nancy, Lyon, Grenoble, Toulouse et Nantes.

Bref, de nombreux DESS (diplômes d'études supérieures spécialisées) et DEA (diplômes d'études approfondies) ont vu le jour, depuis 1983, dans les domaines de l'électronique, de l'automatique, du traitement du signal ou de la micro-électronique. C'est sans doute l'un des secteurs où la collaboration entre les universités et l'industrie a été la plus poussée depuis quelques années. Et la plupart de ces diplômés de 3^e cycle très pointus sont de plus en plus appréciés dans les entreprises. Sans que cela soit très spectaculaire ou très visible, les universités ont indéniablement en jouant la carte de l'électronique, en faisant valoir leurs atouts spécifiques, celui de la recherche notamment.

Est-on pour autant, aujourd'hui, sorti de la pénurie ? La vigoureuse accélération des formations d'ingénieurs électroniques au cours des cinq dernières années suffit-elle à combler les besoins de l'industrie ? Ou faut-il poursuivre, voire accélérer, l'effort ? Les réponses sont parfois contradictoires. Elles découlent en effet d'analyses prospectives aléatoires, de stratégies industrielles incertaines, de scénarios de formation et de gestion des ressources humaines diversifiés.

Un constat minimum fait l'unanimité : la politique volontariste menée depuis quelques années a sérieusement dédramatisé la situation. « Un des goulets d'étranglement de notre croissance et de notre capacité d'innovation commence à se desserrer grâce à l'effort important accompli depuis quatre ans », estimait l'an dernier M. André Mercier, président de la FIEE, avant d'ajouter cependant : « Cet effort doit être poursuivi et adapté aux besoins. »

G.C.

(Lire la suite page 20.)

La formation continue

Il y a actuellement plus de 200 000 techniciens supérieurs dans l'industrie française. D'ici à l'an 2000, ils seront 500 000 à 800 000, plus nombreux que les ingénieurs. Pour M. De Bellay, secrétaire général du Comité national pour le développement des grandes écoles, « on ne peut tout de même pas réfléchir à l'avenir des besoins et formations d'ingénieurs sans s'interroger sur les perspectives de carrière et d'avenir de ces techniciens ». S'il n'est pas encore très sensible, le problème risque en effet de devenir préoccupant d'ici une quinzaine d'années.

M. Claude Ostier, responsable de la filière « ingénieur » par la formation permanente à l'ESIEE, pose la question de manière très concrète. « Que peut faire une entreprise d'un bon technicien qui a cinq ans d'expérience et qu'on ne peut pas promouvoir à l'ancienneté, ne serait-ce que

parce que ce n'est pas rentable ? » Théoriquement, la réponse est simple : depuis 1974, les organismes de formation peuvent délivrer un diplôme d'ingénieur au titre de la formation continue. Et l'ESIEE a joué cette carte depuis une dizaine d'années. « Il est possible, estime M. Ostier, de donner un second souffle de formation à bon nombre de techniciens supérieurs, qui ont une maturité, un potentiel formidable et souvent une autre trame que bien des jeunes diplômés. »

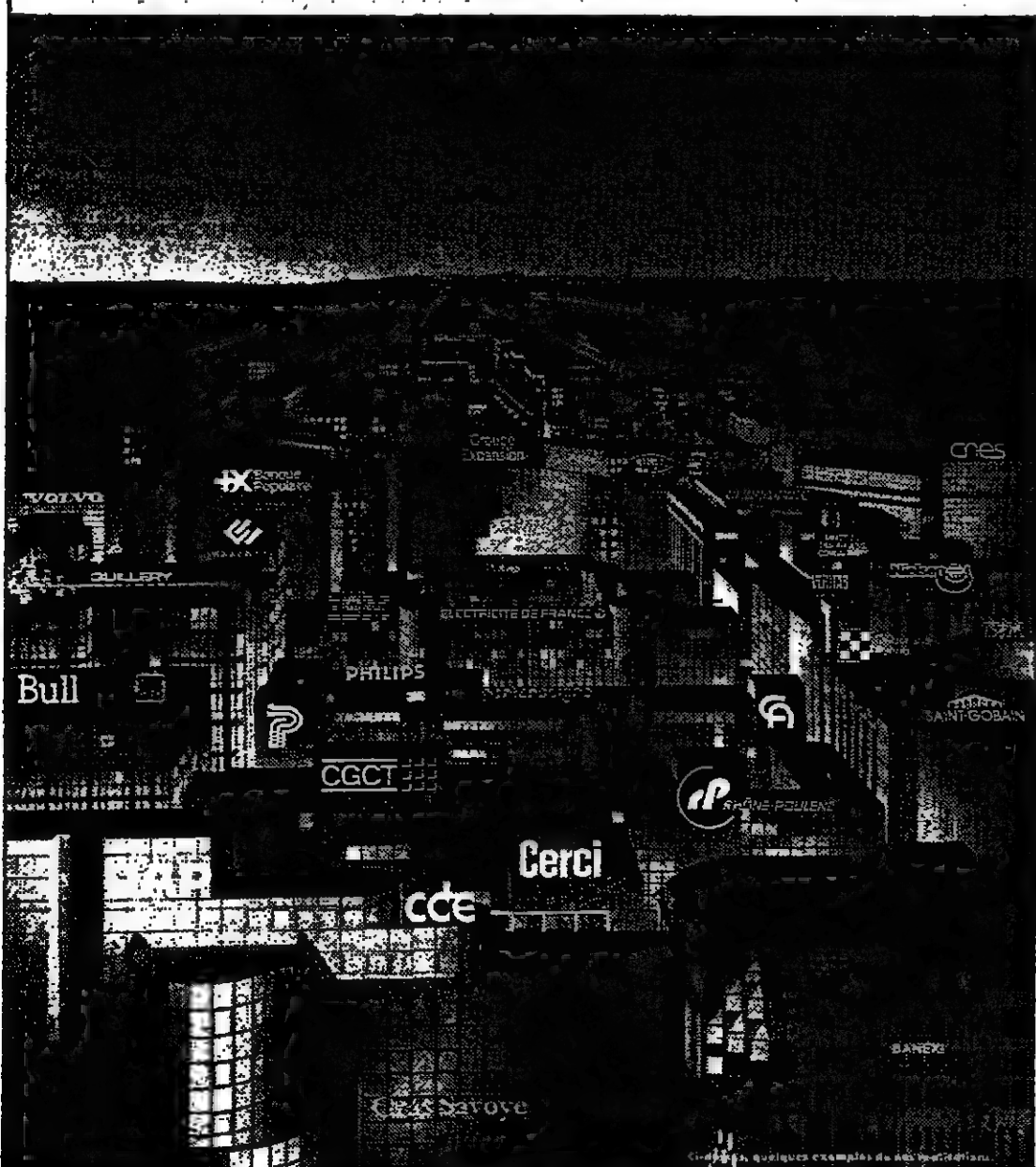
Cette formation est longue. Elle commence par une année préparatoire de travail personnel en dehors du temps de travail. Au terme de cette année d'observation, qui permet de faire un choix entre les candidats, les techniciens suivent, à l'ESIEE, deux stages longs de cent soixante puis de quatre cent quatre-vingt heures, en alternance avec leur travail dans l'entreprise. Les deux principaux

domaines de formation sont la productique et la micro-électronique.

Cependant, si elle paraît de nature à répondre à des besoins de qualification intermédiaire insensibles, cette formation n'a recueilli dans les entreprises qu'un faible écho. En 1986, tous secteurs industriels confondus, 144 techniciens ont ainsi été diplômés au titre de la formation continue, soit tout juste 1 % du nombre de diplômés d'ingénieurs délivrés cette année.

Et, avec une dizaine de diplômés par la formation continue, l'ESIEE apparaît dans le peloton de tête des écoles qui essaient de donner leur chance aux techniciens supérieurs. « Il est vrai, conclut M. Ostier, que la vieille tradition du diplôme est très bloquante en France. Et que l'attitude des entreprises en matière de gestion des ressources humaines et d'investissement formation est très limitée. »

MEUNIER CONSTRUIT POUR LES ENTREPRISES.



De la P.M.E. à la Multinationale, toutes les entreprises ont des problèmes et des besoins immédiats. Meunier Promotion y répond en adaptant avec précision l'immobilier, choix de terrain, plans et techniques de construction.

Meunier Promotion, c'est l'immobilier d'entreprise sur mesure. 10, place de la République, 75008 Paris. Tél. (1) 42.64.12.62

MEUNIER PROMOTION
GROUPE BNP

VOTRE BESOIN

- Transferts administratifs
- Transferts industriels
- Transport de matériel fragile (informatique, bureautique, médical)
- Manutention lourde, levage
- Mise à disposition de personnel
- Salons, foires, expositions
- Entreposage
- Gestion de stocks

LA SOLUTION

billon

TÉL. (1) 60-17-18-18
VOTRE NOUVEAU PARTENAIRE

BILLON CONSEIL
BILLON « DES PROFESSIONNELS »

Vous / Nous... la meilleure solution
Leur objectif... la perfection

- l'organisation
- le respect des plannings
- la ponctualité
- l'encadrement
- les équipes spécialisées
- les tâches spécialisées
- les moyens techniques

BILLON QUALITÉ
BILLON RÉFÉRENCES

... notre SAV
... après LA CITÉ DESCARTES
Rendez-vous à LA DÉFENSE !

N'HÉSITEZ PLUS... 60-17-18-18

billon

ZA PARIS EST, CROISSY-BEAUBOURG
77312 MARNE-LA-VALLÉE CEDEX 02

Le parc technologique de la cité Descartes

A une vingtaine de kilomètres de Paris, au cœur de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, voici la cité Descartes. C'est ici, sur ces cent trente hectares dont quatre-vingt boisés, protégés et agrémentés de vastes plans d'eau qui s'édifie le principal pôle technique et scientifique de l'Est parisien. La cité Descartes privilégie, d'une part, l'urbanisme et les transports, et, d'autre part, l'informatique et l'électronique.

Elle est donc largement ouverte aux entreprises privées de haute technologie et aux établissements d'enseignement et de formation supérieurs, combinant dans un grand parc technologique la vie professionnelle et la vie étudiante. Ce « voisinage » devrait permettre, selon les responsables de la ville nouvelle, une collaboration économique et scientifique « particulièrement prometteuse ».

L'affaire est bien engagée. Le Centre national de formation de la compagnie Bull a ouvert ses portes à la fin de l'année 1986. L'ESIEE (École supérieure d'ingénieurs en électronique et électrotechnique) accueille en 1987 ses premiers élèves.

Non loin de là, se dresse un petit bâtiment qui est un symbole dans le cadre du projet de la cité. Il s'agit d'une « pépinière d'entreprises » créée par la chambre de commerce de Meaux et qui offre aux jeunes créateurs différents services à des conditions très favorables.

Une « pépinière d'entreprises »

Avec l'unité d'architecture de Paris-VIII installée au bord des champs de maïs transpercés par la voirie naissante, ce sont les pionniers de ce que certains appellent déjà, non sans une imagination fertile, une « Silicon Valley » tracée aux portes de la capitale. D'ici à 1990, s'installeront notamment sur le site de la cité Descartes : l'École nationale des ponts et chaussées, le Centre scientifique et technique du bâtiment, l'École nationale des sciences géographiques, le centre informatique de gestion du ministère de l'urbanisme et dix laboratoires de recherches du CNRS.

Pour « humaniser » ce vaste parc scientifique, un quartier nouveau sera créé dans l'environnement immédiat de la station du RER Noisy-Champs. Quatre cent soixante-dix logements accueilleront familles et étudiants, une quinzaine de commerces seront ouverts à proximité de ces logements et un hôtel deux étoiles permettra l'hébergement des visiteurs. Enfin, outre les

équipements scolaires et sociaux qui existent déjà dans les quartiers environnant la ville nouvelle, les résidents de la cité devraient trouver à leur porte un lycée polyvalent, un stade nautique, un centre de loisirs et un plateau d'éducation physique. La liaison entre ces différents pôles sera assurée par un ensemble de chemins et de promenades créés dans les bois aménagés à cet effet. Ce projet est séduisant, mais devra pour sortir des cartons, trouver un financement.

La cité Descartes joue donc à fond la carte de l'accueil. Mais ne risque-t-on pas de construire un ghetto de luxe ? Pour éviter ce piège, les responsables de Marne-la-Vallée ont décidé de « désenclaver » la cité et de l'ouvrir sur l'extérieur, en traçant une grande voie centrale, le long de laquelle a été construit, par exemple, le bâtiment de l'ESIEE, et qui prolongera la voirie imaginée pour la ville nouvelle.

JEAN PERRIN.

Le coup de maître d'un jeune architecte

(Suite de la page 17.)

L'équilibre est difficile à trouver, comme en témoignent trop de constructions. Mais une constante se dégage désormais presque à tout coup, dès qu'on s'approche du millier d'occupants : la rue intérieure. Sur ce point, Perrault n'a rien inventé. Mais l'intelligence de son travail, où se mêlent spontanéité et maturité, invention et sobriété, font de la « rue » centrale de l'ESIEE un modèle du genre, peu difficile à tenir sur 300 mètres. Sur le versant est du bâtiment, le plan incliné abrite les amphithéâtres, et les activités de groupe ou communes — bibliothèque, cafétéria, cantine, zones de loisir... La lumière et l'acoustique, maîtrisées au moyen de toiles tendues, ne sont pas le moindre succès de cette série d'espaces que leur commune soumission au principe de la pente n'a pas empêché d'être merveilleusement variés. Le mobilier, sur lequel l'architecte semble n'avoir eu qu'un contrôle modéré, révèle, par contraste, la qualité des détails de Perrault, de ses surfaces, de ses matières.

A l'ouest, comme amarrée au « vaisseau » incliné, cinq corps de bâtiments (sept dans l'avenir), bien parallélépipédiques, rassemblent salles de cours et de travail en unités d'échelle mesurée, remarquablement éclairées et en contact raisonnable avec les séductions des bois voisins. Inévitablement, on quitte ces unités pour retrouver

(Suite de la page 19.)

Pour M. Didier Sarfaty, du CEFI (Centre d'études sur les formations d'ingénieurs), « les problèmes ne sont plus ce qu'ils étaient, d'autant que les promotions plus importantes d'élèves ingénieurs ne sont pas encore arrivées sur le marché. On ne peut plus, aujourd'hui, parler de pénurie ». Quant à M. Malgrange, il est le plus catégorique : « Le nombre d'électroniciens formés est redevenu compatible avec les besoins. En outre, l'accroissement des diplômés étant cumulatif, le plan filière électronique n'a pas encore produit son plein effet. Les industriels savent bien que le problème quantitatif ne se pose plus. L'effort principal devrait maintenant porter sur les aspects qualitatifs ».

C'est bien là que le bât blesse. Faut-il continuer à grossir d'année en année le flux de jeunes ingénieurs ou s'engager dans la voie plus managée d'une gestion prévisionnelle fine des ressources humaines ?

La plupart des industriels continuent de choisir la première solution. M. Abel Farnoux n'hésite pas à fixer pour 1992 un objectif de for-

mation de 6 000 ingénieurs électroniciens par an. « C'est ce dont on a besoin pour tenir le coup face à la concurrence américaine et japonaise ». Pour M. Blin, responsable de la formation à la FIEE, « le déficit d'ingénieurs persiste et l'on n'a pas encore atteint la zone d'équilibre. Il faut continuer à développer les formations au même rythme pendant les cinq prochaines années ».

Une dangereuse surenchère

Les industriels, il est vrai, ont toutes les raisons de vouloir maintenir la pression. Ils sont bien placés pour constater au jour le jour les tensions persistantes sur le marché de l'emploi et pour savoir que, entre les grosses entreprises du secteur de l'électronique, « tous les coups sont permis », selon la formule d'un responsable de Thomson, quand on veut embaucher un jeune diplômé sortant d'une école cotée : stages rémunérés, préséances avant la sortie de l'école, service national effectué dans l'entreprise dans le cadre du VSNA (volontaires du service national actif)...

Une surenchère que confirme sans hésitation les responsables de l'IAPEC (Association pour l'emploi des cadres) : « La concurrence sur les jeunes diplômés a potentiellement effrénée. Les élèves des grandes écoles ont jusqu'à dix ou douze offres d'emploi ». L'une des récentes enquêtes de conjoncture de l'IAPEC faisait apparaître que 35 % des entreprises électroniques avaient l'intention d'augmenter leurs effectifs cadres lors du premier semestre 1987, contre 16 % qui manifestaient leur volonté de les réduire. La demande, précise cette enquête, est la plus forte sur les jeunes diplômés qui se destinent aux fonctions de recherche-développement.

Face à ces demandes répétées des industriels pour maintenir ou accélérer l'effort de formation, des observateurs chevronnés s'efforcent de calmer le jeu. Ainsi M. Du Belay, secrétaire général de la Conférence des grandes écoles et du Comité national pour le développement des grandes écoles (CNGE), s'interroge : « On ne cesse d'affirmer qu'il faut doubler le nombre d'ingénieurs. Mais est-on sûr de cet objectif ? Les entreprises n'ont-elles pas d'autres besoins que des diplômés à bac + 5 ? D'autre part, le doublement du nombre d'ingénieurs suppose deux conditions impératives : une augmentation à long terme de la demande des entreprises et un développement du vivier des bacheliers scientifiques dans lequel nous puisons. Ces deux conditions sont-elles garanties ? »

Pour tenter d'y voir plus clair, le CNGE a engagé, avec l'appui du ministère de l'enseignement supérieur et l'aide opérationnelle du CEFI, une grande enquête sur les emplois d'ingénieurs.

M. Claude Maury, secrétaire général du CEFI, n'est pas moins mesuré et prudent. « Chacun sait, admet-il, que l'utilisation des



La « rue » centrale de l'ESIEE.

microprocesseurs progresse actuellement à des taux supérieurs à 20 % ; si, heureusement, les besoins en ingénieurs ne croissent pas au même rythme, les conditions sont créées pour une tension durable sur l'ensemble du secteur électronique-informatique. Mais ce n'est pas une raison pour s'engager dans une

En effet : « Le flux des diplômés disponibles sur le marché est largement prédéterminé dans ses grandes masses sur une échelle de temps qui va très largement au-delà de toutes les planifications industrielles ». Augmenter brusquement le flux des électroniciens conduit inévitablement à pomper dans le potentiel d'ingénieurs de chimie ou de mécanique. Cela n'est-il pas sans risques ?

Et il ajoute : « C'est sur le plan qualitatif que des efforts peuvent être à court terme le plus valablement faits, avec des effets parfois rapides ». Selon la formule de M. Pierre Moulier, responsable de la communication et du développement d'une des branches de Thomson, « il semble qu'on entre aujourd'hui dans une période de stabilisation et de redistribution des cartes ». Avec des tendances lourdes, qui modifient le rôle de l'ingénieur : le secteur de l'électronique proprement dit intègre de plus en plus d'informatique, mais dans le même temps l'électronique essaime de plus en plus sur les autres secteurs industriels. On va, d'autre

Flux annuels d'ingénieurs diplômés en électronique, électrotechnique et informatique industrielle

Type d'école	1982	1983	1984	1985	1986	1986/1982
École d'électronique	1 813	1 906	1 964	2 135	2 335	+30 %
École d'ingénieur ayant une filière électronique	562	602	712	758	907	+61 %
École d'ingénieur offrant une option électronique en cours de cursus	731	741	843	979	1 052	+44 %
Total	3 106	3 249	3 519	3 872	4 314	+38,8 %

Chiffres CEFI.

face en avant. « Compte tenu des difficultés rencontrées pour approcher la réalité des besoins, il est tentant de reporter son attention sur la demande immédiate, telle qu'elle s'exprime par exemple à travers les petites annonces ». A cet égard, cette demande est très conjoncturelle et qu'elle renvoie une image sensiblement amplifiée de la réalité, tout simplement parce que, sur un marché de l'emploi tendu, les annonces sont répétées plusieurs fois, afin de pourvoir les postes les plus délicats.

Mais M. Claude Maury formule des réserves plus fondamentales. En premier lieu, l'inertie et le délai de mise en œuvre des formations premières d'ingénieurs n'apportent que des réponses assez lentes à des demandes conjoncturelles. D'autre part, il souligne les limites d'une approche purement quantitative du problème : « Au niveau des ingénieurs et autres techniques, explique-t-il, il semble que l'attitude la plus courante (nouveaux besoins : nouveaux diplômés) tende à être complètement renversée ».

part, vers une demande de systèmes de plus en plus sophistiqués, supposant à la fois le maniement de l'outil intelligence artificielle et une bonne expérience de la gestion de projets complexes.

D'autre part, la dépendance de plus en plus sensible de l'électronique vis-à-vis du marché et de l'utilisateur va nécessiter de la part de l'ingénieur davantage de qualités de management et de marketing. Enfin, la mondialisation de l'économie industrielle, notamment dans le secteur de l'électronique, impose une ouverture sur l'étranger encore beaucoup trop faible, selon la plupart des observateurs.

Autant de mutations que les entreprises devraient accompagner et anticiper en faisant un effort constant d'adaptation et de formation continue de leurs ingénieurs expérimentés. Au moins autant qu'en cherchant à recruter à tout prix de jeunes diplômés.

G. C.

ESPACE BUREAU "AN 2000"
"L'ALLEGRO"
dernier né des ateliers ORDO

LE BOIS A LA UNE
butoc
75011 Paris Tél. (1) 48 05 81 60
GROUPE ORDO

Innovation technologique et créativité financière

Présent sur le front de l'innovation technologique le Crédit du Nord prépare avec les entreprises et les dirigeants de demain la vie du troisième millénaire. La nouvelle salle des marchés assure le lien entre ses 600 agences, dont celle de Marne la Vallée, et les places financières du monde.

Crédit du Nord

Sebastien Rho

La guerre à sept...
doubler pas, même
que le spectateur
Entre la raison
y a tant de violence
films de John Boorman

« J' me suis mis
question et j' me
très bien »
Pourquoi
Hope and Glory d'un
en simple spectacle
rendu compte que
l'air, à cet âge croit
tout d'un coup, a vécu dans
de violence et de
pense avoir eu des
dans la violence
salle. Une maison
après la veille, que
dans votre rue, une
adultes avaient fait
arrivent à faire, de
formidable terrain de

« Le film est
au travers du
enfant.

« Et la première
se pose quand on voit
d'attente est com
ment : un enfant
monde ». Général
clair, très défini, très
couleurs très vives, et
très contrastées. Ma
depuis longtemps on
le cinéma à le pour
rendre votre regard
faire un film consa
montrer au public

مكتبة الأمل

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« Hope and Glory », de John Boorman

Les bonheurs de la guerre

JOHN BOORMAN dit très bien les origines de *Hope and Glory*, le pourquoi, le quand, le comment. Jamais il n'avait tant parlé d'un de ses films. Il en parle avec intelligence, sensibilité, presque surprise, semble-t-il, de tout ce que cette autobiographie avouée laisse filtrer de vérités ignorées sur sa propre famille, sur lui-même.

Ce qu'il dit est très bien, ce qu'il filme encore mieux. Partant d'une réalité inavouable, plus inavouable qu'ailleurs dans l'héroïque et vertueuse Angleterre des années 1940, John Boorman donne à sentir, à voir, à comprendre combien la guerre a pu être belle. Pas pour tout le monde, bien sûr, mais pour lui. Pas pour les grands. Pour les petits, lorsqu'ils transforment les champs de ruines en terrains de jeu.

Le film s'ouvre sur un clin d'œil charmant. Sebastian Rice Edwards, le merveilleux petit garçon qui joue Billy Rohan (c'est-à-dire John Boorman), entend à la radio l'annonce de la déclaration de guerre. Sa mère fond en larmes. Et lui interrompt simplement l'évolution de ses soldats de plomb. Un détail : les figurines représentent le roi Arthur et l'enchevêtrement Merlin, futurs héros d'Excalibur.

S'il fallait donner une seule à Bill, on la trouverait à l'évidence dans la nuit de San Lorenzo des frères Taviani, où une petite fille, solide et rêveuse, traverse aussi à cloche-pied la tragédie. Mais curieusement ce sont d'autres références qui déjà s'accrochent à *Hope and Glory* comme d'encombrantes guirlandes, d'autres autoportraits dus à de géniaux égotistes, le Fellini d'*Amarcord*, ou le Woody Allen de *Radio Days*. Boorman, pourtant, a suivi une tout autre voie. Il n'a pas regardé son passé du haut de son présent, du haut de son talent. Il a réussi le miracle de s'affranchir de l'adulte qu'il est devenu pour retrouver l'enfant qu'il fut.

Ainsi tout est vu non pas à travers les yeux de Billy, mais par les yeux de Bill avec des couleurs saturées des perspectives étranges, des sentiments violents, c'est ce qui donne au film son poids de tendresse et d'irrespect, de franchise et d'euphorie.

« L'enfant est le père de l'homme... Une fois encore, on le vérifie. John Boorman, en retrouvant quarante-cinq ans après le petit garçon qu'il fut pendant le blitz de Londres, découvre le metteur en scène qu'il sera. Et son film est le plus tonique, le plus drôle, le plus chaleureux hymne à la vie que la guerre ait inspiré.



Quel bonheur de shooter dans les décombres et de ramasser des débris comme d'autres ramassent des châtaignes ! Quel bonheur de rêver sa table de multiplication avec un masque à gaz sur le nez (scène d'une irrésistible et lugubre drôlerie) ! Quel bonheur de voir un gros dirigeable fou s'égarer au-dessus du quartier, et les vaillants vieillards de la défense passive le tirer comme un faisan ! Et quel bonheur encore lorsque le pilote blond de la Luftwaffe a sauté en parachute dans le champ de choux-fleurs... Il y a les copains, la bande qui squette les ruines, il y a même une fille dont le maison a été bombardée, et sa mère était dedans...

Les adultes, pendant ce temps, font ce qu'ils peuvent. Fragiles et agités, se cognant comme des insectes aux événements. La grande sœur, Dawn, dessine des bas sur ses jambes nues et se fait faire un bébé par un Canadien. Papa est un peu soldat, mais ne se bat pas, et rentre à la maison, en hiver, mort de froid. Maman (exquise Sarah Miles) soupire beaucoup et aime peut-être Mac en secret...

Au retour d'un pique-nique entre les barbelés, Bill aura tout de même un vrai chagrin. Leur home de briques rouges a entièrement brûlé. Ce n'est pas un sinistre noble, un banal incendie domestique. Et ses chers soldats de plomb ont fondu. Cela vaut bien quelques larmes... Mais bientôt, tout va à nouveau pour le mieux. On se réfugie chez grand-père, au bord de la Tamise. Et les images se parent de toutes les transparences, de toutes les légèretés de la fête. On joue au cricket, les tantes acquiescent alentour. Il faut hélas un jour rentrer à l'école. Chic ! Elle est en cendre. « Merci Hitler ! », crie Billy. Il écoute. Plus jamais le monde ne sera aussi parfait.

On a alors envie de crier « Vive Boorman ! ». De le remercier d'avoir rançonné ici à la richesse démonstrative de certaines de ses œuvres précédentes, le *Forêt d'émeraude* notamment, pour nous communiquer avec tant d'intensité, d'humour et de justesse sa jubilaire mélancolie, son insolente nostalgie.

DANIELE HEYMAUW

Un entretien avec le réalisateur

« Le cinéma vous rend votre regard d'enfant »



Sebastian Rice Edwards

La guerre à sept ans, cela ne s'oublie pas, même si l'on n'est que le spectateur du désastre. Est-ce la raison pour laquelle il y a tant de violence dans les films de John Boorman ?

« Je me suis souvent posé la question et je n'ai jamais eu très bien comment y répondre. Pourtant, en voyant *Hope and Glory* d'un seul tenant, en simple spectateur, je me suis rendu compte que l'enfant que j'étais, à cet âge crucial de six à neuf ans, a vécu dans un univers de violence et de destruction. Je pense avoir en dès lors tendance à traiter la violence comme un spectacle. Une maison qui avait explosé la veille, quelque part dans votre rue, une fois que les adultes avaient fait ce qu'ils avaient à faire, devenait le plus formidable terrain de jeu.

Le film est entièrement vu au travers du regard d'un enfant.

Et la première question qui se pose quand on tente ce type d'aventure est celle-ci : « Comment un enfant voit-il le monde ? ». Généralement très clair, très défini, très aigu, paré de couleurs très vives, d'une texture très contrastée. Mais je suis depuis longtemps convaincu que le cinéma a le pouvoir de vous rendre votre regard d'enfant. Faire un film consiste à essayer de montrer au public quelque chose

de familier avec une totale fraîcheur de point de vue.

Tout mon travail, au-delà même du strict problème de la photographie — position de caméra, palette de couleurs, — a consisté à obtenir des acteurs une performance toujours un peu au-dessus. Aux yeux d'un enfant, le comportement des adultes paraît toujours un peu exagéré. Ils parlent toujours trop fort, et l'enfant que j'étais était constamment embarrassé par le comportement de tous les membres de sa famille.

Comment avez-vous découvert l'acteur qui incarne Billy, c'est-à-dire John Boorman enfant ?

Je cherchais un enfant timide et introverti. Un observateur. Le type d'enfant, bien entendu, qui n'a aucune envie de se retrouver devant une caméra. J'ai failli ne pas faire le film précisément parce que je ne parvenais pas à le trouver.

Et puis après avoir vu plus de mille enfants, il s'est révélé, naturellement, que la solution avait toujours été sous notre nez : Sebastian est dans la même classe que Nick Taylor (le petit chef de gang) ; ils sont même amis intimes.

De plus — miracle ! — sa mère était une femme absolument charmante, ce qui est essentiel, car vous engagez aussi la mère. Sebastian ne voulait pas en entendre parler, j'ai eu du mal à le convaincre, malgré l'appui de ses parents qui estimaient que ça l'aiderait à sortir de sa coquille. Ce qui a d'ailleurs été le cas.

Vous avez grandi dans un univers presque exclusivement britannique.

Oui. D'ailleurs Sammi Davis ressemble à ma sœur aînée de manière hallucinante. Elle a le même physique, la même espèce de force vitale étonnante qu'elle ne saisis pas encore très bien, ce qui — comme ce fut le cas pour ma sœur — la met toujours dans des situations insensées. Pendant la guerre, ma sœur s'était mise à parler l'anglais avec un accent plus commun, un vocabulaire un peu plus profane que le reste de la famille. C'était parfaitement délibéré. Une forme de rébellion. Sa révolte.

De l'introduction subrepticie du socialisme dans un environnement aristocratiquement bourgeois ?

Exactement. Elle s'accrochait souvent avec mon père sur le plan politique. Elle se disait socialiste et, à l'âge de douze ans, se proclamait même marxiste. (Il rit.)

Quant au question de choc que constituait une mère et ses sœurs... Elles avaient... un bon bien particulier, que j'ai essayé de rendre fidèlement dans le film. Elles émettaient constamment des « Ouh » et des « Aah » et des « Hummm », toute une série d'onomatopées qui orchestraient et ponctuaient les conversations... J'étais autant que possible de me trouver sur leur chemin, quand elles étaient ensemble, leur comportement — en général mais particulièrement à mon égard — était terrifiant.

Enfances qui se lit très clairement sur le visage de Sebastian quand il est étouffé, « moment » par une armée de

sœur, de tantes, de grand-mères...

L'odeur des femmes, si forte quand elles vous pressaient sur leur sein !... Quand vous, un petit garçon, on vous tient pour asexué, vous n'êtes pas considéré comme appartenant au sexe opposé. J'ai donc pu observer la manière dont les femmes se comportent quand les hommes sont absents — c'est une vision d'horreur ! (Il rit.)

Vous semblez avoir eu beaucoup plus d'affection, de respect et d'admiration pour votre mère que pour votre père.

En dehors d'une permission ça et là, il était toujours absent. Mais mon père était... assez rigolo. C'était une sorte d'enfant, un adolescent attardé — et je crois que le film le montre. Il n'est jamais véritablement devenu un adulte. La raison en tenait probablement à ma mère. C'est vrai, j'étais plus proche de ma mère. Des femmes de la famille en général.

Pourquoi avoir mis tant de temps pour vous résoudre enfin à raconter cette histoire ?

J'y pensais depuis des années. Il y a douze ou quinze ans, quand mon fils a eu six ans, soit l'âge que j'avais au début de la guerre, j'ai songé à faire, pour la télévision, un film sur ma famille, qui aurait été un mélange de documentaire et d'épisodes reconstitués. J'ai commencé à y travailler mais je me suis heurté à une dure réalité : trop de membres de ma famille supportent mal d'être dirigés ! (Il rit.) J'ai donc mis le projet de côté. Après avoir passé une longue période de ma vie à préparer et à tourner *la Forêt d'émeraude*, j'ai pensé le moment venu à reprendre *Hope and Glory*.

C'était une sorte de cadeau que je voulais faire à ma mère, et je tenais à le lui faire de son vivant. Elle a aujourd'hui quatre-vingt-six ans, bon pied bon œil (c'est le moins qu'on puisse dire), mais je pensais que si je parvenais à faire un autre film avant celui-ci...



John Boorman âgé de six mois

Comment votre mère a-t-elle réagi en présence des deux hommes de sa vie : « votre père » et son meilleur ami, « Mac », qu'elle finit épouser ?

David Hayman ressemble étonnamment à mon père. Au point que, à certains moments, j'avais du mal à le diriger... Sa personnalité est différente, l'effort qu'il a eu à fournir fut d'autant plus grand — et sa réussite d'autant plus méritoire. Le premier jour, ma mère a regardé David Hayman et a lancé (ce qui m'a profondément démoralisé) : « Non, non, George était bien plus beau. » Pauvre David ! A la première répétition ! Il était effondré ! Derek O'Connor ne ressemble pas du tout à Mac. Mais quand ma mère l'a rencontré, elle est devenue... toute rose.

Votre mère a-t-elle vu le film ?

Oui.

Et... ?

Elle m'a glorieusement laissé tomber. A la sortie de la première de gala à Londres, nous nous sommes retrouvés devant une batterie de caméras de télévision, les reporters lui ont demandé ce qu'elle pensait du film, elle a répondu : « Nice. (Sympathique). Mais, personnellement, je préfère un bon polar. » (Rires.) Thank you, mother !

Propos recueillis par HENRI BEHAR.

après un triomphe
au FESTIVAL D'AUTOMNE 86
au FESTIVAL D'AVIGNON 87

22 représentations exceptionnelles
LES PETITS PAS
JEROME DESCHAMPS

"Le merveilleux, ici, est que l'on rit, sans arrêt, mais seulement des situations, pas des personnages."

Colette Godard LE MONDE.

26 novembre au 20 décembre
THEATRE DES BOUFFES DU NORD
LOCATION :
AU THEATRE 42.39.34.50
FESTIVAL D'AUTOMNE 42.96.12.27
3 FNAC

Festival d'Automne
Paris 1987

Effervescence intellectuelle à Belgrade

La France en hausse sur le marché des idées

Jeanne Moreau, Tilly, la Comédie-Française à l'affiche, à Belgrade, à l'invitation du centre culturel français. Migrations, le best-seller de Milos Tsernianski, porté à l'écran et coproduit par la France. Les Patriotes, meilleure pièce yougoslave de 1987, bientôt au Théâtre de la Ville : les échanges culturels franco-yougoslaves, sur fond de crise économique et politique, sont au plus haut.

ELLES sont là, comme souvent le dimanche, cinq femmes déjeunant entre elles dans une péniche ancrée sur une rive de la Save. Ce qui les lie ? Toutes les cinq sont Serbes, habitent plutôt les beaux quartiers de Belgrade et fréquentent la même chorale. Comme chaque

de l'exemplaire Agrokomerc, combinat agro-alimentaire. Cette faillite a non seulement ruiné plusieurs banques et de multiples carrières politiques, mais aussi une ou deux idées fortes comme celle de l'autogestion.

Au cœur de la tourmente, observateurs privilégiés, les intellectuels s'en domptent à cœur joie s'ils avaient le cœur à cela. Préférant la réflexion à l'agitation, ils s'interrogent tout haut dans la presse, dans leurs livres, dans leur cinéma et dans leur théâtre. Tandis que le pays, et tout son peuple avec lui, emprunte à grande vitesse la voie de la paupérisation et du repli qu'elle suppose, le « marché des idées » est peut-être à son plus haut historique.

A Belgrade, on a eu beau limoger quelques patrons de journaux ou revues qui prenaient, à l'occasion des « affaires », trop de liberté avec le dogme, rien n'y fait. Le pouvoir est trop faible pour exercer fermement la cen-

sure, tout un petit monde s'agit autour de Jovan Cirilov, directeur artistique d'une des plus prestigieuses institutions culturelles du pays. Cet ancien conseiller du Festival mondial du théâtre de Nancy est le seul professionnel que nous rencontrerons à posséder une carte du parti. Quinquagénaire au sourire charmeur, il confie dans un français miraculeusement fleuri : « Le parti m'a fait la cour quand j'avais dix-huit ans. Je ne savais rien. Mais j'y suis resté. Aujourd'hui, je sers de parent à tous ceux-là » et il balaise de la main une assistance nombreuse où se côtoie une certaine jeunesse dorée mais aussi des metteurs en scène, des écrivains, des dramaturges et des comédiens.

Tous ont appris, très vite, qu'un journaliste français était là et s'intéressait au théâtre yougoslave. « Pour la première fois depuis douze ans, et encore, il y a douze ans, c'était un reporter de l'Humanité... », dira l'un d'eux. Tous connaissent très bien l'actuel

grand succès. J'ai introduit les projections vidéo qui permettent à cent personnes d'assister, huit fois par semaine, à la projection de films français récents. C'est très important pour les professionnels et le grand public car la Yougoslavie achète très peu de longs métrages français aussi bien pour les circuits traditionnels que pour la télévision en raison de leur coût élevé. Les distributeurs français préfèrent laisser tomber le marché yougoslave plutôt que de casser leurs prix, ce que font les Américains sans arrière-pensée.

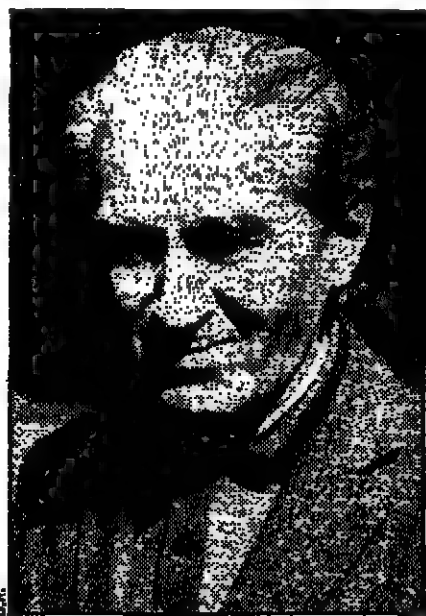
J'ai aussi mis en place l'organisation de manifestations culturelles autour de productions de qualité et en bannissant le patronage. Pour plus de cohérence et pour éviter le saupou-

locale créant une situation délicate : pas de sponsors, censure pour les films, annonce préalable pour les spectacles et interdiction de produire des artistes locaux ou de coproduire avec des institutions de la ville. Avec l'aide de l'Association française d'action artistique et du Fonds d'intervention culturelle du ministère des affaires étrangères, avec celle du Centre national des arts plastiques pour les expositions et, surtout, grâce à la compréhension de nombreux artistes qui acceptent de baisser le prix de leurs cachets, Bruno Loyant parvient tout de même à ses fins.

Les Français n'imaginent pas, dit-il, à quel point on les attend ici ni comment ils seront reçus. Ils découvrent à tout coup une fascination pour la France,

permet de former de bonnes équipes pour diriger les théâtres de Belgrade, ce qui n'est pas toujours le cas en province, où certaines institutions sont encore dirigées par des hommes politiques, dignitaires du parti.

Pourtant, le problème majeur n'est pas celui des équipes mais celui de l'argent. Le théâtre yougoslave est très pauvre et nos décors le sont souvent aussi. A l'Atelier 212, nous présentons en alternance deux ou trois spectacles dans un cadre noir. Si les places ne sont pas chères pour les Yougoslaves : une soirée à deux, avec la brochure du spectacle, deux jus de fruits et deux tickets d'autobus, représente environ 10 % d'un salaire moyen. Heu-



De gauche à droite : Jovan Cirilov, directeur artistique du Théâtre yougoslave d'art dramatique ; Dragana Nikolic, l'une des héroïnes de Migrations, portée à l'écran par Aleksandar Petrovic ; Milos Tsernianski, auteur de Migrations, prix du meilleur livre étranger en France en 1986 ; Mirjana Karanovic, héroïne des Patriotes, la prochaine au Théâtre de la Ville.



semaine, elles ont laissé tomber leur mari, c'est une coutume en Serbie, pour être ensemble et parler d'elles. Et pour chanter aussi.

Comme dans tous les restaurants de Yougoslavie, un petit orchestre passe de table en table, et elles cinq, qui ont forgé leur voix à la société musicale de Schumadia, se taillent le plus joli des succès en exaltant les secrets du chant tzigane.

Ce jour-là n'est pas tout à fait comme les autres. Ces petits airs mélancoliques, fermement de liberté, d'amour, prennent une couleur plus vive qu'à l'accoutumée. La veille, le 14 novembre, le premier ministre yougoslave, M. Branko Milinkovic, a présenté dans la nuit à l'Assemblée nationale un nouveau plan d'austérité : gel des budgets publics, gel des salaires et blocage des prix précédé d'une forte hausse des produits de première nécessité, en raison d'une inflation qui frise les 175 % depuis le 1^{er} janvier.

Sale temps sur les rives du Danube, temps de crise, de conflits, de résurgence des vieux démons d'une Yougoslavie orpheline de son chef et dont de nombreux dirigeants ont trempé dans le plus grand scandale de l'histoire de la Fédération, la faillite

sure, et les citoyens font la queue devant les kiosques, affamés de nouvelles. L'un des plus grands exilés de ce siècle, le romancier Milos Tsernianski, auteur du best-seller européen qu'est devenu Migrations, qui a tout le long de son œuvre essayé de dessiner les contours d'une terre promise pour les siens, presque antinomique de la Yougoslavie d'aujourd'hui, fait fureur : son livre a été réédité, adapté pour la scène du Théâtre yougoslave d'art dramatique de Belgrade par le metteur en scène Vida Ognjenovic, et le cinéaste Aleksandar Petrovic (J'ai même vu des Tziganes heureux) s'en est emparé et tourne ces jours-ci un long métrage de deux heures coproduit par la France, doublé d'une série télévisée de six heures retraçant la quête de villageois serbes partis, au milieu du dix-huitième siècle, en Russie à la recherche d'une nouvelle patrie.

Les bars et les restaurants, et particulièrement ceux des théâtres de la capitale, sont devenus les laboratoires où l'on confabule à la bière, au whisky et à la cigarette, toute la nuit, ces précipités d'idées nouvelles qui pourraient contribuer à sortir le pays de la mouise. Dans l'un d'eux, celui du Théâtre d'art dramati-

que, j'ai préféré insister chaque année sur une discipline. En 1986, ce fut la danse contemporaine, événement à Belgrade : Dominique Bagouet, Dominique Assay, Elisabeth Petit, Caroline

Marcelot pour la première fois, avec leur compagnie. Cette année, l'accent est mis sur le théâtre. Neuf spectacles seront présentés en un an, depuis Alexandre le Grand, par le Théâtre de la Balance jusqu'aux Trompettes de la mort, de Tilly, par la Salamandre en passant par le Récit de la servante Zerkine, avec Jeanne Moreau dans la mise en scène de Klaus Michael Gruber. C'est une sorte d'opération coup de poing, menée avec les trois autres centres culturels français de Yougoslavie, pour montrer aux Yougoslaves qu'il existe en France autre chose que la trilogie bien connue des Vitez-Chéreau-Planchon.

Pour mener à bien son travail, Bruno Loyant s'appuie sur les douze personnes qui l'entourent au centre, sur un budget de plus d'un million de francs, dont 20 % seulement sont consacrés à l'action culturelle et, bien sûr, sur des partenaires locaux. Mais la crise économique et la législation

dragée, j'ai préféré insister chaque année sur une discipline. En 1986, ce fut la danse contemporaine, événement à Belgrade : Dominique Bagouet, Dominique Assay, Elisabeth Petit, Caroline

Marcelot pour la première fois, avec leur compagnie. Cette année, l'accent est mis sur le théâtre. Neuf spectacles seront présentés en un an, depuis Alexandre le Grand, par le Théâtre de la Balance jusqu'aux Trompettes de la mort, de Tilly, par la Salamandre en passant par le Récit de la servante Zerkine, avec Jeanne Moreau dans la mise en scène de Klaus Michael Gruber. C'est une sorte d'opération coup de poing, menée avec les trois autres centres culturels français de Yougoslavie, pour montrer aux Yougoslaves qu'il existe en France autre chose que la trilogie bien connue des Vitez-Chéreau-Planchon.

Pour mener à bien son travail, Bruno Loyant s'appuie sur les douze personnes qui l'entourent au centre, sur un budget de plus d'un million de francs, dont 20 % seulement sont consacrés à l'action culturelle et, bien sûr, sur des partenaires locaux. Mais la crise économique et la législation

une sorte d'enthousiasme des milieux culturels. Quand ils acceptent de se déplacer, comme Jean-Jacques Bethele, que j'ai invité pour qu'il présente 37,2 le matin, les journaux et la télévision se les arrachent, et ils créent des liens solides, irremplaçables avec de nombreux artistes.

Bruno Loyant ne désespère pas de parvenir à inviter des metteurs en scène ou des chorégraphes afin qu'ils animent des ateliers à Belgrade, au sein d'une des nombreuses institutions yougoslaves. Le théâtre est, en effet, essentiellement institutionnel. Pour la saison 1986-1987, l'annuaire officiel recensait, selon Milos Lazin, ex-directeur artistique de l'Atelier 212 (théâtre d'avant-garde de Belgrade), aujourd'hui professeur à l'Institut du théâtre, « cinquante-trois théâtres professionnels de répertoire avec une troupe permanente de vingt comédiens en moyenne et de quarante techniciens, vingt-trois théâtres pour enfants dont trois créent aussi des spectacles pour adultes, et neuf institutions diverses produisant des spectacles dramatiques. Ils vivent à 90 % des subventions de l'Etat, les recettes propres étant faibles en raison du prix des places dont les plus chères sont vendues 2 500 dinars soit 12 francs au cours de la mi-novembre. L'Etat subventionne aussi sept troupes indépendantes ».

reusement, la folie actuelle fait vivre l'art. Le manque d'argent, la crise morale et politique, créent des possibilités créatives qui explosent en ce moment. Notre seule chance viendra des contacts, des rencontres avec l'étranger. Sinon, le système yougoslave actuel et l'ignorance envers notre travail risquent d'entraîner la disparition de pans entiers de notre culture commune.

Si Bruno Loyant et sa programmation courageuse ont déjà créé une brèche dans cette ignorance, la venue au printemps prochain à Paris d'un spectacle du Théâtre yougoslave d'art dramatique devrait accélérer le mouvement. Le centre culturel yougoslave de Paris a loué pour une seule soirée le Théâtre de la Ville afin d'y présenter les Patriotes, pièce écrite en 1853 par Jovan Sterija Popovic et jouée actuellement à Belgrade avec un grand succès dans la mise en scène de Dejan Mijac. Si la forme de ce spectacle est loin d'être parfaite, son interprétation est, elle, satisfaisante, et le public retrouvera avec plaisir une des stars yougoslaves, Mirjana Karanovic, la femme de Pape art en voyage d'affaires, le film d'Enir Kusturica primé à Cannes.

Cette histoire d'un groupe de Serbes sous la botte austro-hongroise, cherchant désespérément un saint auquel se vouer, est, selon son metteur en scène, « une comédie de caractère. Mais l'actualité yougoslave nous permet de la lire comme une comédie sur la pratique politique. Les « patriotes » sont semblables, quelles que soient les périodes historiques ; et l'identification de l'individu avec l'idéologie est une constante. Pour chacun d'entre nous, le problème majeur est celui de l'identité individuelle. De la même façon, le problème majeur de la Yougoslavie aujourd'hui est celui de son identité nationale ».

OLIVIER SCHMITT.

GALERIE LACOURIÈRE-FRÉLAUT
23, rue Saint-Croix-de-la-Bretonnerie, 75004 Paris - Tél. : (1) 42-74-02-30
PICASSO
Présentation unique de la SUITE VOLLARD
DU 24 AU 28 NOVEMBRE

(Publicité)
A LA MONNAIE DE PARIS
11, quai de Conti - 75006 PARIS
SCULPTEURS DE RÊVES
L'ATELIER BUSATO

Tous les jours de 12 h à 18 h, jusqu'au 30 décembre
sauf 11 novembre et Noël

Aux côtés de Mario et Gualtiero BUSATO,
sont présentés BRANCUSI, FAUTRIER,
GARGALLO, ETIENNE MARTIN, entre autres...
Cette exposition résume soixante ans d'art du bronze.

A l'occasion de cette exposition, VISITE EXCEPTIONNELLE
DE LA FONDERIE D'ART DE LA MONNAIE
- sauf le samedi et le dimanche - entre 15 h 30 et 16 h.

26 novembre - 9 janvier
Jan Voss
Collages
Galerie Lelong
14, rue de Teheran, Paris 8^e

26 novembre - 9 janvier
Jacques Monory
Peintures
Galerie Lelong
13, rue de Teheran, Paris 8^e

MUSEE MARMOTTAN
2, rue Louis Boilly, 75016 PARIS - Tél. : 42 24 07 02

DONATION DUHEM
GAUGUIN - MONET - RENOIR
SISLEY - COROT...
INAUGURATION LE 25 NOVEMBRE 1987

GALERIE DENISE RENÉ
196, bd St-Germain - 75007 Paris - Tél. : 42-22-77-57
LE CORBUSIER
PEINTURES - DESSINS - COLLAGES
Jusqu'au 30 novembre 1987

à l'heure de l'ouverture

Le retour de Menuhin à Moscou et à Leningrad

« Il faut les aider »

Il avait comparé, en pleine réunion au Kremlin, les « bureaucrates mesquins » aux « gauleiter nazis ». Voici donc seize ans que Menuhin n'avait plus remis les pieds en Union soviétique. Mais la « perestroïka » touche aussi la musique.

La méthode de resquille est celle des tourniquets du RER. On se plaque contre le dos d'un possesseur de billet, et on se fait transparent devant le préposé. Mais les miliciens moscovites ne sont pas nés de la dernière année. Ils se déploient sur deux lignes, l'une au coude à coude, l'autre plus clairsemée à l'arrière, de façon à accueillir les fraudeurs quand ils se croient en sécurité et à les repousser, hurlant de rage et gesticulant, sur le pavé.

L'avant-veille, ces mêmes miliciens avaient été balayés. Une répétition venait tout juste de débuter. Publique ? Privée ? La foule s'était massée à tout hasard contre les portes vitrées. Mais il ne serait pas dit que le retour de Menuhin en Union soviétique serait tenu par une dispersion musclée. « Qu'on les laisse entrer » : le mot n'eut même pas le temps de circuler. Ce fut Elisenstein, Potemkine, le grand escalier.

Pas une toux, ce soir, pas un roulement de semelle sur les gradins bondés de la salle Tchaïkovski. Le deuxième Concerto de Bartok laisse ses premiers pizzicati feutrés. Une jeune femme, près d'un petit garçon fasciné, pleure doucement derrière ses lunettes et s'essuie les joues d'un geste régulier. Ses larmes — celles que l'on verse en apprenant le rétablissement d'un être aimé — continuent de couler pendant les trois mouvements du Concerto de Beethoven. Puis la jeune femme sort trois œillons rouges d'un journal, les porte à bout de bras entre les rangs, tout au long de la travée centrale, se hausse sur la pointe des pieds pour les tendre enfin au violoniste. Rien qui évoque ici le fol enthousiasme des idolâtres, ces roses jetées du troisième balcon au pied de cantatrices pâmées. L'hommage des œillons, coutume à laquelle quatre jours en compagnie de Menuhin vont nous habituer, est une façon douce et pudique de se signer.

Ce concert sera, de loin, le plus émouvant auquel il nous sera donné d'assister : n'y ont été conviés que des étudiants et des musiciens venus découvrir, ou retrouver pour les plus âgés, un violoniste dont le nom n'a plus été officiellement prononcé depuis seize ans dans leur pays, ni les disques, bien évidemment, distribués. Or on est prêt à jurer que Menuhin a été aimé de son vivant non comme un symbole, non comme le signe que tout, en URSS, est en

train de changer. Mais bel et bien pour ce qu'il est : pour sa façon de jouer.

Un jeu qui vient du cœur, qui veut et sait encore donner le bonheur et la paix, qui dans Bach (extraits de la Troisième Partita) ou Bartok (Concerto, Première Sonate avec piano) fait s'épanouir, peut-être mieux qu'un jeu plus parfait, des instants d'extase, d'éternité. Imperfection de la matière, victoire pourtant évidente de la pensée. « A Paris, Vienne ou Berlin, le public aurait peut-être sifflé », nous disait un confrère étranger. Il est facile, en effet, ne serait-ce que pour montrer qu'on s'y connaît — de sourire à des accords techniques dont Menuhin est à l'évidence le premier conscient, le premier mortifié. Sauts de l'archet, legatos problématiques, justesses parfois approximatives. L'ancien petit prodige, même à son sommet (1), n'a-il est vrai jamais possédé une virtuosité comparable à celle d'un Kreisler ou d'un Heifetz.



Né à New-York en 1916, dans une famille de juifs russes émigrés — sa mère n'a pas oublié, à quatre-vingt-quatre ans, sa langue maternelle — Menuhin n'a pas seulement fait le voyage pour retrouver ses racines et réaliser un de ces « coups médiatiques » dont le marché du disque et la mondialisation musicale ont actuellement le secret. Il est venu rencontrer — il s'en est expliqué — un public « proche de lui par la sensibilité », assez « patient » pour supporter ses tempos lents (et parfois, il l'avoue, excessivement étirés), plus sensible à l'idée qu'à la superficialité : un public « capable d'amour » dit-il, en amoureux de l'humanité. « L'Union soviétique est en train de changer. Le pire n'est pas conjuré. Mais on a moins peur. Il fallait venir, il fallait les aider. »

Et ce n'est pas un seul concert, une seule répétition publique,

qu'il a données aux Soviétiques : de Moscou à Leningrad, du 5 au 24 novembre, toute une tournée, deux concerts avec orchestre, trois concerts par concert, un récital avec piano dans chaque ville, de trois à cinq « bis » à la fin de chaque soirée, trois heures de « master class » devant une armée compacte de très jeunes violonistes survoltés, entrée libre à toutes les répétitions, les réceptions officielles de rigueur, sans oublier le dur face-à-face avec le violon dans la solitude des hôtels : en tout, douze heures de travail par jour et debout, ponctuées de « petites phrases » faites pour être répétées : « Les Soviétiques, qui ont de bien mauvais pianos, devraient se fournir chez les Chinois, qui en ont d'excellents. » Ou, après une démonstration bondhique — sa spécialité — de souplesse du buste, des épaules, des doigts et de l'archet (2), devant des professeurs de conservatoire médusés, cette constatation à double détente : « La technique violonistique échappe

Si la venue de Menuhin n'était pas souhaitée par l'URSS d'avant Gorbatchev, c'est que le violoniste américain-anglais, alors qu'il dirigeait à Moscou une session du Conseil international de la musique, branche spécialisée de l'UNESCO, s'était dit « dans l'obligation de déclarer ce que d'autres, dans une position moins confortable, ne pouvaient exprimer ».

Lisant son allocution en russe, afin d'éviter les traductions expurgées, il avait dénoncé « la ridicule prétention de ceux qui, par orgueil ou volonté de domination, veulent proclamer la supériorité d'un groupement humain, d'un système ou d'un

« Il nous faut, à ce sujet, consulter la classe ouvrière, m'a-t-il été répondu. J'ai rédigé un nouveau projet. Grand silence. Puis la réponse m'est arrivée par l'ambassade à Paris : « Notre public n'a pas exprimé le désir d'entendre M. Menuhin. »

Mais l'ère Gorbatchev était arrivée, la machine a été relancée. La suite, c'est M. Kasinin, vice-ministre de la culture nouvellement nommé, qui a tenu à nous la raconter.

« Je suis allé aux Etats-Unis l'an dernier pour inaugurer une exposition de peintres soviétiques, puis au Festival d'Edimbourg, à l'occasion d'une tournée du Bolchoï. Mon bras droit,

coincé dans une limousine entre les fourrures de sa femme Diana, des journalistes qu'on avait poussés là et un violon « à ne pas piétiner s'il vous plaît ». Ancienne danseuse chez Massine et Balanchine, Diana, qui s'est cassé le pied, levait à angle droit une jambe parfaite « pour se soulager ».

An dîner, Igor et Valéry Oistrakh, fils et petit-fils de David, leur violon à leur côté, commentaient la réplique qu'ils venaient de donner à Menuhin dans le Concerto pour trois violons de Bach. En milieu de table, le chef Guennadi Rojdestvenski, patron d'un orchestre nouvellement constitué, prêt à Menuhin pour sa tournée, recevait entre deux toasts les compliments mérités de la vedette de la soirée : « Jamais cors et bassons ne m'ont aussi bien accompagnés dans Beethoven. »

La main calleuse du violoniste serrait les doigts de Victoria Postnikova, femme de Rojdestvenski, pianiste prodigieuse par sa puissance et ses nuances au clavier, Richter au féminin que l'Union soviétique a longtemps tenue cachée; (l'émission que Monessingon lui a consacrée est passée sur Antenne 2 un 4 août à 23 heures).

Pour donner d'autres récitals avec Postnikova, Menuhin ferait tous les voyages à Moscou qu'on lui demanderait. A son sujet, il a même évoqué (« ma seconde sœur ») le souvenir d'Hephzibah. Mais, comme disait M. Kasinin, les artistes soviétiques ne vont plus cesser de voyager. Alors, on n'a pas fini d'entendre parler du duo Menuhin-Postnikova en tournée.

ANNE REY.

(1) Fatsé Marconi a réédité l'an dernier un coffret de trois disques, et trois albums isolés, témoignages merveilleux de la meilleure période de l'interprète (1929-1939) (Le Monde daté du 26 avril 1986).

(2) Yehudi Menuhin a consacré les principes de son enseignement dans un ouvrage récemment traduit en français : la Leçon du maître (Ed. Buchet-Chastel). Certains de ces textes théoriques et pratiques ont été traduits et traduits par Bruno Monessingon (Variations sans thème) et dans un ouvrage à paraître, toujours chez Buchet-Chastel : L'Art, un espoir pour l'humanité (traduit de l'allemand par Sylvie Escal-Montreuil).

Mais le rayonnement de l'interprète s'exerce également sur les non-violonistes : le jeune pianiste français Jean-Marie Laisné, qui a étudié pendant son adolescence à la Menuhin School, près de Wimbledon, dans le Surrey, joue le 30 novembre, sous la direction de Menuhin à Trieste, le Troisième Concerto de Beethoven avec l'Orchestre de chambre de Paloque. Le même Laisné, espoir déjà confirmé du piano français, donne sous le patronage des pianos Yamaha, le 2 décembre, son premier grand récital parisien au Théâtre des Champs-Élysées (Chopin : Mazurkas, Scherzos ; Hrabstke : Fauré : deux nocturnes ; Schumann : Davidbinderlied).

M

OZART LA PETITE MUSIQUE DES MOTS.

Septembre 1777, Mozart quitte Salzbourg pour Munich, Manabeim, Paris...
De ce long périple, capital pour la formation du jeune génie, il nous reste toutes les lettres échangées, qui retracent sa vie, ses amours, ses amours...
Un document sans équivalent dans l'histoire de la musique.
Edition française par Geneviève Geffray. Collection Harmoniques dirigée par Jean-Michel Nectoux. 512 pages, 169 F.

ORBUSIE

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-1233).

L'AVENTURE LE CORBUSIER, 1987-1988. Grande galerie. Jusqu'au 3 janvier.

LUCIO FONTANA, Rétrospective. Musée (2^e étage). Jusqu'au 11 janvier.

REBUS-OBJET ou Quand les choses se pressent pour des mots. De M.-H. De Larminat. Atelier des enfants. Jusqu'au 5 décembre.

CENSURES, De la Bible aux Larvins d'Enos. Le livre et la censure en France. Galerie de la BPI (2^e étage). Jusqu'au 11 janvier.

GIANNI MICHELLOCCI, Dessins d'architecture. CCI jusqu'au 4 janvier.

FAIRE LA VILLE EN SUÈDE, Centre d'information du CCI. Jusqu'au 30 novembre.

MÉMOIRES DU FUTUR, Bibliothèque et technologies. Galerie du CCI. Jusqu'au 18 janvier.

PIERRE DUBREUIL, Salle d'art graphique. Jusqu'au 4 janvier.

TELEMATIQUE ET CRÉATION, Programme Mésaïk. Jusqu'au 14 décembre.

L'UNIVERS D'HERGÉ, Jusqu'au 7 décembre.

IMMIGRATION D'EN FRANCE, Galerie du Forum. Jusqu'au 4 janvier.

Musées

FRAGNARD, Jusqu'au 4 janvier. Entrée : 28 F. le samedi : 20 F. Galerie nationale du Grand Palais, avenue du Général Eisenhower (42-56-02-24). Sauf mardi, de 10 h à 20 h. mer. jusqu'à 22 h.

TRÉSORS DES PRINCES CELTES, Grand Palais (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 février.

LE TROISIÈME ŒIL de JACQUES-HENRI LARTIGUE, photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-56-57-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 31 janvier 1988.

MAC 2000/ART 87, Peintures. Grand Palais. Voir ci-dessus (42-56-43-07). Nourture le 27 jusqu'à 22 h. Jusqu'au 27 novembre.

LE SOULIER DE SATIN, Paul Claudel • Antoine Vitez. Grand Théâtre. 47.27.81.15. Du 8 novembre au 20 décembre. JOLIE EN SEMAINE EN 3 SOIRÉES. le dimanche en continué de 19 h à minuit. Relâche lundi et mardi.

PETIT MONTPARNAISE - PINTER PROLONGATION

THEATRE

Anny DUPEREY, Pierre VANECK, Fabrice LUCHINI

LE SECRET, Henry BERNSTEIN

Nicolas JAMET, Jean HACHE, Odile MAILLET

PREMIERE LE 28 - LOC : 43.22.77.74

UNE LUNE CAC d'ANNECY, Théâtre Eclair

POUR LES DESHERITES, Eugène O'Neill • Alain FRANCON

Théâtre Génier. 47.27.81.15. Du 19 novembre au 19 décembre à 20 h 30. Dimanche à 15 h. Relâche dimanche soir et lundi.

MAISON DE POUPEE, Henrik Ibsen

Mise en scène : Claude Santelli

Avec Jean-Marc Bory, Nathalie Fillion, Ariette Gilbert, Jean-Jacques Moreau, Magalie Renoir, Claire Wauthion, Wladimir Yordanoff

LEQUEL EST FOU DE NOUS DEUX ?, Luigi Pirandello

Mise en scène : Philippe Brigaud

Avec Michel Duchaussoy et Philippe Brigaud

THEATRE DE LA COMMUNE Loc. 48.34.67.67 et FNAC

INVENTAIRES, Minyana / Cantarella

à partir du 23 nov. 19 h 30

SALON DELA MUSEOLOGIE

Pour vous procurer le GUIDE du 1^{er} SALON DE LA MUSEOLOGIE

PASSION : 25, rue Falguère - 75015 PARIS

Jourez à votre carte de visite un règlement de 70 Frs (port compris).

54^e SALON DES ARTISTES DÉCORATEURS, Biennale de la création contemporaine. Grand Palais (voir ci-dessus). Entrée : avenue Winston Churchill. Du 26 novembre au 20 décembre.

CHICAGO, NAISSANCE D'UNE MÉTROPOLE, Jusqu'au 3 janvier. Expositions-dossiers (1913) : Le Théâtre des Champs-Élysées, Eugène Ionesco. Dessins inédits. Bouvard, photographes. Censures d'Enfer et Primitif pour Jeanne d'Arc, opéra de Mermoz. Paris de Chateaubriand - la Ballon et le Pigeon. Jusqu'au 27 janvier. Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse (45-49-11-11). Sauf lundi, de 10 h à 18 h ; le jeudi jusqu'à 21 h 15. Entrée : 21 F. le dimanche 11 F.

DE GRECO A PICASSO, Jusqu'au 3 janvier. SOLEIL ET OMBRES. L'art portuaire du XIX^e siècle. Jusqu'au 3 janvier. Musée du Petit Palais, avenue Winston Churchill (42-65-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40, le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 30 F. demi-tarif 20 F.

LE SIECLE DE PICASSO, Du 10 octobre au 3 janvier. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (47-23-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 19 h ; le mercredi jusqu'à 20 h 30.

PICASSO DESSINATEUR, Musée Picasso. Hôtel Salé, 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). De 9 h à 15 h 15. Jusqu'au 4 janvier.

REGALIA, Instruments du sacre antérieurs à la Révolution. Les « Hommes de Charlemagne ». Le Louvre (42-60-33-26). Département des objets d'art. Entrée Saint-Germain-Auxerrois. Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 20 F. (gratuit le dimanche). Jusqu'au 11 janvier.

NOUVELLES ACQUISITIONS DU DÉPARTEMENT DES PEINTURES, 1983-1986. Musée du Louvre. Pavillon de Flore (entrée provisoire sur le quai des Tuileries, face au Pont-Royal) (42-60-33-26). Sauf le mardi, de 9 h à 17 heures. Entrée : 20 F. (gratuit le dimanche). Du 28 novembre au 25 avril.

LA COLLECTION D'ALBERT P. DE MIRIMONDE, Le Louvre (voir ci-dessus). Du 28 novembre au 25 avril.

CHEFS-D'ŒUVRE DE LA COLLECTION SAINT-MORIS, Au cabinet des

dessins. Le Louvre (voir ci-dessus). Du 28 novembre au 15 février.

JOUEVET, DULLIN, BATY, PITTOFF, Le Cartel. Bibliothèque nationale. Galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu. Tous les jours de 12 h à 18 h jusqu'au 31 janvier.

SCULPTEURS DE RÊVES - L'ATELIER BUSATO, Monnaie de Paris, 11, quai de Conti. Sauf le 25 décembre, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 30 décembre.

DONATION DUHEM, Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-34-07-02). Sauf le lundi, de 10 h à 17 h 30.

LA MODE AU MUSÉE, Palais Galliera, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Sorbie (47-20-85-46). Jusqu'au 10 janvier.

ILSE BING-PARIS 1931-1952, Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Du 30 novembre au 31 janvier.

WAGONS-LITS A L'AFFICHE, Musée de la Publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 18 janvier.

L'AFFICHE DE LIBRAIRIE AU XIX^e SIÈCLE, 28, avenue de la République (voir ci-dessus). Jusqu'au 18 janvier.

LE JOUET DE BOIS, De tous les temps, de tous les pays. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-33-15). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h. Jusqu'au 14 février.

ARNE JACOBSEN, Architecte et designer danois 1902-1971. Musée des Arts décoratifs (voir ci-dessus). Sauf lundi et mardi, de 10 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. De 18 novembre au 31 janvier.

LA TABLE D'UN ROI, L'orfèvrerie du XVIII^e siècle à la cour de Danemark. Musée des Arts décoratifs (voir ci-dessus). Sauf lundi et mardi, de 10 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h. Jusqu'au 31 janvier.

ORNEMENT DE LA DURÉE, Musée Rodin, hôtel Biron, 7, rue de Varenne (47-05-01-34). Jusqu'au 30 novembre.

LA MAISON INTELLIGENTE, Maison de l'habitat. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue de la Libération (40-05-72-72). Jusqu'au 17 janvier.

ROUALES, Cité des sciences et de l'industrie (voir ci-dessus) Jusqu'au 26 décembre.

ARCHÉOLOGIE DU LIVRE MÉDÉVAL, Bibliothèque de l'Arsenal, 1, rue de Solay. Tous les jours, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 31 janvier.

ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES, Nouvelles acquisitions. Océris, choisir. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma Gandhi (47-47-49-60). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 12 F. le samedi : 10 F. Jusqu'au 28 mars.

L'ART DE LA RELIURE (XVI^e-XVIII^e siècles), Conservatoire national des arts et métiers, 292, rue Saint-Martin (42-71-24-14). Jusqu'au 15 janvier.

ANCIEN PÉROU, Vie, pouvoir et mort. Musée de l'Homme, palais de Chaillot (42-33-70-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Jusqu'au 15 janvier.

ESPACE FRANÇAIS, Vision et Aménagement. Centre d'Art contemporain, 267, rue de Valenciennes (42-60-15-03). Jusqu'au 4 décembre.

ALGERIE, EXPRESSIONS MULTIPLES, Jusqu'au 4 janvier 1988.

RENZO PIANO, Projets et architectures. Chapelle de la Sorbonne. Sauf lundi, de 12 h à 19 h 30. Jusqu'au 17 décembre.

MARIO MERZ, Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 47, boulevard de l'Hôpital (42-33-70-60). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30.

GRANDVILLE, Dessins originaux. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf le lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 3 janvier.

LE MAROIS DE DELACROIX, Musée Delacroix, 6, rue de Furstenberg (45-42-29-34). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Jusqu'au 27 février.

ARCHITECTURES POSTALES, 1887-1987. Musée national des monuments français. Palais de Chaillot. Place du Trocadéro. Jusqu'au 3 janvier.

THÉATRE ET LITTÉRATURE EN CHINE, Musée Rodin, 7, rue de Valenciennes (42-71-24-14). Du lundi au vendredi, de 11 h à 17 h 30. Jusqu'au 31 décembre.

RAFAEL BORDALO PINHEIRO et la société de son temps. Centre culturel portugais. Avenue d'Iéna (47-20-85-43). Jusqu'au 22 décembre.

DEGOTTIX, Galerie de France, 52, rue de Valenciennes (42-71-24-14). Jusqu'au 10 janvier.

CHARLOTTE CALMIS, Galerie Daniel, 22, rue de Beauce (42-61-20-63). Jusqu'au 25 décembre.

CHASSAIGNOT, Œuvres de 1971 à 1987. Galerie Fanny Guillou-Laffaille, 133, boulevard Haussmann, (45-63-52-00). Terres cuites et dessins récents. Galerie de France, 52, rue de Valenciennes (42-71-24-14). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 12 décembre.

CHATEL, Galerie Cahn Mérite, 17, rue des Beaux-Arts (46-33-04-18). Jusqu'au 20 décembre.

LEONARDO CROMONINI, Galerie Claude Bernard, 7 et 9, rue des Beaux-Arts (43-26-07-07). Jusqu'au 28 novembre.

JEAN DEYROLLE, Galerie Talarin, 13, rue de Valenciennes (42-71-24-14). Jusqu'au 28 novembre.

DEGLASSER, Galerie Cifrag, 46, rue de l'Université (42-96-69-57). Jusqu'au 19 décembre.

JEAN EDELMANN, Galerie d'Art International, 12, rue Jean-Ferrand (45-48-84-28). Jusqu'au 28 novembre.

PHILIPPE FAVIER, Parisienne. Galerie Yvon Lambert, 3, rue du Général-Saint-Lazare (42-71-04-25). Du 28 novembre au 19 décembre.

ALAIN FLEISCHER, Galerie Michèle Chemet, 24, rue Beaumont (42-78-05-42). Jusqu'au 5 décembre.

HENRI GOETZ, Galerie Almazan, 10, rue de la Grange-Batelière (45-23-41-13). Jusqu'au 19 décembre.

LOIC LE GROSMEILLER, Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-03-33). Du 28 novembre au 20 décembre.

JEAN-MARIE HAESSE, Galerie Lucien Durand, 19, rue Mezzanine. Du 19 novembre au 19 décembre.

HANS HARTUNG, Galerie Daniel Gervis, 14, rue de Grenelle (45-44-41-90). Jusqu'au 19 décembre. Œuvre gravé. Artcurial, 9, avenue Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 12 décembre.

ALFRED HRIDICKA, Galerie Valmy, 22, rue de Seine (43-34-66-75). Jusqu'au 28 novembre.

JOHN HILLIARD, Galerie Liliane et Michel Durand-Dessert, 3, rue des Hauts-diffettes (42-77-63-60). Jusqu'au 28 novembre.

CLAUDE GOULET, Centre culturel canadien, 5, rue de Constantine (45-51-35-73). Sauf le lundi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 13 décembre.

FORMES SUÉDOISES SUR TEXTILES, Espace Nord 1982-1987. Centre culturel suédois, 11, rue de Payenne (42-71-82-20). De lundi à vendredi, de 12 h à 18 h ; Samedi et dimanche de 14 h à 18 h. Jusqu'au 16 janvier.

MAX REGER, Goethe Institut, 17, avenue d'Iéna. Sauf samedi et dimanche, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 17 décembre.

JAN BEUTNER, Institut allemand, 121, rue de Lille (47-05-85-99). Sauf lundi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 20 décembre.

TRÉSORS DU MUSÉE INTERNATIONAL D'HORLOGERIE, Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-87-27-00). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 3 avril.

LES JEUNES ILLUSTRATEURS JAPONAIS, Hall de CNAF, 27, avenue de l'Opéra. Sauf samedi et dimanche, de 12 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 11 décembre.

UTRILLO, VALADON, UTTER, Trison de Bagatelle. Bois de Boulogne, route de St-Denis. Tous les jours de 11 h à 17 h. Jusqu'au 3 janvier.

CHEFS-D'ŒUVRE INÉDITS DE L'AFRIQUE NOIRE, Musée Dapper, 25, avenue de Tourville (45-05-08-46). Sauf dimanche, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 23 avril.

HARRY O. MEERSON, Transcendances et transparences. Espace photographique de Paris. 4, Grande-Galerie (entrée : Pont-Neuf, rue du Pont-Neuf) (42-66-81-89). Jusqu'au 31 janvier.

PREYET, POÈTE POUR TOUS, 101, rue Rambuteau. Entrée libre tous les jours, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 27 décembre.

FRANÇOIS STABLY et PARVINE CURIE, Fondation Mona Bismarck, 34, Avenue de New-York. Sauf dimanche, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 12 décembre.

Galerie

MODERNES FOR EVER, Galerie François Bazard, 11, avenue de l'Échiquier (45-25-52-73). Jusqu'au 19 décembre.

LES PAYSAGES. LA RONDE DES SAISONS DANS LES ÉCOLES DU NORD, Galerie Salpêtrière, 267, rue Saint-Honoré (42-60-15-03). Jusqu'au 4 décembre.

SOUVENIRS DE MARBRE, Galerie E. Koutoulakia, 4, rue de l'Écluse (42-60-65-43). Jusqu'au 31 décembre.

MAÎTRES IMPRESSIONNISTES ET MODERNES, Galerie Daniel Malingue, 26, avenue Matignon (42-66-40-33). Jusqu'au 19 décembre.

LES SAISONS DANS LES ÉCOLES DU NORD, Galerie d'Art Salpêtrière, 267, rue Saint-Honoré (42-60-15-03). Jusqu'au 4 décembre.

HARTER, 60-68, Galerie Prax/Delaunay, 10, rue Saint-Sabin (43-38-52-60). Jusqu'au 16 janvier.

PEINTURE POUR LA CÉRÉMONIE, 1980-2000, 8, rue Bouaparis (45-23-84-20). Jusqu'au 3 décembre.

PIERRE ALECHINSKY, Traces et frontières originales pour étoile de Gérard Macé. JAN VOSS, JACQUES BOURG, 13, rue de Valenciennes (42-60-15-03). Jusqu'au 9 janvier.

CLAUDE ET FRANÇOIS-XAVIER LALANNE, HELMUT NEWTON, Galerie Daniel Tampion, 1, impasse Beaumont (42-71-24-14). Du 28 novembre au 31 décembre.

THOMAS RUFF, MARIE-FRANÇOISE POUTAY, Galerie Claude Bernard, 7 et 9, rue des Beaux-Arts (43-26-07-07). Jusqu'au 28 novembre.

BAZAINE, Galerie Adrien Maeght, 42-46, rue de la Boétie (45-48-45-13). Jusqu'au 19 décembre.

CHRISTIAN REHARD, Galerie Promont, 35, rue de Seine (43-34-66-75). Jusqu'au 19 décembre.

STRAN, Galerie Louis Carré et Co, 10, avenue de Messine (45-62-57-07). Jusqu'au 12 décembre.

FRANÇOIS BOISRON, Galerie Beaumont, 23, rue de Valenciennes (42-71-24-14). Jusqu'au 28 novembre.

CHARLOTTE CALMIS, Galerie Daniel, 22, rue de Beauce (42-61-20-63). Jusqu'au 25 décembre.

CHASSAIGNOT, Œuvres de 1971 à 1987. Galerie Fanny Guillou-Laffaille, 133, boulevard Haussmann, (45-63-52-00). Terres cuites et dessins récents. Galerie de France, 52, rue de Valenciennes (42-71-24-14). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 12 décembre.

CHATEL, Galerie Cahn Mérite, 17, rue des Beaux-Arts (46-33-04-18). Jusqu'au 20 décembre.

LEONARDO CROMONINI, Galerie Claude Bernard, 7 et 9, rue des Beaux-Arts (43-26-07-07). Jusqu'au 28 novembre.

JEAN DEYROLLE, Galerie Talarin, 13, rue de Valenciennes (42-71-24-14). Jusqu'au 28 novembre.

DEGLASSER, Galerie Cifrag, 46, rue de l'Université (42-96-69-57). Jusqu'au 19 décembre.

JEAN EDELMANN, Galerie d'Art International, 12, rue Jean-Ferrand (45-48-84-28). Jusqu'au 28 novembre.

PHILIPPE FAVIER, Parisienne. Galerie Yvon Lambert, 3, rue du Général-Saint-Lazare (42-71-04-25). Du 28 novembre au 19 décembre.

ALAIN FLEISCHER, Galerie Michèle Chemet, 24, rue Beaumont (42-78-05-42). Jusqu'au 5 décembre.

HENRI GOETZ, Galerie Almazan, 10, rue de la Grange-Batelière (45-23-41-13). Jusqu'au 19 décembre.

LOIC LE GROSMEILLER, Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-03-33). Du 28 novembre au 20 décembre.

JEAN-MARIE HAESSE, Galerie Lucien Durand, 19, rue Mezzanine. Du 19 novembre au 19 décembre.

HANS HARTUNG, Galerie Daniel Gervis, 14, rue de Grenelle (45-44-41-90). Jusqu'au 19 décembre. Œuvre gravé. Artcurial, 9, avenue Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 12 décembre.

ALFRED HRIDICKA, Galerie Valmy, 22, rue de Seine (43-34-66-75). Jusqu'au 28 novembre.

JOHN HILLIARD, Galerie Liliane et Michel Durand-Dessert, 3, rue des Hauts-diffettes (42-77-63-60). Jusqu'au 28 novembre.

CHRISTIAN JACCARD, Galerie Brownstones et Co, 9, rue Saint-Giles (42-78-43-21). Jusqu'au 9 janvier.

KNOBLAUCH, Galerie Frank Berndt Bastille, 4, rue Saint-Sabin (43-35-34-07). Jusqu'au 24 décembre.

LAGNEAU, Temples-cabanes. Galerie du Roi de Sicile, 20, rue du Roi de Sicile (40-27-07-27). Jusqu'au 16 janvier.

LAMSWERDE, Galerie Keller, 15, rue Keller (43-00-41-47). Jusqu'au 2 janvier.

LAPICQUE, Mythologie marins. Galerie Patrice Trigano, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 28 novembre.

MAXIMILIEN LUCIE, Espace photographique. Galerie H. Odeyran, 85 bis, rue de Flandre-Saint-Honoré (42-66-92-58). Jusqu'au 30 janvier.

PIERRE MAILLE, Galerie Georges Luvion, 42, rue Beaumont (42-72-71-19). Jusqu'au 9 janvier.

LOIC MADON, Galerie Lucie Weil-Seligman, 4, rue Bonaparte (43-54-71-95). Jusqu'au 5 décembre.

RAFAEL MAHDAVY, Galerie Stadler, 51, rue de Seine (42-26-91-10). Jusqu'au 19 décembre.

CINEMA

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-94-34-34)

MERCREDI
Dynamite (1929), de Cecil Blount de Mille, 16 h; Madame Satan (1930, v.a.), de Cecil Blount de Mille, 19 h; Double Impasse (1986, v.a.), de Robin Swicord, 21 h 15.

JEUDI
The Squaw Man (1931, v.a.), de Cecil Blount de Mille, 16 h; Le Signe de la croix (1932, v.a.), de Cecil Blount de Mille, 19 h; Ernie (1967, v.a.), de Don Owen, 21 h 15.

VENDREDI
La Loi du lynch (1933, v.a.), de Cecil Blount de Mille, 16 h; Four Righteous People (1933-1934, v.a.), de Cecil Blount de Mille, 19 h; Sur la route (1970, v.a.), de Donald Siebel, 21 h 20.

SAMEDI
Chaplin (1934, v.a.), de Cecil B. de Mille, 15 h; Le Père à l'école (1932), de Julien Duvivier, 17 h 15; Les Croisades (1935, v.a.), de Cecil Blount de Mille, 19 h; Crimes de la femme (1970, v.a.), de David Cronenberg, 21 h 30.

DIMANCHE
Une aventure de Buffalo Bill (1936, v.a.), de Cecil Blount de Mille, 15 h; Sid-Brakins (1939), de Marc Didier, 17 h 15; Les Filles du désert (1937, v.a.), de Cecil Blount de Mille, 19 h; Paris-son-d'homme (1976), de Jean-Claude Lord, 21 h 15.

LUNDI
La Lumière (1967), de Souleymane Cladi, 21 h.

MARDI
Pacific Express (1938, v.a.), de Cecil Blount de Mille, 16 h; Les Troupes écarlates (1940, v.a.), de Cecil Blount de Mille, 19 h; La Tentative d'assassinat (1972), de Jacques Lelouch, 21 h 30.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (47-78-35-57)
MERCREDI
L'Empire du passé (1923), de Cecil Blount de Mille, 15 h; Chien-Ghi (1967, v.a.), de Abel Ferrara, 19 h.

JEUDI
Le Bataillon de la Volga (1926), de Cecil Blount de Mille, 15 h; Meurtre par décret (1978, v.a.), de Bob Clark, 17 h 15; Un enfant du pays (1967, v.a.), de Jerrold Freedman, 19 h 15.

VENDREDI
Le Roi des rois (1926), de Cecil Blount de Mille, 15 h; Playing away (1986, v.a.), de Horace Ove, 19 h.

SAMEDI
Les Dames du cœur (1926), de Cecil Blount de Mille, 15 h; Dynamite (1929), de Cecil Blount de Mille, 17 h 15; Angelo, les faubourgs (1997, v.a.), de Carlos Reichenbach, 19 h 30; Swan Song (1986, v.a.), de Zhang Zhenzhen, 21 h 30.

DIMANCHE
Madame Satan (1930, v.a.), de Cecil Blount de Mille, 15 h; The Squaw Man (1931, v.a.), de Cecil Blount de Mille, 17 h 15; Histoire d'Orestie (1987, v.a.), de Jacques Oppenau et Sou-

Jacob, 19 h 15; La vie est belle (1987, v.a.), de Randa Lamy et Nguema Mwana, 21 h 15.

LUNDI
Le Signe de la croix (1932, v.a.), de Cecil Blount de Mille, 15 h; Le Signe de la croix (1932, v.a.), de Cecil Blount de Mille, 17 h 15; Double Impasse (1986, v.a.), de Robin Swicord, 21 h 15.

MARDI
SALLE GARANCE. CENTRE GEORGES POMPIDOU (47-78-37-29)

MERCREDI
Hommage à Pierre Brasseur: Balade de Paris (1954), de Marcel Guitard, 14 h 30; Le Bataillon d'acier (1953), de Gérard Calvoco, 14 h 30; Proche du paradis (1950), de Marcel Guitard, 17 h 30; Les Dégâts de la conscience (1957), de Christian-Jaques, 17 h 30; Le Vengeance d'une orpheline russe (1965), de François Laperche et Monique Laporte, 20 h 30; Le Ruisseau (1958), de Maurice Lehmann et Claude Autant-Lara, 20 h 30.

JEUDI
Hommage à Pierre Brasseur: Calligraphie japonaise (1961), de Pierre Abichy, 14 h 30; Les Trois Couronnes de métal (1962), de Raoul Ruiz, 14 h 30; L'Armée (1969), de Jean-Pierre Lèonard, 17 h 30; Tirocques (1933), d'Henri Weisberg, 17 h 30; Les Deux hommes (1960), d'Alberto Cavallotti, 20 h 30; Ra-cade (1927), d'Alberto Cavallotti, 20 h 30.

VENDREDI
Hommage à Pierre Brasseur: Les Marins (1957), de François Reichbach, 14 h 30; La Déclaration (1961), de Jacques David-Valerme, 14 h 30; Libre de sa vie (1969), de Jean-Pierre Lèonard, 17 h 30; Péri (1970), de Jean Renoir, 17 h 30; Auto-portrait (1963), de Gérard Philou, 20 h 30; L'Amant de Lady Chatterley (1955), de Marc Allégret, 20 h 30.

SAMEDI
Hommage à Pierre Brasseur: Mario Pratino (1968), de Lucien Clergue, 14 h 30; L'Affaire du courrier de Lyon (1937), de Maurice Lehmann et Claude Autant-Lara, 14 h 30; La Piste Lib (1928), d'Alberto Cavallotti, 17 h 30; Fantômes (1932), de Paul Fejos, 17 h 30; Le Coup du bourgeois (1954), de Jacques Rivette, 20 h 30; Vivre au jour (1962), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Hommage à Pierre Brasseur: On demande grand-père (1982), de Gabe Brasseur, 14 h 30; Le Tuteur des Pêcheurs (1949), de Marcel Abolm, 14 h 30; Records 37 (1937), de Jean Tardieu et Jacques Bréchet, 17 h 30; Fantômes (1932), de Paul Fejos, 17 h 30; Le Coup du bourgeois (1954), de Jacques Rivette, 20 h 30; Vivre au jour (1962), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

LUNDI
Hommage à Pierre Brasseur: Les Quatre Jambes (1931), de Marc Allégret, 14 h 30; La route (1929), de Robert Florey, 14 h 30; Le Chant de Styrone (1958), d'Alain Renais, 17 h 30; Ma nuit chez Maud (1969), d'Éric Rohmer, 20 h 30.

17 h 30; Un coup pour rien (1970), de Jean-Louis Comolli, 20 h 30; Gilda de parvenue (1951), de Roger Richelieu, 20 h 30.

MARDI
Les exclusivités

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-Al. v.a.): Gaumont Odeon, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Odeon, 2^e (47-42-60-33); Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-29-46); La Bastille, 11 (43-54-67-70); Biscuits Montparnasse, 15 (45-44-22-02).

L'AMI DE MON AMIE (Fr.): Elysees Lincoln, 9 (43-59-36-14); Trois Parisiennes, 10 (45-20-30-19).

ANCESTRAL (Fr. v.a.): Épis de Bois, 5 (43-57-57-47).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-Al.): Gaumont les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Odeon, 2^e (47-42-60-33); 14 Juillet Odeon, 6 (45-25-59-43); Gaumont Odeon, 1^{er} (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 2^e (47-42-60-33); Gaumont Odeon, 3^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 4^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 5^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 6^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 7^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 8^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 9^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 10^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 11^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 12^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 13^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 14^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 15^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 16^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 17^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 18^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 19^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 20^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 21^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 22^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 23^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 24^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 25^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 26^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 27^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 28^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 29^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 30^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 31^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 32^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 33^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 34^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 35^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 36^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 37^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 38^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 39^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 40^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 41^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 42^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 43^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 44^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 45^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 46^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 47^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 48^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 49^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 50^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 51^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 52^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 53^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 54^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 55^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 56^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 57^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 58^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 59^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 60^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 61^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 62^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 63^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 64^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 65^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 66^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 67^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 68^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 69^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 70^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 71^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 72^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 73^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 74^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 75^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 76^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 77^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 78^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 79^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 80^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 81^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 82^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 83^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 84^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 85^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 86^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 87^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 88^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 89^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 90^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 91^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 92^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 93^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 94^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 95^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 96^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 97^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 98^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 99^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 100^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 101^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 102^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 103^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 104^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 105^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 106^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 107^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 108^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 109^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 110^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 111^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 112^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 113^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 114^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 115^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 116^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 117^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 118^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 119^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 120^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 121^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 122^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 123^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 124^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 125^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 126^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 127^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 128^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 129^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 130^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 131^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 132^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 133^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 134^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 135^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 136^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 137^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 138^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 139^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 140^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 141^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 142^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 143^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 144^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 145^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 146^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 147^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 148^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 149^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 150^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 151^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 152^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 153^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 154^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 155^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 156^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 157^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 158^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 159^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 160^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 161^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 162^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 163^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 164^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 165^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 166^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 167^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 168^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 169^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 170^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 171^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 172^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 173^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 174^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 175^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 176^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 177^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 178^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 179^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 180^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 181^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 182^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 183^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 184^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 185^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 186^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 187^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 188^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 189^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 190^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 191^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 192^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 193^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 194^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 195^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 196^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 197^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 198^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 199^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 200^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 201^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 202^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 203^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 204^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 205^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 206^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 207^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 208^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 209^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 210^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 211^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 212^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 213^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 214^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 215^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 216^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 217^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 218^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 219^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 220^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 221^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 222^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 223^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 224^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 225^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 226^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 227^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 228^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 229^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 230^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 231^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 232^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 233^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 234^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 235^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 236^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 237^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 238^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 239^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 240^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 241^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 242^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 243^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 244^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 245^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 246^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 247^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 248^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 249^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 250^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 251^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 252^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 253^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 254^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 255^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 256^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 257^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 258^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 259^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 260^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 261^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 262^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 263^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 264^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 265^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 266^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 267^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 268^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 269^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 270^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 271^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 272^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 273^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 274^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 275^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 276^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 277^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 278^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 279^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 280^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 281^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 282^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 283^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 284^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 285^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 286^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 287^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 288^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 289^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 290^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 291^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 292^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 293^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 294^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 295^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 296^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 297^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 298^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 299^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 300^e (43-59-36-14); Gaumont Odeon, 301^e (43-59-36-14); Gaumont Ode

Communication

Aux journées de l'IDATE

La CNCL et ses modèles étrangers

Placées sous le thème des « réseaux privés », les neuvièmes journées internationales de l'Institut pour le développement de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe (IDATE) ont permis, du 18 au 20 novembre à Montpellier, aux acteurs de la prochaine déréglementation des télécommunications de préciser leurs positions.

Des trois institutions comparables, car elles couvrent à la fois l'audiovisuel et les télécommunications (1), la plus vieille et la plus puissante est sans conteste la Federal Communications Commission (FCC) basée à Washington. Assistée d'une horde d'avocats et d'ingénieurs, ses cinq membres, dont le président a voix prépondérante, ont la haute main sur toutes les fréquences du pays. Tout comme leurs homologues canadiens du Conseil pour la radiodiffusion et les télécommunications du Canada (CRTC), ils délivrent des licences valables cinq ans (et renouvelables, sauf en cas de manquement aux engagements souscrits) tant aux opérateurs de télévision ou de radio qu'aux compagnies de télécommunication.

La CNCL se distingue en ce domaine puisqu'elle peut accorder des autorisations allant jusqu'à une durée de douze ans (TF1, la 5 et M6 ont par exemple des autorisations de dix ans).

Une différence qui a son poids, car la FCC, par exemple, qui a le droit d'infliger des amendes pour faire respecter ses décisions, estime que leur montant (20000 dollars au maximum) est finalement peu dissuasif au regard des enjeux financiers du secteur. Comme le note Albert Halprin, ancien chef du bureau des *common carriers* (ou compagnies de téléphone) de la FCC : « Notre arme véritable est le retrait de la licence, ou plutôt la menace de son retrait, facilitée par une durée courte ». Une épée de Damoclès qui explique la présence à Washington de bureaux représentant aussi bien les entreprises du secteur que les consommateurs, et entretenant des contacts réguliers avec la FCC. Une industrie du « lobbying » dont le poids approche le milliard de dollars, sans commune mesure avec le budget de son institution centrale.

Autre différence importante entre les trois autorités : l'étendue des mis-

La montée d'une concurrence privée face aux opérateurs publics met en lumière le rôle des instances de régulation. A l'heure où l'existence même de la jeune CNCL est contestée par certains, la comparaison avec ses homologues étrangers, esquissée lors d'une table ronde à Montpellier, n'en présente que plus d'intérêt.

sions. La FCC ne se préoccupe guère du contenu des programmes et la déréglementation chère à M. Ronald Reagan l'a poussée à se déposséder de ses dernières prérogatives dans ce domaine. La commission américaine se contente de veiller au maintien d'une concurrence équitable entre les différents médias, une tâche qui fait l'objet d'ajustements incessants. En revanche, le CRTC et la CNCL consacrent une bonne partie de leurs activités à faire respecter des quotas d'œuvres nationales dans la programmation des chaînes. Il est vrai que le Canada comme la France cherchent à protéger leurs industries de programmes de la forte concurrence américaine.

La situation est plus complexe en Grande-Bretagne. Le service public de l'audiovisuel y a son propre organe de contrôle intégré, le Board of Governors. Les chaînes privées se soumettent aux décisions de l'Independent Broadcasting Authority (IBA), alors que les réseaux câblés

dépendent de la Cable Authority. Enfin, l'OFTEL régle le marché des télécommunications, en veillant particulièrement à une compétition régulière entre l'énorme British Telecom et Mercury, la petite société privée née du libéralisme thatcherien.

Quelles leçons tirer de la confrontation, au moment où le sort de cette CNCL à peine adolescente est déjà suspendu à des échéances électoraux ? D'abord, que tout pouvoir de régulation s'installe par la durée, au fil d'une jurisprudence accumulée. Ensuite, que ce pouvoir passe au premier chef par l'information, qui dépend elle-même d'une capacité technique et financière importante, particulièrement dans le cas des télécommunications.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

(1) La Commission nationale de la communication et des libertés doit autoriser les réseaux de télécommunications dès le vote d'une loi organisant la concurrence dans ce secteur.

	France	Etats-Unis	Canada
Nom	CNCL	FCC	CRTC
Date de création	1986	1934	1968
Budget annuel (MF)	156	340	110
Personnel	185 (223 à terme)	1800	400
Nombre de membres	13	5	9 (+ 104 temps partiel)
Durée de leur mandat	9 ans	7 ans	7 ans (5 ans)
Désignation	Présidence de la République, du Sénat, de l'Assemblée nationale, 2 chambres. Com des comptes. Cour de cassation, Conseil d'Etat, Académie française : 1 chambre ; 3 membres coprés par les 10.	Présidence des USA (et confirmation par le Sénat).	Conseil des ministres.

Les difficultés de Cannon

La SEC met en lumière des irrégularités financières

La société Cannon, l'un des plus importants producteurs cinématographiques indépendants d'Hollywood, a de gros ennuis avec la Securities and Exchange Commission (SEC), qui reproche à MM. Yoram Globus et Menahem Golan, les deux dirigeants du groupe, d'avoir levé entre 1983 et 1986 400 millions de dollars en actions et obligations en donnant des informations financières faussées. La SEC accuse les responsables de Cannon d'avoir « falsifié matériellement les revenus et les coûts, sous-estimé le coût des films, incorrectement enregistré les résultats bruts et diffusé des rapports financiers trompeurs ». Cannon avait accepté, avant même l'injonction de la SEC, de suivre ses recommandations en offrant ses comptes à trois audits indépendants. Mais le rapport de l'autorité boursière risque aujourd'hui de provoquer la colère de certains actionnaires. Le holding luxembourgeois Interpart, qui détient, depuis juin, 50 % du capital Cannon, devait prendre le contrôle total du groupe. Mais il semble qu'il ait quelques problèmes depuis le krach boursier. Remis, filiale d'Interpart, qui devait racheter le parc immobilier de Cannon (salles de cinéma en Italie et en Grande-Bretagne), a provisoirement suspendu l'opération.

Inquiétudes à « Lyon-Libération »

LYON de notre correspondant

« Il n'est pas question de mettre la clef sous la paillasson ! » Cette réflexion d'un journaliste de Lyon-Libération fait au moins l'unanimité au sein de la petite équipe du dernier-né — le 5 septembre 1986 — des quotidiens lyonnais. Pour le reste, l'équipe paraît hésiter entre deux stratégies. Et vivre en attendant suspendue aux décisions « parisiennes » sur l'équilibre général du groupe. Jusqu'à présent, la filiale lyonnaise n'a pas été trahie par le conseil de surveillance de la maison mère. Mais le « découvert » de trésorerie prévu dans le budget 1987 est sur le point d'être dépassé et atteindrait, selon les sources et les références comptables, de 6,5 à 9 millions de francs.

M. René-Pierre Boullu, directeur de la publication, a proposé une politique de développement dont la création, à moindre frais techniques, de pages « localisées » sur quelques unes des grandes villes de la région.

De plus, l'ouverture du capital à une « société de lecteurs » est en cours. M. René-Pierre Boullu, qui a mis son mandat dans la balance, n'envisage pas une « sortie par le bas » de l'expérience. L'autre hypothèse est moins ambitieuse. Elle consisterait en un dégraissage substantiel des effectifs et en une restriction de pagination autonome de Lyon-Libé par rapport au titre parisien. Cette position ne paraît pas majoritaire au sein de l'équipe lyonnaise. Mais Lyon-Libé reste à l'évidence sous la menace de réactions parisiennes.

C. R.

LE MONDE DU VIN

ENVOI DU BULLETIN RÉPONSE

Attention il doit être envoyé avant le 30 novembre 1987 minuit (le cachet de la poste faisant foi) à l'adresse suivante :

GRAND CONCOURS
LE MONDE DU VIN
BP 4
LES LILAS 93260

Afin de poursuivre sa diversification dans l'écrit

M. Jean-François Kahn veut doubler le capital de « l'Événement du jeudi »

Deux mille à trois mille actionnaires de l'hebdomadaire *l'Événement du jeudi* sont attendus, le dimanche 29 novembre, au palais de la Mutualité à Paris, pour une assemblée générale extraordinaire. M. Jean-François Kahn, directeur de l'Événement, leur proposera de voter une augmentation de capital de l'ordre de 20 millions de francs.

Si cette proposition est acceptée, le capital actuel de l'hebdomadaire — 20 millions de francs répartis en quarante-trois mille actions possédées par dix-neuf mille personnes — s'en trouverait doublé. Il restera à procéder à une nouvelle demande de dossier à la Commission des opérations de Bourse afin de lancer ensuite un appel public à l'épargne comme l'hebdomadaire l'avait fait en février 1984, quelques mois avant sa création. M. Jean-François Kahn estime « la période actuelle opportune » pour doubler un capital qui devrait « servir à des opérations de diversification dans la presse écrite ».

L'Événement du jeudi a le vent en poupe. Selon les indications des NMPP, il a vendu entre 40 000 et 50 000 exemplaires à Paris en septembre-octobre. Une diffusion qui confirme les bons résultats de l'été, avant lequel l'hebdomadaire n'avait jamais dépassé 32 000 exemplaires à Paris. Quant à la diversification que veut accentuer le directeur de l'hebdomadaire, elle a déjà commencé : une nouvelle formule du mensuel *Paroles et Musique*, dont l'Événement détient 50 %, a été lancée et une maquette modernisée du mensuel *Sciences et Techniques*, racheté en septembre au groupe Expansion, est en préparation pour janvier 1988. Le journal prendra alors le titre de *Sciences et Technologies*.

Y.-M. L.

Sports

AUTOMOBILISME

La Peugeot 405 Turbo 16 se fera les griffes dans le Paris-Alger-Dakar

Après deux titres de champion du monde des rallyes avec la 205 Turbo 16, puis une saison de transition imposée par l'exclusion des voitures du groupe B de ces épreuves, Peugeot a présenté, le mardi 24 novembre, son programme de compétition 1988, qui sera principalement consacré aux rallyes-raids. Dès le prochain Paris-Alger-Dakar, la firme socialiste lancera aux côtés de la 205 Grand Raid, victorieuse en 1987 et confiée au Finlandais Juha Kankkunen, deux 405 Turbo 16 pilotées par le Finlandais Ari Vatanen et par le Français Henri Pescarolo.

Dix jours et près de 3000 kilomètres d'essais intensifs avec Ari Vatanen à la mi-novembre au Niger, entre Agadès et l'arbre du Ténéré, ont rassuré Jean Todt, le directeur de Peugeot-Talbot-Sport : la 405 Turbo 16, dernière-née des « Bonnes », peut être à son tour lâchée dans le désert.

Pour parcourir les pistes africaines, la 405 Turbo 16 disposera, il est vrai, du moteur développant 400 chevaux de la 205 Grand Raid dont la cylindrée a été augmentée de 1780 à 1905 centimètres cubes. Elle devrait même être mieux adaptée à la spécificité du terrain des rallyes-raids avec un couple porté de 38 à 50 mkg pour une plus grande souplesse du moteur, son aérodynamisme plus poussé permettant une économie de carburant de 5 % à 10 % et son meilleur équilibre lors des sursauts où la 205 Grand Raid avait tendance à « piquer du nez ».

De plus, les 405 Turbo 16, comme les 205 Grand Raid, bénéficieront de deux innovations : une injection électronique Marelli-Solex, qui devrait améliorer le fonctionnement du moteur, surtout à bas régime, et le système MTM mis au point par Michelin pour contrôler la pression de chaque pneu en course et déceler plus tôt les crevaisons.

La dernière-née des « Bonnes » ne bénéficiera pourtant pas d'un avantage de faveur par rapport à sa devancière. « La synergie entre la 205 de série et la turbo 16 de compétition avait été bien marquée que nous avons voulu refaire la même chose avec la 405 », explique Jean

Solomonte assistants

Les trois « Bonnes » ne seront pas lâchées sans assistance dans le désert. Une 205 Grand Raid pilotée par Alain Ambrosio, champion d'Afrique des rallyes, accompagné du mécanicien Alain Guédon, assurera les interventions rapides avec deux Peugeot P4. Sept camions Mercedes (quatre 4x4 et trois 6x6), placés sous la responsabilité de Georges Grégoire, assureront le transport de pièces. Aux neuf mécaniciens de piste s'ajouteront dix-huit autres, transportés en avion. L'équipe Peugeot sera composée de soixante personnes.

Disposant a priori des voitures les plus performantes et de l'assistance la mieux organisée, les trois équipes Peugeot partiront favoris du dixième Paris-Alger-Dakar. D'autant plus que Jean Todt, très anxieux pour sa première expérience l'an dernier, est désormais rassuré sur la qualité du carburant fourni par la compagnie algérienne Naftal, de même qu'il a obtenu auprès de René Metz et de Gilbert Sabine des assurances sur une plus grande rigueur sportive du rallye.

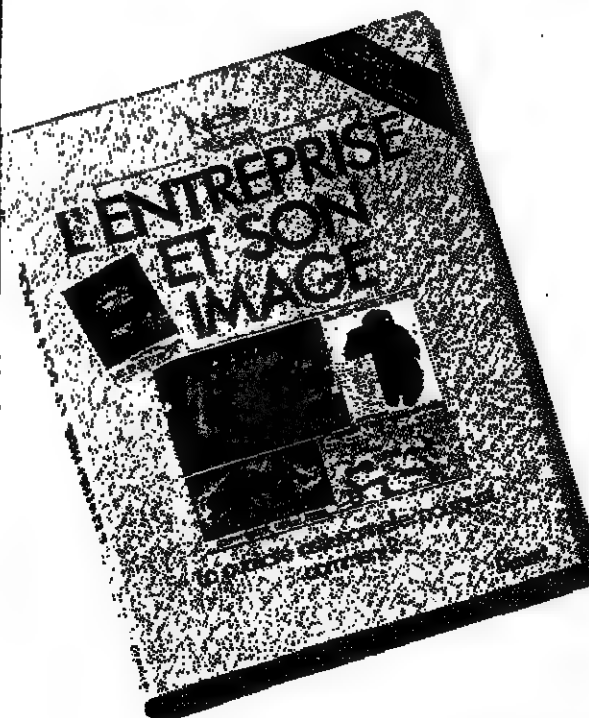
Le programme compétition de Peugeot sera complété en 1988 par les Rallyes de l'Atlas (Maroc en mai) et des pharaons (Égypte en octobre) et la course de côte de Pikes-Peak (Etats-Unis en juillet). La participation au Rallye de Tunisie (avril) et à la Baja 1000 espagnole n'est pas encore décidée.

Le premier trimestre 1988 sera aussi mis à profit par Peugeot-Talbot-Sport pour étudier et chiffrer une éventuelle participation au nouveau championnat du monde des voitures de production (modèles construits à vingt-cinq mille exemplaires par an au minimum, avec une grande liberté d'évolution pour le châssis et le moteur) lancé en 1989 et jugé « séduisant » par Jean Todt. Si une décision favorable était prise au cours du deuxième trimestre de 1988, la firme socialiste serait peut-être amenée à concevoir un moteur atmosphérique de 3,5 litres, également utilisé par les Formule 1. « Nous pourrions en faire profiter des écuries privées », dit le directeur de Peugeot-Talbot-Sport. Mais cela ne changerait pas notre décision de ne pas participer à la Formule 1 à moyen terme.

GÉRARD ALBOUY.

● VOLLEY-BALL : tournoi olympique de Séoul. — Le tirage au sort du tournoi olympique des Jeux de Séoul a été plutôt favorable pour l'équipe de France qui rencontrera, dans sa poule, les Etats-Unis, l'Argentine, le Japon, le représentant africain qui n'est pas encore connu, et un des deux pays désignés après les prochains tournois de qualification de Florence et d'Amsterdam. Pour se qualifier pour les demi-finales olympiques, les Français devront terminer à l'une des deux premières places de leur poule.

Ne soignez plus votre image au pif.



Nicole Hébert
Dunod

Pour la première fois en France, un livre aborde les enjeux de l'image de l'entreprise, à partir d'expériences recueillies dans le monde entier - 216 pages d'analyse et de conseils, 194 illustrations.

INTERNET
recherche pour

account extra

Service de la...
recherche pour...
recherche pour...
recherche pour...

AMARCO TV
R-127

organisations

son chef en E

ANNONCES

ANNONCES

ANNONCES

ANNONCES

ANNONCES

ANNONCES

ANNONCES

ANNONCES

ANNONCES

ANNONCES

ANNONCES

ANNONCES

ANNONCES

ANNONCES

ANNONCES

ANNONCES

ANNONCES

ANNONCES

ANNONCES

ANNONCES

ANNONCES

ANNONCES

ANNONCES

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE COURTAGE
recherche pour sa filiale au Bengale

Account executives (H./F.)

- Expérience de la vente.
- Connaissances dans le domaine financier.
- Mobilité.
- Disponibilité dans les semaines à venir.
- Une deuxième langue (anglais, allemand, néerlandais) serait un plus.

Rémunération élevée liée aux résultats.
Perspectives de carrière.

Envoyer c.v. à :

AMARCO TRADING LIMITED
162, boulevard E. Jacquemin,
B-1210 Bruxelles.

**urgent
organisation humanitaire**

**son chef de mission
en Ethiopie**

POSTE A RESPONSABILITES :

- Coordination d'une équipe de dix techniciens spécialisés.
- Gestion et négociation de projets.
- Contrôle des dépenses et des stocks de matériel.
- Anglais courant.
- Première expérience de travail dans le tiers-monde indispensable.
- Disponibilité immédiate.
- Indemnités mensuelles forfaitaires. Assurance sociale prise en charge sur place.

Envoyer CV + lettre + photo à : ACF
34, avenue Rellu, 75014 Paris.

ANNONCES DE PLACES VACANTES

Le CHUV, centre hospitalier universitaire vaudois, situé à Lausanne (Suisse), en bord de lac Léman, est au début de 1200 lits disposant d'un grand bloc opératoire plurispécialisé.

Pour compléter ses équipes d'infirmières, il cherche plusieurs

**INFIRMIERES
DE SALLE D'OPERATION D.E.**

- Si vous êtes :
- En possession d'un diplôme d'infirmière en soins généraux ;
 - Désireuse d'élargir votre champ d'activité ;
 - Attirée par la nouveauté ;
 - Dynamique et dotée d'un bon sens de l'initiative ;
 - Disponible pour une année ;
 - Agée de moins de 30 ans (autorisation de séjour).

- Si vous avez :
- Quelques années d'expérience dans trois ou quatre spécialités chirurgicales.

Veuillez adresser à :
M^{me} Edna Chevaley, Coordination des soins infirmiers,
CHUV, Mont-Pèlerin 24,

CH-1011 LAUSANNE
en joignant : une lettre de motivation, un c.v. détaillé,
copies de diplômes et certificats d'employeurs.

Délai de présentation : 30-11-87 au plus tard.
Des entretiens de candidature seront organisés en France ;
vous serez convoqués individuellement.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés
nationales ou internationales de faire publier
pour leur siège ou leurs établissements situés
hors de France leurs appels d'offres d'emploi.

Satellite Communications for people on the move

International employment opportunities at our HQ in LONDON

INMARSAT is a name you know. Widely acclaimed as leader in providing high-quality satellite communications services for the world's shipping and offshore industries, with over 6000 ship-earth stations installed, we are currently developing satellite services for aviation. And now we're planning to enter a further new field of business, in pursuit of our goal of universally available mobile satellite communications.

Market-led and commercially aware, we are developing land mobile services which use compact receiver-transmitters to provide data communications for long distance truck fleets, buses and railways, as well as personal communications such as paging. We are also looking into the possibility of land mobile voice communications.

With so much development work in progress, Marketing and Engineering professionals who join our international headquarters in London now will make a real impact on the evolution of global mobile communications.

If you want to be part of these exciting new developments, apply now for the following new appointments to be based in London.

GROUP LEADER Land-Mobile Services

To lead INMARSAT's business activities in this important new area, you'll need a solid communications engineering background, ideally in mobile radio, plus proven business acumen in a commercial arena. Backed up by a strong team of satellite experts, your role will be to ensure that all the engineering, marketing, financial and legal aspects come together successfully and on time.

MARKET DEVELOPMENT Land-Mobile Services

Develop and promote, on a global basis, land-mobile service concepts to telecommunications organizations, manufacturers and potential new user groups. You'll need good marketing skills and a good knowledge of existing and planned radio and satellite systems.

COMMUNICATIONS ENGINEER Land-Mobile Services

With experience in transmission systems and network switching and signalling, you will develop the overall system design and specifications for a satellite network supporting low-cost telephony terminals. Knowledge of CCITT or CCIR helpful.

DATACOMS ENGINEER Remote Data Collection

Developing satellite applications in such areas as the collection of position and other data from vehicles requires an experienced datacoms engineer with innovative flair.

DATACOMS ENGINEER Land-Mobile Services

Ideally with a transmission engineering background, you'll develop the system design for an international satellite paging service.

TEST AND DEMONSTRATION ENGINEER

To support the design, construction and testing of demonstration hardware for new services, and the installation of interface hardware in coast earth stations, you'll need extensive experience in the design and construction of prototype radio transmission equipment using analogue and digital techniques.

Given the necessary skills and business level command of English, you could enjoy an excellent TAX-RMD salary and benefits package, including relocation to and from London, interest-free house loan, family travel home every 2 years, 30 days' holidays and education costs for children.

To apply, please write with full career details to the Personnel Manager, INMARSAT, 40 Melton Street, London NW1 2EQ, England. Telephone +441-387 9088. Telex 297201 INMARSAT G.



- Vous qui souhaitez :
- intégrer une équipe gagnante, jeune et motivée ;
 - et participer à la révolution électronique des 10 prochaines années.

Le spécialiste européen des circuits intégrés spécifiques (ASIC)

recherche des Ingénieurs de ventes

- Vous êtes diplômé(e) avec 3 à 5 ans d'expérience de ventes auprès de grands-comptes.
- Vous possédez l'anglais.
- Vous souhaitez valoriser vos compétences au sein d'une société dynamique de taille humaine en pleine expansion.

Venez rejoindre MIETEC, le centre micro-électronique du groupe ALCATEL, le N°2 mondial des télécommunications.
Adressez-nous votre dossier (cv et prétentions)



SHRM

recherche pour sa filiale située en ANGOLA, un

DIRECTEUR

capable de maîtriser les aspects opérationnels commerciaux, financiers et humains d'une société en pleine expansion dans un environnement difficile.

Il devra, en particulier, être capable de négocier avec les administrations locales au plus haut niveau. Formation souhaitée : HEC, ESSEC ou équivalent. Anglais courant exigé + bonne connaissance du portugais.

L'expérience à un poste équivalent en Amérique Latine ou en Afrique sera un atout majeur.

Les candidats devront être mariés.
Age minimum 35 ans.
Résidence : LUANDA.
Logement et véhicule de fonction fournis.
Statut d'expatrié.

Les dossiers de candidature complets (C.V. + photo + copie des diplômes et certificats de travail) devront parvenir sous la référence C 201 à
SHRM - Direction du Personnel
113, rue de l'Évêché - 13002 MARSEILLE.

Pierre Lichau

Le Monde INTERNATIONAL



MOTOROLA

L'INNOVATION ELECTRONIQUE AU SERVICE DE L'AUTOMOBILE

Nous sommes une entreprise internationale d'électronique. Nos activités d'études-développement impliquent un bon savoir faire technique et beaucoup de créativité de la part de nos ingénieurs. Avec des centres de développement européens, notre division «Electronique automobile et industrielle» est vraiment située dans un secteur d'avenir. A la pointe de l'électronique moteur, nous concevons des produits tels que des systèmes d'allumage électronique, de contrôle moteur, des commandes électroniques diverses et des capteurs. Nous offrons à nos collaborateurs des carrières d'émersion internationale qui leur permettent de mettre à profit leurs propres idées et de réaliser leurs ambitions.

Notre centre d'étude d'électronique automobile situé à Francfort étant en pleine expansion, nous recherchons:

DES INGENIEURS DIPLOMES en électronique, électrotechnique et mécanique

INGENIEUR DE PROJET Assistance technique de la clientèle

Spécialités: électronique moteur (essence et diesel), électronique chassis, électronique d'instrumentation, et capteurs. Une bonne connaissance mécanique est souhaitée.

Il assurera le lien entre les clients et l'équipe de développement des produits. A partir des souhaits des clients, il sera chargé d'élaborer les projets de développement des produits et de trouver des solutions aux problèmes techniques de notre clientèle. En plus de sa compétence technique, cette personne devra aimer les contacts et posséder une grande aptitude à la communication.

INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT MATERIEL/LOGICIEL

Dans le domaine du matériel, il sera chargé du développement d'appareils électroniques de contrôle, essentiellement à partir des spécifications des clients. Il assurera de façon pratiquement autonome la responsabilité du développement des prototypes.

L'ingénieur chargé du logiciel travaillera en étroite collaboration avec les ingénieurs chargés du matériel, pour l'implémentation de logiciels dans des modules électroniques. Il devra avoir 2 à 3 années d'expérience dans le domaine de l'informatique, de préférence avec une orientation automobile ou autres systèmes temps réel.

En raison de l'étroite collaboration avec nos installations situées en Grande-Bretagne et en France, et nos centres de développement aux Etats-Unis, une très bonne connaissance de l'anglais est indispensable pour tous ces postes. La connaissance de l'allemand serait appréciée.

D'autre part, nous attendons de nos collaborateurs un goût prononcé pour les contacts et une grande compétence technique. Nous vous proposons des postes évolutifs et formateurs. Vous disposerez des moyens nécessaires pour vous permettre d'assurer à terme la fonction de responsable de projet. Vous bénéficierez d'une formation intensive en Europe ou aux Etats-Unis, d'un salaire motivant, et de nombreux avantages sociaux. Adressez votre dossier de candidature complet à notre service du personnel, à l'attention de Monsieur Klaus-Jürgen Goll.

Motorola GmbH, Geschäftsbereich Kitz- und Industrie-Elektronik
Lyoner Straße 11, 6000 Frankfurt/Main 71, RFA, tél. 18.49.66.66 40 80

Le Monde CADRES

THÉÂTRE DE CHATILLON
recherche
SAISON RELATION PUBLIQUE
Téléphone de 9 h à 12 h
au: 46-57-32-11.

Ecole Saint-Gabriel
recherche
PROFESSEUR
- Titulaire d'une maîtrise de
gestion pour suppléant
du 31-11-87 au 31-1-88.
Tél.: 46-57-32-11.

COORDONNATEUR(Trice)
Niv. III ou IV
- Gestion formation prof.
- Gestion adm. finan-
cière et humaine.
- Connaissance des procé-
dures informatiques.
- Disponible rapidement.
Envoyer cv. n° 6 197
LE MONDE PUBLICITE
7, rue Monnaie, PARIS-7
avant le 30 novembre 1987.



URGENCE INFORMATIQUE EUROPE

Nous gagnons chaque jour des parts de marché en faisant connaître notre démarche qualitative multi-services dans notre domaine.

L'INGENIERIE INFORMATIQUE

Nous recherchons pour la REGION CENTRE un (e)

INGENIEUR COMMERCIAL (H/F)

Basé(e) à ORLÉANS, il (elle) aura pour mission de développer nos interventions en clientèle sur la région.

Ce poste nécessite un haut niveau de formation et une expérience professionnelle commerciale de plus de 2 ans.

Adressez candidature à
URGENCE INFORMATIQUE EUROPE
354, Fg Bannier - 45400 Fleury les Aubrais avec
lettre manuscrite, CV et prétentions s/réf. IC 25 11

ORGANISME DE FORMATION
(Paris-13)
recherche
ENSEIGNANTS
DE LOGICIELS
INFORMATIQUES

MS/DOS: D Base II, Wordstar
2000, Multitool, Microsoft
Word, Excel, Page Maker,
4 Dimension, Ready; Set; Go.
Téléphone à G. Dorville au
40-50-05-01 de 14 h à 18 h.

GROUPES DE PRESSE

recherche

DOCUMENTALISTE (H ou F)

Bonne connaissance des problèmes
économiques indispensables.

Habitué(e) au dépouillement
des journaux.

Pratique de l'anglais et de
l'allemand souhaitable.

Envoyer C.V. + photo
sous n° 8196
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy, Paris-7.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.H. 22 ans, libéré O.M.
BUT
TRANSPORT-LOGISTIQUES
+ SAC 62
cherche emploi
Jean-Claude DECLERQ
37, rue Gabrielle-Jossand
93600 PANTIN
Tél.: 46-46-14-52.

Femme 38 ans, formation
administrative et juridique, exp.
gestion du personnel, cherche
poste à Paris ou province.
Tél.: 47-27-43-21.

Représentant 29 ans exp. des
GMS, GM, MP depuis 7 ans.
introduit des ventes :
disques, papeterie, ménage,
jardinage, camping.
Eudant toutes propositions
sur département 05-63.
Entre sous n° 8 185 M
LE MONDE PUBLICITE
5, rue Montessuy, PARIS-7.
INFORMATION GÉNÉRALISTE
haut niveau, 17 ans d'exp.
diagnostic, conception, réalisa-
tion, mise en route, formation,
aimerais apporter son
concours à 558 ou centre de
format, en audit, conseil
en ou éducation.
Entre sous n° 8 141 M
LE MONDE PUBLICITE
5, rue Montessuy, PARIS-7.

Bijoux
TOUS LES BIJOUX ANCIENS
et récents. Bagues romantiques
- 20 % ESCompte
ACHAT OR
GILLET, 18, rue d'Arcola,
75004 Paris. T. 43-54-00-83.
Châ Guide Gust. Néau.

Stages
Homme 32 ans
cherche stage en entreprise
dans le cadre d'une formation
d'adjoint contrôleur de gestion.
M. F. GROC 16, rue Archères,
75018 Paris. T. 43-08-18-22.
Tél.: 43-04-42-41.

Vacances
Tourisme
Loisirs

A louer HAUTE-SAVOIE
aux CARROZ-D'ARACHES
250 km de pistes
Sais tous récents.
STUDIO tout confort 4 pers.
Libre du 20 au 27/12/87, du
4-11 au 14-2-88, du 7-3 au 4-5-88.
Loc. à la sem. 1 000/1 700 F.
bavard à la dévotion.
Tél.: 43-04-42-41.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

1^{er} arrdt
LES HALLES/STÉ-OPPORTUNE
bel imm. rev. rev. surfaces à
réviser: 40-50 ou 150 m² en
duplex 18 à 17 000 F le m².
46-44-88-07, 42-50-04-28.

4^e arrdt
QUAI DES CÉLÉSTINS, haut
de gamme, VUE s/bains, 4/5 p.,
cuis., 3 bns, 156 m², pers.,
4.300.000 F. 43-35-18-36.

5^e arrdt
RER PORT-ROYAL, vaste 4 p.
150 m² environ, 1^{er} ét. spec.
immeuble ancien standing.
3 900 000 F. 43-35-18-40.
ST-MARCEL, p.d.t., 2 p.,
entrée, cuis., bns, w.c., salle,
36 m², 585.000 F. 43-35-18-36.

6^e arrdt
25, RUE DAUPHINE
Dernier ét., p.-à-terre, 42 m²
env., cuis. sdp., bns, séjour,
baign. + petite chambre.
TERRASSE EN DUPLEX
1 100 000 F. VENTE JEUDI
DE 13 H 30 A 17 H.

SAVRES-BABYLONE, Part. vil.
stud. 64, 65A1 et font. (1) 45-
48-18-15 (10) 98-58-12-50.
VANNEAU STANDING
2^e ét., 100 m², superbe séjour,
chambre + une petite pièce,
excellent état, parking.
Françoise FAURE, 43-67-45-17.

PRÉS SEINE 2/3 P.
Bel imm. rue et cour.
Prix 1.350.000 F.
Françoise FAURE, 43-67-45-17.
SÉLECTION DOLEAC
RUE DES CANETTES, studio,
chambre, poutres, 22 m², imm.
sép. rénové, 3^e ét., cuis., sdp.,
cuis., s. bns, 450.000 F.
42-35-18-28.

7^e arrdt
RUE ROUSSELET
SEAU STUDIO, SOREL
2 étages, 450 000 F.
FRANÇOIS FAURE 48-97-99-17.
AV. DE SÈVRES, 2 p., 65 m²,
bns vol., cuisine, 1.500.000 F.
Léa, 42-50-04-28.

DURON, pierre de t., ét. dev.
3 p., 21 m², 218 m², bns,
3 services, cuisine, salle, bns
possibles. Tél.: 43-55-18-38.

8^e arrdt
BON POUR
INVESTISSEMENTS
Studios s/av. Champs-Élysées,
de 30 à 50 m², 1^{er} ét., 178.000 F.
Prév. Tél.: 42-50-10-72.

BERRI CHAMPS-ÉLYSÉES
Idéal pied-à-terre, 73 m²,
s/av. 1^{er} ét., 178.000 F.
Tél.: 42-50-10-72.

9^e arrdt
SÉLECTION DOLEAC
CITÉ ROUGE-MONT
Apt 100 m², imm. 1930, p.
de t., 2^e ét., sans asc., bns,
w.c., cuis., sdp., bns, 1.300.000 F.
Châ Guide Gust. Néau.

11^e arrdt
FBD ST-ANTOINE (PRÉS)
125 et 140 m² (terrasses)
à aménager. 42-72-40-19.

12^e arrdt
SUPERB LOFT 140 m²
NATION, cuisine, TRÈS GD
LIV. 80 m², 2 chambres, pers. 2.
2.000.000 F. 43-35-18-36.

13^e arrdt
DUPLIX - 5 PIÈCES
Standing 120 m², état neuf
+ 45 m² terrasse, parking.
Imm. 1.350.000 F. 43-35-18-36.

14^e arrdt
ALÉSIA 2 P. TRAVAUX
S/JOIN, CALME, 530 000 F.
FRANÇOIS FAURE 48-97-99-17.

MONTMARTRE, IMM.
RECENT, STUDIO, 6^e ét., bns,
LIV. 80 m², 2 chambres, pers. 2.
2.000.000 F. 43-35-18-36.

15^e arrdt
N° PASTEUR
Imm. rénové, 12 ch., 5^e étage,
bns, s. à manger, 2 chambres,
cuis., office, 2 bns, 2 w.c.,
dép. 115 m² + bns, parking
dép. T. mat. 48-44-21-87.

16^e arrdt
POINCARRÉ LONGCHAMP
2 P. 75 m², parking, balcon,
2.280.000 F. 47-20-10-72.

EXCEPTIONNEL
Idéal pied-à-terre, 2 P., 40 m²,
78 m² terrasse, parking.
2.300.000 F. 47-20-10-72.

17^e arrdt
RUE LEMERCIER
3 p., cuis., 2 bns, w.c.,
780 000 F. 45-78-75-90.

CALME - VERDURE
VILLA DES TERNES
double living, 1 chambre, 2 salles
de bains, balcon, pers., imm.
récent, double exposition,
3 700 000 F. - Exclusivité
43-59-60-70, 42-78-58-58.

18^e arrdt
3 P. CFT, 278 000 F
N° 18/18 42-52-01-82.

28 m² CFT, 215 000 F
Imm. 1930.
Imm. Marquet 42-52-01-82.

PTE CLIGNANCOURT
Studio, cuis., s.d.b., w.c.,
bns, 115 m², 178.000 F.
MGN - 43-67-71-55.

78- Yvelines
SÉLECTION DOLEAC
PARC ROUGE-MONT
Lieux 128 m² + 40 m² ter-
rasse, 1^{er} ét., 1^{er} ét., 1^{er} ét.,
dép. 115 m², 178.000 F.
2.500.000 F. 43-35-18-36.

92
Haute-de-Seine
92 BOULOGNE, RUE DE
L'EST, apt 3 p., 2 ch., 2 bns,
bns, p. de t., bns, 1.300.000 F.
Tél.: 42-50-10-72.

SÉLECTION DOLEAC
VANVES 10 min M° apt
80 m² + terrasse 8 m², bns,
bns, 1^{er} ét., 1^{er} ét., 1^{er} ét.,
dép. 115 m², 178.000 F.
Tél.: 42-50-10-72.

94
Val-de-Marne
VITRY-SUR-SEINE
duplex de caractère dans
immeuble ancien + 200 m² +
cave 20 m², 4/5 pièces,
dép. 115 m², 178.000 F.
Tél.: 42-50-10-72.

Province
VALAURES 06, bel apt
4 p., cuis., double, s. de
bains, logie, cave, pers.,
78 m², 1^{er} ét., 1^{er} ét., 1^{er} ét.,
dép. 115 m², 178.000 F.
Tél.: 42-50-10-72.

BOURG-ST-MAURICE
AU CŒUR DES ALPES ET DES J.D.
4 h 30 de Paris en TGV en 88,
le charme d'un gros village de
montagne, au centre des
grandes stations: Val-d'Isère,
Les Arcs, Tignes, La Plagne,
La Rosière, maison directe avec
Les Arcs.

Sur programme resté à vendre
STUDIOS & DUPLIX
A PARTIR DE 255 000 F

Crédit possible par le SOVAC
Paris et/ou proche banlieue
sur VTE 45, av. GEORGE-V
47-20-10-72. 47-20-38-98.

Etranger
A vendre et à louer après
étude zone Costa-del-Sol Ori-
ent, Tarn-et-Garonne, cote La Cruz,
48, Marie (Malgol) Espagne,
18-34-52-52-1500, 52-1538.

appartements
achats
Recherche 1 à 3 pièces Paris,
préfér. 5^e, 6^e, 7^e, 12^e, 14^e,
15^e, 16^e avec ou sans travaux.
PAIE COMPTANT chez notaire,
48-73-20-67 même le soir.

ACHÈTE AU COMPTANT
Sud, 2 p., même à rénover.
42-52-01-82.

STÉ ANDRÉ EICHER
14, RUE DE MARGNAN 75008
Tél.: 43-59-99-69

CABINET D'ORMESSON
Rech. pour clientèle APPARTE-
standing, Paris, Boulogne,
Neuilly, maison Ouest Paris.
Tél.: 42-59-20-36.

locations
non meublées
offres

Paris
LA MOTTE-PIQUET rue de
Sud, 2 p., même à rénover.
42-52-01-82.

N° PASTEUR (125 m²)
4 p., cuis., s.d.b., w.c.,
bns, 115 m², 178.000 F.
42-50-10-72.

locations
non meublées
demandes

Paris
UNION FONCIÈRE
EUROPÉENNE
Location - Vente - Gestion
de biens immobiliers.
Rech. APPTs vides ou meublés
pour clients, loyer garanti,
42-59-12-52.

Région parisienne
RESIDENCE CITY
recherche pour 100 studios
multinationales, banques, ap-
partements, APPTs DE TRÈS
GD STDS. Vides ou meublés
et MAISON OUEST PARIS.
Tél.: 45-27-12-19.

locations
meublées
offres

Paris
Cherche à louer 3 ou 4 pièces,
s/av. 1^{er} ét., 1^{er} ét., 1^{er} ét.,
de Cité Universitaire à Orsay.
Tél.: 48-38-80-57.

locations
meublées
demandes

Province
CANNES 2^e SUD
grand apt., 2 pièces, meub.
dép., mai, juin, 33-47-80-80.

locations
meublées
demandes

Paris
INTERNATIONAL SERVICE
Recherche pour BANQUES,
SOCIÉTÉS MULTINATION-
NALES et DIPLOMATES stu-
dios, 2, 3, 4, 5 pièces et plus.
Tél.: 1.81.42-88-13-06.

Région parisienne
Couple fonctionnaire en congé
de formation ch. studio dans
Paris et/ou proche banlieue
pour 8 mois, max. 2 000 F
(caution garantee). Tél.: 43-35-
22-63, après 18 heures.

hotels particuliers

VALLÉE DE L'EUROPE
très bonnes locations, PARIS
régionale 12, SUCC.
HOTEL PARTICULIER XIX^e
dans un cadre romantique
240 m² habit. 5/3 pièces, 8
de t., 2 w.c., pers. 2.
ELEGANTES, bns, dépend.
1 050 000 F.
M.G.N. (37) 51-44-34
FACE ÉGLISE
NOGENT-LE-ROI 28210.

pavillons
MAUREPAS ligne Montpar-
nasse, résidences Les Loues-
rises, 1^{er} pers. gd. liv. 50 m²
avec cham. + 5 ch., 3 bns,
cuis., pers. 2.
1 300 m², pers. excep-
tionnel 1 250 000 F (facile).
MOUL 30-50-15-15.

ÉPERNON
Pav. récent s/500 m² potence,
cuis. équipée, sd., 4 chambres,
s. de bains, w.c., escalier total,
garage, prix 580 000 F.

IMMO 106
(37) 83-73-73

fermettes
A vendre à CRÉPAINVILLE,
8 km de Châteaufort, ferme
rénovée sur 3 300 m², cuisine
aménagée, salon avec cham-
br., véranda, cellier, grenier
aménagé avec suite de jeux,
2 chambres, escalier, garage fer-
mé, jardin d'agrément, verger,
potager. Prix: 850 000 F.
Tél.: 1-25-32 à Paris de
18 heures M. Chevret.

propriétés
89 YONNE - GRANDCHAMP
région TOUCY, vue imprenable
sur vallée de l'Yonne. Cadre
magnifique sur 10 000 m² pay-
sage, jolis maisons modernes
2 de t., 2 de bns, 2 de bns,
cuis., équipée, s. à manger,
salon, cheminée.
Dépendances aménagées, salle
de bains, w.c., cuisine, séjour,
garage. Prix intéressant.
580 000 F à débiter.
Tél.: 16 (1) 69-21-98-72.

locations
meublées
demandes

Paris
MONTPELLIER, VILLA
PARC TERNES, 1^{er} ét.,
1 700 000 F.
Tél.: 67-58-73-97.

ÉPERNON
8 km GARE D'ÉPERNON
constr. de classe en pierre de
Bardou, 4/1 300 m², cuis.
fréquentes, potence, etc.,
cuis., équipée 18 m², sd.,
30 m², cheminée, potence,
5 chambres, 2 de bns, 2 de
garage, sous-sol total.
Prix: 1 350 000 F.
IMMO 106 (37) 83-73-73

bureaux
MONTPELLIER, VILLA
PARC TERNES, 1^{er} ét.,
1 700 000 F.
Tél.: 67-58-73-97.

locations
meublées
demandes

Paris
UNION FONCIÈRE
EUROPÉENNE
Location - Vente - Gestion
de biens immobiliers.
Rech. APPTs vides ou meublés
pour clients, loyer garanti,
42-59-12-52.

Région parisienne
RESIDENCE CITY
recherche pour 100 studios
multinationales, banques, ap-
partements, APPTs DE TRÈS
GD STDS. Vides ou meublés
et MAISON OUEST PARIS.
Tél.: 45-27-12-19.

locations
meublées
demandes

Paris
Cherche à louer 3 ou 4 pièces,
s/av. 1^{er} ét., 1^{er} ét., 1^{er} ét.,
de Cité Universitaire à Orsay.
Tél.: 48-38-80-57.

locations
meublées
demandes

Province
CANNES 2^e SUD
grand apt., 2 pièces, meub.
dép., mai, juin, 33-47-80-80.

locations
meublées
demandes

Paris
INTERNATIONAL SERVICE
Recherche pour BANQUES,
SOCIÉTÉS MULTINATION-
NALES et DIPLOMATES stu-
dios, 2, 3, 4, 5 pièces et plus.
Tél.: 1.81.42-88-13-06.

Région parisienne
Couple fonctionnaire en congé
de formation ch. studio dans
Paris et/ou proche banlieue
pour 8 mois, max. 2 000 F
(caution garantee). Tél.: 43-35-
22-63, après 18 heures.

locations
meublées
demandes

Paris
UNION FONCIÈRE
EUROPÉENNE
Location - Vente - Gestion
de biens immobiliers.
Rech. APPTs vides ou meublés
pour clients, loyer garanti,
42-59-12-52.

Région parisienne
Couple fonctionnaire en congé
de formation ch. studio dans
Paris et/ou proche banlieue
pour 8 mois, max. 2 000 F
(caution garantee). Tél.: 43-35-
22-63, après 18 heures.

locations
meublées
demandes

Paris
UNION FONCIÈRE
EUROPÉENNE
Location - Vente - Gestion
de biens immobiliers.
Rech. APPTs vides ou meublés
pour clients, loyer garanti,
42-59-12-52.

Région parisienne
Couple fonctionnaire en congé
de formation ch. studio dans
Paris et/ou proche banlieue
pour 8 mois, max. 2 000 F
(caution garantee). Tél.: 43-35-
22-63, après 18 heures.

locations
meublées
demandes

Paris
UNION FONCIÈRE
EUROPÉENNE
Location - Vente - Gestion
de biens immobiliers.
Rech. APPTs vides ou meublés
pour clients, loyer garanti,
42-59-12-52.

L'IMMOBILIER

Le Monde

Epargne et placements

LES ravages causés sur les places financières internationales par le cyclone d'octobre sont incomparables. Des dizaines de milliards de dollars sont partis en fumée, plusieurs centaines de milliards si l'on raisonne en termes de capitalisation. A côté, les ruines laissées au début du dix-huitième siècle rue Quincampoix par le « système » de crédit et de spéculation échafaudé par John Law, n'étaient qu'aimables diversissements. Sans doute le grand krach de 1929 apparaîtra bien « ringard » aussi quand tous les bilans du désastre auront été dressés. A chaque époque son fléau, dont l'ampleur se mesure à l'aune des besoins financiers du moment.

Comme à chaque grand séisme, quelque chose s'est brisé dans le mécanisme du placement. Chacun échoué craint l'eau froide. Attiré rue Vivienne par les reflets chatoyants du profit facile, l'épargne a perdu confiance. Elle n'a pas encore massivement reflui, mais le risque demeure si la situation venait à s'aggraver. La grande question, qui se pose aujourd'hui, est de savoir quelles rives elle pourrait maintenant gagner.

Les placements-diamants ont fait long feu. Tout aussi improduttif, l'or a cessé de briller, et ses mines, atteintes par « le mal d'apartheid », évitent de sérieux soupçons. Les wagons de chemin de fer, les forêts... ? Tout cela est passé de mode. Bref, en dehors des œuvres d'art réservées à la clientèle des milliardaires en voie de disparition, les vrais refuges se font rares. Singulièrement, c'est le retour à la case départ.

Qu'on le veuille ou non, la Bourse reste, et de loin, malgré les aléas, le dernier endroit où les capitaux collectés peuvent encore venir s'investir. On n'a rien inventé d'autre. La défiance n'y fera rien. Pour une bonne raison : les temps ont changé et le sens de l'épargne, lui-même, s'est modifié. Le but n'est plus seulement de faire fructifier l'argent économisé pour acquiescer la maison convoitée ou un quelconque bien de consommation. Partout se développe une nouvelle tendance à la constitution d'un patrimoine en vue de faire face aux besoins du troisième âge. En France, avec les défaillances de la Sécurité sociale, la prise

de conscience devient collective. Le dernier sondage effectué, après la tourmente boursière, par le SOFRES et le Centre économique sur l'épargne en atteste. Près d'un Français sur quatre (23 % exactement des personnes interrogées) est décidé à ouvrir un plan d'épargne-retraite (PER) dans les prochaines années, dont le lancement aura lieu le 1^{er} janvier prochain. Le plus surprenant dans cette enquête est que 30 % des employés et 29 % des ouvriers interrogés se sont prononcés pour cette formule, qui n'apparaît plus seulement comme un gadget pour salarié aisé.

Quels qu'en soient la forme ou le dépositaire (fonds communs, SICAV, assurance-vie, banques, entreprises, Ecureuil...), l'épargne, comme les capitaux en quête de placement, se résoud difficilement à rester liquide. A l'image des hommes, l'argent ne peut se passer de ses semblables. Inévitablement, il retrouvera le chemin des marchés financiers et de la rue Vivienne. Reste seulement à savoir quand.

ANDRÉ DESSOT.

Sommaire

- 34. — Lendemain de krach : le « Big Bang » rend sourd.
- Le succès des SCPI : l'âge d'or de la pierre-papier.
- 36. — Les SICAV actions et obligations.
- 38. — Les SICAV court terme : une mutation douloureuse.
- Assurance-vie : le goût de la sécurité.

SICAV : l'heure de vérité

FACE à la tourmente dans laquelle sont plongées les places financières mondiales depuis maintenant plus d'un mois, les OPCVM (Organismes de placement collectif en valeurs mobilières) affrontent leur véritable heure de vérité. Comme l'a affirmé récemment M. Jean-François Vert, PDG de Worms Gestion : « Dans le monde de la gestion collective, l'heure du bilan a sonné. Les gestionnaires performants se reconnaissent surtout dans les périodes tourmentées, car il est beaucoup plus important et plus difficile de ne pas perdre beaucoup d'argent quand tout va mal que d'en gagner en quantité dans l'euphorie ».

Et la tornade qui s'est abattue sur les Bourses mondiales apporte parfois un cruel verdict à ce véritable « baptême du feu » pour de nombreux gérants de SICAV, rendus de moins en moins circonspects au fur et à mesure de l'envol de ces mêmes places financières. Comme l'indique toujours Jean-François Vert, « les dernières semaines marquent la ruine pour un long moment de la spéculation » et sont sans doute le glas des gérants qui ont quelque peu négligé les évaluations de risques pour se laisser gagner par l'euphorie générale. Et plus dure fut la chute... Les dégâts sont ainsi considérables, surtout pour les Sicav actions, les plus vulnérables. Pourtant, dans la débâcle, un certain nombre de fonds ont réussi, jusqu'à présent, à tirer leur épingle du jeu dans des conditions relativement honorables.

Cette performance tient, pour une bonne part, à la réglementation qui oblige les SICAV à posséder 30 % d'obligations ou de liquidités dans leur portefeuille. Cette règle tant critiquée, dans la mesure où, pendant les périodes fastes, elle limitait les gains, a, cette fois, parfaitement joué son rôle d'amortisseur. En outre, beaucoup de gestionnaires, afin de pouvoir répondre à d'éventuels retraits massifs, ont augmenté dans de fortes proportions, dès le début de la tempête, la part des liquidités dans leurs portefeuilles. Enfin, la présence d'un fort pourcentage d'obligations souvent très supérieur aux 30 % obligatoires a nettement contribué à la résistance de certaines SICAV. Par ailleurs, conscients de jouer leur image à cette occasion, bon nombre de gérants se sont sentis sur le grill et ont tenté de manœuvrer au mieux. Certains établissements n'auraient, de plus, pas hésité à procéder à quelques remplacements à chaud, pour l'exemple...

On peut distinguer rapidement et grossièrement deux catégories de gestionnaires : ceux qui avaient anticipé l'approche de turbulences et les autres...

La tactique la plus efficace des premiers a consisté avant tout à se réfugier sur les liquidités et donc à alléger leurs portefeuilles d'actions pour se porter vers des placements monétaires. C'est le cas, en particulier, de la SICAV de Paribas Paramétrique ou des SICAV obligataires des Banques populaires.

Cependant, comme on l'avoue avec honnêteté dans une grande

banque française « un gérant qui avait avant le krach 30 % de liquidités, c'est un génie ! ».

Un rapide regard sur le palmarès établi par Paribas au 6 novembre prouve que sur cent cinquante-sept SICAV actions huit seulement sont parvenues (coupons intégrés) à conserver un gain sur le début de l'année, soixante-dix-sept ont ôté moins de 10 % et soixante-trois entre 10 % et 20 %. Grande perdante, France Investissement a chuté de 21,03 %. A l'inverse, les SICAV obligataires ont plutôt bien tiré leur épingle du jeu. Cent dix-huit sur cent quarante-neuf restent ainsi en positif sur l'ensemble de l'année, et cela bien entendu après réintégration des coupons. Ce n'est toutefois pas suffisant. On attend en effet des SICAV davantage qu'une performance comparable à celle de la Caisse d'Epargne, il faut tout de même une rémunération au risque encouru. Or trente-neuf SICAV seulement (obligataires et actions), soit 12,8 % présentent des résultats supérieurs aux 4,5 % du livret A.

Dans la catégorie actions, c'est une véritable hécatombe avec sur cent cinquante-sept fonds, cinq au-dessus des fatidiques 4,5 %.

Les « Memory » et CEA à la dérive

Bien évidemment, les performances des SICAV sont étroitement liées à leur spécialisation, aux marchés sur lesquelles elles opèrent et aux stratégies de placement adoptées. Ainsi, les SICAV Memory et CEA (Comptes d'épargne en actions) ont subi de plein fouet le recul du marché parisien. Il faut dire que leur marge de manœuvre est des plus étroites dans la mesure où il leur est fait obligation de posséder 60 % au moins de leurs actifs en actions françaises (qui s'ajoutent aux 30 % d'obligations). Comme le montrent les statistiques de Technique de gestion financière (TGF), l'encours des SICAV Memory-CEA a diminué sur le seul mois d'octobre dernier de 19,2 milliards de francs à 99,3 milliards, soit un recul de plus de 16 %. La plus performante de ces dernières, Agepar (Assurances générales de Paris), est en trente-cinquième place et n'a perdu que 4,62 % depuis le début de l'année. Mais c'est une exception puisque sur les trente-neuf Sicav actions Memory-CEA, vingt-deux ont baissé de plus de 10 % depuis le début de l'année, dont neuf de plus de 15 %.

En revanche, les meilleures performances auront été réalisées par des SICAV dites spécialisées. A commencer par Aurecio, Acti Mines d'or, Techno-Gan, Laffitte Tokyo et Sélection Pacifique dont les dénominations indiquent nettement les placements de prédilection. Viennent ensuite trois spécialisées à 50 % de valeurs françaises au moins, à savoir Hausmann Europe, Monceau France Asie et Paramétrique SICAV.

ERIC THAIL

(Lire la suite page 36.)

PER : la retraite en actions

Qui paiera nos retraites ? Les difficultés croissantes des régimes de retraite « par répartition » ne sont un secret pour personne et renvoient au vieillissement de la population : le rapport retraités sur actifs occupés devrait atteindre 45 % en 2020 ; il était de 27 % en 1975. Le plan d'épargne en vue de la retraite (PER) a donc été créé (par la loi du 17 juin 1987) « pour développer une épargne longue dans la perspective de la retraite ». L'objectif est aussi d'orienter cette épargne vers des produits financiers. Ce qui ne manque pas d'être ambitieux dans la période actuelle.

Pour assurer le succès de cette opération, le PER est accompagné de « cadeaux » fiscaux : notamment une im-

position différée des versements jusqu'à leur retrait. La possibilité de déduire du revenu imposable ce qui entre dans le PER en fait donc l'héritier du CEA (compte d'épargne en action de la loi Delors du 3 janvier 1983) qui prend fin, justement, le 31 décembre 1987, et des 5 000 F Memory.

D'inspiration américaine — les IRA (Investment Retirement Accounts) — et belge — épargne-pension, — le PER est loin d'apparaître comme le produit miracle. Surtout, il supporte mal la comparaison avec les traditionnels contrats d'assurance-vie : il ne reste paradoxalement compétitif que pour des ménages à fort taux marginal d'imposition (fort quotient familial), et pas pour les classes moyennes, pourtant la cible

visée par le législateur. De plus, il n'est pas possible de cumuler les avantages fiscaux du PER et ceux de l'assurance-vie, contrairement à ce qu'on voit valablement tenté d'obtenir les compagnies d'assurances : si un contribuable veut bénéficier de la réduction d'impôt de 25 % liée à un contrat d'assurance-vie hors PER, le montant des primes déduisant droit à cet avantage (4 000 F plus 1 000 F par enfant à charge) diminue d'autant le plafond des versements déductibles au titre du PER. Par contre, la taxe de 5,15 % ne sera pas applicable pour les contrats d'assurance-vie intégrés dans un PER. L'intégration d'une assurance-vie au PER est définitive.

Tel PER, tel fisc

La fiscalité des retraites est basée sur cinq tranches d'âge, cinq durées de plan, quatre taux de crédit d'impôt et quatre taux de prélèvement libératoire. Un jeu de mécano conçu pour inciter les titulaires de PER à attendre le plus longtemps possible avant de profiter de leur épargne : à commencer par une pénalité de 10 %

ou 5 % prélevée en cas de retrait avant soixante ans ; de plus, si vous versez la somme A et que l'année suivante vous versez la somme B, puis que vous décidez, la même année, de retirer C, les abattements de 10 % et 20 % ne s'appliqueront qu'à C - (A + B). Après soixante ans, la possibilité de bénéficier d'un prélèvement libératoire — de 36 % à 26 % — ou de crédits d'impôts est plus alléchante après soixante-sept ans. Toujours pour inciter à un effort d'épargne le plus long possible, ces bonifications dépendent également de la durée du plan. Voilà pourquoi il peut être valablement conseillé d'ouvrir un PER dès le 1^{er} janvier 1988... même si on n'envisage pas de mettre de l'argent de côté pour sa retraite avant longtemps. Mieux vaut ne pas avoir de besoin d'argent imprévu, car le premier retrait détermine le régime fiscal de tous les autres !

Rien n'empêche d'utiliser le PER pour une grosse dépense, un grand voyage ou une petite voiture ; pour les sorties en capital supérieures à 100 000 F, la progressivité du barème de l'impôt sur le revenu est atténuée par le système du « quotient » : le calcul du taux marginal d'imposition ne tient compte que du cinquième du supplément de revenu !

FRANÇOIS KOCH.
(Lire la suite page 39.)

(1) Deux serveurs télématiques proposent une simulation du PER : le 3615 JNC (Institut national de la consommation) et le 3615 PER (une société informatique privée), gérés par le ministère de l'économie, des finances et de la privatisation.

SOCIETE MARSEILLAISE DE CREDIT SMC Les valeurs à la hausse

SICAV OBLIGATAIRE PLACEMENT PREMIER

du 1^{er} janvier au 13 novembre 1987 : + 9,15 %, soit + 10,57 % en base annuelle.
Durée minimum de détention conseillée : 1 an

SICAV OBLIGATAIRE PLACEMENT COURT TERME

du 1^{er} janvier au 13 novembre 1987 : + 6,53 %, soit + 7,54 % en base annuelle
et une performance de 8,99 % en base annuelle au cours du dernier mois
Durée minimum de détention conseillée : 6 mois

SICAV MONETAIRE PLACEMENT J

du 1^{er} janvier au 13 novembre 1987 : + 6,77 %, soit + 7,82 % en base annuelle.
Garantie en capital.
Durée minimum de détention conseillée : 24 heures

Pour tous renseignements concernant la gamme diversifiée des 26 SICAV et FCP de la SOCIETE MARSEILLAISE DE CREDIT, (Placements monétaires, Obligations, Actions, Or, Immobilier, etc.) Ecrivez à SMC, Direction des Marchés - 4, rue Aubert - 75009 PARIS ou téléphonez au 42.66.68.70

Lendemain de krach

Le « big-bang » rend sourd

QUAND un homme vous parle de son expérience, c'est souvent des erreurs qu'il a commises. Nous sommes devenus très loquaces...

N'exagérons pas toutefois. *Failite magazine*, la *Récession*, l'*Ancien Economiste*, ne sont pas les nouvelles revues en vente dans nos kiosques. La récente baisse des marchés financiers, même perçue comme une débâcle, apparaît comme salutaire après cinq années de hausse ininterrompue. Cependant, la soudaineté et la violence de cette crise boursière produisent des effets importants sur ce qu'on a appelé improprement le « big-bang français ».

Si de nombreux intervenants ont été choqués — beaucoup plus qu'au sens « fabulien » du terme — par les événements récents, autant s'interroger sur les conséquences à tirer de la nouvelle situation. Jusqu'à présent, les gouvernements de gauche et de droite avaient su magistralement orienter l'épargne des Français vers les circuits financiers productifs : création de marchés et instruments financiers nouveaux, incitations fiscales développées, accélération de la modernisation de la Bourse, etc.

Comme tous les trains lancés à grande vitesse, chacun y consommait son confort avec avidité. C'était oublier que chaque drogue nouvelle en appelle une autre, plus puissante, la dernière importée d'Amérique, le krach. Comment se servir de doses fulgurantes appelées MATIF — en période de baisse des taux — de second marché quand l'argent prolifère, de marchés continus continuellement à la hausse, d'options négociables supposées telles et autres jouets tous accrédités à faire croire à nos clients que nous étions des génies. A présent, pouvoirs publics, établissements financiers, intermédiaires, doivent réfléchir à l'approche future de leurs marchés et de leurs clients.

1) Les pouvoirs publics :

Grâce à leur action, les marchés ont pu se développer pul-

samment, amenant les Français — terriens à deux générations — à s'intéresser de plus près à leur économie et à consacrer une grande partie de leur épargne à l'investissement à risque. S'il est facile de dire aujourd'hui que la modernisation est allée trop vite, il est plus aisé d'affirmer qu'elle doit être harmonisée.

Devait-on laisser des trésoreries d'entreprises acheter massivement des actions de sociétés nouvellement introduites au SM (1) — rien à voir avec le sado-masochisme — pour les revendre avec profit dès que ces dernières eussent trouvé un prix d'équilibre ? Non, il faut réserver aux particuliers l'introduction de sociétés au second marché.

Doit-on à tout prix empêcher Londres de négocier les blocs les plus importants d'EF ou de Lafarge, alors que l'internationalisation des marchés ne signifie pas forcément un renoncement des activités nationales, elles, parfaitement maîtrisées ?

Doit-on créer sans cesse des instruments financiers à la mode dont beaucoup sont des « pets » qui sentent bon ? Pourquoi, par exemple, des options sur MATIF, spéculation supplémentaire et inutile ? Si l'on veut éviter que les marchés financiers se développent comme un cancer, lorsque le bétail sent qu'elle ne fasse comme ailleurs des métastases (2).

2) Les banques et les agents de change :

Ces intervenants viennent d'inventer un nouveau régime matrimonial : la communauté réduite aux acquêts... Associés volontairement dans ce paragraphe, parce que, à l'exception de rares délinquants endurcis, les banques et les agents de change ne seront plus dissociables, 1992 oblige.

Pour eux, la folle échappée des Bourses mondiales depuis 1982 a complètement révolutionné leurs activités. Les banques ont avalé de l'argent comme un réservoir de voiture fait son métier — SICAV, FCP (3), actions, obligations, tous contribuent à faire avan-

cer le portefeuille de leurs clients. Chaque employé d'agence était reconverti en récoltant d'argent frais.

Finis maintenant les FCP fourre-tout. Achète-t-on les appartements-témoins ? La révolution à conquérir sera celle de la compétence. Un client, ce n'est pas seulement la somme des capitaux qu'il représente, c'est aussi une personne qui souhaite être écoutée, comprise, conseillée, dirigée. Les banques auront à consacrer, beaucoup plus que par le passé, leur énergie à former des femmes et des hommes pédagogues capables de fidéliser une clientèle devant une croissance de l'évolution de son patrimoine boursier. Il faudra des gestionnaires autonomes délivrés de la contrainte de prendre leurs ordres au siège, des gérants courageux qui, à l'instar de quatre de leurs aînés, n'appelleront pas leur mère à la première difficulté rencontrée (4). Les Français continueront de se passionner pour la Bourse et ses mécanismes, mais ils réclameront davantage des interlocuteurs professionnels.

Ces derniers ne manquent pas au sein des charges d'agents de change devenues des entreprises modernes capables de faire face aux nouveaux métiers de la Bourse. La disparition du monopole permettra aux charges associées une diversification tous azimuts de leur activité. Pour celles, moins tentées par l'international, l'implantation dans les métropoles régionales semble la voie la plus judicieuse. Paris n'est pas la France et la province est un marché considérable à conquérir. Toutes les activités de back-office connaîtront également un essor important et parallèlement créeront de nouveaux emplois.

3) Les compagnies d'assurance :

Actrices essentielles de la collecte de l'épargne, la désinflation et la tenue plus incertaine des marchés entraîneront des révisions stratégiques déchirantes pour le plupart d'entre elles.

Comment peut-on encore justifier des changements prohibitifs

— plus de 13 % — sur des contrats d'assurance-vie dont les valeurs de rachat ou de réduction sont confiscatoires ? A moyen terme, la poussée du consumérisme, la transparence des produits, la concurrence acharnée que se livrent les institutionnels, feront disparaître les réseaux de vendeurs salariés essentiellement rémunérés à la commission. Seule des professionnels du patrimoine et de la communication, disposant également de produits de court terme, resteront des interlocuteurs privilégiés pour leurs clients.

4) Les clients :

Il leur sera de plus en plus difficile de gérer isolément leur actif. Face à la complexité des marchés, à la cotation en continu des actions, leurs défenses s'amoindrissent. La Bourse est un marché de professionnels, la hausse fulgurante de tous les titres inscrits à la cote leur avait fait oublier cette évidence. Avec les privatisées — produits d'appel — de nouveaux besoins sont apparus. Leur appétit pour la connaissance des mécanismes de l'économie ne s'estompait pas malgré les pertes récemment subies. Marcel Pagnol discernait trois catégories de gens :

- Les baveux, ce sont ceux qui parlent des autres ;
- Les ennuyés, ce sont ceux qui parlent d'eux ;
- Les intelligents, ce sont ceux qui parlent de vous.

Il est temps, pour nos professionnels, de devenir intelligents...

ERIC HELINONNEL
gérant de portefeuilles
indépendant.

- (1) Second marché.
- (2) Aux Etats-Unis, le déclassement automatique par ordinateurs d'ordres de programmes d'achat ou de vente d'actions.
- (3) Fonds communs de placement.
- (4) Les quatre banques démissionnaires appelées par l'Expansion à gérer un portefeuille actif de 1 milliard de francs.

Le succès

L'âge d'or

A la fin de l'année, les Sociétés civiles de placement immobilier auront attiré 8 milliards de francs d'épargne nouvelle contre 5 milliards en 1986 et seulement 1,9 milliard en 1985...

Le succès dépasse toutes les prévisions et toutes les espérances des professionnels. Et il est certain que la formule de la pierre-papier n'aura pas attendu la crise boursière du mois d'octobre pour connaître un développement considérable. De 80 à la fin de l'année 1984, elles sont passées à 107 fin 1986 et pour l'année 1987, il s'en est créé 15...

Le succès des SCPI porte néanmoins en lui-même les germes d'une crise. L'épargne collectée est utilisée à l'achat de bureaux, surfaces commerciales, entrepôts ou logements. L'objet même des SCPI les oblige à investir. L'abondance de leurs moyens les conduit à acheter de plus en plus souvent « en blanc ». C'est-à-dire sans aucune garantie de location, et à des prix excessifs. Les SCPI contribuent ainsi à entretenir une demande de bureaux artificielle qui encourage les promoteurs à construire davantage.

« Le cycle est toujours le même », fait remarquer Louis Pelloux, président d'un groupe de SCPI du même nom. « Et si les collecteurs d'épargne ne ralentissent pas le rythme actuel des souscriptions, on va tout droit à une crise de type 1974... Il y avait alors 1,5 million de mètres carrés de bureaux vides sur Paris région parisienne ».

Les prévisions de la crise sont-elles déjà là ? Toujours est-il que sur les Champs-Élysées, l'un des quartiers les plus chers de Paris, il y a quelques belles parcelles « A louer » pour des surfaces considérables : 10 000 mètres carrés de bureaux...

Le succès des SCPI tient en deux formules : d'abord la copropriété sans les soucis de gestion. Avec l'argent collecté, des

immeubles sont achetés et loués, mais les impayés, le contentieux, les assemblées générales, toutes contraintes pesantes pour l'investisseur en direct, sont assumés par une société de gérance qui prélève sa dîme au passage.

Deuxième avantage : la stabilité. Les SCPI ne connaissent pas les crises boursières, et pour cause : elles ne sont pas cotées. Leur prix plus ou moins arbitrairement fixé par la société de gérance est censé refléter leur valeur d'actif...

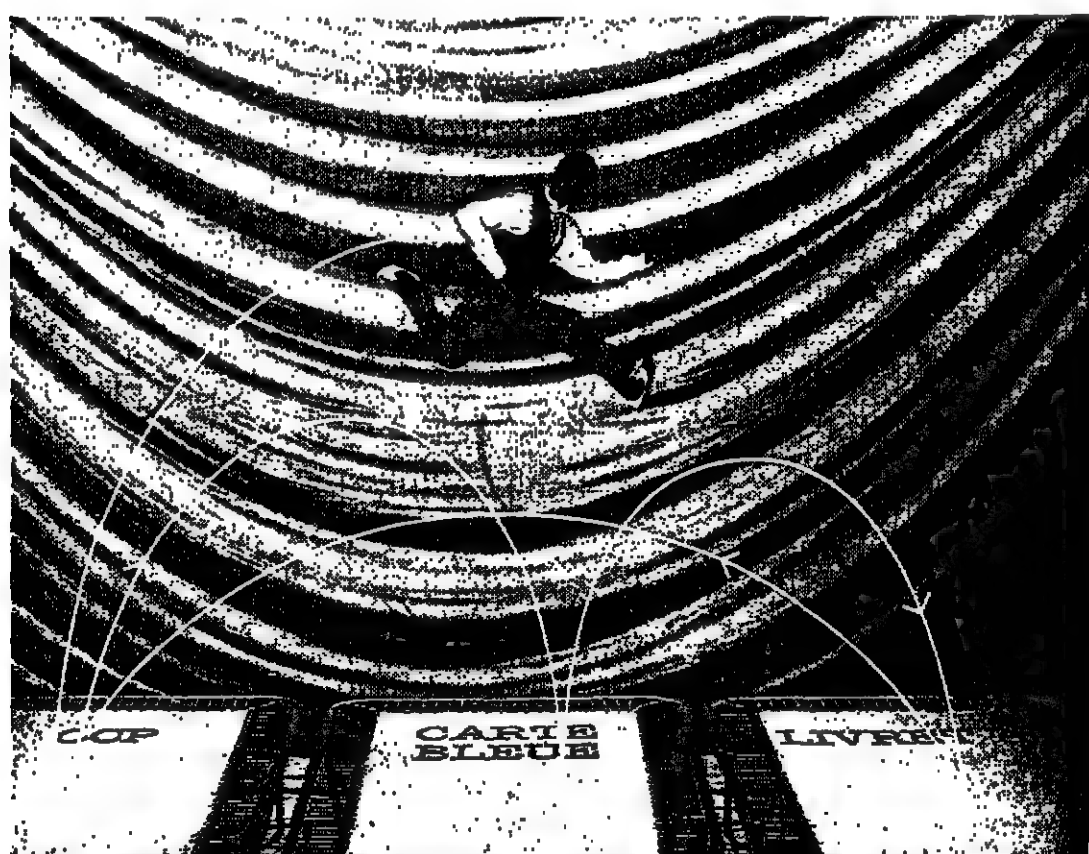
Les SCPI constituent des sociétés fermées : elles sont ouvertes à tous lors d'augmentations de capital, qui entraînent création de parts nouvelles. Lorsque le plafond est atteint, la négociation de parts ne peut se faire que sur un marché de gré à gré et à condition qu'il y ait un vendeur et un acheteur de chaque côté. Les prix ne s'ajustent pas...

Beaucoup de SCPI revalorisent peu, soi-disant par prudence mais aussi parce que des revalorisations excessives diminuent d'autant les rendements servis qui eux ne sont pas élastiques : les loyers encaissés évoluent peu...

Immeubles de haut rapport

Contrepartie de cette absence de cotation de marché, les SCPI se négocient sur un marché fermé organisé le plus souvent à l'initiative de la société de gérance. Il n'y a pas aujourd'hui de problèmes de liquidité parce que le marché est acheteur. Mais le jour où les demandes de ventes seront plus abondantes que celles d'achats... Il ne sera peut-être pas aussi facile de vendre sur-le-champ.

Une des conséquences du développement et du succès des SCPI reste certainement leur diversification. De la SCPI classique, monoproduit des années 70, créée pour favoriser l'accès à l'immobilier d'entreprise, sont nées plusieurs catégo-



BOUGEZ VOTRE ARGENT,
IL VA FAIRE DES BONDS.

LA POSTE
BOUGEZ AVEC LA POSTE

SICAV/FCP

Quelle que soit la somme dont vous disposez, la Caisse d'Epargne Ecureuil peut vous proposer des placements performants. Demandez à l'Ami Financier de vous parler des SICAV et des Fonds Communs de Placement. Ces portefeuilles collectifs vous permettent de multiplier vos chances de plus-values en bénéficiant de la gestion des spécialistes de la Caisse des Dépôts.

Selon vos objectifs, l'Ami Financier peut orienter votre choix dans chacune de ses gammes de placements. Certains sont assortis d'avantages fiscaux. Pour être prêts à saisir toute opportunité, pensez à constituer une réserve sur votre livret A. Elle vous rapportera des intérêts sans impôt et sa disponibilité vous permettra d'investir par exemple en SICAV ou en Fonds Communs de Placement quand vous le désirerez.

L'AMI FINANCIER
Caisse d'Epargne Ecureuil

J'AI MES ENTRÉES A LA BOURSE



مكتبة الأمل

EPARGNE ET PLACEMENTS

des SCPI

de la pierre-papier

ries : soit à l'occasion de lois fiscales justifiant un traitement différent, soit en raison d'un concept d'épargne original.

Les SCPI classiques, investies en bureaux, surfaces commerciales et entrepôts. Elles sont les plus nombreuses et constituent la famille la plus large. Derrière leur appellation de SCPI classique se cachent de grandes différences : certaines sont investies exclusivement en bureaux (Ecu-reuil Pierre, par exemple), d'autres en locaux commerciaux et murs de boutiques (Cifocoma, Euroboute, Sélectinvest), d'autres enfin, en locaux industriels (Sélectinvest 3 et 4, Crédit mutuel Pierre 1). Enfin, le choix de Paris ou de la province est important : les prix ne sont guère comparables, les perspectives de plus-values non plus.

Les choix des gestionnaires résultent d'un compromis entre deux critères : le rendement annuel et la revalorisation des parts. Les SCPI, qui s'engagent à donner de bons rendements tous les trimestres, sont obligées d'acheter des immeubles de haut rapport.

Ce n'est pas à Paris que de tels investissements se trouvent, ce n'est pas non plus dans l'immobilier de bureau. Conclusion : s'il y a rendement il ne peut y avoir d'investissements dans Paris intra-muros. Ainsi Sélectinvest offre un rendement annuel supérieur à 10 %, parce qu'elle a une majorité de locaux industriels (87 %) en province et région parisienne (96 %) loués fort chers mais de faible valeur d'actif (le taux de revalorisation des parts correspondant aux plus-values sur immeubles n'est que de 2,50 % pour les deux dernières années !).

Ce type de SCPI n'offre pas une protection du capital investi sur le long terme, puisqu'il privilégie le rendement immédiat au détriment de la plus-value. Exotisme à l'inverse, Worms Pierre 2 privilégie les bureaux dans Paris-ville. Les achats sont toujours coûteux et les loyers

modestes. Les rendements servis aux associés sont très faibles (5,85 % en 1986). Mais le patrimoine de la SCPI s'enrichit de plus-values confortables : plus de 15 % de revalorisation de la part au cours des deux dernières années.

Les SCPI classiques se sont légèrement diversifiées avec l'apparition d'une SCPI d'hôtels (Lafitte Pierre de l'Europeenne de banque) une autre de résidences de tourisme (Logi-Pierre 3 du CIC), un troisième type investi en immobilier loisir (Tourisme Investissement Pierre de la Société générale). Mais ce ne sont là que des cas isolés et marginaux.

Un marché confidentiel : les Malraux

De même que les SCPI dites de la loi Malraux qui bénéficient d'avantages considérables (report d'éventuels déficits fonciers sur le revenu imposable, déductions du revenu imposable sous certaines conditions) et dont l'objet consiste à acheter des immeubles anciens pour les rénover. Le marché est trop confidentiel pour avoir entraîné un réel développement de tous ces types de SCPI. Il n'existe d'ailleurs que deux SCPI Malraux.

En revanche la loi Méhaignerie, qui offre un sensible avantage fiscal à l'achat de logements d'habitation à vocation locative, a généré d'importantes créations de SCPI. Et là le marché est important. Pour faire bénéficier leurs associés de l'avantage fiscal lié à la loi Méhaignerie, elles s'engagent donc à investir dans l'achat de logements neufs qu'elles louent à des taux très inférieurs à ceux des bureaux. De l'ordre de 3 à 4 % contre 7 à 8 %. Au point que la rentabilité à long terme de cette formule, même assortie de son avantage fiscal, n'est pas démontrée... Pourtant le succès est là.

Tous les grands groupes bancaires créent leur SCPI Méhaignerie : après Unidomi du Crédit agricole, Franchi Habitat des Banques populaires, Genchabitat de la Société générale, Natio Habitat de la BNP et Slivimo Habitat du Crédit lyonnais, c'est au tour du Crédit du Nord d'annoncer Norpierre. La force de frappe de tels réseaux va inévitablement créer des appels d'épargne importants.

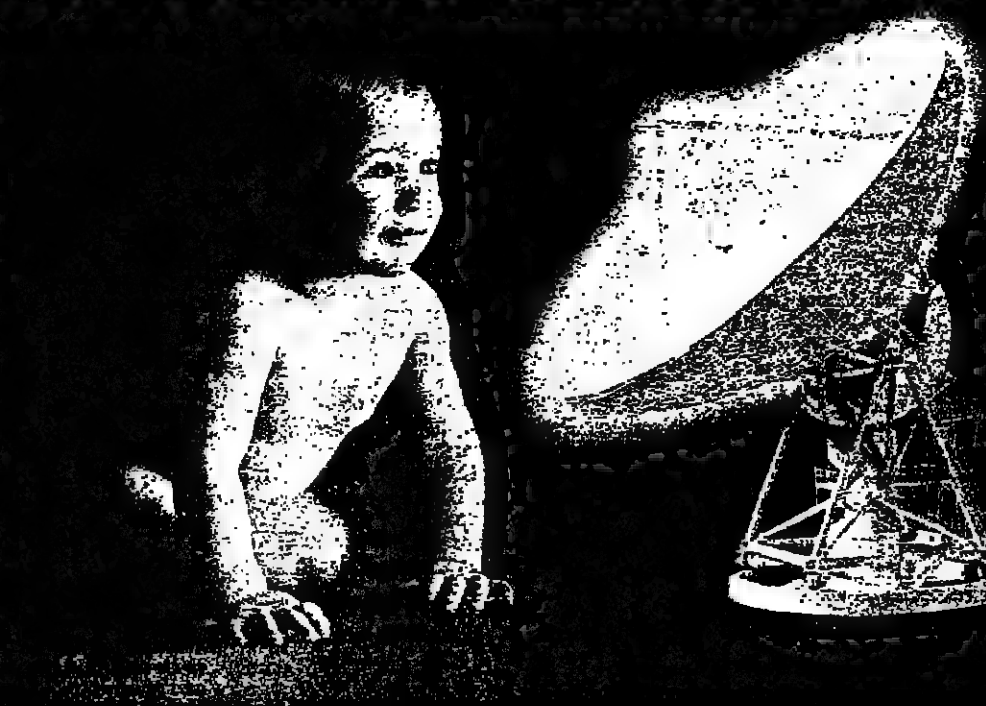
Mais, dans l'attente d'investissements, les SCPI placent leurs capitaux collectés soit sur des comptes à termes rémunérés, soit en SICAV de trésorerie. Ce qui explique que les revenus perçus de SCPI soient de nature différente. Les loyers sont des revenus fonciers qui, dans le cas spécial de la loi Méhaignerie, bénéficient d'un abattement fiscal exceptionnel de 35 % (au lieu de 15 % pour les revenus fonciers classiques). Les revenus monétaires sont réintégréables à l'impôt sur le revenu et peuvent acquiescer un prélèvement libératoire de 47 %.

Dans la pratique, bon nombre de SCPI ne laissent pas le choix à leurs associés et appliquent d'office les 47 %. De plus, il semblerait que certaines imprudences aient été commises dans les placements de trésorerie des SCPI nouvellement constituées. Des spéculations hasardeuses sur le Matif auraient entraîné des pertes importantes. La rumeur n'est pas confirmée. Mais si tel était le cas, les rendements à venir en prendront un sérieux coup.

Chez les professionnels, l'optimisme est aujourd'hui mesuré. D'un côté, il y a l'intérêt porté à la pierre par beaucoup d'investisseurs, de l'autre, il y a un marché qui va devenir pléthorique sous peu... Les SCPI auront alors, inévitablement, des surfaces immobilières vides, difficiles à louer. Les rendements diminueront. Il n'est plus un professionnel pour le nier aujourd'hui : les SCPI ont vécu leurs meilleures années.

PHILIPPE ETRILLARD.

CNT : INVESTISSEZ DANS LA COMMUNICATION DE DEMAIN



CNT En finançant par des emprunts la recherche, le développement et les applications de technologies parmi les plus avancées au monde, la CNT contribue à l'effort entrepris par les Télécommunications françaises pour se placer au tout premier plan de la compétition internationale.

La communication : un secteur qui fait progresser tous les autres.

Qu'il s'agisse des prestations simples offertes au grand public ou des services plus sophistiqués proposés au monde professionnel, les Télécommunications s'efforcent d'innover sans cesse et d'entraîner avec elles le développement des activités industrielles et commerciales. La CNT sous-tend cet effort et offre au public de prendre part à cette action dans des conditions particulièrement favorables.

La rentabilité de titres porteurs d'avenir.

Depuis plus de 20 ans, la CNT, emprunteur régulier, se préoccupe de l'intérêt des investisseurs et veille de très près à la bonne tenue de ses titres, sur toutes les grandes places nationales et internationales où elle intervient.

Les obligations CNT, une obligation de sécurité.

Le paiement des intérêts et le remboursement des capitaux aux investisseurs sont effectués quelles que soient les circonstances : la dette de la CNT a le même statut que la dette de l'Etat.

Avec la CNT, profitez de la progression des Télécommunications.

Cette année encore, la CNT émettra des emprunts essentiellement sur le marché national. En souscrivant aux emprunts CNT, chacun peut profiter de la progression des Télécommunications. En les faisant progresser.

CAISSE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

Une valeur sûre.

Vos placements et le Crédit Agricole

Les éleveurs de SICAV

Où est la Bourse?

Au Crédit Agricole. Et comment! Vous y trouverez tous les types de SICAV et Fonds Communs de Placement : pour entreprises, institutionnels et particuliers. Et même une SICAV adaptée au nouveau Plan d'Épargne Retraite.

Nos SICAV et FCP sont appréciés des plus blasés des analystes pour leur régularité et leur dynamisme et occupent une place enviable dans les tableaux d'honneur boursiers.

Et si nous sommes capables de garder notre sang-froid en périodes d'incertitudes, c'est que Ségépar/Titres, notre filiale spécialisée dans la création et la gestion de nos SICAV et FCP, réunit des gestionnaires affûtés et responsables, une pérennité d'équipes... et les moyens du Crédit Agricole.

Dans ses 10000 agences et bureaux, le Crédit Agricole vous fait profiter de sa compétence.



Le bon sens en action

Ségépar/Titres, filiale du Crédit Agricole, le plus important gestionnaire français de SICAV et FCP.

Les SICAV actions et obligations

L'heure de vérité

(Suite de la page 33.)

Mais il s'agit de véritables cas particuliers de spécialisées placées sur des marchés (les placements liés à l'or, les Bourses d'Extrême-Orient) qui ont plutôt bien résisté à la tourmente.

La grande majorité des catégories de SICAV ont été atteintes directement par la crise boursière. C'est le cas des SICAV internationalement diversifiées dont tous, selon les statistiques de TGF, l'encours au mois d'octobre a diminué de 14,2 milliards de francs à 88,2 milliards (-13,8 %). Ainsi, contrairement à ce qu'on aurait pu croire, ces fonds diversifiés, totalement libérés d'investir où ils le souhaitent et sur les produits de leur choix — même s'ils doivent toujours respecter la règle des 30 % d'obligations, — n'en ont pas pour autant réalisé les meilleures performances. Parmi le classement des SICAV actions, la première SICAV de ce type ne se trouve qu'en douzième position (Stratégie internationale).

Même la « pierre »

Pour ce qui est des diversifiées françaises (au moins 50 % de valeurs françaises), la baisse de leur encours de 5,2 milliards de francs au mois d'octobre (-19,6 %) est encore plus nette même si trois fonds — Gestion Associations, Objectif Convertible et Axa Investissement limitent les dégâts en octroyant moins de 3 % depuis le 1^{er} janvier. Sur les quarante-quatre SICAV diversifiées françaises, les différences de performances sont éloquentes. Dix perdent moins de 5 %, seize moins de 10 % mais dix-huit plus de 10 %, cinq plus de 15 % et une plus de 20 %.

Les fonds spécialisés dans l'immobilier ont aussi fortement souffert, d'une part, parce qu'ils sont en très grande majorité à forte connotation française, et, d'autre part, très sensibles aux évolutions des taux. Les SICOMI, qui représentent une partie importante des investissements des SICAV immobilières et réalisent des opérations de crédit-bail sont en effet par essence des « valeurs-taux ». Dans ces conditions, peut étonner que la première des immobilières (Sélection immobilière) se retrouve en quarante-cinquième position avec un recul de 5,85 % depuis le début de l'année. Mais plus significatif : sur un total de quatorze SICAV immobilières, onze ont perdu plus de 10 % depuis janvier.

Les situations les plus inquiétantes sont néanmoins celles des SICAV spécialisées dans des créneaux technologiques étroits ou sur des marchés de petite taille qui ont subi le choc sans pouvoir réellement le parer. L'exemple le plus caricatural d'une telle situation est celui des fonds spécialisés sur le second marché. La débâcle et la fuite qui caractérisent ce marché porté il y a quelque temps encore par la spéculation et une certaine mode aboutissent à une

véritable chute libre des valeurs liquidatives des SICAV. A commencer par, ironie du sort, celle de Sélection Rhône-Alpes, la société d'investissement du CCF, championne toutes catégories de la gestion collective en 1986 aux côtés de Gestion.

Sélective N° 1, la spécialiste second marché de la banque Indosuez, est à -19,06 % depuis le début de l'année (au 6 novembre) et a cédé en deux semaines près de 20 points. Dans le même temps, elle a régressé dans le classement à la cent cinquante-quatrième place. Pour Saint-Honoré PME avec -7,77 % (Compagnie financière), Uni-Régions -9,18 % (Crédit agricole) et à un moindre niveau Sélection Avenir -12,34 % (CCF), la situation est un peu moins catastrophique. Mais l'hémorragie n'est peut-être pas terminée, car la panique perceptible ces derniers jours chez de nombreux petits porteurs aboutit à un flot d'ordres de ventes de parts de SICAV qui obligent les gérants à trouver des liquidités et à alimenter la baisse du marché, une véritable spirale infernale.

En outre, le mode de fonctionnement du second marché interdit toute cotation quand les écarts dans un sens ou dans l'autre dépassent les 6 %. Dans ces conditions, un gérant peut tenter de vendre des titres pendant des jours et des jours sans moyen, d'une part, de stopper la panique et, d'autre part, de retirer des liquidités.

La revanche des SICAV obligations

Pour ce qui est des SICAV obligations, si elles ont tiré leur épingle du jeu correctement avec toujours, au 6 novembre, cent dix-huit fonds en progrès depuis le début de l'année sur un total de cent quarante-neuf SICAV (dans le classement Paribas), leurs performances sont cependant sans commune mesure avec celles (brillantes) enregistrées lors des dernières années. Ainsi, de 1982 à 1986, la baisse généralisée des taux avait permis de réaliser des gains moyens de 13,9 % en 1985 et de 16,24 % en 1986 (moyennes non pondérées par actif). Niveau que l'on considérerait parfois comme acquis.

A nouveau, les différences de gestion et les prises de risques plus ou moins importantes transparaissent dans les classements. Les déboires enregistrés sur le MATIF en sont une preuve. Lorsque les perspectives d'évolution des taux d'intérêt sont assez claires, on conçoit aisément que quelques gestionnaires s'aventurent sur le terrain de la spéculation. Mais certains gérants ont cru trop longtemps au mouvement de baisse des taux et n'ont pu arbitrer à temps, il était déjà trop tard.

Pour repérer les gérants qui se sont fourvoyés, il suffit de prendre

les palmarès des SICAV obligataires ou des SICAV court terme et de regarder en bas de la liste, elles y sont toutes. On peut résumer la situation de la majorité des SICAV obligations comme le fait un gérant : « Pas de grosses déconvenues, pas de grosses plus-values. » Deux sociétés spécialisées sur les obligations de première catégorie sont en tête du classement. Il s'agit de Obliprime et de Xi Long terme. Suivent une SICAV 50 % française, Horus, et deux fonds à vocation exclusivement française, MATIP et GH-MATIF. Dans ce secteur, la première des SICAV en obligations internationales à plus de 50 %, Natio-Inter se trouve en quatorzième place avec un gain de 6,25 %.

La lecture de ce palmarès et après plus d'un mois d'une crise particulièrement violente dont personne n'avait pu prévoir la soudaineté et la brutalité, les performances de l'ensemble des SICAV semblent parfois honorables, voire inespérées, mais aussi, dans d'autres cas, assez désastreuses. Même si elles ont dans leur majorité réussi à limiter les dégâts par rapport aux indices boursiers, le bilan est lourd. Alors aujourd'hui peut-on encore placer son épargne

dans les SICAV ? Pour Jean-François Vert : « La période actuelle est finalement et paradoxalement très favorable à la gestion collective puisque de nombreux épargnants échappés par les difficultés d'une gestion individuelle dans une période tourmentée ont besoin de la sécurité d'une prise en charge professionnelle. » Au-delà de cet optimisme un peu forcé, la prudence s'impose.

C'est le moment où jamais avant de franchir le pas de demander à votre gestionnaire la composition exacte de son portefeuille et son dernier rapport de gestion trimestriel. S'il a traversé ces dernières semaines sans trop d'ennuis, c'est un bon gage pour l'avenir. Pour finir, un petit conseil, les compagnies d'assurances tirent régulièrement et depuis quelques années bien mieux leur épingle du jeu que les banques. Une seule raison, la souplesse de leur gestion qui, en particulier, leur permet de travailler avec l'ensemble des banques de la place et en outre leur évite de prendre obligatoirement des titres malins.

ÉRIC THIAU

SICAV SPÉCIALISÉES

NOMS	ÉTABLISSEMENTS	Perf. du 1-1-87 au 6-11-87 en %	Class. 1987	Perf. en 1986 en %	Class. 1986
Auricle	CIC	+13,08	1	+22,26	89
Acti mini d'or	B. Louis Dreyfus	+8,63	2	+18,38	101
Techno-GAN (*)	GAN	+6,12	3	—	—
Sélection Pacifique	CCI	+5,53	4	—	—
Lafitte Tokyo	Européenne de banque	+5,53	5	+29,59	58
Sicav (*)	Paribas	+3,86	6	—	—
Monsieur France-Axis	Crédit chimique	+2,75	7	+30,80	54
América Valor	R. Worms	+1,98	8	+33,42	41
América Europe	Redschmidt et associés banque	+0,16	9	—	—
Soleil Lorient	—	—	—	—	—
Lafitte Japon	Indosuez-CIC	-8,28	10	+33,16	42
Gestion Japon	BUP	-8,49	11	+46,65	13
Europe	GAN	-1,93	12	+16,77	104
Corail	BGP	-3,66	21	—	—
Extrême-Orient	—	—	—	—	—
Sicav (*)	Paribas	-3,44	25	—	—
Gestion Océan	Crédit du Nord	-3,56	26	+2,98	121
Gestion Orient	R. Indosuez	-4,50	34	—	—
(Orient gestion)	Axa	-5,33	40	+46,33	11
Méditerranée	GAN	-5,53	43	—	—
Nippon-GAN (*)	—	—	—	—	—
Saint-Honoré	Compagnie financière	-5,86	46	—	—
Technologie	—	-6,35	50	—	—
France-Japon	Champs-Marselle	-7,10	57	+24,42	78
Union-Régions	Paribas	-7,23	59	—	—
Cortexa Sicav	Européenne de banque	-7,33	61	—	—
Lafitte Amérique	BGP	-7,36	62	—	—
Aurora	R. Indosuez	-7,53	63	—	—
Cedra Amérique	—	—	—	—	—
Saint-Honoré	Compagnie financière	-7,96	70	—	—
Bio-Alimentaire	—	—	—	—	—
Saint-Honoré	Compagnie financière	-8,57	72	—	—
Conservation	CCF	-8,68	74	—	—
Sélection technologique	Crédit agricole	-9,18	79	—	—
Union-Régions	BGP	-9,43	84	—	—
Jupiter	CCI	-10,42	92	—	—
Techno	Crédit agricole	-11,25	96	—	—
Eurodyne	Paribas	-11,38	98	+22,92	83
Parcarpe	CCF	-11,61	101	+20,20	89
Sélection Europe	BGP	-11,64	102	+2,58	122
Euro	Redschmidt et associés banque	-12,31	110	—	—
Euro USA (*)	—	—	—	—	—
Sélection Avenir	Associée	-12,64	115	—	—
Sivance	Crédit Lyonnais	-13,25	124	—	—
PR1 Comptant (*)	BMP	-13,82	130	—	—
Amplitude (*)	Caisses des dépôts	-15,25	139	—	—
Northern Mosaic (*)	BGP	-16,37	144	—	—

(*) Créées en 1987.

Source : Paribas.

SICAV DIVERSIFIÉES FRANÇAISES

NOMS	ÉTABLISSEMENTS	Perf. du 1-1-87 au 6-11-87 en %	Class. 1987	Perf. en 1986 en %	Class. 1986
Gestion	Paribas	+2,56	18	+20,15	96
Associations	Lazard Frères	+2,71	19	—	—
Objectif convertible	Axa banque	+2,92	20	—	—
Axa invest. (*)	GAN-BIF	+3,61	26	+12,51	116
Soleil invest.	UAP	+3,84	29	—	—
Victoire	Gpe Victoire	+4,25	31	+38,09	29
Orival	Carif-Cr. bancaire	+4,46	32	+34,55	33
Epargne valeur	BNP	+4,47	33	+21,60	93
Liberté portefeuille	Crédit du Nord	+4,67	36	+22,53	85
Paribas Patrimoine	Paribas	+4,79	37	+15,82	106
(ex SOFINGEST)	—	+4,99	38	+17,64	102
SNI	CCI-Sicav	+5,04	39	+26,63	68
SFI	Caisses des dépôts	+5,40	41	—	—
Action invest.	R. Paribas	+5,46	42	+27,31	64
Obligations convert.	Crédit du Nord	+5,46	42	+27,31	64
SILVAM	Crédit Lyonnais	+5,49	43	+24,78	75
Victoire valeurs	Gpe Victoire	+5,50	44	+22,93	115
ST-EST	ACP	+5,56	45	—	—
Monnaie invest.	La Mondiale	+5,56	46	+19,34	98
Objectif croissance	Lazard Frères	+5,61	47	+24,74	76
Euro Croissance	BUE	+5,61	48	+16,35	105
Epargne invest.	Epargne Stair Vie	+5,65	49	—	—
Union	R. Worms	+5,65	50	+24,26	79
Plancher	Crédit agricole	+5,65	51	+24,26	79
Front-Value	R. Worms	+5,65	52	+24,26	79
STP valeurs	R. WTP	+5,65	53	+24,26	79
Epargne mixte	Crédit agricole	+5,65	54	+24,26	79
Providence Interm.	Hottinguer et Cie	+5,65	55	+24,26	79
Oréal	Oréal	+5,65	56	+24,26	79
Oréal invest.	Société générale	+5,65	57	+24,26	79
Sélection Croissance	Crédit du Nord	+5,65	58	+24,26	79
Argence	—	+5,65	59	+24,26	79
Ricard (*)	R. Danneberg	+5,65	60	+24,26	79
Situations spéciales	—	+5,65	61	+24,26	79
Esprit	Epargne de France	+5,65	62	+24,26	79
Création	AGF	+5,65	63	+24,26	79
Fininvest	Ch. Comroux-Sauzet	+5,65	64	+24,26	79
Sélection mobilière	—	+5,65	65	+24,26	79
(divers)	R. Indosuez	+5,65	66	+24,26	79
AGF actions	AGF	+5,65	67	+24,26	79
BUE	BUE	+5,65	68	+24,26	79
Fininvest	R. Norddeutsche	+5,65	69	+24,26	79
Placement limité	Schlesinger	+5,65	70	+24,26	79
Colombelle	Malin	+5,65	71	+24,26	79
Actions sélectionnées	UAP	+5,65	72	+24,26	79
Indosuez valeurs	Indosuez	+5,65	73	+24,26	79
Fininvest	R. Norddeutsche	+5,65	74	+24,26	79
Gestion mobilière	Schlesinger	+5,65	75	+24,26	79
Septentrion	—	+5,65	76	+24,26	79
Croissance	R. Indosuez	+5,65	77	+24,26	79
Sélection	CCF	+5,65	78	+24,26	79
Rhône-Alpes	—	+5,65	79	+24,26	79
Hessmann	—	+5,65	80	+24,26	79
France (*)	R. Worms	+5,65	81	+24,26	79
Australie (*)	R. Indosuez	+5,65	82	+24,26	79
France invest.	Palat-Marmont	+5,65	83	+24,26	79

SICAV OBLIGATIONS INTERNATIONALES ET DIVERSIFIÉES (50 % INTERNATIONALES)

NOMS	ÉTABLISSEMENTS	Perf. du 1-1-87 au 6-11-87 en %	Class. 1987	Perf. en 1986 en %	Class. 1986
Axa Europe (D)	Axa Banque	+7,57	8	—	—
Lombard	—	—	—	—	—
Obligations (D)	Groupe Victoire	+6,82	11	+26,64	6
Lombard sécurité (D)	Groupe Victoire	+6,51	12	+22,78	14
Natio-Inter (D)	BNP	+6,25	14	+22,20	16
Océan (D)	Crédit Lyonnais	+6,25	15	+22,20	16
Océan (D)	BMP	+6,25	16	+22,20	16
France-Allemagne	—	+6,25	17	+22,20	16
Obligations (*) (D)	Deutschebank	+4,95	20	—	—
Jade (D)	Europe de gestion privée	+4,95	21	+24,32	9
Options et rendement (*) (D)	R. Transatlantique	+4,95	22	—	—
Nord-Sud	—	+4,95	23	—	—
développement (D)	Caisses des dépôts	+4,12	29	+15,46	57
Intervall (D)	Société générale	+3,89	44	+17,31	38
Euroinvest (D)	Paribas Al-Sicav	+3,83	46	+7,27	111
Alfred (D)	UAP	+3,62	50	+13,21	85
Trans-plus (D)	Assurances du groupe de pays (AGP)	+3,63	63	+15,24	61
Euro (D)	CCI	+2,88	70	+12,14	98
Europe	—	+1,95	89	+13,31	83
Obligations (D)	BNP	+1,95	89	+13,31	83
rendement (D)	Européenne de banque	+1,23	104	+16,91	46
Droneur sélection (D)	Groupe Droneur	+0,67	112	+23,33	12
Obligations (D)	Banque Indosuez	+0,63	118	+9,55	109
Univers	Crédit agricole	-1,30	127	+30,12	2

Source : Paribas.

(D) : diversifiée (50 % obligations françaises).

(I) : internationales à plus de 50 %.

(*) Créées en 1987.

Qu'est-ce qu'une SICAV ?

— Une société d'investissement à capital variable (SICAV) est un portefeuille collectif diversifié, composé essentiellement de valeurs mobilières (actions françaises ou étrangères, obligations françaises ou étrangères) et de disponibilités dans une moindre proportion (bons du Trésor, liquidités).

— La SICAV permet à des particuliers d'accéder à la Bourse sans se préoccuper quotidiennement de la gestion de leurs fonds et sans avoir à engager des sommes importantes.

— Le capital d'une SICAV est dit « variable » car le nombre de souscripteurs de parts peut augmenter ou diminuer « au jour le jour ». Une part de SICAV est donc une action de ce fonds dont la valeur se détermine quotidiennement en fonction des cours de Bourse des titres qui composent la SICAV.

— Le souscripteur peut vendre à tout moment. Le prix d'achat, établi tous les jours, est supérieur de 4,5 % à 5 % au prix de vente, dit « prix de rachat », en raison de la commission qui rémunère les intermédiaires.

— Les SICAV sont émises et gérées par les banques, les agents de change, les compagnies d'assurances, les établis-

sements financiers, les caisses d'épargne, etc.

— Pour éviter de trop fortes secousses, des règles précises commandent la composition des SICAV et en diversifient les risques. Les SICAV doivent ainsi détenir au moins 30 % de leurs actifs en liquidités ou en obligations françaises. Par ailleurs, les SICAV ne peuvent détenir plus de 5 % du capital d'une société. Enfin, il se pourrait que dans la prochaine loi de finances, la part obligatoire d'obligations soit diminuée.

— D'un point de vue fiscal, les propriétaires de parts de SICAV sont à peu de chose près dans la même situation que s'ils possédaient et gèrent directement les titres. Les dividendes d'actions et les revenus d'obligations qui composent le fonds sont imposés normalement. Les associés ont donc droit à l'avoir fiscal au prorata de leur part. Ils peuvent bénéficier du précompte libératoire et de l'abattement sur les revenus de valeurs mobilières. Les plus-values résultant de la vente des parts de SICAV sont taxées à 16 % au-delà du plafond. En revanche, les plus-values dégagées par la gestion de la SICAV ne sont pas imposables.

E. Th.

J-37
31-12-87
(date limite de souscription)

BÉNÉFICIEZ D'UNE ANNÉE ENTIÈRE DE PLUS-VALUE

réalisée par la

SCI * CROISSANCE PIERRE

En souscrivant avant le 31 décembre 1987 minuit un contrat de capitalisation **

CROISSANCE PIERRE INVESTISSEMENT

Le 1^{er} janvier prochain les parts de CROISSANCE PIERRE seront réévaluées. Tous les contrats CROISSANCE PIERRE INVESTISSEMENT souscrits avant cette date profiteront de l'intégralité de la plus-value réalisée sur un an.

CROISSANCE PIERRE : une valeur défensive.

CROISSANCE PIERRE est constituée d'immuables localisés à usage commercial et d'habitation, sélectionnés en fonction de leur potentiel de plus-values et de la capacité de progression des loyers.

Multipliez les avantages de l'immobilier par ceux de la capitalisation.

1 Sécurité de la pierre

L'expérience de plus de 80 ans de L'ÉPARGNE DE FRANCE qui gère un patrimoine immobilier de près d'un milliard de francs.

2 Double rentabilité

La capitalisation de 75 % des revenus locatifs nets et de la totalité des plus-values de CROISSANCE PIERRE (sur deux ans du 1/1/85 au 1/1/87, plus-value 27,78 % et revenus 13,51 %).

3 Fiscalité privilégiée

Absence d'imposition sur le revenu et les plus-values après la 6^e année (loi de finances 1983).

4 Cession facile

Contrat au porteur donc cession sans formalité ni frais.

5 Disponibilité immédiate de fonds

CROISSANCE PIERRE INVESTISSEMENT est un placement à moyen terme qui vous permet, si nécessaire, d'obtenir des disponibilités.

6 Aucun souci de gestion
Ni recherche de locataires, ni encaissement de loyers, ni entretien, ni réparation de bâtiments, ni déclarations de revenus fonciers.

7 Accessibilité
Vous souscrivez par tranche de 675 parts soit 177,62 F (jusqu'au 31/12/87).

* SCI - Société Civile Immobilière.

** à capital variable immobilière.

Demandez sans attendre notre documentation gratuite en adressant

EPARGNE ET PLACEMENTS

SICAV MONORY-CEA

NOMS	ETABLISSEMENTS	Perf. du 1-1-87 au 6-11-87 en %	Class. 1987	Perf. en 1986 en %	Class. 1986
Obligat. (*)	Citibank	+17,87	1	-	-
Mon. (*)	Capital Syndicat	+15,53	2	-	-
Mon. (*)	R. Demachy	+12,42	3	-	-
Mon. (*)	BNP	+9,14	4	-	-
Mon. (*)	Ch. Goy Harroche	+8,97	5	-	-
Mon. (*)	Société immobilière de crédit	+8,97	6	-	-
Mon. (*)	BNP	+7,62	7	-	-
Mon. (*)	Lazard Frères	+7,55	8	-	-
Mon. (*)	R. Morgan	+6,45	9	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+6,45	10	-	-
Mon. (*)	Commerciaux de Paris	+6,22	11	-	-
Mon. (*)	R. Paribas	+6,16	12	-	-
Mon. (*)	BNP	+5,81	13	-	-
Mon. (*)	BNP	+5,61	14	-	-
Mon. (*)	R. Morgan	+5,51	15	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+5,42	16	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+5,34	17	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+5,18	18	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+5,07	19	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,88	20	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,85	21	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,75	22	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,75	23	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,69	24	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,69	25	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,69	26	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,69	27	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,69	28	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,69	29	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,69	30	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,69	31	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,69	32	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,69	33	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,69	34	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,69	35	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,69	36	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,69	37	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,69	38	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,69	39	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,69	40	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,69	41	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,69	42	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,69	43	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,69	44	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,69	45	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,69	46	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,69	47	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,69	48	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,69	49	-	-
Mon. (*)	R. Vernet	+4,69	50	-	-

SICAV IMMOBILIÈRES

NOMS	ETABLISSEMENTS	Perf. du 1-1-87 au 6-11-87 en %	Class. 1987	Perf. en 1986 en %	Class. 1986
Sélection immob. *	CCF	- 5,95	45	-	-
Académie *	UAP	- 6,96	55	+25,11	71
Natio-Immobilier *	BNP	- 9,31	80	-	-
Fondat. Invest. *	R. Paribas	+18,19	88	+31,33	45
Pierre Invest. *	Palais-Marmont	-10,30	89	+24,94	73
INVEST *	Indosuez	-10,30	90	+38,23	54
SICAVIMMO *	Indosuez	-12,71	116	+30,35	51
UNISIC *	R. Vernet	-12,84	188	+24,82	81
Crédit immob. *	Épargne de France	-13,32	126	+37,77	31
Conversion *	Société générale	-13,35	127	+29,13	61
AGHARS *	AGF	-13,71	129	+38,99	48
Unifac-Évo *	Crédit agricole	-14,97	134	+35	36
Laiffite immobilière *	Européen de Banque	-15,49	142	-	-
Fondat. *	BRED	-17,72	184	+31,10	46

(*) Créées en 1987. Sources : Paribas.

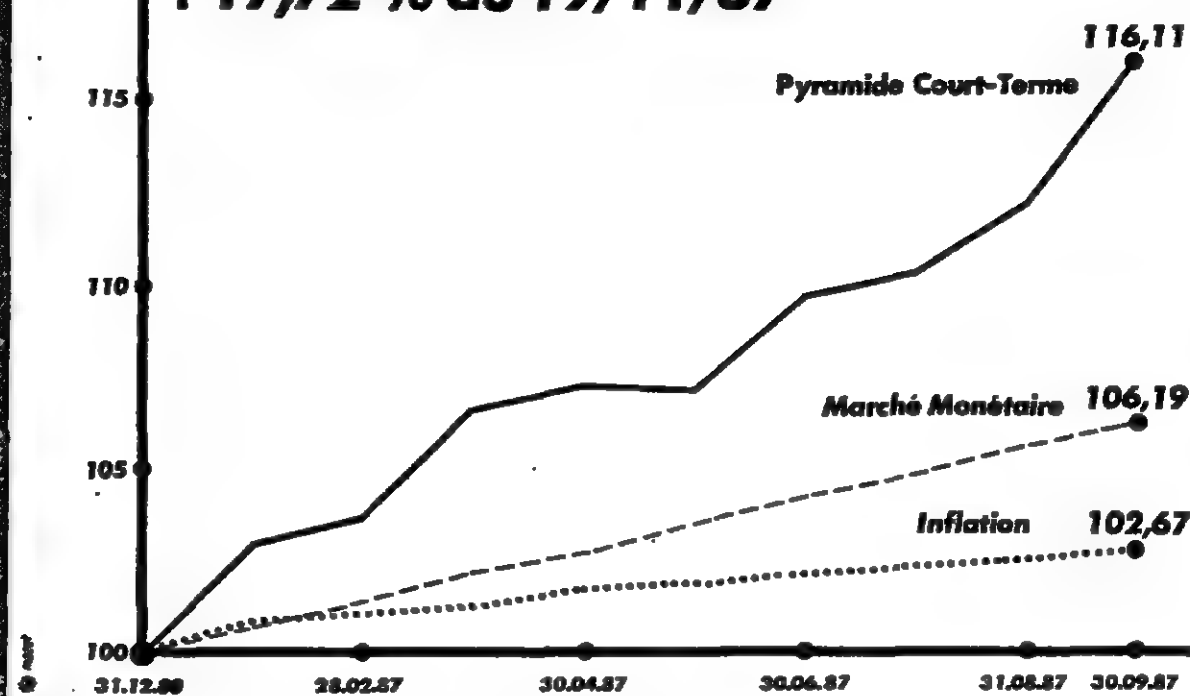
NOMS	ETABLISSEMENTS	Perf. du 1-1-87 au 6-11-87 en %	Class. 1987	Perf. en 1986 en %	Class. 1986
Ségépar *	Américan du groupe de Paris	- 4,82	35	+33,52	40
France région *	CCF	- 6,06	47	+37,97	30
France GAN (*)	GAN	- 6,38	49	-	-
Credit *	Crédit-Ca bancaire	- 6,64	53	+51,74	2
AGF 5000 *	AGF	- 9,77	77	+48,58	6
AAA (Actions agro-alimentaire)	Banque populaire	- 9,34	82	+35,85	35
Unifac *	R. Vernet	- 9,77	85	+38,72	28
Épargne-Industrie *	Crédit mutuel	-10,77	95	+43,89	14
Optimiser *	Crédit du Nord	-11,80	96	+34,79	38
Unifac *	Crédit agricole	-11,79	105	+30,69	34
Dreux-France *	Dreux	-11,84	107	+48,93	18
Placement A (*)	Société immobilière de crédit	-11,94	108	-	-
Actions-France *	UAP	-12,26	111	+39,30	26
France-Entreprise *	R. Paribas	-12,80	118	+43,18	16
Morimont *	Société immobilière de crédit	-12,84	121	+39,33	27
Sicav 5000 *	BNP	-13,03	122	+37,47	32
Sélection *	CCF	-14,25	133	+37,97	30
France *	CCF	-14,87	137	+45,66	12
Natio, valeurs *	BNP	-15,32	140	+31,85	47
SPF-Valeurs *	Crédit agricole	-15,41	141	-	-
Inter Valeurs *	Groupe Ségépar	-15,65	143	+38,80	49
Provinciales *	BNP	-16,07	146	+42,23	17
Gestion Sélection *	R. Indosuez	-16,96	147	+46,43	20
France *	Paribas	-17,41	149	+47,58	9
Province-France (*)	Paribas	-17,75	150	-	-
Laiffite-France *	Européen de Banque	-18,30	152	+31,88	44

(*) Créées en 1987. Sources : Paribas.

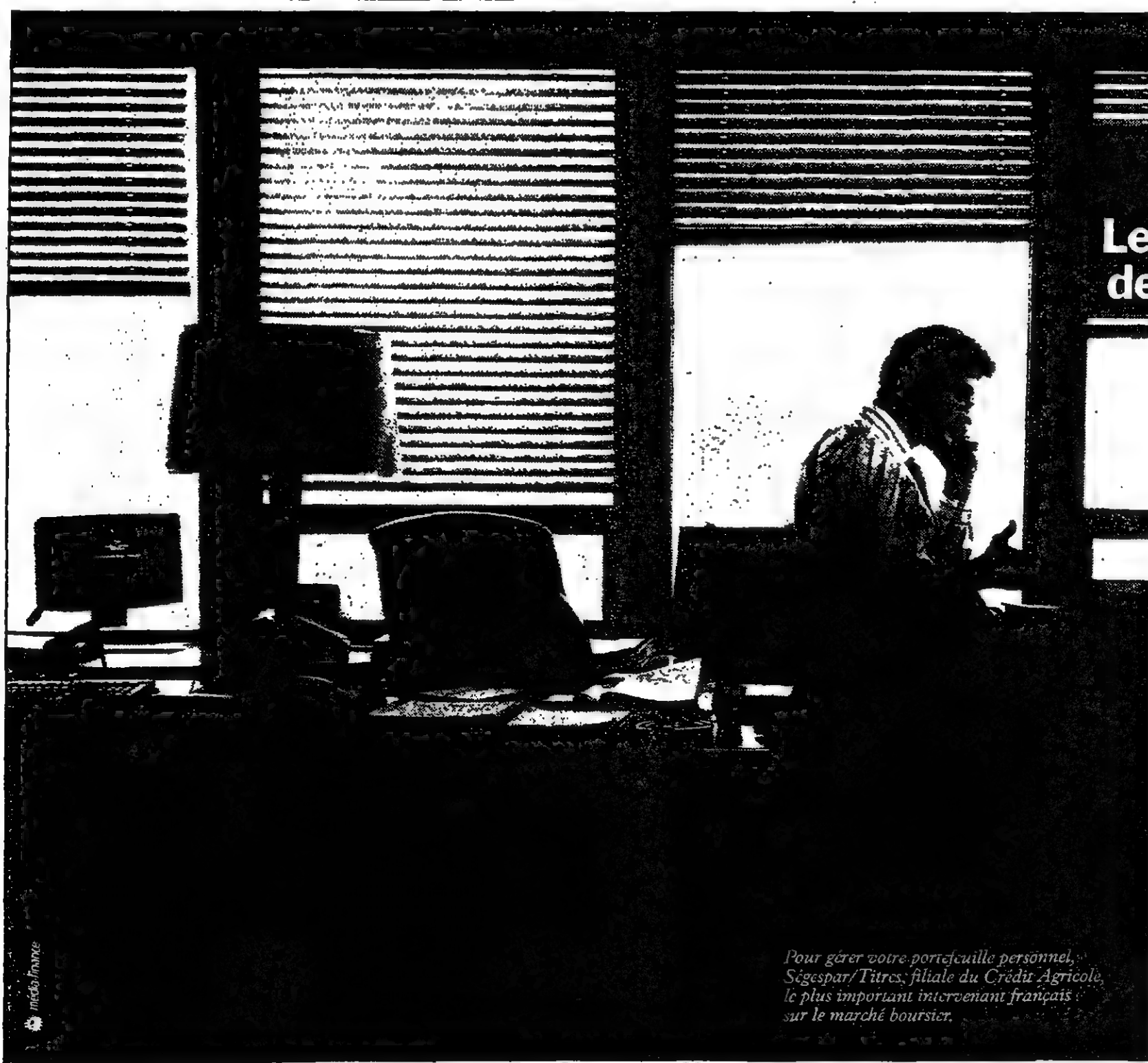
GEREZ MIEUX VOTRE TRESORERIE
PYRAMIDE COURT - TERME

Fonds Commun de Trésorerie

+17,72 % au 19/11/87



Note d'information disponible sur demande
HAMANT, CARMIGNAC S.A. 19 rue Le Peletier 75009 Paris Tél. 48.24.58.00



Votre patrimoine
et le Crédit Agricole

Les défricheurs
de patrimoines

Pour un portefeuille diversifié en actions et en obligations, donnez tous les moyens à vos moyens avec Ségépar/Titres.

C'est notre filiale «gestion de valeurs mobilières» et le plus important intervenant français en Bourse. Avec un compte géré, par exemple, vous bénéficiez de notre maîtrise du marché financier: un grand professionnel qui vous est attaché, analyse, défriche, rééquilibre, diversifie et gère.

La qualité de nos gestionnaires et de nos portefeuilles nous permet de garder notre sang-froid en périodes d'incertitudes, et de respecter vos contraintes et vos objectifs, dans une optique de régularité des performances.

Dans ses 10000 agences et bureaux, le Crédit Agricole vous fait profiter de sa compétence.



Pour gérer votre portefeuille personnel, Ségépar/Titres, filiale du Crédit Agricole, le plus important intervenant français sur le marché boursier.

Le bon sens en action

Les SICAV court terme

Une mutation douloureuse

Pour les SICAV court terme, dites « de trésorerie », dont l'encours, en un an, est passé de 325 milliards de francs à 430 milliards de francs, la mutation douloureuse amorcée à l'automne 1986 s'est poursuivie : adieu les progressions mirobolantes (plus de 20 % sur un an) dues à une baisse des taux et à une hausse des cours des obligations ininterrompue depuis 1982.

La remontée rapide des taux depuis un an, et la baisse des cours des obligations correspondante, a provoqué deux phénomènes. Le premier, une diminution générale du niveau des rémunérations, d'abord par la

disparition des plus-values résultant de la hausse des cours, ensuite par le ripage massif des dépôts vers les SICAV dites « monétaires », c'est-à-dire détenant en permanence plus de 75 % de leurs actifs en valeurs monétaires : rémunérés (prises en pension temporaire d'obligations), bons du Trésor, billets de trésorerie, certificats de dépôts, créances hypothécaires, bons des institutions financières spécialisées (IFS).

Les valeurs monétaires sont sûres, c'est-à-dire exemptes de risques de dépréciation de leur valeur en capital, mais elles ne procurent aucun gain en capital

et, surtout, n'offrent qu'une rémunération proche de celle du marché monétaire et interbancaire, soit un peu plus de 7 % actuellement. Comme l'indique le tableau ci-joint, les SICAV monétaires, sur les dix premiers mois de l'année, ne donnent que 6 % à 7 % de rendement, dans une fourchette assez resserrée.

La fête est bien finie

Il n'est pas de même pour les SICAV « sensibles » où les écarts sont importants, suivant leur composition (plus ou moins d'obligations à taux fixe dont les cours ont baissé) et l'habileté de leurs gestionnaires. Des 7,79 %,

sur dix mois, de Mobilprime de la CGM (groupe Indosuez) aux - 11,76 % d'Entrinvest de la Banque de l'Entreprise, la fourchette est large, le rendement moyen se situant aux environs de 4,35 %, celui des SICAV « régulières » (mixtes) tournant autour de 5,50 %, toujours sur dix mois.

Décidément, la fête est bien finie pour les SICAV de trésorerie. Pour l'année qui vient, il est possible que les performances des SICAV sensibles s'améliorent si les taux à long terme se stabilisent ou même baissent. L'année 1987 ne pouvait leur être plus défavorable.

FRANÇOIS REMARD.

RÉGULIÈRES

Clas.	Noms	Établissements fondateurs	Variations en % jan.-oct. 1987
1	Publicourt	Paribas	+ 1,66
2	CAC court terme	CSAC	+ 4,92
3	Epargne Associations	Paribas	+ 6,85
4	Gestion monétaire	Indosuez	+ 6,58
5	Midland CT	Midland Bank	+ 6,52
6	Prémier oblig.	CIC	+ 6,50
7	Ouest oblig.	CIC	+ 6,45
8	Est oblig.	CIC	+ 6,45
9	Valérieux	Crédit chèque	+ 6,39
10	Unicredit	Vermes	+ 6,39
11	Natio Sécurité	Ch. Bosc Alain Farra	+ 6,38
12	Midland Placement	Midland Bank	+ 6,33
13	Financ CT	Crédit du Nord	+ 6,30
14	Unicredit	CNCA	+ 6,21
15	Unicredit	CNCA	+ 6,15
16	Unicredit	CNCA	+ 6,13
17	Unicredit	CNCA	+ 6,13
18	Unicredit	CNCA	+ 6,13
19	Unicredit	CNCA	+ 6,13
20	Unicredit	CNCA	+ 6,13
21	Unicredit	CNCA	+ 6,13
22	Unicredit	CNCA	+ 6,13
23	Unicredit	CNCA	+ 6,13
24	Unicredit	CNCA	+ 6,13
25	Unicredit	CNCA	+ 6,13
26	Unicredit	CNCA	+ 6,13
27	Unicredit	CNCA	+ 6,13
28	Unicredit	CNCA	+ 6,13
29	Unicredit	CNCA	+ 6,13
30	Unicredit	CNCA	+ 6,13
31	Unicredit	CNCA	+ 6,13
32	Unicredit	CNCA	+ 6,13
33	Unicredit	CNCA	+ 6,13
34	Unicredit	CNCA	+ 6,13
35	Unicredit	CNCA	+ 6,13
36	Unicredit	CNCA	+ 6,13
37	Unicredit	CNCA	+ 6,13
38	Unicredit	CNCA	+ 6,13
39	Unicredit	CNCA	+ 6,13
40	Unicredit	CNCA	+ 6,13
41	Unicredit	CNCA	+ 6,13
42	Unicredit	CNCA	+ 6,13
43	Unicredit	CNCA	+ 6,13
44	Unicredit	CNCA	+ 6,13
45	Unicredit	CNCA	+ 6,13
46	Unicredit	CNCA	+ 6,13

MONÉTAIRES

Clas.	Noms	Établissements fondateurs	Variations en % jan.-oct. 1987
1	BFT Sécurité	BFT	+ 7,15
2	France Assurances	Stans	+ 6,92
3	Occidentale Immobilière	CIC	+ 6,86
4	Montgomerie	Ch. Fouchier Morgan	+ 6,82
5	Flammarion	Flammarion	+ 6,77
6	Flammarion	Flammarion	+ 6,77
7	Mobilprime	CGM	+ 6,76
8	Morgan CT	Morgan	+ 6,75
9	Financ Sécurité	Danone Lohé	+ 6,72
10	Mercat CT	BAIF	+ 6,70
11	Fandier	CIC	+ 6,68
12	Epargne J	CCCM	+ 6,67
13	Lion CT	Crédit lyonnais	+ 6,64
14	Barclays Sécurité	Barclays	+ 6,64
15	Placement J	Miscellaneous de crédit	+ 6,61
16	Sélection	CCF	+ 6,59
17	Elan court terme	CCF	+ 6,56
18	Manoir	Société générale	+ 6,56
19	Téléstar	CIC	+ 6,55
20	Placement CT	NSM	+ 6,53
21	Entrinvest SICAV	Bp de l'Entreprise	+ 6,52
22	Meyerson Sécurité	Crédit chèque	+ 6,51
23	Objectif Sécurité	Lazard	+ 6,49
24	Montgomerie	NSM	+ 6,47
25	Placement Sécurité	NSM	+ 6,45
26	Valérieux	BUE	+ 6,43
27	Mobil	CGM	+ 6,38
28	Gestion Sécurité	Indosuez	+ 6,38
29	Maxi plus Sécurité	BOCM	+ 6,37
30	Gestion V CT	Vermes	+ 6,37
31	Gestion 365	BPCM	+ 6,36
32	Securité	Danone Lohé	+ 6,36
33	BTP Montgomerie	BTP	+ 6,35
34	Pyramides court	Pyramides	+ 6,32
35	Prêt Associations	BMP	+ 6,32
36	Entrinvest SICAV	SCF	+ 6,32
37	Entité Sécurité	Bp de l'Entreprise	+ 6,32
38	Fract-Court	CCF	+ 6,29
39	Stabilité	CIC	+ 6,27
40	Investissement CT	BAIF	+ 6,26
41	Investissement CT	UAP-Worms	+ 6,26
42	Désider	RFCT	+ 6,26
43	Spécial Poussé	CIC, Paribas	+ 6,18
44	Valérieux	Paribas, CCF, CDC	+ 6,16
45	Marché Immobilier FLCT	Bp	+ 6,16
46	Montgomerie	BFACM	+ 6,16
47	Provenance Lorraine CT	Provenance	+ 6,13
48	Lafitte Placement	Europe de l'Est	+ 6,12
49	Mone J	CNCA	+ 6,12
50	Acti Valorisation	Dreyfus	+ 6,09
51	SICAV Associations	CCF, CDC	+ 6,04
52	Entrinvest Sécurité	Crédit du Nord	+ 6,04
53	Sélection CT	CCF	+ 5,97
54	Gestion Obligat.	Indosuez	+ 5,97
55	Obi Sol	CIC	+ 5,92
56	Fruct Court	CCF	+ 5,89
57	Saint-Henri Immobil.	C' Financière	+ 5,85

SENSIBLES

Clas.	Noms	Établissements fondateurs	Variations en % jan.-oct. 1987
1	Mobilprime	CGM	+ 7,79
2	Midland Placement	Midland Bank	+ 7,76
3	Mobilprime	CGM	+ 7,36
4	Sélection L. Prime	CCF	+ 6,77
5	Unicredit	Vermes	+ 6,73
6	BRED Associations	CCF	+ 6,52
7	Financ	BUE	+ 6,18
8	Capital Plus	Grande Pâle Placement	+ 6,11
9	Unicredit CT	Vermes	+ 5,79
10	Offre Liquid	Offre Liquid	+ 5,78
11	Financ Placement	CCF	+ 5,68
12	BTP Associations	BTP	+ 5,63
13	Financ Placement	Crédit du Nord	+ 5,51
14	Associa Prémier	Société générale	+ 5,33
15	Sud Gestion	CIC	+ 5,24
16	Sélection CT	CCF	+ 5,23
17	France Valorisation	Stans	+ 5,13
18	Gestion Obligat.	Indosuez	+ 5,05
19	FRI CT	BMP	+ 4,99
20	Lion Associations	Crédit lyonnais	+ 4,99
21	Saint-Henri Associations	C' Financière	+ 4,87
22	Entrinvest SICAV	CDC	+ 4,80
23	Natio Epargne	BNP	+ 4,79
24	Epargnab	BAIF	+ 4,79
25	Gestion Obligat.	Crédit lyonnais	+ 4,63
26	BFT Valorisation	BFT	+ 4,62
27	Gestion net	Indosuez	+ 4,61
28	Sogefin	Société générale	+ 4,54
29	Associa	CIC	+ 4,49
30	Natio Associations	BNP	+ 4,45
31	BRED Associations	CCF	+ 4,39
32	Valérieux	CCF	+ 4,38
33	Mobil Associations	BFACM	+ 3,88
34	Investissement Oblig.	BAIF	+ 3,75
35	Investissement net	BAIF	+ 3,62
36	Gestion	BUE	+ 3,39
37	Lafitte CT	Europe de l'Est	+ 3,32
38	Gestion Evolution	Indosuez	+ 3,32
39	Téléstar CT	Robert Lohé	+ 3,05
40	BAIF Gestion	BAIF	+ 2,43
41	Pyramides	BOCM	+ 2,06
42	Acti CT	Dreyfus	+ 1,77
43	Novipar	Flammarion	+ 1,66
44	Entrinvest Obligat.	UAP-Worms	+ 1,52
45	Entrinvest Obligat.	UAP-Worms	+ 1,50
46	Financ Prémier	Ch. Nouvelles	+ 1,28
47	Placement Valorisation	NSM	+ 0,65
48	Offre CT	Offre Liquid	+ 0,06
49	Micromax Immobil.	Crédit chèque	- 2,71
50	Entrinvest SICAV	Bp de l'Entreprise	- 11,76

Source: TGF Paribas.

Assurance-vie

Le goût de la sécurité

AVEC la chute de la Bourse, l'assurance-vie pourrait retrouver les yeux de Chimène pour les aficionados du palais Brongniart. Ces derniers avaient cru, au cours des cinq dernières années, que la corbeille, à l'instar du Loto, était facile, pas cher et que cela pouvait rapporter gros. Mais la donne qui vient de s'abattre sur l'ensemble des places financières risque tous de les refroidir. Du petit porteur, magnétié un temps par les titres des privatisées, au spéculateur investisseur, en passant par l'investisseur en groupe, qui utilise les véhicules collectifs de type SICAV ou fonds communs de placement (FCP).

« Garde-fous contre les variations boursières, le contrat d'assurance-vie peut jouer le rôle d'un fonds de garantie. Il permet en contrepartie, à celui qui le désire, de procéder par ailleurs à des investissements plus risqués », estime M^{me} Louise Beranger, d'Axiva. Tel l'animal à sang froid, le contrat d'assurance-vie s'adapte en effet à toutes les intempéries financières. Produisant à long terme par excellence, puis que sa finalité principale est la constitution d'un complément de retraite, il affiche, imperturbable, pendant six, quinze, voire vingt années, des performances réelles, variant entre 8 % et 15 % environ.

De leur côté, les placements directs en Bourse, qu'ils effectuent individuellement ou collectivement, sont plus inconstants. Comme le souligne le directeur des investissements d'une grande compagnie d'assurances : « Notre gestion est adaptée à notre horizon qui est de moyen ou de long terme. Nous gérons donc nos actifs de façon contracyclique. Contrairement à une SICAV, qui a tendance à vendre quand les cours baissent et à acheter quand les cours montent, nous préférons vendre quand le « trend » est à la hausse et acheter quand les cours sont attractifs. Nous sommes ainsi mieux armés en cas de choc. » La plupart des compagnies confient avoir pris une grande partie de leurs plus-values sur actions à la fin de 1986 ou au plus tard au premier trimestre 1987, donc avant le krach. En faveur d'un redéploiement vers les obligations et l'immobilier.

Mais le contrat d'assurance-vie joue d'autres vertus. Dont l'intérêt se révèle d'autant mieux en période de dépression boursière. Tout d'abord, un rendement minimal légal garanti qui s'élève aujourd'hui à 4,5 %. Seules les cinq premières SICAV du palmarès de Paribas offraient au 6 novembre une telle progression. Ensuite, une participation à hauteur au moins de 85 % des bénéfices réalisés. Enfin, le principe de capitalisation, qui sous-tend le fonctionnement du contrat d'assurance-vie, garantit à l'assuré au moins l'intégrité de son capital. Celui-ci produit des intérêts, qui sont eux-mêmes capitalisés, et ce, pendant six, dix ou vingt ans. Même en cas de forte inflation, seul le rendement en pâtirait. Non l'actif.

Durée et stabilité

Reconnu au plan comptable, le caractère long terme d'un contrat d'assurance-vie est surtout couronné par le dispositif fiscal qui le régit. A l'issue de six ans d'épargne, point de salut. Sinon les privilèges sont consistants : une réduction d'impôts représentant 25 % de l'épargne investie, mais limitée à 4 000 francs par ménage plus 1 000 francs par enfant à charge ; exonération de l'impôt sur les plus-values et des droits de succession. A l'opposé, la réglementation des SICAV privilégie le court terme, c'est-à-dire les possibilités pour l'actionnaire d'entrer et de sortir à tout moment. Les dividendes des actions et les revenus des obligations sont imposés normalement. Les plus-values dégagées par la gestion de la SICAV ne sont pas imposables. Quelles que soient les aléas et vagues pratiquées par le gestionnaire, les ventes de titres possédés par les SICAV n'entrent pas dans le calcul des cessions annuelles du particulier qui détient des parts. Risque et disponibilité de l'épargne pour les SICAV et l'investissement en valeurs mobilières en général, durée et stabilité de l'épargne pour les contrats d'assurance-vie.

Le premier couple avait séduit plus d'un Français. Car le risque ne s'évaluait encore qu'à l'anne d'un manque à gagner. Aujourd'hui, la donne a évolué. Conscience, le second couple — durée et stabilité — redonne priorité. Un reflux des valeurs mobilières est déjà sensible. Les caisses d'épargne prévoient pour cette année une augmentation des placements

sur leur SICAV nettement plus lente que l'année dernière : 3,5 milliards de francs environ en 1987, contre 8 milliards de francs en 1986. Même propension pour l'épargne salariale collectée par les entreprises dans le cadre de la participation et de l'intéressement.

La méfiance s'installe même à l'égard de certaines catégories de contrats d'assurance-vie. Ceux exprimés en unités de compte et assés sur des parts de SICAV subissent par définition, plus que les autres contrats, les à-coups boursiers. Depuis quatre ans, ces derniers ont naturellement pulvérisés les records. Entre 1982 et 1986, certains ont enregistré des plus-values dépassant les 100 %, quand un contrat classique référencé sur le fonds de la société n'atteignait que 40 % environ. Ceux assés sur la totalité des actifs de la compagnie sont, en effet, moins sujets aux tourments financiers. Leurs rendements sont non seulement conditionnés par les performances des actions et des obligations, mais aussi par celles du patrimoine immobilier et des prêts consentis à l'économie.

Un véritable Eldorado ?

Certains distributeurs d'assurance-vie ont d'ailleurs décidé d'adapter leur stratégie au nouveau paysage boursier. La Banque Indosuez, par exemple, s'appuie, en collaboration avec La Hénin-Vie, à lancer un contrat d'assurance-vie exprimé en unités de compte et assés à un panel de cinq SICAV. « Compte tenu des événements financiers récents, l'exercice peut se révéler risqué », commente M. Patrick de Fuyet, chargé de la création de produits pour la clientèle privée chez Indosuez.

Conséquence : une seconde option sera offerte à l'épargnant. Qui pourra alors adosser son contrat à une société civile immobilière. Celle-ci, en raison de son caractère patrimonial, est moins sensible aux aléas de la cote. L'assuré pourra choisir son adossement et changer au cours d'épargne. « Si l'immobilier est bien noté et de bonne qualité, le contrat bénéficiera de la valorisation du bien et de la capitalisation des loyers », précise M. de Fuyet.

Ainsi l'appel de la Bourse ne serait-il qu'un chant de sirène tout juste bon à attirer les épargnants de l'autre côté du miroir aux alouettes ? Alors que l'assurance-vie, moins agaçante mais plus sûre, serait le pays du véritable Eldorado ? Les choses, comme toujours, ne sont pas aussi simples.

Le long terme, en effet, récompense les deux produits. Pour cela, l'actionnaire doit conserver ses titres ou ses parts (de SICAV ou de FCP) suffisamment longtemps pour ne pas pâtir des périodes dépressives de hausses des taux ou de ralentissement économique. Pour amoindrir les effets de cycle, l'épargne de l'actionnaire doit être aussi stable que celle de l'assuré. Mais, contrairement à ce dernier, l'actionnaire doit accepter par moment une rémunération en chute libre. Ne pas perdre son sang-froid est la règle d'or pour que son placement réussisse.

Une analyse du CERC (Centre d'études des revenus et des coûts) fait bien apparaître les performances erratiques des actions cotées, et donc le risque d'un tel investissement à court ou à moyen terme. Ainsi, de 1950 à 1960, le taux de rendement réel des actions cotées a atteint 16 % en moyenne annuelle ; de 1960 à 1970 et de 1970 à 1980, le score était proche de zéro ; de 1975 à 1986 et de 1978 à 1983, la performance s'est élevée à 8 %. Pour la période 1983-1986, les rendements s'échelonnent entre 25 % pour les SICAV-actions françaises et 37 % pour les actions étrangères. En revanche, à long terme, sur une période allant de 1950 à 1980, le taux de rendement réel des actions cotées est comparable à celui des contrats d'assurance-vie : 5 % environ l'an.

Encore faut-il que l'actionnaire qui a privilégié l'investissement en valeurs mobilières pour sa disponibilité n'ait pas de besoins immédiats qui le forceront à vendre ses titres au mauvais moment. C'est-à-dire en période de cycle dépressif. Cette éventualité octroie aux contrats d'assurance-vie (autre leurs avantages fiscaux) une sécurité de revenus. Les deux produits se caractérisent donc plus par leur complémentarité que par leur antagonisme.

RUTH MILLO.

Une gamme de Sicav adaptée à vos besoins pour faire progresser votre patrimoine

NOM DE LA SICAV	Actifs (en milliards de francs)	Pre de valeur (en %)	Rendement (en %)
LAFITTE-EXPANSION	255,4	22,8%	15,8%
LAFITTE-FRANCE	48,51	22,2%	12,7%
LAFITTE-INNOVATION	9,8	24,9%	14,0%
LAFITTE-JAPON	48,88	24,5%	24,4%
LAFITTE-TOKYO	1 388,4	24,5%	12,1%
LAFITTE-AMERIQUE	220,41	24,5%	14,8%
LAFITTE-EUROPE	75,4	24,5%	12,8%
LAFITTE-RENDIMENT	140,1	24,5%	12,8%
LAFITTE-OBIGATIONS	240,25	24,5%	12,8%
LAFITTE-COURT TERME	240,25	24,5%	12,8%
LAFITTE-PLACEMENTS	240,25	24,5%	12,8%
LAFITTE-AFFITTE	240,25	24,5%	12,8%

Les Sicav de L'Européenne de Banque

21, rue Lafitte - 75009 Paris - (1) 42.47.82.47

EPARGNE ET PLACEMENTS

PER : la retraite en actions

(Suite de la page 33.)

Par hypothèse, le taux de capitalisation est de 2 % ; le taux d'imposition sur les plus-values de 16 % ; il n'est pas tenu compte des frais de gestion.

Cette étude compare chaque année, entre 45 ans et 68 ans, les montants d'épargne disponibles après impôts (en francs constants) dans le cas d'une sortie totale en capital. Ce calcul est effectué pour cinq taux marginaux d'imposition : 19,2 %, 28,8 %, 38,4 %, 43,2 % et 53,9 % (pour trois parts un TMI de 19,2 % correspond à un revenu imposable annuel compris entre 97 380 F et 125 190 F, et un TMI de 53,9 % à un revenu imposable annuel compris entre 594 990 F et 676 830 F).

Deux conclusions d'imposent. Premièrement, avec des TMI de 28,8 % et 38,4 %, il faut patienter jusqu'à 67 ans pour un gain PER/assurance-vie de 3 % à 6 %. On obtiendra un gain du même ordre - dès - 65 ans avec un TMI de 43,2 % et - dès - 60 ans avec un TMI de 53,9 % (le TMI maximum est de 56,8 %). Avec un TMI de 53,9 %, cela vaut vraiment la peine d'attendre 63 ans ou 67 ans, car les taux d'avantage au PER atteignent 9 % et 21 % !

Deuxièmement, le PER est très pénalisant, toujours comparé à l'assurance-vie, si l'on est obligé d'en sortir avant 60 ans et surtout avant. A 55 ans la perte relative est de - 19 % à - 9 % (TMI de 19,2 % à 53,9 %) ; à 60 ans elle est de - 14 % à - 11 % (TMI de 19,2 % à 43,2 %).

Il faut cependant souligner que les sorties en rentes sont moins défavorables au PER que celles en capital, car le régime fiscal des rentes en assurance-vie est moins avantageux. Mais les conclusions restent les mêmes : seuls les « hauts revenus » (TMI supérieurs à 43,2 %) ont intérêt à choisir le PER s'ils sont sûrs de ne pas en faire usage avant 60 ans.

Si la déduction fiscale liée aux versements s'était appliquée sur l'impôt à payer, les hauts revenus, qui bénéficient également du prélevement libératoire, n'auraient-

ils pas été moins favorisés ? Mais cela justifie-t-il que le PER soit qualifié de « gadget fiscal pour ménages aisés » ?

Pour expliquer l'intérêt du PER, la Rue de Rivoli met en avant une baisse du TMI au moment de la retraite (où les revenus diminuent de plus de 30 % pour les salariés, voire plus de 40 % pour les cadres), c'est-à-dire au moment où seront imposés les retraits. Ce sera le cas des ménages sans enfant. A contrario, la baisse des revenus peut être plus que compensée par celle du nombre de parts, lors du départ des enfants autour de cinquante ans.

Liberté de transfert

Pas question de rentrer dans un PER les yeux fermés. Faut-il préférer l'assurance-vie au PER, ou panacher les deux formules ? Mieux vaut être conseillé par d'excellents intermédiaires financiers. Ils préparent actuellement des sessions de formations lourdes pour leurs agents en contact avec la clientèle. Le temps nécessaire pour l'explication du PER, pour faire « tourner » quelques simulations en fonction des paramètres choisis par le client, ne risque-t-il pas d'être plus long que pour n'importe quel autre produit financier, se demandent nombre de banquiers ? Et cela a un coût qui est la principale préoccupation des intermédiaires financiers. L'établissement dépositaire et l'épargnant sont obligés de transmettre à l'administration fiscale tous les éléments permettant de vérifier le respect des plafonds et ratios. Inconnue de taille, que ne pouvait pas révéler le décret d'application du 10 novembre 1987 (JO du 13 novembre 1987), quelles seront les pénalités enco-

ures en cas de dépassement ? Une nouvelle loi ad hoc devrait donc être votée « prochainement », assure-t-on Rue de Rivoli.

Tout se complique lorsque l'épargnant décide d'user de sa liberté, c'est-à-dire de faire jouer la concurrence entre établissements. On peut notamment ouvrir un compte PER chez un agent de change, un deuxième chez un assureur, puis un troisième dans une banque. Le plafond de versement et les ratios s'apprécient alors au niveau de l'ensemble des comptes. La centralisation des informations est faite par l'épargnant lui-même... et par l'administration fiscale avec les déclarations des établissements dépositaires. Si la BNP ne vous plaît plus, libre à vous d'aller frapper au Crédit lyonnais, à la Société générale ou chez une mutuelle ; la liberté de transfert est totale : transfert de la totalité des comptes sur un seul, de tout ou partie d'un compte, transfert par intégration à un compte déjà ouvert ou par ouverture d'un nouveau.

Liberté encore lorsque le titulaire choisit d'assurer directement

la gestion : il décide lui-même, à la fréquence et de la façon qui lui convient, de modifier la composition de son PER. « Achetez deux « Peugeot », revendez six « Saint-Gobain », trois bons du Trésor... » Voilà de quoi affoler les banquiers, qui savent que ces comptes ne seront alimentés que par de petits versements (plafonnés). Ils coûteront cher. Ils inciteront donc fortement le choix de la gestion déléguée, l'investissement dans des FCP ou autres SICAV, contrats d'assurance-vie ou d'assurance-retraite. Pour atténuer la complexité du PER, des SICAV « maison » vont être présentées prochainement au public : très « père de famille », elles devraient avoir un rendement constant à long terme en dépit des crises boursières.

La sortie du plan inquiète également par sa complexité : par exemple, la pénalité de 5 % ou 10 % appliquée en cas de sortie avant soixante ans est supprimée dans certaines circonstances (décès, invalidité, licenciement à plus de cinquante-cinq ans...). « C'est à nous de percevoir la

pénalité. Si, par erreur due à une fausse déclaration d'un client, nous ne le faisons pas, soupirez un banquier, ce serait à nous de la payer. Ce n'est pas notre métier de contrôler la situation du client. » De façon générale, cette gestion du PER, pendant la phase d'épargne et au cours du ou des retraits, nécessite la mise au point de programmes informatiques très complexes.

Dans quelle mesure les banques, les assurances, les agents de change... vont-ils facturer au client le coût de gestion ? Les modèles du ministère des finances prévoient des frais de gestion sur les versements de 4 %, et 0,5 % sur l'épargne gérée. C'est à peu de chose près ce qu'envisage la Banque populaire. Beaucoup d'autres sont encore très prudents sur cette question délicate.

« Les amoureux du risque »

Il ne faudra donc pas hésiter à faire jouer la concurrence entre établissements en n'oubliant pas de se faire préciser le montant ou le mode de calcul de tous les frais relatifs au fonctionnement du plan : frais d'ouverture de dossier, frais de garde, frais d'encaissement de coupon, frais d'acquisition et de vente de titres, éventuels frais de gestion.

Ce n'est certainement pas ce que les mailings et autres campagnes de marketing mettront en avant. Ce qui, aux yeux des réseaux financiers, est le plus « vendable », c'est la déduction fiscale immédiate. On retrouvera donc surtout dans la clientèle du PER les habitués du CEA (compte d'épargne en actions) : il y a moins d'un an, on pouvait estimer à 1,7 million le nombre de CEA. Si bien que l'ambition d'Edouard Balladur d'atteindre le cap des deux millions de PER paraît raisonnable, compte non tenu d'un effet négatif irrationnel du krach boursier.

La Rue de Rivoli annonce aujourd'hui 1 300 000 PER fin 1988. L'enthousiasme des intermédiaires financiers est mesuré. Plusieurs compagnies d'assu-

rances n'ont pas caché que le PER ne serait pour elles qu'un « produit d'appel » vers l'assurance-vie et qu'elles conseilleraient à leurs assurés de rester dans le système d'assurance-vie.

Quelle proportion d'épargnants auront ouvert un PER en vue de constituer un patrimoine pour la retraite ? N'est-il pas paradoxal que le rendement du PER soit maximum lorsqu'on l'ouvre à soixante-deux ans pour en sortir à soixante-sept ans en bénéficiant d'un crédit d'impôt de 10 % ? Dans ce cas, cela a-t-il encore à voir avec un produit retraite ? Il est à prévoir que les retraités « aisés », pouvant encore dégager une épargne, ouvriront un PER en vu du « quatrième âge », où leurs dépenses médicales vont croître.

« A côté de « produits-tunnel » comme l'assurance-vie, vis-à-vis desquels le client n'a aucune prise, le PER peut apparaître nettement plus ludique, attirant les amoureux du risque », remarque le directeur financier d'un établissement bancaire. C'est le principal aspect novateur de l'« enveloppe » PER : elle n'est pas limitée à une seule catégorie de produits financiers. Mais que les joueurs se méfient : le PER, même truffé de carottes fiscales, ne donnera que des mauvais résultats si l'on y réalise de médiocres placements.

Le PER a les défauts de ses qualités. En tant qu'incitation d'épargne à long terme, il est certes « révolutionnaire ». Mais, compte tenu des mesures fiscales dissuasives à tout retrait anticipé, il comporte un risque énorme comparé à l'assurance-vie. Ne suffit-il pas que le contrat d'assurance-vie ait duré plus de six ans pour que le capital réalisé soit exonéré de tout impôt ?

Rien de plus difficile que de s'engager dans un PER avec la certitude de le mener à terme. Qui peut prévoir avec précision l'âge de son départ à la retraite ? Savez-vous quelle sera votre tranche d'imposition en 2010, voire en 2020 ? Et si des circonstances exceptionnelles vous obligeaient à casser votre tirelire ? Avant d'ouvrir un PER, il faudra prévoir l'imprévisible.

FRANÇOIS KOCH.

“Sélectionner et acheter les médias n'est pas une science occulte”

La France sous-médiatisée, c'est fini. Davantage de journaux, de stations de radio et surtout davantage de chaînes de télévision. Le bon choix média devient infiniment plus complexe. Sans outils informatiques puissants, il relève de Madame IRMA.

Opaque la télé ? Avec l'arrivée de l'audimétrie, on peut maintenant juger une campagne télévision sur son rapport qualité/prix réel. Mais cela bouleverse dans le même temps la nature de la prestation du conseil média planning et achat d'espace. De théorique, il devient concret et mesurable.

Un contrat de performances. Mediactif propose donc à ses clients un véritable contrat de performances fondé sur des critères d'efficacité déterminés et acceptés en commun. Des outils de bilan originaux, « analyse pression prime time, day time », « quartiles d'efficacité », « bilan concurrence » permettent au jour le jour d'évaluer, en regard des objectifs de la stratégie, les achats réalisés. Jugé sur ses résultats, le système Mediactif démote définitivement la boule de cristal.

Mediactif, société conseil en média planning et achat d'espace du Groupe Eurocom.

Contact : Béatrice Berthet au 47.47.12.48 - 47.45.29.90



MEDIACTIF

Economie

SOMMAIRE

■ Américains et Européens ont avancé de quelques pas sur le chemin d'un règlement de la crise qui secoue les marchés boursiers et des changes. Les Etats-Unis ont accepté une réduction de leur déficit commercial. La France, la RFA, les Pays-Bas, la Belgique et l'Autriche ont baissé leurs taux d'intérêt (lire ci-contre).

■ Le nombre de demandeurs d'emploi a baissé de 1 % en octobre pour atteindre 2 571 700. Ce résultat, qui confirme une tendance à la baisse, est dû à la politique de traitement social menée par le gouvernement (lire page 41).

■ Poursuivant leurs discussions sur l'avenir de l'assurance-chômage, les partenaires sociaux veulent garantir le retour à l'équilibre des finances de l'UNEDIC (lire page 41).

■ Le régime de retraite des cadres devra sans doute procéder à une hausse de ses cotisations plus rapidement que prévu (lire page 41).

Le dollar sous tension

Si les places boursières se refont très doucement une santé et remontent lentement, les marchés des changes paraissent totalement désemparés, le mercredi 25 novembre. Après avoir subi la baisse concertée des taux d'intérêt en Europe par une petite remontée du dollar, ils jouaient à nouveau la baisse du billet vert. La devise américaine s'échangeait, dans la journée, à 134,42 yens elle avait clôturé à Tokyo à 134,52 yens, contre 134,93 yens la veille. Le franc français remontait à 5,6615 F, contre 5,70 F le 24 novembre, tout comme le mark, qui s'inscrivait à 1,6724 DM pour un dollar, contre 1,6875 DM.

La polémique qui renait au Congrès américain sur la façon de concrétiser la baisse de 30 milliards de dollars du déficit budgétaire en 1988 a, en fait, plus impressionné les marchés que

la concertation internationale sur le loyer de l'argent. D'autant que le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl et le chancelier de l'Echiquier britannique Nigel Lawson entouaient le même air, le mardi 24 novembre, pour indiquer qu'une réunion rapide du groupe des sept principales puissances industrielles n'aurait guère de sens si les pays concernés n'étaient pas prêts à contribuer à une stabilisation du dollar.

En l'absence d'une telle pause, une remontée persistante du mark pourrait à nouveau accroître la vulnérabilité des autres monnaies européennes, franc français en tête. Après être remonté à 3,38,80 F, le mardi soir, à l'annonce d'une action coordonnée sur les taux entre Paris et Bonn, la devise française retombait, dans la matinée de jeudi, à 3,3950 F pour 1 mark.

Petits pas dans la tempête monétaire

(Suite de la première page.)

Le mouvement concerté de baisse des taux d'intérêt, déclenché mardi, est, de ce point de vue, un événement important. Il confirme d'abord le renforcement de la coopération européenne en matière monétaire. Comme le 5 novembre, les Européens, animés par le couple franco-allemand, ont décidé de modifier certains de leurs taux directeurs. Cette baisse concertée est aussi, comme l'indique le communiqué de la Banque de France, une réponse « au protocole d'accord sur la réduction du déficit budgétaire américain ». Un petit pas américain, un petit pas européen.

Mardi donc, la Bundesbank, la banque centrale ouest-allemande, a annoncé la baisse d'un quart de point de son taux d'intervention sur le marché monétaire, le taux des prises en pension d'effets commerciaux. Déjà ramené de 3,80 % à 3,50 % le 5 novembre, il passe désormais à 3,25 %. Le lendemain, la « Buba » décidait en complément la baisse de son taux de vente de bons

du Trésor, qui passe de 3,20 % à 3 %.

La Banque de France a pu, à son tour, réduire d'un quart de point ses deux taux directeurs, le taux sur les appels d'offres (la limite basse de ses interventions) étant ramené à 8 % et le taux sur les pensions à sept jours (la limite haute) passant à 8,50 %. La banque centrale des Pays-Bas indiquait un peu plus tard une réduction d'un quart de point de son taux d'escompte, ainsi ramené à 4 %. La Belgique et l'Autriche procédaient également à des réductions du loyer de l'argent.

La France handicapée

Cette opération concertée permet aux autorités monétaires françaises de revenir partiellement sur la hausse des taux d'intérêt à court terme, décidée le 5 novembre pour défendre la parité du franc au sein du système monétaire européen. Elle est rendue possible par la très relative accalmie des marchés des changes. Mais la baisse (d'un quart de point) n'efface pas totalement la hausse décidée alors (de trois quarts de point). La France continue à être handicapée par des taux d'intérêt réels exceptionnellement élevés, notamment en comparaison avec ceux des autres grands pays industriels.

L'essentiel du mouvement concerté de baisse des taux réside dans l'attitude allemande. Entradée par l'Europe, l'Allemagne fédérale a finalement accepté, en moins d'un mois, deux réductions successives de certains de ses taux directeurs. Pour l'instant, la baisse des taux annoncée mardi a un triple objectif. Monétaire : il s'agit de stopper la hausse du mark ou, ce qui revient au même, de freiner la baisse du dollar. Economique : elle devrait conduire à une diminution du coût du crédit en Allemagne fédérale, et donc favoriser l'activité outre-Rhin. Politique, enfin : Bonn indique ainsi aux Américains qu'elle est

prête à donner un coup de pouce à sa croissance, comme le lui demande avec insistance l'administration Reagan.

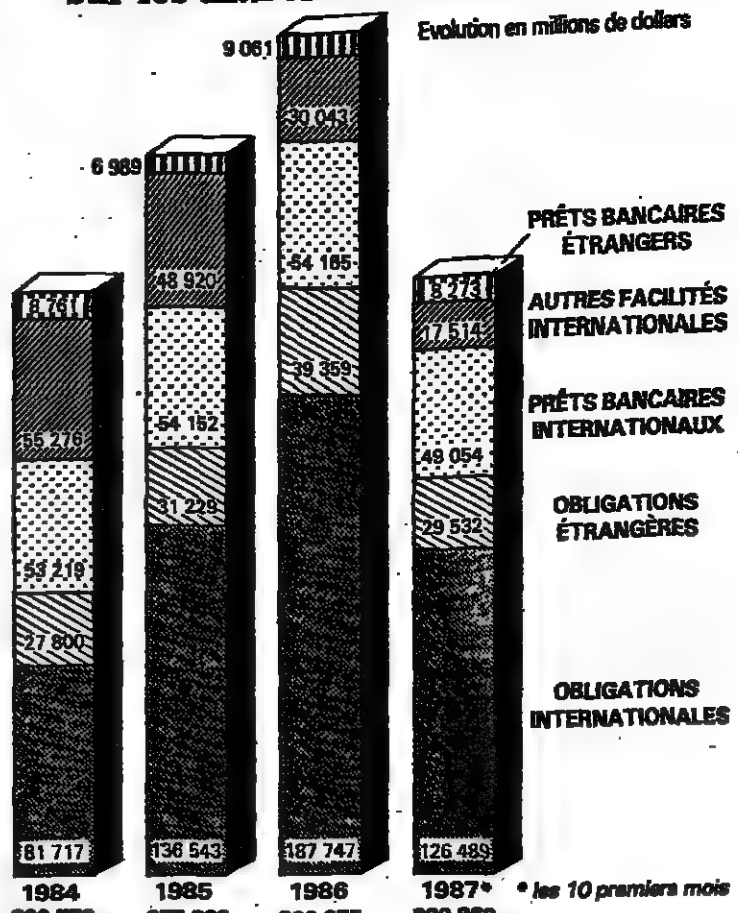
Mais les Allemands n'ont pas voulu utiliser toutes leurs cartes. Le taux d'escompte de la « Buba », le principal taux directeur outre-Rhin, n'a pas encore été réduit. Il est actuellement de 3 %. Les opérateurs sur les marchés estiment désormais qu'une baisse de ce taux serait proche. Les autorités ouest-allemandes conservent cette arme, comme ils se réservent encore la possibilité d'anticiper une partie des réductions d'impôts prévues pour 1990. Après le petit pas allemand, la balle est de nouveau à Washington et toujours à Tokyo.

Dans ce jeu, toute la question est désormais de savoir si les marchés financiers auront suffisamment de patience pour attendre un véritable rapprochement. La réunion des ministres des finances des sept pays industrialisés, le G-7, qui devrait consacrer un tel rapprochement, est attendue depuis plus d'un mois déjà. M. James Baker, le secrétaire américain au Trésor, l'envisage maintenant pour Noël, lorsque l'accord américain sur la réduction du déficit budgétaire aura été entériné par le Congrès. « A Noël... ou à la Trinité ? », s'inquiète un cambiste. A trop compter sur la patience des marchés, les dirigeants occidentaux pourraient encore connaître quelques déceptions. On ne peut exclure qu'un nouveau coup de tabac sur les marchés les ramène aux tristes réalités.

ERIK IZRAELEWICZ.

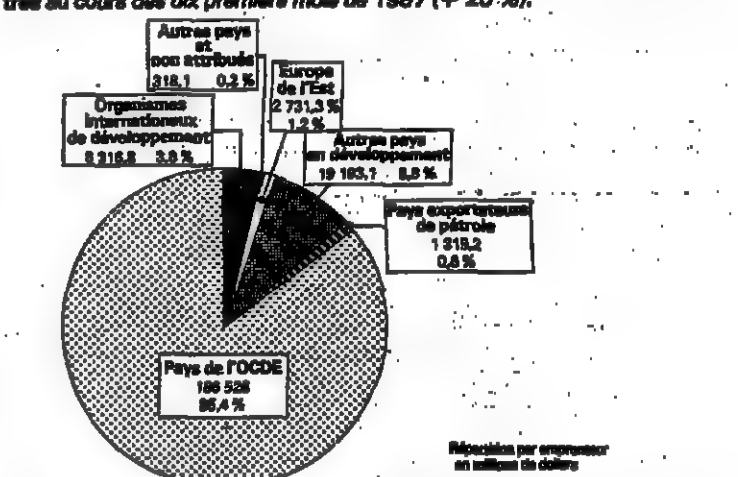
● RECTIFICATIF. — Une erreur de transmission nous a fait écrire dans l'article de notre correspondant à New-York, Charles Lescat, dans le Monde du 25 novembre, sous le titre « Wall Street, de marbre » qu'en 1986, le chiffre d'affaires de la firme Drexel Burnham Lambert avait atteint 500 millions de dollars. Ce chiffre correspond, en fait, aux bénéfices de la société.

Les emprunts à moyen et long terme sur les marchés internationaux



La crise boursière et monétaire a fortement déprimé l'activité des marchés internationaux de capitaux en octobre. Le total des fonds empruntés à moyen et long terme avait augmenté en 1986 avant de se tasser depuis le début de 1987. C'est à une forte chute qu'on a assisté le mois dernier selon les dernières statistiques publiées par l'OCDE : 10 milliards de dollars de moins qu'en septembre, 50 % de moins qu'en octobre 1986. Le montant global mensuel, de 12,4 milliards de dollars est le plus bas enregistré depuis décembre 1983.

Les emprunts sous forme d'émission d'obligations ont reculé de 13,5 milliards pour représenter 9,5 milliards de dollars le mois dernier, une chute de 50 % sur un an, particulièrement sensible sur les marchés des émissions traditionnelles. Si le montant des prêts bancaires signés en octobre paraît, lui aussi, très faible (2,3 milliards de dollars), les opérations en cours de bouclage devraient, avant la fin de l'année, conforter la hausse enregistrée au cours des dix premiers mois de 1987 (+ 20 %).



Par type d'emprunteurs, les pays de l'OCDE continuent de se tailler la part du lion, les pays producteurs de pétrole limitant leurs appels au crédit international et les pays en développement voyant leur place consolidée par un retour en force de la Chine et de l'Argentine.

BOURSE: FAUT-IL SUPPRIMER LES MARCHÉS A TERME ?

SCIENCE DE L'ECONOMIE • DÉCEMBRE



INVESTISSEMENTS USA A HAUT RENDEMENT A VENDRE

REVLOFFICE BUILDING

Emplacement : San Antonio, troisième plus grande ville du Texas et une des villes à plus grand développement économique des Etats-Unis.

Locataire : NATIONAL HEALTH LABORATORIES INC., société filiale de REVLOFFICE, connue dans le monde entier dans le domaine des diagnostics en laboratoire et des cosmétiques. REVLOFFICE est cotée à la Bourse de New York.

Bail : garanti par la REVLOFFICE pour une durée de dix ans, avec deux options supplémentaires de cinq ans chacune. Augmentation du loyer à la sixième année de 7,1 % ainsi qu'à chaque période optionnelle selon la valeur du marché (« Fair Market Value »).

Contrat de bail absolument net (« Triple Net »), c'est-à-dire avec tous les frais à la charge du locataire (impôts fonciers, assurances, entretien, réparations, y compris les réparations structurelles).

Prix : US\$ 1 810 000.-

Emprunt à taux favorables à disposition jusqu'à 70 % de la valeur de la propriété.

Rendement initial : \$ 160 722,36 (8,87 %) pour les premiers cinq ans.

\$ 172 164,- (9,51 %) de la sixième année à la dixième année.

WINN DIXIE SHOPPING CENTER

Emplacement : Louisville, plus grande ville du Kentucky et en plein essor grâce à ses industries chimiques et métallurgiques.

Locataire : WINN DIXIE, une des plus grandes compagnies de supermarchés des Etats-Unis, cotée à la bourse de New York et aux plus grandes bourses américaines (chiffre d'affaires en juin 1987 : 8 milliards 803 millions de dollars).

Bail : d'une durée de vingt ans, avec cinq options supplémentaires de cinq ans chacune.

Loyer équivalent à 1 % du chiffre d'affaires du locataire avec un minimum garanti de \$ 278 585.-

Contrat de bail absolument net (« Triple Net »), c'est-à-dire avec tous les frais à la charge du locataire (impôts fonciers, assurances, entretien, réparations, y compris les réparations structurelles).

Prix : US\$ 3 000 000.-

Emprunt à taux favorables à disposition jusqu'à 70 % de la valeur de la propriété.

Rendement minimum garanti : \$ 278 585,- (9,28 %).

Autres offres disponibles à prix divers

Gestion de l'immobilier et conseils en matière légale et fiscale assurés sur demande par notre Groupe et ses spécialistes depuis Genève et Miami.

Discretion et anonymat absolus.

ORION INVESTMENTS & TRUST LTD. Adresse postale en France : 15, rue du Candrier 91, Fontenay Saint-Honoré 75008 Paris

1201 GENEVE Tél : (01 4122) 31 48 05 Tlx : 23678 Orion ch Fax : (01 4122) 31 44 91

Le groupe Orion : Milan, Francfort, Genève et Montréal

A la veille de la crise boursière

La croissance américaine a atteint 4,1 % au troisième trimestre

La croissance américaine s'est sensiblement accélérée au troisième trimestre pour atteindre, en rythme annuel, 4,1 %, annonce le département du Commerce qui a révisé en hausse de 0,3 point ses statistiques préliminaires. Ce dynamisme, après la progression de 2,5 % enregistrée au deuxième trimestre, a été accueilli avec soulagement tant les craintes provoquées par la crise boursière et monétaire sont vives. Ses conséquences sont difficiles à évaluer mais tous les économistes ont revu en baisse leurs prévisions. Ils envisagent désormais une expansion allant, selon les analyses, de 1,7 % à 2,5 % l'an prochain. Ce dernier chiffre, le plus optimiste est celui avancé par le responsable des affaires économiques de la Maison Blanche, M. Bert Sprinkel, qui a reconnu, malgré tout, avoir diminué de un point la croissance du PNB qu'il escomptait pour 1988, avant le « lundi noir » de Wall Street, le 19 octobre dernier.

L'accélération de l'activité économique au troisième trimestre est intervenue en dépit d'un allourdissement du déficit commercial qui a représenté 39,83 milliards de dollars durant cette période, portant le solde négatif de l'année à 157,5 milliards de dollars en rythme annuel, contre 144,34 milliards en 1986. Désormais, les économistes s'attacheront à suivre de très près l'évolution de la consommation intérieure, appelée à baisser à la suite de la crise boursière et à évaluer l'importance respective de la détente des taux d'intérêt hors des Etats-Unis — un élément de soutien à la croissance américaine — et celle d'un allourdissement des impôts dans le cadre de la réduction du déficit budgétaire prévu.

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

A quelques jours du sommet de Copenhague

Les Douze sont divisés sur le dossier agricole

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

La préparation du conseil européen des 4 et 5 décembre tourne à l'effacement entre une dizaine d'Etats membres conduits par la France et la RFA, et la Commission européenne. Le lundi 23 et le mardi 24 novembre, les ministres des affaires étrangères des Douze et leurs collègues de l'agriculture ont délibéré de la politique à mettre en œuvre pour assurer une maîtrise effective des dépenses agricoles. C'est là pour le Royaume-Uni une condition préalable à toute décision sur l'augmentation des ressources mises à la disposition de la Commission. Pour cette raison, les gouvernements sont prêts à consentir un effort substantiel. Les divergences portent sur son ampleur et, d'ailleurs, sur ses modalités.

La Commission a proposé la mise en place de stabilisateurs agricoles ; des quantités maximum garanties (QMG) seraient fixées chaque année pour chaque produit et, en cas de dépassement, les prix seraient diminués de manière quasi automatique. Ce mécanisme aurait pour effet de limiter, en cours de campagne, à des baisses de prix brutales pour certains produits, tels le colza, le tournesol, le soja dont la production a explosé. La Commission propose de fixer le « butoir », c'est-à-dire la baisse maximum, en cours de campagne, à 15 % voire 20 %. « Ce que propose la Commission est insupportable pour les agriculteurs ; les ministres doivent tracer,

à l'intention du Conseil européen, une réforme qui leur soit supportable », a commenté mardi soir M. Guillaume.

La France a proposé un schéma d'accord qui, moyennant des nuances, a rallié dix Etats membres. Le Royaume-Uni et les Pays-Bas, qui ne trouvent pas suffisamment radicales les mesures ainsi préconisées, le refusent. La Commission « irréductible » comme dit M. Guillaume, mais aussi la préférence danoise, très peu mobile, comme hypothétisée par la Commission, n'ont pas jugé opportunité jusqu'ici de tenir compte de ce courant majoritaire au sein du conseil. « Il y a blocage du fait de la Commission. Si elle maintient cette stratégie, elle se coupe les ailes au Conseil européen. Et si l'on continue de la sorte, Copenhague sera un échec », fulminait le ministre français de l'agriculture. Une proposition ? Un schéma en trois parties.

Un schéma français

● L'enveloppe globale. Il faut savoir combien on est prêt à dépenser avant d'arrêter dans le détail les contraintes à appliquer pour que le budget ne soit pas dépassé. Le plus urgent selon Paris serait donc de fixer l'enveloppe à affecter à l'agriculture en 1988. Comme on se trouve dans une négociation où tout est lié, il est suggéré d'arrêter en même temps un autre chiffre, celui des crédits qui seront affectés au fonds structurel, c'est-à-dire à l'aide aux pays les moins riches de la CEE, au cours des prochaines années.

● Les mesures de correction en cours de campagne. Si on s'aperçoit qu'une QMG va être dépassée, il faut diminuer les prix. Mais la France propose que cette baisse automatique, très perturbante pour l'agriculteur, soit limitée à l'amélioration constatée de la productivité, soit 2 à 3 % par an. « Ce n'est pas suffisant pour maîtriser la production et les dépenses », protestent en chœur les Britanniques et les Néerlandais, appuyés sans réserve par la Commission. Les Français, les Allemands, les Italiens, les Espagnols répliquent qu'il existe d'autres moyens de gestion, moins brutaux, pour peser sur la production. Sur tout, il y a toujours moyen de corriger le tir au printemps, au moment de la fixation annuelle des prix.

● Les politiques d'accompagnement. L'idée, particulièrement chère aux Allemands, est de trouver les moyens de maîtriser la production et les dépenses sans trop réduire les prix. La Commission pourrait dans cet esprit encourager la mise en jachère d'une partie des exploitations. Finité que de stériliser les terres, la France suggère que l'on maintienne les surfaces ainsi soustraites à la culture sous forme de pâturages.

La réforme proposée par M. Guillaume serait moins rigoureuse sans être forcément moins efficace. Elle pourrait conduire, avec des tensions sociales limitées, à une agriculture moins industrielle, moins fondée sur l'usage massif des produits importés.

Ph. L.

هكنا من الوطن

Économie

Les effets du « traitement social »

Le nombre des chômeurs a diminué de 1 % en un mois

Rendues publiques le 24 novembre, les statistiques mensuelles du chômage confirment l'orientation à la baisse qui se dessinait depuis le début de l'été. En données corrigées des variations saisonnières, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi à la fin octobre était de 2 571 700, en diminution de 1 % sur un mois et en augmentation de 1,1 % sur un an. En données brutes, on comptait 2 697 200 chômeurs, soit 0,9 % de plus que la mois précédent. Selon les estimations de l'INSEE, le chômage touchait 10,4 % de la population active, contre 10,5 % en septembre dernier.

Ces résultats satisfaisants s'expliquent moins par une amélioration du marché du travail que par un effort soutenu du traitement social, qui ne cesse de produire ses effets. Alors que les effectifs salariés ont baissé de 0,2 % au troisième trimestre et sont stables sur les douze derniers mois, une évolution positive des indicateurs du chômage tient compte de la montée en charge des stages en faveur des chômeurs de longue

durée. Ceux-ci ont augmenté de 21,5 % en un mois, de 45,2 % en un an et ont profité à 23 000 personnes supplémentaires. Dans le même temps, la traditionnelle arrivée de jeunes demandeurs d'emploi, à l'issue de leur scolarité, a été mieux digérée que par le passé. Le dispositif de formation en alternance à base d'exonération de charges sociales pour les employeurs a fait preuve d'efficacité. Les stages d'initiation à la vie professionnelle ont progressé ainsi que les contrats de qualification. Même les TUC (travaux d'utilité collective), après leur passage à une durée maximale de deux ans, se développent.

En conséquence, le chômage des moins de vingt-cinq ans diminue de 4,1 % en un mois et de 9,7 % en un an, sans doute aidé par le maintien dans le système scolaire de jeunes en âge de travailler.

Malgré ce succès important, qui devrait se répéter au cours des mois à venir, la courbe ne parvient cependant pas à s'infléchir. La brusque augmentation qui s'est produite

entre le printemps de 1986 et le printemps de 1987 n'est toujours pas effacée en données brutes comme en données corrigées, les mesures gouvernementales ne pouvant, à elles seules, venir à bout d'une détérioration profonde.

Plusieurs facteurs mettent d'ailleurs en lumière la persistance des difficultés. Le chômage de longue durée s'accroît, puisque 865 737 personnes sont inscrites à l'ANPE depuis plus d'un an, soit 7,5 % de plus qu'en octobre 1986. Les nouvelles inscriptions sont en augmentation de 2,1 % également en un an. La fin d'un contrat à durée déterminée représente près de la moitié des causes de chômage, en hausse de 8,6 % en un an. Le travail précaire se développe. Le nombre des travailleurs à contrats à durée déterminée a augmenté de 22,8 % entre mars 1986 et mars 1987. Celui des contrats d'intérim a connu une hausse de 24,1 % en glissement annuel entre juin et août derniers.

A. L.

Les négociations sur l'UNEDIC

La nouvelle convention devrait garantir le retour à l'équilibre du régime d'assurance-chômage

Prévue pour être une réunion d'attente, la troisième séance de négociations sur l'avenir financier de l'UNEDIC, le régime d'assurance-chômage, a permis, le 24 novembre, de planter ce qui servira de décor final. Entre la plupart des partenaires sociaux, le schéma est adopté, la cause entendue. La prochaine rencontre est fixée au 19 décembre, après le rendez-vous redouté des élections prud'homales, le 9 décembre, mais le scénario est déjà écrit. Il ne manque plus que la conclusion...

La nouvelle convention, qui portera sur les deux prochaines années — 1988 et 1989 — garantira, du moins en théorie, le retour à l'équilibre de l'UNEDIC. En outre, les partenaires s'engagent à mener, dès le début de l'année prochaine, une vraie négociation « au fond » pour définir les nouvelles « missions » d'un régime d'assurance-chômage adapté aux besoins. La CGT s'étant écartée du jeu depuis le début des conversations, la partie se joue entre quatre organisations syndicales (FO, CFTC, CFTC et CGC) et deux délégations patronales (CNPF et CGPME).

Désireux de voir l'UNEDIC occuper une autre place et ne pas la limiter « au rôle de prestataire de services » pour des allocations aux chômeurs, les syndicalistes voulaient obtenir du patronat que l'on dépasse enfin la sempiternelle question du déficit d'exploitation, pourtant évalué à 5 milliards de francs à fin 1988 et à 14,5 milliards de francs à fin 1989. A des titres divers, ils demandent que le régime gère partiellement la politique de l'emploi et au minimum contribue positivement au reclassement des chômeurs.

Le CNPF, de son côté, préférerait régler en préalable les questions financières et avait fait des propositions en ce sens (le Monde du 28 octobre). M. Pierre Guillen, président de la commission sociale du CNPF, ne cessait d'ailleurs de répéter que le patronat tenait à son principe d'économies et ajoutait, pour en convaincre ses interlocuteurs qu'il convenait de faire le ménage chez soi avant d'en appeler à l'aide de l'Etat.

Mais les mesures préconisées, qui n'avaient pourtant pas entraîné de

vives réactions syndicales lors de leur présentation, eurent vite fait de mécontenter la base puis de provoquer un « front du refus ». L'idée d'un différé de paiement pour tout nouveau chômeur propre à générer 3 milliards de francs d'économie, était mal acceptée ainsi que celle d'un alignement des durées d'indemnisation et de cotisation censée rapporter 1,1 milliard de francs, mais préjudiciable aux jeunes et aux femmes. Surtout personne n'admettait que les chômeurs de plus de cinquante-cinq ans puissent être pénalisés et soient systématiquement renvoyés vers l'allocation de fin de droits.

Augmenter les cotisations

Où en est-on maintenant ? La discussion sur les économies devrait être peu ou prou liée à la remise à plat de l'ensemble du système d'assurance-chômage. Certaines des propositions formulées pourraient alors être adoptées après un amendement.

En contrepartie, une convention de deux ans serait signée avant l'échéance de la fin de l'année qui maintiendrait la fiction d'un arrangement financier. Pour ce faire, chacun admet la nécessité d'une augmentation des cotisations, sachant que 0,30 % supplémentaire dégrèverait 3,6 milliards de francs en un an. Les employeurs s'y soumettront en sachant qu'ils peuvent espérer une opération blanche avec la baisse d'autres prélèvements. Le CNPF s'engage en outre à accélérer le recouvrement des cotisations. L'Etat pourrait aussi soutenir la demande d'un moratoire pour le remboursement de l'emprunt (1 milliard de francs par an) et pourrait ensuite être sollicité pour augmenter sa participation à l'aide aux chômeurs.

Le montage permettrait d'attendre le résultat de la négociation sur le fond. Il offrirait l'habillage nécessaire pour que l'honneur de tous soit sauve. « Nous avons fait un grand pas dans la négociation », conclut M. Pierre Guillen.

ALAIN LEBEAUCHE.

CONJONCTURE

Production industrielle Ralentissement en perspective en France

Selon l'enquête mensuelle dans l'industrie effectuée au mois de novembre par l'INSEE auprès des chefs d'entreprise, la production a continué d'augmenter après la rentrée de septembre. Les stocks sont jugés inférieurs à leur niveau normal dans toutes les branches et les carnets de commandes intérieurs et étrangers ont continué à se reformer. La demande étrangère a porté surtout sur les biens intermédiaires et les biens d'équipement professionnels. Pour les prochains mois, les industriels estiment que leur activité se poursuivra à un rythme ralenti, avec une hausse des prix très modérée.

● L'obligation de publicité sur les prix élargie aux ventes à distance. — Le Conseil national de la consommation (CNC) vient d'étendre l'obligation de publicité des prix envers les consommateurs aux offres de vente de produits et de prestations de services faites à distance, par téléphone, minitel ou autre technique. Ces modifications découlent de l'approbation par le CNC d'un projet d'arrêté relatif à l'information du consommateur sur les prix, qui tient compte des techniques commerciales actuelles.

Le 43^e congrès de la CFTC

La voie médiane du syndicalisme chrétien

La CFTC, qui réunit son 43^e congrès fédéral à Versailles du 25 au 28 novembre, va saisir cette occasion pour rappeler qu'elle se situe, selon la formule de son président, M. Jean Bernard, « entre ceux qui on présente comme ringards et ceux qui prétendent mettre la main-jointe pour être modernes ». Une voie médiane que la Confédération présente comme celle de la fidélité aux principes sociaux-chrétiens, ce qui justifie pour ses dirigeants, le choix de maintenir une CFTC en 1964 après la « déconfectionnalisation » qui aboutit à la CFDT.

A deux semaines des élections prud'homales — où elle espère atteindre 10 % — la plus petite des cinq centrales syndicales reconnaît, pour la première fois, un très léger fléchissement : avec 250 000 cotisations régulières (à 10 timbres) en 1985, elle a enregistré une petite baisse de 0,5 % en un an.

Ce congrès s'annonce comme une grande opération médiatique pour la CFTC qui a réservé, pour l'après-midi du 28 novembre, un chapitre de 5 000 places à Versailles afin de célébrer le centenaire des premiers syndicats chrétiens. Si des groupes d'ouvriers catholiques ont fait leur apparition dès 1885 à Roubaix, à Lille et à Lyon, c'est effectivement en 1887 que le Frère Hédouin crée le Syndicat des employés du commerce et de l'industrie (SECI) qui voulait rassembler les employés catholiques honorant leur foi par « une bonne réputation ». La CFTC, qui se veut l'héritière du SECI, va célébrer cet anniversaire avec solennité. M. Jacques Chirac, comme M. François Blanchard, directeur général du Bureau international du travail, prononceront des allocutions. Un message de M. François Mitterrand (qui aura reçu M. Bernard le 25 novembre) sera lu aux militants qui écouteront aussi un message vidéo de Lech-Walesa.

Dès le début du congrès, le jeudi 26 novembre, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, prendra la parole devant les congressistes, conformément à une tradition que la CFTC a inaugurée en 1981 avec M. Jean Auroux. Pour autant, si la venue de M. Chirac ni celle de M. Séguin ne peuvent laisser croire que tout va pour le mieux entre le gouvernement et la centrale chrétienne.

Globalement, M. Bernard juge le dialogue social avec le gouvernement insuffisant, le bilan de la relance de la participation très décevant, le « jeu » des juges et du pou-

voir politique (avec l'amendement Lamassoure dans la fonction publique) sur le droit de grève dangereux. Dès l'été 1986, il avait estimé que le gouvernement n'avait pas tenu ses engagements sur les modalités de suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Il avait alors parlé de « contrat déchiré ».

Grève et privatisation

Ainsi, la CFTC fait preuve d'une indéniable constance dans ses positions. M. Bernard, qui avait été souvent critique vis-à-vis des gouvernements socialistes, tout en évitant de morde le trait de la privatisation, avait mis en garde la future majorité, dès septembre 1985, contre des « poussées ultra-libéralistes » pouvant la conduire à un abus de déréglementation.

Le débat sur les privatisations est à cet égard significatif. Quand le gouvernement Chirac mit en œuvre, non pas les dénationalisations partielles souhaitées par la CFTC dès 1984, mais un programme de dénationalisations totales, M. Bernard demanda que les moyens dégagés par les privatisations soient affectés à la relance de l'économie. Peine perdue.

Le congrès de Versailles va permettre à la CFTC de réaffirmer ses principales orientations. Selon le projet de résolution générale, « les valeurs spirituelles et familiales qui font la dignité de notre société cèdent du terrain à un modèle culturel réducteur et matérialiste ».

De tels principes lui permettent aussi d'abandonner des contre-tendances aux tentations extrémistes qui saisissent parfois quelques minorités de militants notamment dans le Midi, et en particulier dans l'Hérault. Ainsi, il y a quelques mois, le conseil confédéral a dû rappeler à l'ordre — à l'unanimité — la fédération de l'agriculture qui avait pris des positions sur l'immigration proches de celles du Front national. Elle avait également mis en cause « une certaine dérive gauchiste du mouvement ».

Les congressistes vont réélire M. Jean Bernard à la présidence et M. Guy Drilleaud au secrétariat général. Il n'y a pas urgence pour assurer la relève. M. Bernard n'aura soixante ans que dans six mois. La succession pourrait n'intervenir qu'en 1993 ou, au plus, en 1990.

MICHEL NOBLECOURT.

L'assemblée générale de l'AGIRC

Les cotisations pour les retraites des cadres pourraient augmenter plus vite que prévu

Le régime de retraite des cadres devra sans doute augmenter ses cotisations et réduire son rendement un peu plus vite que prévu. C'est ce qu'a indiqué, le mardi 24 novembre, M. Emile Bourcier, vice-président (CNPF) de l'Association générale des institutions de retraite des cadres à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'AGIRC.

En 1986, l'AGIRC, qui avait déjà décidé d'augmenter le « taux d'appel » des cotisations (1), a été en équilibre, avec même un léger excédent de 215 millions de francs pour 27,2 milliards de francs de dépenses. Cela a permis d'affecter aux réserves du régime les 2,4 milliards de francs de revenus financiers. Le nombre de cadres avait progressé de 1 %, alors que celui des salariés avait baissé de 0,7 %.

En portant le taux d'appel des cotisations à 110 % au 1^{er} janvier 1987, l'AGIRC devait pouvoir tenir jusqu'à la fin de 1992, en prenant quelques milliards de francs sur ses réserves. En fait, si l'on ne veut pas consommer la totalité des réserves utilisables, il faudra, dès 1990, engager une négociation contre les partenaires sociaux, pour relever le taux d'appel ou le taux de cotisation et réduire le rendement du régime. Le nombre des retraités s'accroît, en effet, de 5 % à 6 % l'an en moyenne, celui des cadres actifs, de 2 % seulement : dans les douze années qui viennent, les charges vont encore augmenter, l'AGIRC voyant arriver à la retraite les cadres entrés en activité au moment où la catégorie des

cadres s'accroît de 6 % à 7 % par an.

En revanche, l'équilibre devrait se rétablir après l'an 2000, « entrants » et « partants » augmentant de 2 % par an. Le régime des cadres devra cependant réduire son rendement pour le ramener de 11,34 % aujourd'hui à 7 % environ. Néanmoins, le système restera avantageux puisque, selon les responsables de l'AGIRC, un cadre retraité touchera deux fois sa mise, contre trois fois aujourd'hui.

Les « figurants »

A court terme, l'AGIRC aura à résoudre trois problèmes. Le premier concerne les cadres (14 % des effectifs) dont le salaire est inférieur au plafond de la Sécurité sociale : ceux qu'on baptise les « figurants ». Cela est dû à la hausse plus rapide du plafond que du salaire des cadres au cours des années précédentes (2). Actuellement, il existe seulement, pour ces figurants, la possibilité — facultative — d'une cotisation forfaitaire.

Le deuxième problème porte sur le financement de la retraite à soixante ans, assuré actuellement par une cotisation de deux points, versée par l'assurance-chômage et par une subvention de l'Etat de 10 milliards de francs 1983. Le développement des départs anticipés et des garanties de ressources au cours des années antérieures rend nécessaire une subvention de l'Etat jusqu'à 1992, alors que l'on pensait pouvoir se passer à partir du 1^{er} avril 1990.

Enfin, le troisième problème concerne le financement des cotisations des chômeurs : l'assurance-chômage ne prend en charge ces cotisations qu'au taux de 8 %. Le système est pris en charge par un prélèvement sur le fonds social de l'AGIRC. Selon M. Bourcier, « on ne pourra pas toujours continuer ».

D'autre part, M. Bourcier a confirmé que le CNPF a demandé officiellement à la commission paritaire de l'AGIRC d'étudier l'intégration dans le régime des cadres de ceux des cadres supérieurs ayant des salaires entre quatre et huit fois le plafond de la Sécurité sociale (de 38 000 F à 76 000 F par mois). La cotisation deviendrait obligatoire au bout de trois ans, avec un taux minimum pour les entreprises qui ne cotisent pas encore (le Monde du 17 novembre). M. Paul Marchelli, président de la CGC, qui doit, en mars prochain, devenir vice-président de l'AGIRC, a souligné que le problème posait des questions de même temps que celui des « figurants ».

GUY HERZLICH.

(1) Dans ce cas, l'augmentation de la cotisation ne donne pas droit à des points supplémentaires de retraite. Pour l'Association des régimes de retraite complémentaires non-cadres (ARRCO), un taux d'appel est actuellement de 117 %.

(2) En 1986, le plafond de la Sécurité sociale a été relevé de 5,1 %, alors que le salaire moyen des cadres augmentait de 4,6 %. La différence a été compensée plus forte en 1977 et 1982 (53 % de hausse en 1983 (34 %)).

POINT DE VUE

Le droit de grève dans le « triangle des Bermudes »

par Jean-Jacques Dupeyron (*)

La récente décision du tribunal de Bobigny contrariant un projet de grève des pilotes d'Air Inter nous rappelle qu'il existe deux conceptions du droit de grève.

Pour les uns, le droit de grève est le droit reconnu aux salariés de s'exprimer collectivement par l'arrêt de travail, sans que soit nécessaire une véritable revendication. L'un des leurs symboles est matraqué, les ouvriers du Livre cessent le travail sans rien réclamer aux patrons des entreprises de presse, uniquement pour exprimer leur solidarité et leur indignation : grève... D'autres cessent le travail pour participer à une journée nationale pour la défense des libertés ou de la Sécurité sociale : grève encore, même si aucun employeur n'est directement concerné, etc.

La Cour de cassation ne l'entend pas de cette oreille. Selon elle, le droit de grève autorise sans doute les salariés à causer un préjudice à l'entreprise et à ses clients ; mais, dans la mesure, et dans la mesure seulement, où l'employeur est à même de faire cesser le préjudice qui lui est ainsi infligé. Autrement dit, la grève ne peut être qu'un moyen de pression pour inciter l'employeur à satisfaire une revendication. Sinon, il est fait un usage illicite du droit de grève, qui, comme tout autre droit, est susceptible d'abus.

Substituant ainsi une logique de la revendication à une logique de l'expression, la Cour suprême subordonne le caractère non abusif de l'exercice du droit de grève à trois conditions indissociables. Il faut d'abord qu'une revendication ait été présentée à l'employeur. Mais cette première condition n'a de sens que s'il s'agit d'une revendication susceptible d'être satisfaite ; donc, deuxième condition, une revendication que l'employeur était en état d'accepter... Et, troisième condition, qu'il l'ait rejetée ; sinon, pourquoi faire grève ? Les trois côtés d'un « triangle des Bermudes » du droit de grève « traditionnel ». Finies les grandes masses, à moins de les célébrer le samedi ou le dimanche ! Finies les grèves surprises ! Mais surtout, infiniment plus graves, appréciation par les juges de la deuxième condition : la revendication était-elle acceptable pour l'entreprise ? Appréciation inévitablement subjective !

Dérèglements

Les pilotes d'Air Inter réclament une expérience de pilotage à trois sur certains avions : le tribunal de Bobigny répond qu'il est « évident » (sic) qu'une expérience à deux pourra aussi être conduite... Admirables compétences aéronautiques de ce tribunal, qui invoque, par ailleurs, les contraintes de la concurrence internationale et l'adoption, par la grande majorité

des compagnies étrangères, du pilotage à deux. Est-ce à dire que, demain, des juges pourront invoquer le caractère non abusif de l'exercice du droit de grève à l'occasion d'une grève dans une entreprise française soumise à la concurrence asiatique ? Tous les dérèglements sont possibles. Et, cependant, on ne voit pas comment interdire aux juges de se prononcer sur la deuxième des trois conditions posées par la Cour de cassation et qui forment un tout... Mieux : on ne voit même pas comment le législateur pourrait décider que le droit de grève est, lui, insusceptible d'abus.

Force est donc de s'en remettre à la sagesse des tribunaux en leur rappelant tout de même une petite anecdote. Traités de lâches, il y a quelques années, par un ministre de l'Intérieur, les magistrats de Paris décidèrent de fermer leurs dossiers et d'aller processionner, accoutés, pour exprimer leur émotion ; sans aucune revendication particulière. Exemple à ne pas suivre ! La Cour de cassation approuverait des deux mains le renvoi sans préavis — c'est-à-dire de vulgaires salariés — coupables de la même démarche... Le préambule de notre Constitution range le droit de grève parmi les principes « particulièrement nécessaires à notre temps » ; mais il a omis le plus important de ces principes : ce qui est bon pour les uns ne l'est pas forcément pour les autres.

(*) Professeur à l'université Paris-IX.

2^e FORUM MICRO SERVEURS VIDEOTEX

24-25-26-27 NOVEMBRE 1987
HOTEL PULLMAN SAINT-JACQUES
17, boulevard Saint-Jacques 75014 PARIS

Toutes les solutions serveurs clés en main :

Pour les entreprises, les commerçants, les artisans, les collectivités locales.

Une exposition :

Constructeurs et éditeurs de microserveurs, sociétés de conseil et éditeurs de logiciels, concepteurs d'applications personnalisées.

Des conférences :

Comment créer un service télématique ? Comment développer des microserveurs ? Les outils de conception vidéo-tex. Le marché des microserveurs : évolution de la demande et stratégie des fournisseurs. Sécurité, surveillance et protection des données télématiques. Les microserveurs dans l'entreprise. Les interfaces de télécommunications.

Renseignements et inscriptions :
NTI 11, rue du Marché Saint-Honoré 75001 Paris
Francis Martes, Annie Bezamat
Tel. (1) 42 96 67 22

Manifestation patronnée par l'INFORMATIQUE, groupe SARI

de Genève
concernés

IX
nature.

Chem

Marchés financiers

BOURSE DU 25 NOVEMBRE

**Cours relevé
à 14 h 56**

[illegible]**Comptant** (reflection)**SICAV** (reflection)

24/11

Obligations			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Exp. 7 1/2 % 1877	124 98	4 488	Compagnie (B)	198	198	Lovena (B)	1135	1135	Suez (B), ex-CP	280	280	A.A.A.	687 95	671 18	French Nigeria	948 33	929 71	Châlon (B)	1028 94	1013 34	Châlon (B)	1028 94	1013 34
Exp. 8 1/2 % 1877	120 10	3 888	Compagnie (C)	192	192	Lovena (C)	850	850	Suez (C)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (C)	1028 94	1013 34	Châlon (C)	1028 94	1013 34
8 1/2 % 78/84	100 10	2 988	Compagnie (D)	192	192	Lovena (D)	850	850	Suez (D)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (D)	1028 94	1013 34	Châlon (D)	1028 94	1013 34
10 1/2 % 80/88	104 85	8 972	Compagnie (E)	192	192	Lovena (E)	850	850	Suez (E)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (E)	1028 94	1013 34	Châlon (E)	1028 94	1013 34
10 1/2 % 80/88	106 07	9 372	Compagnie (F)	192	192	Lovena (F)	850	850	Suez (F)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (F)	1028 94	1013 34	Châlon (F)	1028 94	1013 34
12 1/2 % 80/88	112 58	10 772	Compagnie (G)	192	192	Lovena (G)	850	850	Suez (G)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (G)	1028 94	1013 34	Châlon (G)	1028 94	1013 34
13 1/2 % 80/88	114 20	11 732	Compagnie (H)	192	192	Lovena (H)	850	850	Suez (H)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (H)	1028 94	1013 34	Châlon (H)	1028 94	1013 34
14 1/2 % 80/88	112 40	11 732	Compagnie (I)	192	192	Lovena (I)	850	850	Suez (I)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (I)	1028 94	1013 34	Châlon (I)	1028 94	1013 34
15 1/2 % 80/88	112 40	11 732	Compagnie (J)	192	192	Lovena (J)	850	850	Suez (J)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (J)	1028 94	1013 34	Châlon (J)	1028 94	1013 34
16 1/2 % 80/88	112 40	11 732	Compagnie (K)	192	192	Lovena (K)	850	850	Suez (K)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (K)	1028 94	1013 34	Châlon (K)	1028 94	1013 34
17 1/2 % 80/88	112 40	11 732	Compagnie (L)	192	192	Lovena (L)	850	850	Suez (L)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (L)	1028 94	1013 34	Châlon (L)	1028 94	1013 34
18 1/2 % 80/88	112 40	11 732	Compagnie (M)	192	192	Lovena (M)	850	850	Suez (M)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (M)	1028 94	1013 34	Châlon (M)	1028 94	1013 34
19 1/2 % 80/88	112 40	11 732	Compagnie (N)	192	192	Lovena (N)	850	850	Suez (N)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (N)	1028 94	1013 34	Châlon (N)	1028 94	1013 34
20 1/2 % 80/88	112 40	11 732	Compagnie (O)	192	192	Lovena (O)	850	850	Suez (O)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (O)	1028 94	1013 34	Châlon (O)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (P)	192	192	Lovena (P)	850	850	Suez (P)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (P)	1028 94	1013 34	Châlon (P)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (Q)	192	192	Lovena (Q)	850	850	Suez (Q)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (Q)	1028 94	1013 34	Châlon (Q)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (R)	192	192	Lovena (R)	850	850	Suez (R)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (R)	1028 94	1013 34	Châlon (R)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (S)	192	192	Lovena (S)	850	850	Suez (S)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (S)	1028 94	1013 34	Châlon (S)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (T)	192	192	Lovena (T)	850	850	Suez (T)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (T)	1028 94	1013 34	Châlon (T)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (U)	192	192	Lovena (U)	850	850	Suez (U)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (U)	1028 94	1013 34	Châlon (U)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (V)	192	192	Lovena (V)	850	850	Suez (V)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (V)	1028 94	1013 34	Châlon (V)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (W)	192	192	Lovena (W)	850	850	Suez (W)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (W)	1028 94	1013 34	Châlon (W)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (X)	192	192	Lovena (X)	850	850	Suez (X)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (X)	1028 94	1013 34	Châlon (X)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (Y)	192	192	Lovena (Y)	850	850	Suez (Y)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (Y)	1028 94	1013 34	Châlon (Y)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (Z)	192	192	Lovena (Z)	850	850	Suez (Z)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (Z)	1028 94	1013 34	Châlon (Z)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (A)	192	192	Lovena (A)	850	850	Suez (A)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (A)	1028 94	1013 34	Châlon (A)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (B)	192	192	Lovena (B)	850	850	Suez (B)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (B)	1028 94	1013 34	Châlon (B)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (C)	192	192	Lovena (C)	850	850	Suez (C)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (C)	1028 94	1013 34	Châlon (C)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (D)	192	192	Lovena (D)	850	850	Suez (D)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (D)	1028 94	1013 34	Châlon (D)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (E)	192	192	Lovena (E)	850	850	Suez (E)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (E)	1028 94	1013 34	Châlon (E)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (F)	192	192	Lovena (F)	850	850	Suez (F)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (F)	1028 94	1013 34	Châlon (F)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (G)	192	192	Lovena (G)	850	850	Suez (G)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (G)	1028 94	1013 34	Châlon (G)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (H)	192	192	Lovena (H)	850	850	Suez (H)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (H)	1028 94	1013 34	Châlon (H)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (I)	192	192	Lovena (I)	850	850	Suez (I)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (I)	1028 94	1013 34	Châlon (I)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (J)	192	192	Lovena (J)	850	850	Suez (J)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (J)	1028 94	1013 34	Châlon (J)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (K)	192	192	Lovena (K)	850	850	Suez (K)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (K)	1028 94	1013 34	Châlon (K)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (L)	192	192	Lovena (L)	850	850	Suez (L)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (L)	1028 94	1013 34	Châlon (L)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (M)	192	192	Lovena (M)	850	850	Suez (M)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (M)	1028 94	1013 34	Châlon (M)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (N)	192	192	Lovena (N)	850	850	Suez (N)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (N)	1028 94	1013 34	Châlon (N)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (O)	192	192	Lovena (O)	850	850	Suez (O)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (O)	1028 94	1013 34	Châlon (O)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (P)	192	192	Lovena (P)	850	850	Suez (P)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (P)	1028 94	1013 34	Châlon (P)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (Q)	192	192	Lovena (Q)	850	850	Suez (Q)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (Q)	1028 94	1013 34	Châlon (Q)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (R)	192	192	Lovena (R)	850	850	Suez (R)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (R)	1028 94	1013 34	Châlon (R)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (S)	192	192	Lovena (S)	850	850	Suez (S)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (S)	1028 94	1013 34	Châlon (S)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (T)	192	192	Lovena (T)	850	850	Suez (T)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (T)	1028 94	1013 34	Châlon (T)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (U)	192	192	Lovena (U)	850	850	Suez (U)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (U)	1028 94	1013 34	Châlon (U)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (V)	192	192	Lovena (V)	850	850	Suez (V)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (V)	1028 94	1013 34	Châlon (V)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (W)	192	192	Lovena (W)	850	850	Suez (W)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (W)	1028 94	1013 34	Châlon (W)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (X)	192	192	Lovena (X)	850	850	Suez (X)	280	280	Acéris	811	178 18	French-American	1065 60	1065 60	Châlon (X)	1028 94	1013 34	Châlon (X)	1028 94	1013 34
Exp. 10 1/2 % 1877	100 10	5 488	Compagnie (Y)	192																			

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Turquie : avant le scrutin du 29 novembre. 4-5 L'accord de Genève sur les forces nucléaires intermédiaires. 6 Etats-Unis : les mutineries de détenus cubains. 7 Chine : la nomination du premier ministre.	8 Le financement des partis discuté à Metz. 9 L'affaire des fausses factures de Lyon. DÉBATS 2 « Ressources des partis : à qui se fier ? », par M. Israël ; « Handicap et bonheur », par M. Brunet.	12 Une trentaine de villes européennes vont s'associer pour développer la prévention de la délinquance. - Chaumet : les douanes portent plainte. 29 Défense : M. Giraud s'engage à réduire avec précision les effectifs militaires en 1988.	21 Hope and Glory, un film de John Boorman. 22 Effervescence intellectuelle à Belgrade. 23 La retour de Yehudi Menuhin à Moscou. 24 Programmes des expositions. 30 Communication : la CNCL et ses modèles.	40 La situation sur les marchés après le belais des taux en France et aux Etats-Unis. - La conférence des ministres européens de l'agriculture. 41 Les chiffres du chômage. - L'événement de l'UNEDIC. 42-43 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées ... 31-32 Carnet 29 Echecs 29 Météorologie 28 Mots croisés 28 Radio-Télévision 28 Spectacles 25 à 27	• Le <i>mini-journal</i> 24 h. JOUR • La revue de presse. PPS • Prix littéraires : voter pour l'intervallité ! LOTO 3615 Tapez LEMONDE La librairie de <i>Le Monde</i> est ouverte, mais sur 3615 + LM 16

Au conseil des ministres

M. Malinvaud quitte la direction de l'INSEE
M. Milleron lui succède

Le conseil des ministres du mercredi 25 novembre a nommé M. Jean-Claude Milleron au poste de directeur général de l'INSEE, en remplacement de M. Edmond Malinvaud, qui devrait être appelé au Collège de France.

M. Patrice Vial, inspecteur des finances, actuellement conseiller technique au cabinet du ministre de l'économie, succède à M. Milleron comme directeur de la prévision.

Fils d'avocat, né à Limoges en 1923, M. Edmond Malinvaud, un moment attiré par la littérature, a opté pour l'école polytechnique. C'est tout naturellement qu'il se tourna vers l'économétrie qui est la science du traitement mathématique des données statistiques en économie. Directeur de la prévision en 1972, on le savait à l'œuvre sur un manuel de macro-économie dont le dernier volume paraîtra en 1981, le second en 1983. Cette science, a-t-il qualifiée de « magistrale », par Alfred Sauvy qui y voyait la marque d'un « ouvrage de haute classe internationale ».

Auparavant, on s'était penché sur son « réexamen de la théorie du chômage », qui démontrait avec quelle modestie prévisionnelle le directeur de l'INSEE établissait une théorie dont on ne se peut-être pas suffisamment inspiré. Il insiste sur le rôle essentiel joué par l'insuffisance du rendement du capital dans la baisse de l'emploi. Cette insuffisance de rendement empêche la mise en œuvre de nouveaux investissements que justifierait la demande. Il dénonce courageusement les niveaux trop élevés des salaires réels dont l'effet peut être doublement néfaste, soit que ces salaires accablent une part injustifiée de la valeur ajoutée (amoindrissant les profits des entreprises) soit qu'ils provoquent une substitution du capital au travail.

La situation du commerce extérieur

Le conseil des ministres du mercredi 25 novembre a adopté sur proposition de M. de Charette, ministre chargé de la fonction publique, un décret augmentant les indices de traitement des fonctionnaires de catégorie B au début de l'année. Ce décret aggraverait la situation de 145 000 agents. Sur proposition de M. Douffignies, ministre des transports, le conseil des ministres a adopté le décret portant approbation des statuts de la compagnie nationale Air France.

Le conseil des ministres a entendu une communication de M. Edouard Balladur, ministre des finances, sur l'amélioration de l'accès des petites et moyennes entreprises à la commande publique.

M. Balladur et M. Michel Noir, ministre délégué chargé du commerce extérieur, ont fait une communication sur la situation du commerce extérieur. Ils ont noté que le déficit actuel du solde industriel

trouve son origine à la fois dans le redéploiement géographique que connaissent nos échanges et dans le flux d'importations induit par le niveau soutenu de l'investissement en France. Ils ont ajouté que, « au-delà de leurs inconvénients immédiats, ces deux phénomènes sont un gage positif pour l'avenir ». Ils ont indiqué que la politique du gouvernement vise à accélérer le mouvement et comporte trois axes : le soutien à l'implantation des entreprises à l'étranger, pour lequel des mesures fiscales nouvelles seront prises à brève échéance ; la mobilisation du dispositif public de soutien des exportateurs en direction de trois pays prioritaires : la République fédérale d'Allemagne, l'Italie et l'Espagne ; l'ouverture des mentalités aux préoccupations internationales, grâce notamment à un programme de stages en entreprise à l'étranger ouverts aux jeunes.

Création de deux corps de chefs d'établissements secondaires

Le conseil des ministres du mercredi 25 novembre a entendu une communication du ministre de l'éducation nationale sur son projet de décret destiné à valoriser la fonction et la carrière des chefs d'établissements de l'enseignement secondaire (le *Monde* du 23 octobre), dont il a approuvé les grandes lignes. Ce projet vise à créer deux corps de chefs d'établissements à gestion nationale spécifique, auxquels des concours nationaux et un tour extérieur donneraient accès. Le premier corps réunirait tous les principaux de collège et la grande majorité des proviseurs et censeurs de lycées et lycées professionnels.

Seuls cinq cents proviseurs de « grands lycées parisiens » accéderaient à ce corps.

Mesures individuelles. — Sont nommés conseillers d'Etat : MM. Raphaël Hadas-Labell et Martin Durand-Viel, tous deux maîtres des requêtes. M. Serge Goldberg, ingénieur général des Ponts et chaussées, est nommé président du conseil d'administration de l'établissement public du parc de La Villette.

Le supplément du « Monde », « Les vingt ans de l'île-de-France », distribué avec ce numéro, n'est diffusé ni dans les DOM-TOM, ni à l'étranger.

A B C D E F G

Saisi par un électeur

Le Conseil constitutionnel ne peut remettre en cause la situation de M. Edgar Faure

Le Conseil constitutionnel a rejeté, le mardi 24 novembre, la requête présentée le 1^{er} septembre par un électeur de Mairiolle (Doubs), M. Antoine Pouchol. M. Pouchol, invoquant notamment les articles LO 144 et LO 176 du code électoral, demandait au Conseil constitutionnel de constater que M. Edgar Faure, sénateur de ce département et président, depuis le 5 mars dernier et jusqu'au 31 décembre 1989, de la mission du bicentenaire de la Révolution française et de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, ne pouvait plus de ce fait demeurer sénateur (le *Monde* du 13 mars et du 13 septembre).

L'article LO 144 du code électoral dispose en effet que « les personnes chargées par le gouvernement d'une mission temporaire peuvent cumuler l'exercice de cette mission avec leur mandat de député, pendant une durée n'excédant pas six mois ». L'article LO 176 prévoit que les députés dont la mission est prolongée au-delà de six mois « sont remplacés jusqu'au renouvellement de l'Assemblée nationale par les personnes élues en même temps qu'eux à cet effet ». Une autre disposition du code électoral (LO 297) étend aux sénateurs ce système d'incompatibilités.

Tout en la déclarant irrecevable, le Conseil constitutionnel s'est affirmé compétent pour examiner cette requête, contrairement à ce qu'avaient soutenu le secrétariat général du gouvernement dans ses observations et M. Jean Rivero, professeur émérite à l'université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris, dans une étude demandée par M. Faure et transmise au Conseil.

Le Conseil constitutionnel souligne que la législation relative aux incompatibilités « est applicable pendant toute la durée du mandat des intéressés qui ont l'obligation de déclarer au bureau de leur assemblée les activités ou fonctions qu'ils entendent conserver ou accepter » (1).

Le Conseil rappelle ensuite (comme il l'avait fait jadis à propos du cas de Marcel Dassault) qu'il ne peut intervenir éventuellement, dans ce genre de cas, qu'à la manière d'un

juge d'appel, après examen par le bureau de l'assemblée concernée de la situation du parlementaire. Un doute exprimé par le bureau, une contestation (du fait du parlementaire ou du garde des sceaux) peuvent être à l'origine d'une saisine du Conseil, et cette faculté « n'est ouverte à aucune autre personne ou autorité ».

MICHEL KALMAN.

(1) M. Edgar Faure n'avait, à la date du 24 novembre, pas rempli cette obligation, selon les services compétents du Sénat. Mais son président, Alain Poher, a rejeté, le 7 septembre, comme non conforme à la réglementation en vigueur au Sénat une proposition de M. Antoine Pouchol concernant le remplacement de M. Edgar Faure et une modification du régime des incompatibilités.

En famille

Même inspirée par des motivations quelque peu cloche-mesquées, la requête de M. Pouchol n'en pose pas moins un problème sérieux. La législation relative aux missions (dans quelque sens qu'on entende ce terme) confiées aux parlementaires est à la fois complexe et floue. Des précédents nombreux et des solutions à géométrie variable adoptées ces par ces sont de nature à accroître la confusion plutôt qu'à l'éclaircir.

Surtout, il existe une solide tradition parlementaire française de protection des députés et sénateurs qui laisse subsister à côté de nombreux aspects légitimes, voire glorieux, une certaine propension à se dispenser plus à régler « en famille » les difficultés qu'en résolvant. Sans que les électeurs puissent s'assurer entre les scrutins que leur élus se consacrent véritablement à leur mandat.

En suivant le cas Edgar Faure, qui aime à rappeler lui-même l'impressionnante liste de fonctions réelles ou honorifiques qu'il assume ou a été censé assumer, M. Pouchol n'a donc pas fait œuvre inutile. Grâce à lui, le Conseil constitutionnel appelle de manière feutrée à une rigueur qui, en la matière, n'est pas toujours de règle.

M.K.

Sur le vif

Triple zéro

Vous savez ce que c'est, vous, les FN ? Non, pas le FN, les FN ? Ben, vous êtes aussi nuls que moi. Pourtant, ce matin, à la conférence, ils étaient pas de se les envoyer à la gueule : Ouais, c'est pas parce que t'es les FN que t'as besoin de vingt colonnes ! Si ! Non ! Si ! A la sortie, je lui demande, au chef du service étranger, je lui dis : c'est quoi, les FN ?

C'est des missiles.
C'est bien l'impression que ça faisait. C'est les Pershing, tout ça, qu'on voulait et qu'on veut plus ?

Voilà. Ils ont décidé hier à Genève, Shultz et... le Sov, pas le peine que je te dise son nom, tu saurais pas s'écrire.
Ils ont décidé quoi ?
D'éliminer tous les missiles de portée intermédiaire installés en Europe.

Elle va jusqu'où, cette portée-là ?
Les Américains pouvaient aller jusqu'à la banlieue de Moscou et les Sov jusqu'à la bicoque en Bretagne et même beaucoup plus loin, les Apores, Gibraltar, Agadir...

Alors, si c'était eux les plus forts, pourquoi ils renonceraient à leurs SS-20 ? Pour être bien sûr que les Américains viendraient pas arroser leurs potagers ?

Pas vraiment. T'as vu, dit-il, c'est pour plus les voir traîner en Europe, les Américains. Ça pourrait les inciter à débarrasser le plancher.

Et à nous laisser tout seuls ?
T'efface pas, on a notre pétard. Remarque, il va pas loin, comparé à tout ce qu'ils ont en réserve, les Sov, quatre-vingt-dix sous-marins lance-missiles, des bombardiers par milliers... Bon, maintenant, ma petite chérie, si tu dégages ? Ils sont pas tous complètement à la main, les lecteurs. Ils attendent qu'on leur en parle sérieusement, des FN.

Encore une minute ! D'abord, juste, l'option triple zéro, c'est quoi ?
Ah ! Filète ! Ça suffit comme ça, le triple zéro, c'est toi !

CLAUDE SARBAUTE.

RMC demande un administrateur provisoire pour Nostalgie

La direction de Radio-Montecarlo souhaite la nomination d'un administrateur provisoire à la tête de Cap Conseil, la société qui exploite le réseau Nostalgie et dont Pierre Alberti, actuellement incarcéré, est encore le gérant. La demande a été faite au tribunal de commerce de Lyon par l'avocat de la radio monégasque, laquelle, avec 35 % des parts, constitue le deuxième actionnaire de Cap Conseil. RMC a donc choisi une procédure d'urgence qui a pris la forme d'un référé d'heure à heure plaidé le 26 novembre à Lyon et pourrait prendre de vitesse l'équipe de M. Alberti qui espère une mise en liberté du fondateur de Nostalgie à la fin de la semaine et son retour normal à la tête de la société.

Il ne s'agit pas d'un geste agressif à l'égard de mon partenaire, se défend M. Pierrick Borvo, directeur général de RMC, mais une démarche d'actionnaire soucieux de la poursuite des activités du réseau. Un réseau dont il garantit la continuité. Tout en saluant les qualités d'imaginaire et de dynamisme de M. Alberti, M. Borvo se dit surpris et attristé des déboires de patron de Nostalgie. Une confirmation des faits pourrait cependant, dit-il, le contraindre à se porter partie civile. De leur côté, les cent vingt et une radios franchisées Nostalgie ont publié, lundi 23 novembre, un communiqué : « L'affaire Alberti a été trop soumise à la presse comme l'affaire Nostalgie, elle n'est en fait que l'affaire Cap Conseil. Radio-Nostalgie est le nom commercial d'un produit géré par cent vingt et une sociétés franchisées employant au total un millier de personnes qui se voient aujourd'hui indirectement accusées de malversations financières. »

A. Co.

Terroriste repentant ou mouchard ?
Ses anciens amis ont peur de lui...
Car...

NETCHAIEV
EST DE
RETOUR

Un roman de JORGE SEMPRUN

J.C. LATTES

CHALES
ETOILES
CARRÉS
en
matières
nobles,
CACHEMIRE
SOIE
LAINE
thèmes écossais,
unis,
imprimés

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

LES AMATEURS D'APPLE FONT LEUR

CHEZ INTERNATIONAL COMPUTER.

LES AUTRES PÉDALENT DANS LE

Un Macintosh Plus
et un disque dur
20 Mo. compatible
17990 F HT



INTERNATIONAL
COMPUTER
La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4 • 42 72 26 26
64, av. du Prado Marseille 6 • 91 37 25 00

RAYMONDE LESCUR
présente
Femmes **Burberry's** Hommes
Centre Maine-Montparnasse - Paris 15^{ème}

LES OASIS FISCALES
DE LA C.E.E.
SCIENCE VIE
ECONOMIE
DÉCEMBRE

مكتبة الأمل